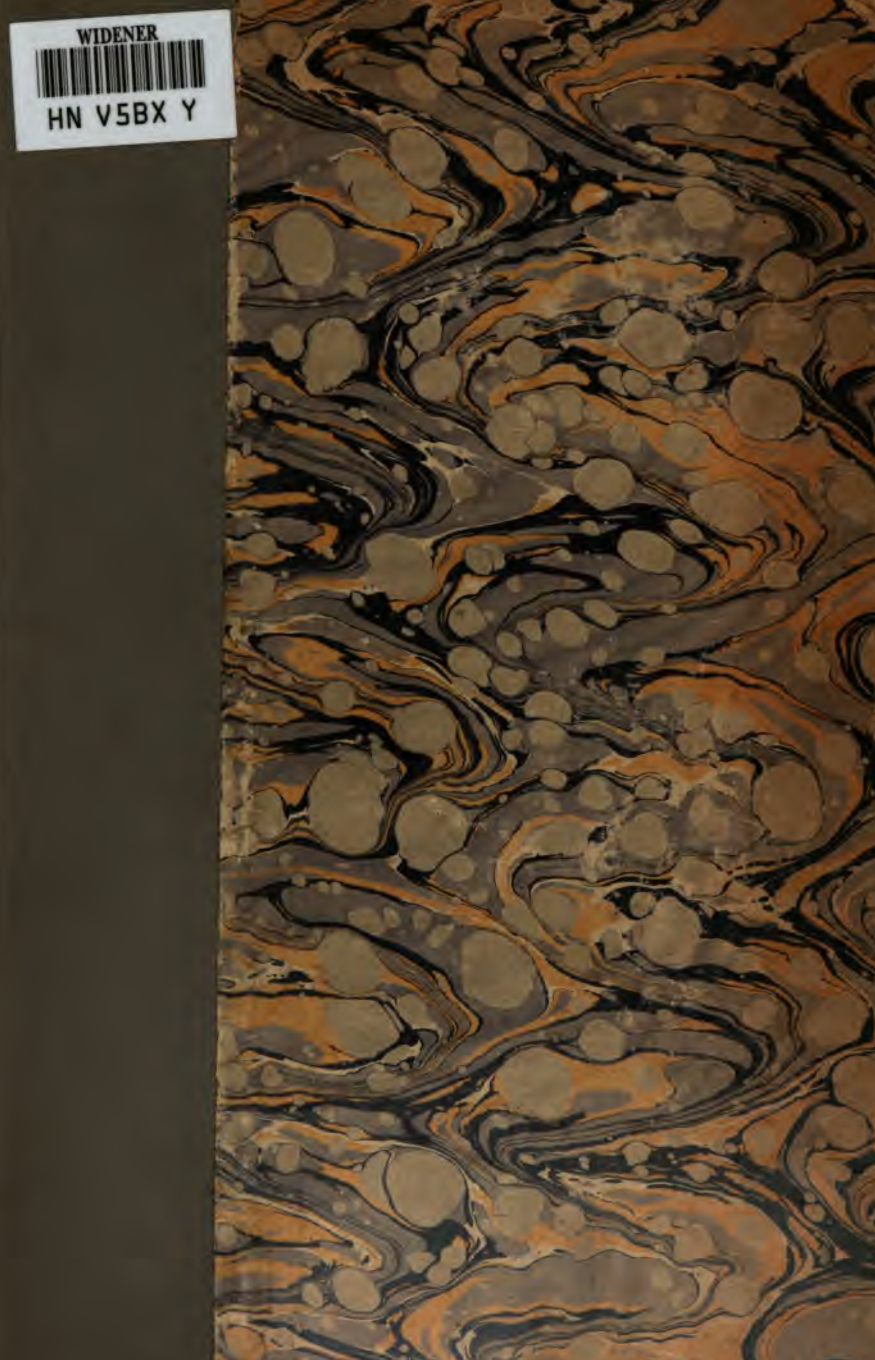
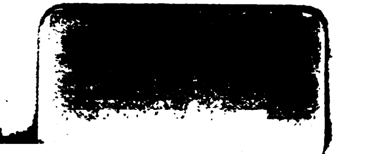

WIDENER
HN V5BX Y


VE
RI
TAS



LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

XI

HONDSCHOOTE

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

La Guerre, 1870-71.
1 volume in-18 jésus. 3 fr.

Le général Chanzy.
(Couronné par l'Académie française, Prix Montyon.)

Paris en 1790.
traduit de l'allemand de **Halem** avec une introduction et des notes. 1 volume in-8° carré 7 fr. 50

LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

(Couronnées par l'Académie française et par l'Académie des sciences morales et politiques. Prix Gobert et grand prix Audiffred.)

I. — **La première Invasion prussienne.**
II. — **Valmy.**
III. — **La retraite de Brunswick.**
IV. — **Jemappes et la Conquête de la Belgique.**
V. — **La Trahison de Dumouriez.**
VI. — **L'Expédition de Custine.**
VII. — **Mayence.**
VIII. — **Wissembourg.**
IX. — **Hoche.**
X. — **Valenciennes.**
XI. — **Hondschoote.**

Chaque volume formant un tout complet. . . 3 fr. 50

LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

PAR

ARTHUR CHUQUET

XI

HONDSCHOOTE



PARIS

LÉON CHAILLEY, ÉDITEUR

41, RUE DE RICHELIEU, 41

—

1896

PRÉFACE

Ce volume retrace les opérations de l'armée du Nord sous le commandement de Kilmaine et de Houchard. Kilmaine est contraint d'abandonner le camp de César et de se retirer sur Arras. Le brave et faible Houchard, secondé par Berthelmy et Gay-Vernon, a plus de succès ; il gagne, malgré ses hésitations, la bataille d'Hondschoote et débloque Dunkerque ; il écrase à Menin les Hollandais. Mais Le Quesnoy capitule ; les garnisons de Cambrai et de Bouchain sont taillées en pièces à Avesnes-le-Sec ; l'armée évacue Menin. On rend Houchard responsable des désastres et on lui reproche de n'avoir pas profité des victoires ; il est arrêté et condamné à mort.

Je dois remercier ici MM. Hennet et Charavay d'avoir mis à ma disposition, avec une obligeance qui n'égale que leur savoir, l'un une foule de renseignements sur les généraux de cette époque, l'autre les documents qu'il possède sur l'administration de Bouchotte.

CHAPITRE Ier

BOUCHOTTE

I. Le premier Comité de Salut public. — Danton, Delacroix et Delmas. — Attaques contre Bouchotte. — Démission du ministre. — Nomination de Beauharnais et son refus. — Nomination d'Alexandre et rapport du décret qui nomme Alexandre. — Bouchotte défendu par les Jacobins. — Campagne contre le premier Comité. — Marat, Laveaux, Hébert, Vincent et Robespierre. — II. Le second Comité. — Ses principes. — Sa vigueur. — Patriotiser l'armée. — Bouchotte soutenu par le second Comité. — Mesures contre les nobles et les suspects. — Les journaux. — *Le Père Duchesne.* — Les commissaires du pouvoir exécutif. — Mérites de Bouchotte. — Ses plans et annotations. — Ses réponses aux plaintes et aux objurgations. — Son activité. — Confusion. — Suspensions et destitutions. — Promotions. — Vincent et la Commune.

I. Le premier Comité de salut public ou Comité de Danton, élu le 16 avril 1793, ne comptait d'abord que neuf membres, nommés dans l'ordre suivant : Barère, Delmas, Bréard, Cambon, Danton, Robert Lindet, Guyton-Morveau, Treilhard et Delacroix. Mais il devait s'augmenter ; si Bréard et Treilhard en sortirent bientôt, si Mathieu ne fit qu'y paraître, Hérault, Ramel, Saint-Just, Couthon y entrèrent le 30 mai, Berlier le 5 juin, Jeanbon Saint-André et Gasparin le 12 juin, Mallarmé le 27 juin (1).

1. Recueil Aulard, III, 116, 182; IV, 381, 540 ; V, 48, 100, 119.

Ceux qui se chargèrent du département de la guerre furent Delacroix, Delmas et Gasparin. Le 29 juin, le Comité considérant que les circonstances exigeaient la plus grande activité, décidait que Danton et Delmas surveilleraient les opérations du ministre Bouchotte ainsi que l'exécution des décrets et arrêtés relatifs aux armées. Danton se laissait suppléer par Delacroix, et ce furent Delacroix et Delmas qui prirent connaissance du travail des promotions dressé par Bouchotte et l'adjoint Muller, qui, de concert avec le ministre, dépouillèrent sur les registres de correspondance les notes données aux officiers supérieurs. Delmas lisait à la Convention un rapport sur le mode d'organisation des 40.000 hommes de la nouvelle levée et de 30.000 hommes de cavalerie; il obtenait que l'armée de la Vendée serait formée de compagnies où entreraient des hommes tirés des régiments de ligne et des bataillons de volontaires de 1791; il présentait à l'Assemblée la liste des officiers qui composeraient l'état-major des onze armées de la République. Delacroix rédigeait les décrets qui défendaient aux administrations d'arrêter la marche des troupes, des transports, des convois, et qui prescrivaient la levée de 25.000 cavaliers, la revue extraordinaire de tous les corps, la création de huit nouvelles compagnies d'artillerie à cheval et des compagnies départementales de canonniers nationaux (1).

Le premier Comité n'aimait pas Bouchotte et le traitait avec mépris, parfois avec brutalité. Il ordonnait un jour d'envoyer dans des départements insurgés une troupe de gendarmes nationaux à qui le ministre fournirait des

1. *Mon.* 12 juillet; séances des 13, 16 et 22 avril, 4, 13, 15, 27 mai, 3 juin, etc.

chevaux. Bouchotte ou son adjoint demandèrent assez niaisement s'il fallait fournir des selles en même temps que des chevaux; sur quoi Danton, qui pourtant n'écrivait guère, prit la plume et, de sa propre main, libella ce billet qu'il fit signer par deux de ses collègues :

« Les représentants du peuple composant le Comité de salut public au ministre de la guerre et à ses adjoints :

« Allez vous f ... f.... Que le diable vous confonde, s'il vous faut des ordres pour donner des selles quand il vous a été enjoint de fournir des chevaux! Faut-il aussi des ordres pour que vous donniez des brides?

« DANTON, ROBERT LINDET, CAMBON FILS AINÉ (1). »

Aussi, le premier Comité fut-il bientôt fatigué de Bouchotte qu'il jugeait mou et dénué d'énergie. Barère assurait que la République périrait par le ministère de la guerre et que le mal était là; Bréard, que l'organisation de ce ministère perdrait l'État et qu'il fallait la transformer au plus vite; Gasparin, qu'il était impossible d'aller avec Bouchotte qui, bien intentionné, n'avait pas l'activité nécessaire pour « suivre la violente rotation de la machine »; Cambon, que Bouchotte était inerte et ignorant en matière d'approvisionnements : « quand on lui demande combien il y a de fusils à sa disposition, quels sont les moyens qu'il prend pour les faire réparer et transporter, on est quinze jours sans avoir sa réponse, et tout languit. » Plusieurs membres de la Convention joignaient leurs plaintes à celles du Comité. Pelet déclarait que Bouchotte ne cessait de désorganiser; Génissieu, qu'il méprisait les lois et devait être destitué; Defermon, qu'il démontrait chaque jour son incapacité; Lidon, que

1. *Tableau historique*, I, 375.

son département était « dans un état de stagnation qui exigeait un prompt changement » ; Haussmann, que Bouchotte était d'une ineptie inconcevable et que ses fautes compromettaient le sort de la République ; un autre, que jamais ministre n'avait passé de marchés plus onéreux. A diverses reprises, les représentants du peuple près l'armée du Nord combattirent Bouchotte. Les commissaires Beffroy, Courtois et Duhem disaient au Comité : « Le ministre et ses bureaux se f...... de nous. » Ils avaient beau écrire ; le plus souvent, Bouchotte ne répondait pas ou, s'il répondait, ses lettres n'étaient ni promptes ni satisfaisantes. « L'inertie des bureaux, assurait Beffroy, et l'inaptitude du ministre paralysent tout (1). »

Le 27 mai, Bouchotte offrit sa démission, et, trois jours plus tard, la Convention chargea le Comité de lui indiquer un sujet. L'insurrection dirigée contre les Girondins vint à la traverse. Mais, le 11 juin, Bouchotte priait de nouveau, « suppliait » la Convention de lui donner un successeur : il avait de puissants motifs pour quitter son poste ; il trouvait de grands obstacles, et « le courant était si considérable, qu'il ne lui restait presque pas de temps pour méditer sur les objets les plus importants. » Le surlendemain (13 juin), le Comité proposait Beauharnais à l'Assemblée. Bouchotte, disait Barère, ne pouvait tenir les rênes de son département avec l'énergie qu'exigeaient les besoins pressants du moment, et son activité ne répondait pas à son patriotisme ; Beauharnais, connu par son civisme comme par ses talents militaires, avait été chef d'état-major et s'était préparé par cette sorte de

1. Rec. Aulard, IV, 57 ; séances de la Convention du 25 mai, des 8 et 13 juin ; lettre de Gasparin à La Marlière, 15 juin (A. N. w. 297) ; Beffroy, Courtois et Duhem au Comité, Beffroy au Comité, 11 juin (A. G.).

noviciat au ministère de la guerre; après avoir conduit une armée, il en conduirait onze, et, de la direction immédiate des troupes de la région du Rhin, il passerait aisément à la direction centrale et suprême de toutes les forces de la République.

Beauharnais, agréé par la Convention, refusa de se jeter dans les orages de la Révolution. Le 21 juin, le Comité désignait au choix de l'Assemblée Alexandre, commissaire ordonnateur en chef à l'armée des Alpes, homme d'une probité sévère et d'un républicanisme prononcé. Mais Thuriot affirma qu'Alexandre n'avait pas les talents que réclamait l'emploi, qu'un seul homme ne pouvait d'ailleurs embrasser tous les détails de l'administration de la guerre ni vérifier les pièces présentées à sa signature, ni même lire la moitié des lettres qui lui étaient adressées, et il proposa de partager le fardeau que Bouchotte avait jugé trop pesant, entre Alexandre et deux autres. Bréard convint que le ministère était en effet trop compliqué pour un homme seul et il demanda que le ministre fût dispensé dorénavant du soin des subsistances et des fournitures de l'armée. Finalement, la Convention chargea le Comité d'examiner s'il ne fallait pas donner au département de la guerre trois ministres au lieu d'un.

Le lendemain (22 juin), le Comité déclarait qu'un seul ministre suffisait, et derechef il proposait Alexandre dont il garantissait le patriotisme. L'Assemblée nomma Alexandre. Mais aussitôt un député s'écria qu'Alexandre était six mois auparavant courtier à la Bourse, et Billaud-Varenne confirma le fait : plusieurs membres du Comité de la guerre avaient attesté la veille qu'Alexandre était agent de change au 10 août. Vainement Fabre d'Eglantine assura qu'Alexandre commandait le bataillon du

faubourg Saint-Marceau à l'attaque des Tuileries, que tous les généraux voulaient l'avoir près d'eux à cause de son zèle et de son activité, que les meilleurs ministres de l'ancien régime, Louvois et d'Argenson, n'avaient pas été lieutenants-colonels, ni même capitaines. La Convention annula le décret qu'elle venait de porter (1).

Bouchotte resta. Il avait dans la Convention de chauds partisans. Lequinio ripostait à ses adversaires qu'une cabale se montait pour le perdre et que des administrateurs malveillants se liguaient pour rejeter sur lui leurs propres fautes. Billaud-Varenne conseillait à l'Assemblée de diviser le ministère en trois parties et de conserver Bouchotte en lui donnant deux adjoints. Enfin, les Jacobins exigeaient le maintien d'un homme de leur bord. Ils avaient

1. Rec. Aulard, IV, 482, 526; *Mon.*, séances des 13, 21, et 22 juin. Alexandre (Charles-Alexis) était né le 8 décembre 1755 à Paris. Agent de change en 1786, il fut successivement capitaine des canonniers au bataillon de Saint-Marceau, commandant du bataillon (1791), chef de la première légion de Paris, et joua un grand rôle dans toutes les affaires qui eurent lieu du mois d'avril 1791 à la fin de septembre 1792; il disait lui-même qu'il avait occupé à Paris la seconde place dans la garde nationale et que le seul qui fût au-dessus de lui (Santerre) avait été fait maréchal de camp. Après avoir été commissaire du pouvoir exécutif à Chantilly et rempli sa mission avec intelligence, il obtint, le 8 novembre 1792, une place de commissaire-ordonnateur à l'armée des Alpes et, quelques jours plus tard, le 24 novembre, celle de commissaire-ordonnateur en chef à la même armée. Destitué (15 avril 1795), réintégré (13 juin 1795), réformé (31 août 1795), de nouveau réintégré (19 avril 1796), ordonnateur en chef à l'armée du Nord et de Sambre-et-Meuse (10 décembre 1796) et à l'armée des Alpes (25 avril 1797), chef de division au ministère de la guerre (octobre 1797), ordonnateur de la 18e division militaire à Dijon (9 octobre 1798), réformé (7 février 1802), Alexandre fut membre du Tribunat (an VIII-1er germinal an X), puis chef de division à l'administration générale des droits réunis, et, en 1815, directeur des contributions directes du Haut-Rhin. Il mourut le 27 septembre 1825. Roederer le qualifie, dans sa *Chronique de cinquante jours* (éd. Lescure, 1875, p. 19) de « digne émule de Santerre ».

accueilli la nomination de Beauharnais par des cris de fureur, et bien que Couthon prétendît que le jeune général, quoique ci-devant, avait reçu l'éducation d'un sans-culotte, Parein et Grammont écrivaient de Tours à Vincent que ce choix décourageait les jacobins des départements : « Comment, vous n'avez pas pu trouver un patriote pour occuper cette place qui, dans les circonstances actuelles, ne devait être donnée qu'à un sans-culotte ! Que faites-vous donc à Paris ? Que fait la Montagne ? Dort-elle ou est-elle corrompue ? Avez-vous oublié que vous faites la guerre aux nobles, et vous nous élevez un noble au ministère ! » Réal et Varlet s'indignaient en pleine Commune de Paris qu'un aristocrate, un ancien membre des Feuillants, fût chargé d'un des plus hauts emplois de la République. Le club protesta bruyamment et, dans la séance du 14 juin, Hanriot, Legendre, d'autres encore, crièrent que Beauharnais appartenait à la caste nobiliaire et ferait le troisième volume de la contre-révolution ; qu'il était bon général, mais mauvais administrateur ; qu'on ne l'avait pas jeté tout exprès sur la terre pour être ministre ; que le Comité semblait croire qu'il fallait être noble pour diriger les bureaux de la guerre, mais que la Société allait se réunir à l'Évêché et prendre de vigoureuses mesures. Gasparin, effrayé de cette « violente sortie », craignait déjà que le club ne vînt demander à la Convention le rapport du décret (1).

Une campagne ardente s'ouvrit contre le Comité. On publia qu'il avait fait son temps et que l'heure était venue de le changer à cause de sa tiédeur et de son modéran-

1. Cf. les discours de Lequinio (séance du 8 juin) et de Billaud-Varenne (22 juin) ; de Réal et de Varlet, 15 juin (*Mon.* du 17) ; Mège, *Corresp. de Couthon*, 250 ; *Le Publiciste*, n° 223 (21 juin) ; *Journal de la Montagne*, 16 juin ; Gasparin à La Marlière, 15 juin.

tisme ; il avait, disait-on, manqué de nerf dans la répression de l'insurrection normande et transformé le département de l'Eure en une autre Vendée. On lui reprocha de dédaigner Bouchotte, de contrarier et d'entraver dans sa marche ce « brave républicain », de s'élever avec humeur contre toutes ses propositions. On l'accusa de pousser les nobles, ces « esclaves blanchis par l'ambition », de garder Custine à la tête de l'armée du Nord, et, le 19 juin, des commissaires du club des Jacobins allèrent inviter le Comité à chasser tous les ci-devant des fonctions civiles et militaires et à répudier pour toujours les « scélérats de cette caste infernale ». On se moqua de Delmas qui s'appropriait les mémoires militaires de Dillon et les débitait comme siens, non sans se rengorger et en assurant qu'il étudiait dès ses jeunes ans Turenne et Montecuccoli; ce Delmas, ajoutait-on, affectait l'empire de la guerre; il faisait à son gré les nominations et les destitutions; il recommandait au ministre des contre-révolutionnaires (1).

Marat, Laveaux, Hébert, Chabot, Vincent, attaquèrent sans ménagement la plupart des membres du Comité. Marat ne soutenait pas Bouchotte; suivant lui, le ministère était une charge trop lourde pour les épaules d'un seul, et l'on devait le diviser entre plusieurs hommes éclairés, actifs et probes qui chacun auraient soin d'une armée. Mais il incriminait le Comité; selon Marat, le Comité se composait de gens sans vues et sans énergie; il était incapable de faire le bien; il gênait les opérations de Bouchotte; Cambon n'avait contre le ministre que des motifs personnels « tirés de quelque petite passion »;

1. Séances de la Convention, 4 juillet (*Mon.* du 6 et du 7) ; des Jacobins, 14 et 19 juin (*Journal de la Montagne* des 16 et 21).

Barère, politique fin et rusé, habitué à nager entre deux eaux, et « l'ennemi le plus dangereux de la patrie », celui qui « paralysait toutes les mesures de vigueur », désirait évidemment qu'un patriote ne fût pas au timon des affaires (1).

Laveaux défendait Bouchotte avec passion. Le Comité, écrivait le journaliste, trouvait des torts à Bouchotte, parce que Bouchotte était patriote et que, sous un ministre patriote, la Révolution allait son train; le Comité s'endormait; le Comité méritait le nom de Comité de la ruine publique; le Comité renfermait des intrigants qui « montraient un petit bout de pavillon aristocratique »; le Comité voulait sauver la patrie, mais il était faible et se conduisait comme les satrapes de l'ancien régime; il accordait beaucoup à la sollicitation, à la protection; il avait de l'orgueil et de la morgue; il répétait tous les jours qu'on doit voir les choses en grand, sans s'amuser aux détails; il exposait des idées hardies et rendait de beaux décrets; il établissait d'excellents principes et prenait des mesures salutaires; mais il n'avait aucune suite dans ses plans et ne pensait pas au mode d'exécution; pourquoi laissait-il à la tête des armées les complices de Dumouriez, et notamment Custine (2)?

Hébert faisait cause commune avec Marat et Laveaux. « Est-ce que le Comité, s'écriait le *Père Duchesne*, est d'accord avec Custine et manigance avec ce bandit la ruine de la République (3) ? »

Mais c'était surtout dans le club des Jacobins que grondaient la menace et l'outrage. Gateau déclarait qu'il

1. *Le Publiciste*, nos 223, 224, 237, 242.
2. *Journal de la Montagne*, 21 et 23 juin, 3 juillet.
3. *Le Père Duchesne*, n° 257.

n'y avait, au Comité, que des insouciants et des traîtres qui méprisaient toutes les accusations portées contre Custine. Chabot demandait que le Comité fût renouvelé : on ne conserverait que trois membres, les seuls véritablement patriotes, les seuls dont le civisme ne fût pas suspect, Jeanbon Saint-André, Saint-Just et Couthon ; mais les autres étaient usés; Mathieu tenait les discours les plus inciviques; Ramel refusait d'armer les sans-culottes et croyait que les propriétaires sauveraient la chose publique; Cambon ne pactisait pas avec les Brissotins, mais il voyait tout avec une loupe, et les objets lui paraissant trop gros, l'effrayaient à la distance de cent pas; Guyton était honnête homme, mais tremblait toujours comme un quaker; Delmas faisait nommer des sujets incapables ou perfides (1).

Le plus acharné des adversaires du Comité était Vincent, secrétaire général du ministre Bouchotte, révolutionnaire enragé, dévoré d'ambition, résolu coûte que coûte à garder sa situation, méditant de soustraire l'administration de la guerre à toute autorité, de renverser le Comité et d'investir de la suprême puissance le Conseil exécutif, pratiquant, suivant l'expression du conventionnel Gay-Vernon, le système d'avilir les représentants. Le Comité avait, après l'échec de Famars, chargé un de ses chefs de bureau, Teissier, de faire une enquête sur les événements et de s'informer exactement de la situation de l'armée du Nord : dans une séance du club, Vincent dénonça Teissier qui prenait un ton dictatorial envers le ministre et voulait lui forcer la main, l'obliger à placer ses créatures. Il accusa le Comité de ne s'être prononcé pour Bouchotte contre Custine qu'après de longs

1. *Journal de la Montagne*, 8 et 10 juillet.

délais et comme à regret. Dans un mémoire qu'il lut aux Jacobins, il attaqua la plupart des membres du Comité, même Danton, avec une extrême virulence. Il prétendit que les *meneurs* et *faiseurs* passaient leur temps à calomnier Paris au lieu de sévir contre les traîtres, qu'ils ne voyaient pas volontiers les nominations patriotiques du ministre, qu'ils favorisaient les contre-révolutionnaires et s'apitoyaient en dépit du bon sens sur le renvoi des aristocrates. Il les traita d'êtres insipides ou vendus dont l'âme était pourrie. Quoi! ils avaient conservé ce Custine qui, dans une lettre fameuse, qualifiait Brunswick d'altesse sérénissime et de pacificateur du monde! « Hommes froidement atroces qui connaissez tant de crimes et en avez le détail effrayant sous les yeux, vous différez encore d'arracher ce brigand de l'armée! Nation française, en quelles mains est ton salut! Quels sont tes mandataires! Ils ont la lettre de ce nouveau Dumouriez, et c'est ce poison à la main que le Comité appelé de salut public, l'a fait proclamer général des deux armées! » Il reprochait au Comité de ne pas répondre à Bouchotte qui lui dénonçait Devrigny, investi tout récemment par Custine et par les représentants du pouvoir redoutable de désarmer les escadrons incomplets : « Citoyens, jugez de tels patriotes, de tels représentants. Serrons-nous enfin à la barre de la Convention. Rendons publique toute cette trame et qu'un grand acte de justice nationale frappe indistinctement tous les coupables! » Il concluait avec une singulière audace : « Une telle conduite est bien digne d'un Cambon qui ne cesse de calomnier la sublime insurrection du 2 juin, d'un Barère qui, à cette même tribune, voulait la force armée à la réquisition de la Convention, l'anéantissement des Comités révolutionnaires, l'insurveillance des postes et les fers pour le municipal

qui aurait eu le courage de troubler la correspondance des contre-révolutionnaires! Elle est bien digne de cet homme qui a tant proposé au Comité de faire nommer Custine général des deux armées du Nord et des Ardennes, malgré sa trahison à celle du Rhin, qui a fait porter au ministère l'ex-vicomte Beauharnais dont la nomination mort-née avait réjoui les contre-révolutionnaires, et ensuite avec le brissotin Grouvelle, son ami, le modéré et plat Alexandre? Elle est digne de Delmas, de cet homme voué à la vie et à la mort à Beurnonville (je tiens sa lettre à ce contre-révolutionnaire). Elle est digne enfin de ces hommes qui avilissent assez leur patrie pour penser avec Machiavel — qui parlait aux despotes — que l'on ne peut se passer de cette caste infâme qui ensanglante la patrie, qu'il faut se servir de ses vices mêmes pour sauver la République, comme si le combat de la raison et de la vertu pouvait être soutenu par le crime! Il faut étouffer les ambitieux dans une République, et c'est en élever à chaque instant, que d'exhumer de l'oubli des hommes qui haïssent tout ce qu'ils sont forcés d'estimer et qui n'ont jamais su que mépriser leurs semblables. C'est d'ailleurs dédaigner dans les armées les braves à la valeur et à l'intrépidité desquels la République doit ses triomphes. Je ne sache pas qu'elle en doive encore de grands aux généraux nobles (1)! »

Robespierre désapprouvait de pareilles invectives. Toutefois, lui aussi plaidait pour Bouchotte et jugeait que le ministre, plus instruit qu'actif, plus propre à délibérer dans un Conseil qu'à régler les opérations des

1. Mémoire de Vincent, lu sans doute à la fin du mois de juin (A. G.); cf. sur sa querelle avec Teissier la séance des Jacobins du 14 juin, et Rec. Aulard, IV, 330.

armées, joignait le patriotisme aux talents et le plus pur civisme aux lumières. Quant au Comité, Robespierre ne le défendait qu'avec mollesse. Sans doute, disait-il, ce Comité ne devait pas encourir la proscription puisqu'il avait rendu de grands services, découvert des complots, développé des vues sages et profondes, donné l'impulsion à d'avantageuses mesures, et d'ailleurs la perfection est impossible, et il serait impolitique de jeter de la défaveur sur une réunion d'hommes chargés des plus graves intérêts et des affaires les plus importantes de l'État. Mais, remarquait Robespierre, tous les membres du Comité n'étaient pas également éclairés et vertueux; ils avaient commis des erreurs et des fautes, et l'on n'a pas assez fait pour la patrie quand on n'a pas tout fait (1).

Le 10 juillet, deux jours après ce discours de Robespierre, un député proposait à la Convention de renouveler aussitôt le Comité. Drouet et Bentabole appuyèrent la proposition et demandèrent que le Comité fût réduit à neuf membres et nommé à haute voix : moins il serait nombreux, mieux il ferait le travail, et s'il était élu par l'appel nominal qui est la vraie pierre de touche du patriotisme, on connaîtrait les véritables patriotes de l'Assemblée. Drouet ajoutait que quelques membres de l'ancien Comité ne méritaient pas la confiance, et Camille Desmoulins, toujours étourdi, n'intervenant qu'à contretemps, outrant les choses, pressé de frapper le vaincu, assurait que le Comité causait beaucoup de mal par son ignorance, par son incapacité, par son ineptie et ne savait ni déjouer les trahisons, ni empêcher les plus humiliants désastres, comme la surprise du camp de Famars.

1. *Journal de la Montagne*, 17 juin et 8 juillet; Hamel, *Robespierre*, III, 54.

La Convention décréta que le Comité ne comprendrait que neuf membres qui seraient nommés dans la séance du soir à haute voix. Ce furent Jeanbon Saint-André, Barère, Gasparin, Couthon, Hérault de Séchelles, Thuriot, Prieur de la Marne, Saint-Just et Robert Lindet (1). Ni Danton, ni Delacroix, ni Delmas n'étaient réélus. L'Assemblée n'avait choisi que d'ardents jacobins, des Montagnards, et, comme disait le *Père Duchesne*, des bougres à poil. Barère était renommé, malgré Marat qui le traitait de royaliste déguisé et qui l'invitait à se prononcer une bonne fois en faveur du nouveau régime; mais suivant le mot de Drouet, il avait de l'esprit et il serait toujours l'homme principal du Comité, celui qui se chargerait des affaires secrètes, des commissions dangereuses, des rapports difficiles (2). Robespierre se réservait. Il gouvernait le Comité par Saint-Just et par Couthon ; il y siégea le 26 juillet sans y être encore adjoint, et y entra le 27, à la place de Gasparin qui se retirait en alléguant la faiblesse de sa santé (3).

II. Le second Comité ne fut pas au-dessous de sa tâche, comme l'avait été le premier Comité. Pas de lenteurs ni de délais, pas d'irrésolutions. Il agit avec décision et fermeté. « La vigueur seule, écrivait-il aux représentants,

1. Jeanbon et Barère, 192 voix; Gasparin, 178; Couthon, 176; Hérault, 175; Thuriot, 155; Prieur, 142; Saint-Just, 126; Lindet, 100 (Rec. Aulard, V, 224).
2. *Le Publiciste*, n° 242; Fersen II, 95.
3. Rec. Aulard, V, 371 et 393. Il est probable que Gasparin, qui donna sa démission le 24, quitta le Comité, non parce qu'il était malade, mais parce qu'il ne put sauver La Marlière, son ami, que Bouchotte avait appelé le 22 à Paris.

peut nous sauver » et il leur recommandait de ne jamais fléchir, d'user sans ménagement de l'immensité du pouvoir national dont ils étaient investis. « Notre gouvernement, disait Gasparin du premier Comité, n'a pas assez de ressort; il faut absolument un centre à notre machine si nous voulons qu'elle aille ; notre situation militaire n'est pas bonne et j'en attribue la cause aux tiraillements produits par les volontés individuelles (1) » Le second Comité eut le ressort qui manquait au premier ; il fut le centre de la machine ; il ne souffrit pas les tiraillements produits par les volontés individuelles. D'emblée, il prit le parti du ministre contre le général, de Bouchotte contre Custine.

Le premier Comité avait négocié. Danton faisait décréter que la Convention ne s'immiscerait en aucune manière dans le gouvernement des autres puissances ; il jetait partout, comme s'exprimait Cambon, des germes diplomatiques, et il se flattait d'annoncer bientôt à l'Assemblée des propositions de paix honorables et la dissolution de la ligue de ces rois qui, bien qu'unis contre la France, n'oubliaient pas leurs prétentions réciproques et la vieille haine qu'ils se portaient mutuellement. Lorsque Dampierre était mort, n'avait-on pas trouvé dans sa poche une lettre de Proli qui, l'invitait, au nom de quelques membres du premier Comité, à parlementer avec les alliés et à leur insinuer adroitement de se retirer après avoir reconnu la République (2)? Le second Comité fit la guerre à outrance. Il modifia les instructions données à Forster et à Petry qui durent prendre dorénavant un

1. Gasparin à La Marlière, 15 juin. (A. N. w. 297); Rec. Aulard, V, 575.

2. Déposition de Sambat et aveu de Proli au procès des Hébertistes Buchez et Roux (*Hist. parl.* XXXI, 385 et 389).

ton belliqueux et menaçant (1). Il arrêta de ne plus envoyer de ministres plénipotentiaires et d'ambassadeurs, mais de n'avoir auprès des puissances étrangères, à l'exception de deux peuples libres, les Américains et les Suisses, que des agents secrets, des secrétaires de légation, des chargés d'affaires qui n'emporteraient pas d'instructions écrites et n'auraient que des pouvoirs et lettres de crédit. Il décida que la lutte serait sans pitié : on devait faire, disait Laveaux, un désert, non pas d'hommes, mais de vivres autour de la France, enlever ou brûler tous les magasins, toutes les provisions; « aller municipaliser Pétersbourg et le Kamtchatka, sous prétexte de la République universelle, ne peut que nous perdre (2). »

L'attention du second Comité se tournait surtout dans les mois de juillet, d'août et de septembre, vers la frontière du Nord. Lorsqu'il apprit la reddition de Condé, il essaya de sauver Valenciennes qui tenait encore et il arrêta que le ministre renforcerait l'armée du Nord de 15.000 hommes d'infanterie et de 6.000 de cavalerie. Le 1er août, dès qu'il sut la capitulation de Valenciennes, il ordonna que Bouchotte enverrait ausitôt que possible au camp de Paillencourt les chevaux qui manquaient à l'artillerie, 3.000 sabres de cavalerie 3.000 brides et mors. Il fit décréter par la Convention qu'un camp serait formé entre Paris et l'armée du Nord. Il enjoignit d'approvisionner Lille et demanda l'état exact des munitions de guerre et de bouche que renfermait la forteresse. Il dépêcha le 7 août un courrier extraordinaire au commandant de Bouchain pour connaître la situation de cette ville et les positions de l'ennemi. Il chargea deux mem-

1. Cf. *Valenciennes*, 37.
2. Rec. Aulard, VII, 29 (arrêté du 21 septembre); cf. *Journal de la Montagne*, 30 septembre.

bres de l'administration des subsistances de parcourir les armées et tout d'abord l'armée du Nord pour vérifier et contrôler les états des magasins, les états de revue et les états des rations, constater les délits, appréhender les prévaricateurs, noter les agents recommandables par le talent et la probité. Il nomma deux commissaires spéciaux, Deschamps et Bécard, qui prirent le titre de commissaires du Comité de salut public et qui devaient recueillir des renseignements sur les places du Nord ainsi que sur les armées belligérantes et venir tous les huit jours, chacun à son tour, rendre compte au Comité de ce qu'ils avaient vu et entendu. Enfin, le 14 août il s'adjoignit Carnot et Prieur de la Côte-d'Or, deux officiers du génie qui dirigeraient la guerre ; Prieur aurait le matériel, Carnot le personnel, et, comme on disait, le moral. Carnot avait été désigné par Barère qui se vante dans ses *Mémoires* d'avoir fait ce présent à la France. Il se trouvait à Cassel le 6 août, lorsqu'il reçut une lettre du Comité qui l'appelait à Paris. Le 11, après avoir communiqué des « vues importantes » sur l'armée du Nord et signé des arrêtés comme s'il était déjà membre du Comité, il reprenait le chemin de la Flandre, conférait avec Houchard et, le 14, regagnait Paris pour tenir désormais, suivant l'expression de Delacroix, le fil de tous les plans militaires et pour organiser la victoire (1).

Mais le Comité ne croyait pas que la victoire fût possible si l'armée n'était républicanisée. Il résolut d'éloigner des camps tous les nobles, de ne mettre à la tête des troupes que des patriotes avérés, des sans-culottes

1. Rec. Aulard, V, 344 (cf. *Mon.* du 27 juillet), 440, 442, 486, 497 544, 555; VI, 13; cf. sur la nomination de Carnot les *Mém.* de Barère, II, 105-106; *Mém. sur Carnot* par son fils, 1893, I, p. 351, et Charavay, *Carnot*, II, 451-453.

d'état et de principes, des hommes qui combattaient pour leurs propres droits. Ne lisait-on pas dans les gazettes que puisqu'on faisait la guerre aux nobles, ils ne devaient pas la diriger? Barère ne nommait-il pas les nobles des *traîtres commencés*? Couthon ne s'écriait-il pas qu'il fallait se guérir de la manie d'employer ces comtes, ces marquis, ces ci-devant qui étaient, de fait ou d'intention, les ennemis du nouveau système, et ne plus se servir que de plébéiens et de ceux que l'ancien régime appelait avec mépris des officiers de fortune? Vainement Du Bois du Bais conseillait d'éviter les grandes commotions qui suivraient une mesure de proscription universelle, et, sans dédaigner les dénonciations, de ne pas les accueillir toutes. Vainement Le Cointre écrivait que « les armées sans chefs se dissipent et s'anéantissent », et que le Comité remplissait les prisons de généraux, et n'osait les punir s'ils étaient coupables, ni leur rendre justice s'ils étaient innocents. Vainement les représentants conservaient des officiers nobles qu'ils ne savaient comment remplacer. « Les successeurs, disait le Comité, sont dans les cantonnements; on les aurait trouvés, si on les avait bien cherchés (1). »

Le Comité usa de tous les moyens pour détruire dans l'armée les souvenirs de la monarchie. Les officiers des vieux régiments ne se résignaient pas à quitter l'habit blanc, et il fallut ordonner à ceux de l'armée du Nord de s'habiller de bleu pour le 10 ou le 15 août au plus tard, selon qu'ils appartenaient au camp principal ou aux divisions éloignées. Ils obéirent de mauvaise grâce. Presque tous conservèrent sur leur nouvel uniforme les boutons

1. Barère, discours du 25 sept.; Mège, *Corresp.* de Couthon, 250; du Bois du Bais au Comité, 31 juillet; Le Cointre au Comité, 12 août (A. G.); Rec. Aulard, V, 474.

blancs avec le numéro du régiment et les épaulettes en argent. Plusieurs, et notamment ceux du 17e, ci-devant Auvergne, avaient même au retroussis de l'habit une grenade ou un autre signe qui rappelait la couleur de leurs anciens revers. On dut, le 21 août, leur enjoindre de porter, dans le délai de quinze jours, les épaulettes jaunes et les boutons jaunes avec la légende « République française » (1).

Pour mieux « patriotiser » l'armée, le Comité garda Bouchotte et le maintint envers et contre tous. Le 25 juillet, Dartigoeyte invitait la Convention à mettre au ministère un homme qui fût digne de la confiance publique et à congédier cet ignorant de Bouchotte qu'une intrigue, une « espèce de magie », fixait encore à la maison de la guerre (2), bien qu'il eût donné sa démission depuis deux mois. Boucher Saint-Sauveur répondit que Bouchotte était patriote, et Barère, que le Comité aimerait mieux nommer de bons adjoints que de changer le ministre. Malgré Boucher et Barère, la Convention résolut de dresser, le jour suivant, une liste de candidats. Mais deux députations se présentèrent à sa barre : l'une, dépêchée par les Cordeliers, engagea l'Assemblée à laisser au ministère de la guerre l'intègre et civique Bouchotte ; l'autre, envoyée par la Société républicaine du Dix-Août, pria la Convention d'arracher au commandement des armées les nobles, « ennemis nés de la liberté », et de ne pas écarter Bouchotte : on employait contre lui les mêmes manœu-

1. Ordres du 31 juillet (signé Des Bruslys) et du 21 août (du camp de Gavrelle); Viger à Bouchotte, 25 août (A. G.). Cf. Bigarré *Mém.*, 190 : « cet habit blanc que j'avais eu de la peine à quitter en 1793 ». On tenta même d'effacer, sans y réussir, les fleurs de lys et les couronnes empreintes dans le creux de la lame des sabres des hussards (Colaud à Des Bruslys, 4 août).

2. C'est ainsi qu'on nommait alors le ministère de la guerre.

vres que contre Pache; mais l'Assemblée résisterait à toutes les insinuations et placerait des *patriotes* et non des *scientifiques* à la tête des administrations. Robespierre appuya les pétitionnaires, vanta la probité sévère du ministre, assura qu'il ne serait jamais un Beurnonville et qu'il saurait rompre les trames ourdies par de nouveaux Dumouriez, qu'il avait la confiance des patriotes et la haine des aristocrates, qu'une aveugle prévention lui attribuait les fautes de ses agents et de ses ennemis; si la Convention, conclut Robespierre, voulait donner quelque assiette au gouvernement et de la suite, de la consistance aux opérations de la guerre, elle annulerait le décret qui prononçait implicitement le renvoi de Bouchotte. La Convention annula le décret au milieu des applaudissements répétés du public, et le 28 juillet, sur le rapport du Comité, elle décidait que le ministre de la guerre était autorisé, non seulement à remplacer et à suspendre provisoirement les officiers généraux et les officiers des états-majors, mais à choisir dans *tous les grades*, sans être astreint aux dispositions des lois précédentes.

Pourtant Bouchotte fut encore attaqué. Le 12 août, Gossuin annonçait que les ennemis cernaient Cambrai et marchaient sur Péronne. Bouchotte, disait-il, ne faisait rien par lui-même, ne prenait conseil que des clubs, ne tentait rien pour arrêter l'invasion (1). Delacroix s'unit à Gossuin; il s'étonna qu'on n'eût pas accepté la démission de Bouchotte et affirma que le ministre n'avait pas de talents militaires, n'avait pas les connaissances néces-

1. Gossuin, a dit Bouchotte, était député du Nord, alors foulé par les ennemis; il voulait donner signe de vie à son département et il « remuait le bout de sa langue », tandis que le ministre préparait la victoire d'Hondschoote.

saires pour seconder utilement les armées. Mais, séance tenante, Barère répliqua que le Comité voyait dans Bouchotte un homme d'un talent considérable, d'un sûr républicanisme, d'une exacte probité, et que, même sous le fameux siècle de Louis XIV, l'administration de la guerre n'avait pas la tâche immense de Bouchotte qui mettait 500.000 soldats en mouvement. Six semaines plus tard, le 25 septembre, Barère plaidait derechef pour Bouchotte, protestait que le ministre n'était peut-être pas assez énergique et révolutionnaire, mais qu'il possédait la première des qualités, une qualité préférable à toutes les autres, le patriotisme.

Une nouvelle attaque eut lieu contre Bouchotte dans les derniers jours de 1793. Par trois fois, Bourdon de l'Oise le dénonça; il affirma que ses commis allaient aux Cordeliers et ailleurs calomnier les députés, que ses agents entravaient les mesures des représentants, et il demanda la suppression des ministères et de ce Conseil exécutif, « puissance monstrueuse » qui rivalisait avec la Convention et le Comité. Mais Bouchotte avait, au contraire, prescrit à ses agents de se renfermer strictement dans les limites de leur mission et de « ne pas lutter de pouvoir avec ceux à qui l'autorité immédiate était déléguée. » Barère fit son panégyrique et déclara qu'il s'était engagé très avant dans la voie de la Révolution, qu'il avait la passion de la liberté, qu'il se rendait assidûment au Comité pour recevoir ses ordres. Robespierre appuya Barère; le Comité, remarquait-il, surveillait tous les ministres, et le caractère de Bouchotte opposait aux conspirations une insurmontable barrière (1).

1. Ordres de Bouchotte, 30 sept. et 23 nov. (A. G.); séances de la Convention, 20 nov., 4 et 17 déc. (*Mon.* des 2, 6 et 19 déc.).

Robespierre couvrit non seulement le ministre, mais un des adjoints du ministre, Daubigny. Ce Daubigny était du même pays que Saint Just qui témoignait un jour qu'il ne connaissait pas de meilleur ami, de plus ardent patriote et de citoyen plus estimable. Le 7 janvier 1794, au nom du Comité des marchés, Charlier montrait à la Convention des effets destinés aux soldats, une paire de bas si mauvaise qu'elle pouvait à peine se porter une fois et une capote d'hiver faite d'étoffe très légère et doublée de toile d'emballage. L'Assemblée décréta que les fournisseurs seraient arrêtés et, à la requête de Bourdon de l'Oise, que Daubigny, chef du bureau de l'habillement, paraîtrait devant le tribunal révolutionnaire. Mais Robespierre proclama le zèle de Daubigny et les services que ce « coopérateur du Comité » rendait à la patrie ; il certifia que Daubigny ignorait de pareilles dilapidations et opina que l'incident n'était pas assez approfondi, que l'assemblée ne devait pas frapper sans mûr examen un agent du gouvernement et paralyser ainsi le gouvernement lui-même. Il eut gain de cause.

Bouchotte était donc l'homme du second Comité, et le Comité le tint dans sa dépendance, le semonça, le stimula, l'obligea de présenter tous les dix jours un tableau analytique des travaux de son ministère pendant la décade, et tous les quinze jours, par bref état, le contrôle des régiments et des bataillons (1). Lorsque le commandant de Cambrai écrivit que l'administration de la guerre

1. Bouchotte disait plus tard qu'il avait « envoyé au Comité, chaque décade, le compte comprenant toutes les opérations et la correspondance du ministre. Le département de la guerre ne pouvait errer que pendant dix jours sans que le Comité en eût connaissance Jamais le Comité n'a argué les comptes décadaires. » Cf. le décret du 4 déc. 1793 (Rec. Aulard, IX, 151).

n'avait pas encore répondu depuis deux mois à ses demandes pressantes, Couthon et Jeanbon Saint-André reprochèrent durement à Bouchotte la négligence impardonnable de ses bureaux et lui enjoignirent de chasser les malveillants, les traîtres qui ne cessaient d'entraver la marche des opérations (1).

Le ministre obéit docilement au Comité. Ce fut sur l'ordre du Comité qu'il s'efforça de « sans-culottiser » l'armée du Nord ou, comme on disait alors, de la *démuscadiner*, de purger et de nettoyer les états-majors. « Les trahisons sans cesse renaissantes des officiers, lui écrivaient Robespierre, Hérault et Carnot, doivent vous faire sentir combien il est important de prendre sur leur compte tous les renseignements qu'exige le salut de la patrie. » Bouchotte déclara, avec le Comité, que les ci-devant avaient la République sur les lèvres et non dans le cœur, qu'ils étaient les secrets ennemis de la Révolution, qu'ils opposaient au mouvement populaire une force d'inertie, et il les sacrifia sans miséricorde. Les grades, répétait-il, ne devaient être donnés qu'à de véritables sans-culottes, et le patriotisme suppléerait aux talents. Lorsque, à Maubeuge, les soldats du 38e régiment d'infanterie chassaient leurs officiers nobles, riaient au nez du général Gudin qui menaçait de les désarmer et protestaient qu'ils se feraient plutôt hacher en morceaux que de rendre les armes, Bouchotte applaudissait à leur civisme et encourageait son agent Viger à propager ce républicanisme dans les autres régiments (2). « Le tact du soldat, assurait-il,

1. Le Comité à Bouchotte, 22 juillet (A. G.); cf. Rec. Aulard, V, 486, et VIII, 243; dès le 6 novembre, tous les soirs, à dix heures, le Conseil exécutif se réunit au Comité pour délibérer avec lui sur l'état de la République.

2. Le Comité (Couthon et Jeanbon) à Bouchotte, 22 juillet; le

est trop fin pour envelopper dans la proscription un officier dont les principes sont purs, et l'armée ne peut être réellement bonne que lorsqu'elle sera purgée des aristocrates, royalistes, feuillants et modérés; l'esprit révolutionnaire se met au courant des événements ; il suit les mouvements de la masse et il les dirige pour le plus grand bien de la République. » Il mandait au général Barthel de porter son attention sur les commandants des places et des cantonnements et de n'en laisser aucun qui fût suspect. *Tout ce qui est suspect doit être changé* : tel était le mot d'ordre que donnait aux bureaux le secrétaire général Vincent (1).

Comité (Robespierre, Hérault et Carnot) à Bouchotte, 26 août; Bouchotte à Houchard, 19 août; à Berthelmy, 20 août ; à Gudin, 23 août; à Viger, 25 août; à Barthel, 4 août; Viger à Bouchotte, 21 août; ordre signé de Vincent, 1er oct. (A. G.). cf. sur le remplacement des officiers nobles *Wissembourg*, 68-69 et *Valenciennes*, 187-189. Le 20 août, la Société populaire de Saint-Omer écrivait à la Convention qu'il était temps de sauver la France et de ne plus se laisser abuser par le charlatanisme, qu'il fallait opposer aux rois des républicains et non des hommes d'une classe « corrompue et corruptrice », que Custine et Biron avaient passé la moitié de leurs jours dans le palais des rois et qu'ils seraient avantageusement remplacés par des sans-culottes qui auraient blanchi sous le casque et le harnais.

1. Mais qu'aurait dit le Comité de salut public s'il avait su que Bouchotte était..... noble et avait été.. Allemand? Bouchotte, en effet, entra au service dans le régiment étranger de Nassau en 1773 sous le nom de Bouchotte de Buchholz, et se fit alors naturaliser Nassovien pour obtenir une sous-lieutenance. Le 12 juillet 1774, le prince de Nassau-Sarrebrück écrit au ministre de la guerre, comte du Muy : « Les bons comptes et les témoignages avantageux de l'application et du zèle infatigable du sieur Bouchotte de Buchholz, volontaire à mon régiment d'infanterie, et naturalisé Nassovien par des lettres expédiées à cet égard, m'obligent à demander son avancement, » et le prince ajoute que le « sieur Buchholz » a suivi le régiment en Corse et « gagné l'amitié de ses chefs par sa bonne conduite et attachement au service. » On sait que le père de Bouchotte était payeur des gages du Parlement de Metz et que les payeurs des gages jouissaient des mêmes privilèges que les conseillers dont la charge donnait la

Ce fut à l'instigation du Comité que Bouchotte envoya des « papiers publics » aux armées. Déjà Fabre d'Églantine, criant que les adversaires de la Révolution travaillaient à égarer ses défenseurs, proposait de fonder une gazette militaire. Déjà paraissaient des journaux qui semblaient, par leur titre, uniquement destinés au soldat: le *Postillon des armées, bulletin général de la France et de l'Europe* et le *Bulletin général des armées et de la Convention nationale*; mais, comme l'indique le sous-titre, ils s'adressaient aux lecteurs de toutes les classes. Déjà quinze cents exemplaires du *Bulletin* de la Convention étaient expédiés à l'armée du Nord et, sur l'ordre des représentants, ce journal était affiché quotidiennement à la porte des casernes et dans les camps, à un potean placé au centre de chaque bataillon. Bouchotte répandit parmi les troupes l'*Ami du peuple*, le *Journal de la Montagne*, le *Républicain ou Journal des hommes libres*, le *Père Duchesne*, le *Journal universel*, le *Batave*, le *Rougyff*, l'*Anti-fédéraliste* et le *Journal militaire*. Il n'acheta que soixante-quinze collections de l'*Ami du peuple* à Marat qui les lui fit payer au prix coûtant. Mais, le 24 mai, il abonnait le ministère de la guerre pour 2.000 exemplaires au *Républicain* — qu'un de ses agents, il est vrai, jugeait « plus que modéré », — pour 2.000 exemplaires au *Journal de la Montagne*, et pour 3.000 exemplaires au *Père Duchesne*. Le 13 septembre, il prenait 12.000 exemplaires à Hébert. Tous les jours, de son propre aveu, 8 à 10.000 feuilles étaient envoyées aux armées, et le ministre

noblesse au premier degré. Aussi Bouchotte eut-il en 1775 sa sous-lieutenance; le ministère jugea que « le sieur de Buchholz, jouissant de la noblesse acquise par son père et étant naturalisé sujet du prince de Nassau, avait toutes les qualités requises pour obtenir le grade d'officier dans le régiment de son Altesse. » (A. G.)

qui calculait les abonnements dans la proportion d'une feuille par jour et par cent hommes, consacrait mensuellement à cette dépense 30 à 35.000 livres en assignats, c'est-à-dire 12.000 livres en numéraire (1).

On reproche ordinairement à Bouchotte d'avoir propagé ces « papiers nouvelles », surtout le *Père Duchesne*, et de les avoir payés sur les fonds de la guerre. Il a essayé de se justifier. Ne fallait-il pas avertir les soldats engoués de généraux qui « ne cessaient de faire des reculades »? Ne fallait-il pas les mettre en garde contre le « principal agent de la chose publique », s'il abusait du pouvoir qui lui était confié, et s'il attentait à la loi? Ne fallait-il pas leur parler de la patrie et leur rappeler sans affectation les objets « transcendants » auxquels ils devaient s'attacher et se rallier? N'était-ce pas servir la cause populaire que de leur montrer l'aristocratie sous ses odieuses et véritables couleurs? D'ailleurs, le ministre ne faisait qu'exécuter les volontés du gouvernement. Il n'était qu'un simple abonné, et il était abonné parce qu'on lui enjoi-

1. Discours de Fabre aux Jacobins, 16 juin (*Journal de la Montagne*, 18 juin); Aulard, *Etudes et leçons*, 1893, p. 213; Tourneux, *Bibliogr.* de l'hist. de Paris pendant la Révol., II, p. 656 et 661; Charavay, *Carnot*, II, 204; Avenel, *Lundis révolutionnaires*, 1875, p. 324; journal de Marat, nº 229, 29 juin (lettre de Bouchotte et réponse de Marat qui déclare avoir touché un mandat de 1.500 livres); ordre de Bouchotte, 24 mai, concernant le *Républicain*, la *Montagne* et le *Père Duchesne*; ordre du 12 septembre de « porter, à compter de demain, l'abonnement au *Père Duchesne*, à 12.000 exemplaires »; Celliez à Bouchotte, 15 juillet (A. G.). Plusieurs journaux touchèrent ensemble, le 12 juin, à la trésorerie, une somme de 50.000 livres (journal de Marat, nº 229). Hébert fournit en tout au ministère de la guerre 1.188.000 exemplaires du *Père Duchesne*, au prix de deux sous la feuille, et reçut d'abord 90.000 livres, puis 14.400 livres, puis encore 14.400 livres, c'est-à-dire 118.000 livres en assignats (chiffres exacts donnés par Bouchotte et opposés aux chiffres faux de Camille Desmoulins; cf. Buchez et Roux, *Hist. parlem.* XXXI, p. 237).

gnait de l'être. Le Comité n'avait-il pas, après le 31 mai, manifesté l'intention d'envoyer des journaux aux armées? La Convention n'avait-elle pas mis à la disposition du Conseil exécutif 16 millions, et, sur cette somme, des arrêtés du Conseil n'avaient-ils pas réservé au ministre Bouchotte 1.200.000 livres dont il rendit compte et reçut décharge (1)? Ce n'est donc pas de sa propre inspiration et avec les fonds de la guerre que Bouchotte a payé les journaux.

Et si les feuilles politiques, dit-il encore, produisaient un mauvais effet, pourquoi les représentants du peuple ne s'opposaient-ils pas à cette distribution? Duquesnoy n'écrivait-il pas qu'elles étaient une « nourriture bienfaisante » qui soutenait le bon esprit du militaire, et ne prenait-il pas assez d'abonnements au *Rougyff* pour prolonger la vie du grossier journal de son ami et compatriote Guffroy (2)? Le Comité ne décidait-il pas au mois de novembre d'abonner les clubs à cinq journaux rédigés « dans le sens de la Révolution républicaine », au *Moniteur*, au *Journal Universel*, à l'*Antifédéraliste*, au *Républicain* et... au *Père Duchesne*? N'arrêtait-il pas, le 26 floréal suivant, de continuer l'abonnement des armées au *Républicain* et au *Journal Universel* (3)? Bouchotte a donc

1. Cf. le mémoire de Bouchotte (Buchez et Roux, XXXI, 234-238); ses deux brochures *Bouchotte à ses concitoyens*, 3-7 et 3 ; Avenel, *Lundis révol.*, 323; rapport de Courtois, 125; Rec. Aulard, III, 467 et V, 150; décrets du 16 avril (6 millions pour dépenses secrètes) et du 29 juin (10 millions pour assurer les subsistances des départements et déjouer les intrigues des contre-révolutionnaires). Les arrêtés du Conseil qui allouent des fonds à Bouchotte, sont du 22 mai, du 2 juillet et du 30 ventôse an II.

2. Duquesnoy au Comité, 29 août (A. G.); *Rougyff*, nos 116 et 150, 24 avril et 27 mai 1794.

3. Aulard, *Etudes et Leçons*, 235-237; Rec. Aulard, VIII, 388-389; rapport de Courtois, 126.

raison d'alléguer qu'il avait besoin d'un ordre supérieur pour supprimer l'envoi des journaux et qu'il « n'aurait pu ordonner cette suppression sans se mettre beaucoup de personnes à dos. »

Mais le ministre de la guerre devait-il répandre des gazettes qui calomniaient les généraux et ruinaient la discipline? Il affirme qu'il ne désirait pas diminuer la considération des chefs et l'obéissance des soldats. Il reconnaît « l'inconvénient de ce temps-là », les « écarts », les « personnalités » des journaux, et prétend que c'était au ministre de l'intérieur à punir « cette licence » et à « réprimer les écrivains ». Mais des commissaires de la Convention, Beffroy, Bollet, Duhem ne blâmaient-ils pas les agents du ministre qui semaient, avec les feuilles de Hébert et de Laveaux, des soupçons odieux sur les généraux? Enfin, pourquoi Bouchotte prenait-il, de son plein gré, au milieu de septembre, 9.000 abonnements de plus au *Père Duchesne*, à ce *Père Duchesne* dont le langage dégoûtant et ordurier, dit Camille Desmoulins, avilissait la République et faisait croire à l'Europe que la France était peuplée de barbares et de Vandales, « comme si ses saletés étaient celles de la nation, comme si un égoût de Paris était la Seine »? Pourquoi, de son chef, sans ordre du Comité, cessait-il, le 1er octobre, d'envoyer dans les camps le *Journal de la Montagne*? Ne fut-ce pas sous l'impulsion de Vincent qui se vengeait ainsi de Laveaux, devenu son ennemi? Ne fut-ce pas sur le conseil impérieux de Vincent qui chauffait avec la braise de Bouchotte les fourneaux de son ami Hébert (1)?

1. *Valenciennes*, 191 ; ordre du 4 octobre, signé Vincent : « L'adjoint suspendra le départ du numéro de la *Montagne* ; son abonnement a cessé à compter du 1er octobre. » (A. G.)

Des commissaires dits du pouvoir exécutif, Celliez, Varin, Defrenne (1), furent chargés de distribuer les journaux à l'armée du Nord, et Prosper Sijas, l'adjoint du ministre, leur donnait ordre de remettre eux-mêmes dans tous les bataillons les feuilles qu'ils recevaient chaque

1. Outre Celliez (qui avait pour secrétaire Compère), Varin et Defrenne — cf. sur ce dernier *Valenciennes*, 188-189, et sur Celliez et Varin qui ne se quittaient guère, *Retraite de Brunswick*, 69 et 143 et *Valenciennes*, 186-194 — il faut citer encore Huguenin, Ancard, Viger, Crosne, Deschaseaux, Machault et Tainturier. Presque tous avaient quitté Paris à la suite d'une décision prise le 13 mai par le Conseil exécutif : Huguenin et Defrenne pour l'armée du Nord, Ancard pour le camp de Cassel, Celliez et Varin pour le camp de Péronne (ils allèrent surtout au camp de César), Crosne pour Maubeuge, Machault et Deschaseaux pour Maubeuge et Charleville. Le 1er juin, Bouchotte autorisait Crosne, Defrenne, Deschaseaux et Viger à acheter toutes les armes de guerre qu'ils trouveraient dans le Nord, hors des manufactures nationales, et à les diriger sur Paris. Crosne alla à Dunkerque, à Cambrai, à Lille. Deschaseaux se rendit à Strasbourg. Machault, parti de Paris le 12 juillet, visita Lille, Dunkerque, Cambrai, Maubeuge. Philippe Viger, chargé le 28 mai, par le Conseil exécutif, de vérifier la quantité d'armes de toute espèce qui se trouvaient dans les arsenaux et manufactures de l'armée du Nord, demeura quelque temps à Maubeuge et envoya plusieurs rapports sur la division. Tainturier, qui fut un instant, avec Defrenne, l'auxiliaire de Lavalette à Cambrai, ne tarda pas à s'éloigner, et Defrenne écrivait, le 7 juillet, qu'il ne l'avait jamais vu. Tous ces agents furent rappelés par le décret du 23 août. Mais une décision de Bouchotte, du 19 septembre, envoya dans le Nord et les Ardennes : pour le recrutement, Méchin et Villers; pour l'armement, Viger et Defrenne (Descamps et Probst avaient la même mission, l'un dans la Moselle, l'autre en Alsace); pour surveiller les manufactures de Charleville et de Maubeuge, Deschaseaux et Machault. Crosne était resté à Lille et, dit Lavalette dans une lettre du 10 octobre, y établit, grâce à son intelligence et à son civisme, le plus bel atelier d'armes qui se soit vu; mais bientôt, écrivait le représentant Châles (13 novembre), Crosne, prêtre de son métier, fut en guerre ouverte avec Lavalette et sa présence à Lille devint une occasion de troubles; Bouchotte répondit à Châles, quatre jours plus tard, que Crosne n'était plus employé, qu'il n'avait pas été nommé agent et que les commissaires de la Convention lui avaient confié l'atelier de réparation d'armes.

jour du département de la guerre : « Cette mesure, disait Sijas, est d'autant plus urgente, que la plupart des états-majors sont infectés d'aristocratie; c'est à nous, bons républicains, à fortifier l'esprit public et à terrasser tous les scélérats qui veulent nous replonger dans les fers. » Mais les agents avaient une autre mission plus importante, celle de surveiller le matériel et le personnel. Bouchotte leur recommandait de s'attacher à connaître ceux qui servaient bien la République et ceux qui la trompaient ou ne lui étaient d'aucune utilité, de « mettre l'ivraie de côté », de chercher dans tous les rangs de l'armée et d'arracher à leur poste les citoyens qui joignaient les talents militaires à un pur civisme. Ce fut sur leurs rapports que Bouchotte prononça ses suspensions. Il avait en eux la plus grande confiance, il lisait leurs lettres avec une extrême attention et les analysait, les annotait soigneusement. Une ligne, un mot de Celliez, de Varin, de Defrenne décida souvent du sort d'un officier. Lorsqu'un décret du 23 août supprima les commissaires du pouvoir exécutif, Bouchotte déclara que le Comité devait « de toute nécessité » obtenir l'abrogation de cette mesure, que le ministre manquerait de renseignements exacts sur les officiers tant qu'il n'aurait pas dans les camps des agents qui, « armés d'un pouvoir, se défendraient de la malveillance. » Il se plaignit au président de la Convention. Ne fallait-il pas des commissaires pour hâter la fabrication des piques et la fonte des cloches. pour contrôler et accroître le travail des manufactures d'armes, pour propager l'esprit public, et leur rappel n'allait-il pas décupler le labeur du ministre? Le 11 septembre, la Convention décréta que les ministres pourraient envoyer des agents aux armées à condition de renseigner tous les huit jours le Comité de salut public sur leur nombre et

l'objet de leur mission. Le 30, Bouchotte présentait au Conseil exécutif la liste de ses agents. C'étaient, pour l'armée du Nord, Celliez, Varin, Châles et Berton. Il leur donna des instructions nouvelles : ils seraient l'œil du ministre; ils s'efforceraient de découvrir les trahisons, les intrigues et les abus, de sonder les généraux et les états-majors, de savoir s'ils appartenaient à la noblesse ou s'ils avaient été partisans de la tyrannie et des factions, « créatures de Lafayette, de Dumouriez, de Custine, de Houchard »; ils visiteraient les hôpitaux et les prisons, vérifieraient l'état des fortifications, surveilleraient la confection des habits, enverraient des informations sur les besoins des troupes et la position de l'ennemi (1).

Mais Bouchotte ne se contentait pas de dépouiller la correspondance de ses agents personnels. Il lisait les lettres des représentants, des généraux, des commissaires des guerres, les résumait, et envoyait à ses adjoints les demandes et les réclamations, à mesure qu'elles lui passaient sous les yeux. Lorsqu'il reçoit, après la défaite de Famars, les plans de Custine, de Tardy, de Sauviac et de Gobert, il les examine et les discute. Il étudie dans de longs exposés et avec une minutieuse attention les projets qui lui viennent de tous côtés, calcule exactement à quelle époque arriveront les secours qu'il envoie. essaie de deviner, en consultant les cartes, ce que fera l'adversaire, recherche les causes des échecs et « les moyens de porter remède aux inconvénients (2). »

1. Bouchotte au Comité, 26 et 29 août; aux commissaires du Conseil exécutif, 31 juillet; instruction de septembre (A. G.); Rec. Aulard, VI, 73, 419; VII, 133.

2. Correspondance du ministre (A. G.); projet de secourir Landau et le département de la Mayenne; réflexions sur les causes qui ont empêché le succès du plan concerté pour la Vendée (collection Charavay).

Il prêchait la défensive. Plus de ces « promenades qu'on a faites à perdre haleine en suivant l'ennemi ». L'essentiel, c'est de repousser les coalisés du sol de la République, c'est de protéger « tout le pourtour du territoire »; les troupes ne sont pas manœuvrières; elles doivent « éviter la plaine » et se borner à une guerre de postes. Pourtant, il ne répudiait pas l'offensive, lorsque les circonstances y prêtaient, et il conseillait de profiter d'un coup de fortune pour aller de l'avant et se saisir d'une forte barrière. Mais il ne voulait pas que la victoire fût achetée par de cruels sacrifices et par une grande effusion de sang; il en coûtait trop d'attaquer les alliés de front; il valait mieux les tourner, et une fois battus et opérant leur retraite, les pourchasser avec vigueur et leur infliger tout le mal « qu'on peut attendre de l'impulsion française (1). »

Ses vues sont toujours sages et sensées. Il présentait des plans de campagne sans les imposer. Il désirait que les généraux ne fussent pas « gênés », qu'ils eussent leurs coudées franches, et s'il les engageait à traverser une rivière, il les laissait déterminer eux-mêmes le lieu du passage; il leur indiquait le but en leur abandonnant le choix des moyens. Ses réflexions n'étaient nullement « impératives »; il n'avait pas l'intention de prescrire les mouvements de si loin et du fond de son cabinet; « c'est au général qui est sur les lieux, à juger du possible ». Mais, lorsque Custine méditait de dégarnir l'Alsace aux dépens de la Flandre et alléguait que Mayence tiendrait jusqu'au milieu du mois d'août, Bouchotte répondait froidement que la forteresse n'avait pas assez

1. Sur le système défensif; moyen de rétablir la frontière du Nord (collection Charavay).

de munitions de bouche pour résister aussi longtemps, et il montrait au général ses propres états d'approvisionnements (1).

Il encouragea les chefs, remonta leur moral, tâcha de les rendre plus résolus et plus audacieux. « Nos ennemis, écrivait-il à Houchard, ne sont pas innombrables, et lorsqu'ils se portent en masse sur un point, ils sont de moins dans un autre (2). »

Il prit quelquefois d'excellentes mesures. Après la désertion de Dumouriez, il dépêcha dans les places principales du Nord des agents chargés de rallier et de rassembler les sous-officiers et les soldats qui gagnaient l'intérieur (3). Il défendit aux militaires qui portaient des dépêches au gouvernement, de rester vingt-quatre heures à Paris sans sa permission, et aucun d'eux ne put y venir, même pour les affaires de son bataillon, même avec le consentement de son général, si le Conseil d'administration n'avait pas envoyé au ministre une demande de congé (4). Il exhortait son monde à l'économie, s'élevait avec force contre les prodigalités. « Qu'on ne donne que ce qui est nécessaire et qu'il n'y ait pas de dilapidations. » S'il expédiait des poudres, il rappelait que les canonniers avaient souvent, dans de précédentes occasions, tiré hors de portée. « Nous n'avons rien de plus précieux que les poudres », ajoutait-il, et il priait l'artillerie d'en faire un judicieux usage, de ne pas doubler ou

1. Instruction pour le général en chef de l'armée du Nord et des Ardennes (collection Charavay); Bouchotte à Lamarche, 13 mai (A. G. et Charavay, *Carnot*, II, 237); cf. ses lettres à Dampierre (*Valenciennes*, 48) et à Custine (*id.*, 130).

2. Bouchotte à Houchard, 23 août (A. G.).

3. Bouchotte au Comité de sûreté générale, 6 mai (A. G. et Rec. Aulard, III, 131).

4. Bouchotte à Lamarche, 13 mai (Charavay, *Carnot*, II, 233).

tripler inutilement les charges (1). Le premier, il se servit de la poste pour le transport des troupes, et l'entreprise, qui parut singulière, s'exécuta avec une remarquable précision. Le premier, il employa dans la correspondance militaire le tachygraphe ou télégraphe inventé par Chappe (2).

Sa taciturnité, la simplicité de son extérieur, ses façons un peu niaises le firent prendre pour un homme totalement incapable. Mais il possédait de grandes qualités d'administrateur, une infatigable activité, une application continuelle et raisonnée. Le premier Comité le salut public le surnommait la « statue de pierre » et le « ministre d'Égypte ». Le Comité, répliqua Bouchotte à cette satire, « a donc su apprécier le sang-froid du ministre, sa sobriété de paroles et sa puissance de travail (3). »

1. Charavay, *Carnot*, II, 237.

2. Miot de Mélito, *Mém.* 1873, I, p. 35-36 ; Miot organisa le transport des Mayençais en Vendée, et il assure qu'il substitua le nom de télégraphe à la dénomination imparfaite de tachygraphe proposée par Chappe.

3. Mémoire de Bouchotte analysés dans l'*Amateur d'autographes* du 1er juin 1863. Jean-Baptiste-Noël Bouchotte, né le 25 décembre 1754 à Metz, volontaire au régiment de Nassau (1er mai 1773) et sous-lieutenant à ce régiment (18 janvier 1775), sous-lieutenant au Royal-Nassau hussards (23 juillet 1775), réformé comme Français (voir plus haut p. 24, note 1) et attaché au régiment Royal-Cravates avec un traitement de 600 francs en attendant une sous-lieutenance vacante (12 juillet 1776), lieutenant en second dans le 2e régiment de chevau-légers qui avait pris le nom de cavalerie des Évêchés (24 août 1784), devient capitaine de remplacement au régiment des hussards d'Esterhazy (1er février 1785), capitaine au titre définitif (17 mai 1788) et chef d'escadron ou lieutenant-colonel par ancienneté, à la suite de « l'abandonnement » de Cazenove (26 janvier 1793). Il avait reçu le commandement de Cambrai le 10 avril 1792, mais il fit campagne dans le camp en avant de Lille et assista au siège de Lille. On s'est souvent étonné qu'un simple chef d'escadron ait été nommé ministre par la Conven-

Les généraux et les représentants se plaignirent fréquemment de Bouchotte. Carnot disait une fois qu'on

tion. C'est que Bouchotte fut recommandé par les commissaires qui l'avaient connu dans la Flandre et qui vantaient son patriotisme (Rec. Aulard, I, 131), par Bellegarde, Delmas, Duhem, Duquesnoy et notamment par Merlin de Douai qui le nommait son ami. C'est que l'on crut qu'il avait fait échouer les desseins de Dumouriez sur Cambrai, et, en effet, une lettre de Dumouriez, lue à la Convention le soir du 3 avril, chargeait Miaczynski de prendre le commandement de la place. Bouchotte était depuis six mois désigné au choix de l'Assemblée. Il avait eu 22 voix le 3 octobre 1792 et venait après Pache (434 voix) et Du Chastellet (42 voix) ; il n'eut pas une voix à l'élection du 4 février 1793, mais il était inscrit comme candidat ; le 14 mars, il fut le concurrent de Beurnonville ; le 4 avril, il réunit l'unanimité des suffrages. Durant son ministère, le 14 août 1793, il fut promu chef de brigade, non par lui-même, mais par son régiment. Le 29 juin, le Conseil d'administration du 3e hussards lui demandait s'il conservait son ancien grade. Bouchotte répondit, le 12 juillet, qu'il ne désirait d'avancement que par la loi et au tour d'ancienneté, qu'il gardait son grade de chef d'escadron et attendait avec patience un emploi supérieur. Le 31 août, du bivouac de Saint-Imbert, le Conseil d'administration proposait à la place de chef de brigade vacante par la destitution de Carové le chef d'escadron Bouchotte auquel cette place revenait en vertu de son ancienneté de service, et le ministre de la guerre Bouchotte était prié d'expédier en conséquence le brevet de chef de brigade au citoyen Bouchotte ! Arrêté le 4 thermidor an II, par mesure de sûreté générale, il subit une détention de seize mois. Mais, dit-il lui-même, « l'accusateur public près le tribunal de Chartres, après quatre mois de recherches, fut obligé d'écrire, dans une lettre lue à la Convention le 7 vendémiaire an IV, qu'il ne pouvait faire acte d'accusateur sans pièces et sans témoins. » Compris dans l'amnistie du 4 brumaire, il alla vivre à Metz et devint administrateur municipal ; mais, en l'an VI, le Directoire le destitua « sous prétexte qu'il avait voulu se populariser en demandant une nourriture suffisante pour les prisonniers civils et qu'on retranchât des termes menaçants d'une invitation à payer des contributions non encore totalement perçues. » Le 18 septembre 1799, Bouchotte, remis en activité par le Directoire, était employé dans le grade d'adjudant-général, et, le 25 septembre suivant, envoyé à l'armée du Rhin. Mais il ne rejoignit pas. Il demandait le grade de général de brigade avec une inspection de cavalerie, et il fut proposé par le ministre. Bonaparte refusa. Vainement, à diverses reprises, Bouchotte sollicita le généralat, réclama du moins le sixième du traitement de ministre comme traitement de

n'entendait plus parler de lui, qu'il semblait ne pas exister. Mais Carnot, devenu membre du Comité, comprit ces mots du ministre, que les circonstances avaient quadruplé le labeur et que, sur toute la surface de la République, la machine militaire était désorganisée (1).

Aux remontrances et aux objurgations, Bouchotte répondait qu'il était à chaque instant arrêté par les sollicitations des municipalités et des administrations dépar-

réforme : « Il est, écrivait-il, des choses de décence; un ancien ministre ne doit pas être exposé à se loger au mois, à courir pour avoir à dîner et à chercher des distractions au café; il lui faut un chez lui où il puisse prendre ses repas et se faire des occupations utiles. » Vainement il objecta qu'il n'avait rien fait pour lui-même durant son administration et que le ministre, tiré du militaire, était toujours, à son avènement, investi du grade d'officier-général, qu'Albarade avait été nommé contre-amiral, que lui, Bouchotte, aurait obtenu le grade correspondant dans l'armée de terre, s'il avait paru le désirer : « Ma modération ne peut être un tort, elle ne peut effacer un droit. » Vainement il désira (16 oct. 1809) servir comme adjudant-général à l'état-major général du corps d'armée commandé par Augereau. Réformé d'abord sans traitement (20 avril 1794), puis avec traitement de réforme (1797-1799), il eut le traitement d'activité comme adjudant-général (17 sept. 1799-21 sept. 1801), ensuite comme adjudant-commandant (21 sept. 1801-21 sept. 1804), et, enfin, une solde de retraite de 5.000 francs qui fut convertie le 1er avril 1811 en pension de colonel. Il n'était pourtant pas satisfait. A la Restauration, il demanda, inutilement d'ailleurs, la croix de Saint-Louis qui « atteste d'anciens services et qui est un signe de la protection de Sa Majesté », et il faisait les vœux les plus respectueux pour la conservation de Louis XVIII et pour la prospérité et la perpétuité du règne des Bourbons Il demanda, en 1830, une augmentation de pension, et Jourdan, ainsi que la députation de la Moselle, appuyèrent sa pétition en alléguant qu'il était âgé et chargé de famille. Le ministre lui répondit justement (2 oct. 1831) que l'Empire, en fixant sa pension, avait pris en considération sa qualité d'ancien ministre qui était jointe dans le brevet à celle d'adjudant-commandant et que son grade militaire ne pouvait, en aucun cas, déterminer une pension de plus de 3.000 francs. Bouchotte mourut le 7 juin 1840 au ban Saint-Martin.

1. Charavay, *Carnot*, II, 230; Bouchotte à Marat, 11 mai (*L'Amateur d'autographes*, 1er juin 1863).

tementales toujours inquiètes et toujours insatiables. « On ne peut marcher rapidement, écrivait-il, à cause de la multiplicité des affaires, des demandes indiscrètes des citoyens qui voient toute la République dans leur commune, et des contre-ordres; tout cela est une suite presque inévitable dans une Révolution; il faut que nous marchions avec tous nos embarras; le patriotisme est plus occupé de les diminuer que de se roidir contre eux. En vain, on parle raison aux administrateurs et leur dit que, dans une défense aussi étendue, il n'est pas possible qu'il y ait quelques points de la République qui ne souffrent, que l'essentiel est de garnir telle ville de première importance, de tenir telle position essentielle, et qu'en maintenant ces points, l'on sauvera la République, puisque l'ennemi ne pourra pas faire d'établissement solide. Ce sont paroles perdues; chacun ne voit que sa localité (1). »

Il répondait que la nation n'était pas servie pour son argent, que l'esprit de lucre dominait, que, de toutes parts, se commettaient des dilapidations, que les fournisseurs ne se pressaient pas et ne se souciaient que de leur propre bénéfice : « Ils ne veulent que gagner; ils prennent leurs aises pour faire leurs livraisons et n'ont pas l'humeur assez bienveillante pour songer à la République en même temps qu'à leurs affaires (2). »

Il répondait qu'il n'avait pas à sa disposition d'immenses ressources, qu'il donnait des ordres et de longue date, mais que les besoins étaient si étendus qu'on ne pouvait les satisfaire tous à la fois, qu'il agissait de son

1. Bouchotte à Houchard, 5 sept. (A. G.).
2. Bouchotte à Houchard, 25 août (A. G.); cf. Rec. Aulard, VI, 208.

mieux, qu'il envoyait les habits, les munitions, les armes « avec autant de célérité que le comportaient les soins que nécessitaient les autres armées et dans la proportion de ce que la République possédait. » Isoré le priait d'approvisionner de poudre la forteresse de Lille; le ministre répliquait qu'il ne perdait pas de vue les demandes du conventionnel, mais, ajoutait-il, « nous ne sommes pas riches de ce côté-là. » On le sommait de découvrir des fusils : « Tous nos moyens réunis, déclarait-il, sont bien inférieurs au nombre d'hommes que nous avons à armer. » Les représentants à l'armée des Pyrénées-Orientales réclamaient des effets d'artillerie; Bouchotte leur montrait le relevé des ordres donnés et des lettres échangées à ce sujet : « Vous serez, disait-il, à même de juger que je n'ai pas cessé de m'en occuper un seul instant; les retards tiennent à des causes accidentelles qui ne dépendent pas de ma bonne volonté (1). »

Situation difficile s'il en fut jamais! La confusion régnait partout. Au 11 octobre, le ministre n'avait pas encore l'état exact de tous les corps de troupes, et inutilement, à quatre reprises différentes, en janvier, en avril, en juillet, en août, il avait exigé des Conseils d'administration des bataillons le registre de contrôle (2). Bouchotte avait beau écrire, soit sur de grandes feuilles, soit, plus souvent sur des billets et de petits bouts de papier : *ceci doit être prompt*. Il ne pouvait rien contre le désordre universel, et il reconnaît qu'avec leurs six cents em-

1. Bouchotte à Custine, 12 juin, et à Houchard, 12 août; Isoré à Bouchotte, 14 nov., et réponse de Bouchotte; lettre du 4 février 1794 (A. G. et collection Charavay).
2. Jourdeuil aux Conseils d'administration, 29 août (lettre qui rappelle les demandes du 31 décembre 1792, du 20 avril et du 15 juillet 1793. A. G.).

ployés, les divisions du ministère n'avaient pas même le temps de mettre les affaires au courant (1). Le 15 septembre, il s'émeut, s'écrie qu'il reçoit tous les jours des « nouvelles infiniment pressantes sur la nécessité d'approvisionner promptement Maubeuge », prend sur le champ des mesures... et Maubeuge faillit être affamé.

Il ne cessait d'envoyer des instructions, de recourir à cette formule : « Donnez des ordres en conséquence. » Il stimulait, il poussait ses auxiliaires, leur prescrivait, à l'entrée de l'hiver et à l'instant où les demandes allaient se multiplier, de « jeter un coup d'œil sur toutes les armées et de prévenir tous les besoins ». Lorsqu'il apprenait que l'armée du Nord avait manqué de pain durant deux jours, il remarquait que les chemins étaient affreux mais qu' « un pareil dénûment avait lieu d'étonner ». Il faisait aiguillonner par des circulaires la vigilance des commissaires des guerres; il enjoignait aux accusateurs et aux juges de police militaire de punir les charretiers et tous ceux qui commettaient de grands abus dans la livraison des fourrages; il menaçait l'administration des subsistances et la requérait de surveiller ses agents, de leur imposer travail et bonne volonté, ou de les destituer. Il se plaignait très vivement à l'administration d'habillement, résumait avec force les trois griefs qu'il avait contre elle : 1° pénurie, 2° mauvaise qualité,

1. Bouchotte à l'adjoint de la 4e division, 8 oct. (A G.). Cf. le mot du Comité (Rec. Aulard, VIII, 360) que les bureaux de la guerre sont surchargés de travail. Pour le nombre des employés du ministère, voir La Chesnaie *Les bureaux de la guerre sous la Terreur* 1887). Le cahier étudié par La Chesnaie, donne une liste de 454 noms; mais il date du mois de juin et le 19 novembre, dans une lettre à Ysabeau, Bouchotte parle de 600 employés. La liste des 454, dit La Chesnaie (p. 10), « apparaît comme un refuge des naufragés de toutes les carrières et un radeau de sauvetage. »

3° cherté de ses fournitures, et assurait que les doléances et récriminations qui retentissaient partout, « provoqueraient de sévères informations et des punitions » (1).

Mais il n'avait pas assez de prestige, assez d'autorité pour obtenir l'obéissance complète et immédiate. Ne dit-il pas qu'il n'est qu' « un mannequin à signatures », un « viseur d'un millier de rapports », un « donneur d'ordres de détail qui absorbent tout son temps » et qu'il ne devrait que « délibérer dans le Conseil pour l'exécution des lois et des mesures générales nécessaires à l'action du gouvernement »? Ne dit-il pas encore qu'il voudrait « lier à la responsabilité » les chefs des bureaux, les principaux commis et jusqu'aux expéditionnaires, « lier à la responsabilité » les commissaires des guerres, les régisseurs, les entrepreneurs, et qu'il n'en « a pas les moyens »?

Bouchotte fit donc ce qu'il put. On ne doit pas oublier qu'il conserva Miot dans les bureaux de son ministère, et le futur comte de Melito rapporte dans ses *Mémoires* que Bouchotte travaillait avec lui plusieurs fois par jour, lui témoignait une entière confiance et ne lui parlait pas politique. Il suspendit un grand nombre d'officiers, mais il ne les suspendit que provisoirement. Il ne prononça que rarement la destitution. « Le ministre, écrivait-il plus tard, a très peu destitué; ses actes étaient ordinairement des suspensions qui laissaient plus de facilité à revenir là-dessus, s'il y avait eu erreur. » Il perdit Custine; mais Custine l'avait outragé personnellement et se révoltait contre l'autorité ministérielle. Il destitua La Marlière; mais La Marlière, d'ailleurs vaniteux et avide

1. Correspondance de la fin de 1793 (15, 20, 25, 29 sept., 1er oct., 10 et 17 brumaire, etc. A. G.).

de popularité, désobéissait au Conseil exécutif et semblait compromettre la sûreté de Lille. Miot atteste que Bouchotte fut, par ses sentiments, tout à fait étranger aux condamnations des généraux et qu'il détourna le coup fatal de bien des personnes qui ne crurent jamais lui devoir la vie. Ce fut Bouchotte qui sauva Canclaux en déclarant que le général cessait son service et présentait un mémoire pour obtenir sa retraite. Il sauva Jourdan. Il sauva Desaix, frère de deux émigrés et dénoncé par le club de Riom, et, sur les sollicitations de Pichegru qui ne pouvait se passer de son lieutenant, lui laissa le commandement d'une aile de l'armée du Rhin. Enfin, il a, suivant ses propres termes, concouru aux victoires en appelant à la tête des troupes d'habiles généraux. S'il ruina les états-majors, il les reconstitua, les réorganisa sur-le-champ, et souvent avec bonheur. Durant les mois de juillet, d'août et de septembre 1793, les suspensions pleuvaient dru comme grêle; mais de même, les promotions. Châles reprochait à Bouchotte de « multiplier les déplacements »; mais Bouchotte pouvait dire qu'il « s'occupait activement des remplacements de manière qu'il n'y eût point de lacune ». Son choix se portait particulièrement sur les jeunes gens qui sont « plus propres à servir la Révolution que ceux qui plient sous de vieilles habitudes ». Il nommait, le 3 septembre, Gratien, Proteau, Desjardin, Despeaux, Brun, Cordellier, généraux de brigade, et Drut, Duquesnoy, Alexandre Dumas, Élie, Bidoit, généraux de division; — le 13 septembre, Hoche, général de brigade, et Balland, Chancel, Doppet et Souham, généraux de division; — le 20 septembre, Ernouf, Marchant, Schlachter, Legrand, Morlot, généraux de brigade, et Colaud, Desbureaux, Favereau et Maisonneuve, généraux de division; — le 22, Fromentin et Leclaire,

généraux de division; — le 23, Pellapra et Dommartin, généraux de brigade, et d'Espagne, adjudant général chef de brigade. Si, le 24, il suspend presque tout l'état-major des armées de la Moselle et du Rhin, il fait, le 25, une fournée de généraux de division : Mayer, Michaud, Jacob, Mengaud, Offenstein, et de généraux de brigade : Mouzin, La Sabatie, Guinet, Pinteville, Deverchin, Lorge, Richard, Malye, Jacob, Sabardin, Telt, Vaillant, Vachot, Dorsner, Ortlieb, Sautter, Fébure, Blanc, Pergaud, Blondeau, Clerc. Le 30, il nomme généraux de brigade : Bournet, Robert, Canuel, Chambon et Vimeux (1).

Tel a été Bouchotte, intègre, nullement ambitieux, serviteur actif et infatigable du Comité (2), absorbé par

1. Miot, *Mém.*, I, 36; proposition de Bouchotte relative à Canclaux, 29 sept. (A. G. cf. Rec. Aulard, VII, 113); lettres de Bouchotte du 17 et du 19 nov. (cette dernière à Ysabeau); mot de Châles (Rec. Aulard, VI, 104). Dans une pétition du 9 ventôse an IX, apostillée le 13 par Augereau (collection Charavay), Bouchotte a écrit ces lignes : « Bouchotte mit tous ses soins à procurer des généraux instruits et dévoués à la République. Le général Bonaparte fut nommé général de brigade à cette époque, à l'âge de 23 ans. Les généraux Moreau, Du Gommier, Desaix, Augereau, Jourdan, Marceau, Masséna, Hoche, Brune, Lefebvre, Vaubois, Colaud, Hatry, Marescot, Eblé, Dagobert, Pérignon, Abbatucci, Mortier, Delmas et Dunonceau reçurent des grades de général en chef, de division ou de brigade. L'on pourrait citer cent autres noms qui se sont distingués, quoique pas au même degré, et qui ont été compris dans les promotions de généraux. »

2. On reproche à Bouchotte la nomination de Rossignol et de Ronsin. Mais Rossignol ne fut-il pas le « fils aîné du Comité » et, dans une lettre à Robespierre (*Rapport* de Courtois, 126), Bouchotte ne dit-il pas justement : « La nomination de Ronsin au généralat de l'armée révolutionnaire, ainsi que de son état-major, fut l'objet de l'opinion publique; le Comité, pour s'en assurer, envoya la liste aux Jacobins, où ils furent agréés »? D'ailleurs, le décret du 4 décembre (Rec. Aulard, IX, 155) réserva la nomination des généraux en chef à la Convention, et le ministre ne put faire aucune promotion d'officiers généraux sans présenter la liste au Comité qui l'acceptait ou la rejetait.

son immense travail, ne cessant de noircir le papier de son écriture menue et serrée, et, du fond de son cabinet qu'il ne quittait pas, envoyant des ordres de tous côtés, et de tous côtés prodiguant les exhortations. « Au milieu de tout cela, écrivait-il à Houchard, rien ne doit relâcher notre zèle et notre dévouement pour servir nos concitoyens; il existe une vérité, c'est que la nation veut être libre, et, dans cette volonté, il y a des ressources intarissables. » Calme, imperturbable, craignant de perdre la moindre parcelle de son temps, il vaquait à sa besogne sans riposter aux attaques des journaux et aux pamphlets des partis, sans se plaindre des inculpations de ces ardents députés qui, suivant son expression, croyaient signaler leur patriotisme en formant des accusations, sans maugréer contre la surveillance qu'exerçaient les commissaires de la Convention. A l'occasion, il tenait tête aux représentants, et lorsqu'ils combattaient la nomination d'Alexandre Dumas, il priait le Comité de « conserver l'unité de gouvernement » et demandait que les décrets de l'Assemblée fussent « la base des actions civiles et politiques ». Mais il reconnaissait volontiers que les conventionnels ne faisaient que leur devoir en contrôlant ses actes, et ce contrôle, il ne le redoutait pas: « le fonctionnaire probe gagne toujours à être examiné. » Il engageait les représentants à suivre de près les opérations militaires, à se rendre aux Conseils de guerre, à interdire aux généraux les négociations. Il louait leur « conduite militaire qui devait produire un bien bon effet sur le soldat. » Les administrateurs du Bas-Rhin, incarcérés par Saint-Just et Le Bas, se plaignaient à lui; il leur répondit que les deux envoyés du Comité étaient de grands amis du système populaire, qu'ils jouissaient de la confiance des patriotes et n'avaient pris une mesure

rigoureuse que parce qu'ils la jugeaient nécessaire au salut public (1).

Son principal tort fut de livrer les bureaux de la guerre aux ultra-révolutionnaires ou hébertistes et de payer par des condescendances trop fréquentes la protection que lui donnait la Commune de Paris. La Commune, dit un de ses subordonnés, trouvait en lui, à quelques égards, un second Pache. Ne choisit-il pas pour collaborateurs le gendre de Pache, Xavier Audouin, et ceux que Pache avait employés, Vincent, Ronsin, Sijas, Jourdeuil? N'était-il pas un familier de Pache et n'avait-il pas avec son devancier plusieurs affinités et ressemblances, laborieux comme lui, réservé, silencieux, un peu sournois? Les amis de Camille Desmoulins le priaient un jour d'adoucir le ton de Hébert : il les renvoyait au département de l'intérieur en ajoutant qu'il ne se mêlait pas de la presse; mais ignorait-il la campagne de Hébert contre Camille? Il a dit plus tard qu'il n'insérait pas d'articles dans les gazettes, que les journaux ne recevaient les nouvelles de l'armée que lorsqu'elles avaient été lues à la Convention, qu'il ne voulait irriter personne, qu'il ne donnait pas d'argent à Hébert pour calomnier certains députés, qu'il n'était d'aucun parti. Mais était-ce n'être d'aucun parti que de répandre dans les armées près de douze cent mille exemplaires du *Père Duchesne*? Hébert ne faisait-il pas aux Jacobins le panégyrique de son abonné qui « ne respirait que pour le bonheur de ses concitoyens » et n'avait pas commis « la plus légère faute »? Le sincère et sérieux Miot, si favorablement dis-

1. Bouchotte à Houchard, 5 et 15 septembre (A. G.); au Comité, 4 novembre; aux administrateurs du Bas-Rhin, 23 novembre (collection Charavay); Buchez et Roux, *Hist. parlem.*, XXXI, 235.

posé pour son chef, n'a-t-il pas affirmé le dévouement de Bouchotte à la Commune et assuré que le ministre prouva maintes fois son attachement à cette faction? Dans la journée du 2 juin, Cambon ne criait-il pas à Bouchotte : « Ministre de la guerre, nous ne sommes pas aveugles; je vois très bien que des employés de vos bureaux sont parmi les chefs et les meneurs de tout ceci (1)! »

Il est vrai que Bouchotte dut, après la trahison de Dumouriez, rappeler la plupart de ceux qu'avait écartés son prédécesseur Beurnonville. On demandait que les bureaux de la guerre fussent, selon un mot de Brune, de formation toute civique. « Le public, rapporte Bouchotte, se plaignait qu'on ne se servît pas de patriotes. » Mais, s'il n'était pas véritablement hébertiste, s'il ne fut pas impliqué dans la procédure de Hébert et de Ronsin, s'il ne fut même pas assigné comme témoin et s'il a raison de dire que ses ennemis ne l'auraient pas ménagé s'il avait donné prise, il ouvrit la maison de la guerre à des hommes qui mettaient au-dessus du bien public l'intérêt de leur propre parti. « Tu te plains, écrivait-il à Duquesnoy, de certains de mes adjoints et de la méchante qualité des gens qui m'entourent, quoique je sois l'homme du monde le moins entouré, » et il jurait qu'il avait pris ses renseignements, qu'il ne soutenait ni le vice ni les vicieux. Il affirmait pareillement à Cavaignac que s'il y avait dans la foule de ses commis des malhonnêtes et des inciviques, « les intentions en masse étaient bonnes ». Mais il fit de Vincent son secrétaire général, son second, presque son *alter ego*, et lui-même reconnaît que Vin-

1. Miot, *Mém.*, I, 35; Buchez et Roux, XXXI, 236; *Mon.* du 24 décembre; *Mém.* de Garat, p. Maron, 1862, p. 231-232, 264.

cent était « peu travailleur » et ne s'imposait que par son sans-culottisme, par son « habitude de parlage », par son exagération ». Or, on sait jusqu'où Vincent poussait l'exagération. Il ne se contentait pas d'être arrogant et de faire revivre dans les bureaux, suivant le témoignage de Philippeaux, la morgue et l'insolence de l'ancien régime. Vincent conviait le club des Cordeliers à parcourir les rues de Paris et à massacrer les aristocrates dans leur domicile, après avoir planté devant leur porte un drapeau noir, signe de la vengeance populaire. Il déclarait que les placards les plus horribles étaient plus républicains que tous les écrits de Mably, et Mercier le qualifie d'atroce, le compare au cannibale. Un contemporain qui le vit dans la prison du Luxembourg, le représente petit de taille, violent, emporté, injuriant ses co-détenus, accablant d'invectives furieuses le général O'Hara, et un jour, dans un accès de rage, saisissant un couteau, se jetant à un gigot cru qui pendait à la fenêtre, en coupant une tranche et criant comme un frénétique : « Que ne puis-je ainsi manger la chair de mes ennemis (1)! »

1. Voir les deux brochures de *Bouchotte à ses concitoyens* et ses lettres à Robespierre dans le *Rapport* de Courtois, 125, à Duquesnoy, 17 déc. (A. G.) et à Cavaignac, Pinel et Monestier, 4 février 1794 (collection Charavay). Cf. sur Vincent le cahier analysé par La Chesnaie dans les *Bureaux de la guerre sous la Terreur*, 7, 11-12; *Jemmapes*, 141; Mercier, *Le nouveau Paris*, 1862, II, p. 201; *Almanach des prisons*, an III, p. 65-66. François-Nicolas Vincent, né en 1767, fils d'un concierge de prison, clerc de procureur, s'était signalé dans le club des Cordeliers par son caractère que Danton jugeait impétueux et violent. Il se vantait d'avoir été l'organe des Cordeliers toutes les fois que cette « avant-garde de la Révolution » avait proposé des mesures rigoureuses aux Jacobins. Membre de la Commune du 10 août, électeur de 1792, et chef de bureau de la garde nationale à la mairie, il entra, sous l'administration de Pache, au

Voilà la tache de Bouchotte. Il eut des mérites indéniables; il entra pauvre au ministère, en sortit pauvre, et il dit fièrement que « les députés qui l'avaiènt proposé pour cette place connaissaient bien sa moralité tout comme sa répugnance à y venir. » Mais il fut le protégé de Vincent, et, quels qu'aient été ses services, ils n'effaceront pas ce mot de Camille Desmoulins, que « Vincent était le *Pitt* de *Georges* Bouchotte. »

ministère de la guerre comme chef de bureau des renvois et fut chargé spécialement par Pache de surveiller les employés, leur bon service et leur exactitude. Renvoyé par Beurnonville, il rentra le 14 avril 1793. Il déclare, dans sa notice, qu'il est « recommandé par les Cordeliers et les vrais Montagnards, Legendre, Audouin, Pache, etc. » Hébert assure (*Mém.* du 24 décembre) qu'il avait la confiance de Marat et communiquait à l'ami du peuple « toutes les pièces qui servirent à prouver la scélératesse des généraux conspirateurs ».

CHAPITRE II

KILMAINE

I. L'armée après le départ de Custine. — Proclamation des représentants. — Revue des troupes et acclamations en faveur de Custine. — Harangue de Delbrel. — Desacy au camp. — Disposition des soldats. — Le club de Cambrai. — Lespomarède. — II. Kilmaine. — Situation alarmante des troupes. — Destitutions et suspensions. — Lamarche ; Le Veneur; D'Hangest, etc. — Les commandants de forteresses, Tourville, Rosière, Gobert, Lapalière, Neyrod. — O'Moran, Richardot et Jouy. — Sentiments des officiers et des généraux. — Le chef d'état-major Thüring. — Découragement. — III. Plan de Cobourg et de Hohenlohe. — Colloredo. — Clerfayt et Alvintzy. — La colonne de York. — Conseil de guerre de Cambrai. — Retraite sur Arras. — Dispositions de Kilmaine. — Affaire de Marquion (8 août). — Panique du gros de l'armée. — Fautes des alliés. — Kilmaine au camp de Gavrelle. — Sa suspension. — Le général Barthel. — Lettres de Kilmaine et accusations portées contre lui.

I. Custine, mandé à Paris par le Comité de salut public, avait quitté Cambrai le 16 juillet. Dufresse, chargé par Bouchotte de sonder les esprits, prétend que ce départ ne produisit aucun effet, que tout demeura silencieux et que nul sentiment ne se manifesta (1). Mais Custine était aimé du militaire. Dans le premier transport

1. Dufresse à Bouchotte, 18 juillet (A. G.).

de leur colère, des bataillons avaient déchiré ou brûlé les numéros du *Père Duchesne* qui le diffamaient, et ils déclaraient hautement qu'il était un brave homme, qu'il réorganisait l'armée, qu'il lui redonnait le courage et la vigueur (1). Un soldat du nom de Francœur, répondait au journaliste Laveaux, l'un des plus implacables adversaires du général Moustache, que les troupes, lasses de leurs retraites, accablées de leurs défaites, soumises aux plus cruelles épreuves, ne désiraient que la discipline, unique cause de leurs revers, et que puisque Custine leur avait rappris la discipline et fourni les moyens de vaincre, elles lui resteraient dévouées, malgré les clameurs et les délations (2). Davout, commandant du 3e bataillon des volontaires de l'Yonne, louait non seulement les talents de Custine, mais son républicanisme, et se rendait caution de sa loyauté (3). Les officiers de

1. *Valenciennes*, 194.
2. Réponse de Francœur à Laveaux (A. G.).
3. Mme de Blocqueville, *Davout*, 1879. I, 308. Davout était un modéré. Dans les derniers jours d'avril, les agents de Bouchotte, Huguenin et Garnerin, firent visite à Dampierre qu'ils trouvèrent avec Davout et un aide de camp. Les deux officiers ne cachèrent pas leur aversion pour la Montagne ; ils parlèrent de Marat, de Danton, de Robespierre avec indignation ; ils firent l'éloge de Petion, de Brissot, de Guadet ; ils vantèrent les vertus de Roland. Au dîner, Garnerin qui s'était chargé de « faire la chouette, » dit que Paris jouissait de la plus grande tranquillité et que le calme serait sûrement de longue durée puisque la Convention avait traduit Marat au tribunal révolutionnaire. Les officiers de l'état-major et Davout tombèrent dans le piège, et répondirent que Marat méritait son sort. Garnerin avait reconnu Davout. « N'êtes-vous pas, lui dit-il, cet officier de Royal-Champagne qui fut chassé de son corps et enfermé à la citadelle d'Arras ? C'est vous qui, en 1790, aviez pris parti pour les soldats patriotes qui donnaient le premier exemple d'un pacte fédératif entre les citoyens et les troupes de ligne. Je suis étonné de vous voir aujourd'hui si fortement prévenu contre Marat, Robespierre et les jacobins. Ne sont-ce pas les jacobins Robespierre et Marat qui vous ont défendu lorsque vous étiez victime du pouvoir arbitraire ? » —

l'état-major et les généraux Le Veneur, D'Hangest, Sabrevois Baussancourt, Desponchés ne cachaient pas l'estime et le respect qu'il leur inspirait. Quelques-uns travaillaient l'armée, insinuaient que le camp de César devait écrire à la Convention et redemander son chef. D'autres disaient que c'était une *infamie* d'appeler Custine à Paris ne fût-ce que pour trois ou quatre jours, dans l'instant du plus terrible péril, lorsque tonnait au loin la canonnade, lorsque Valenciennes envoyait peut-être à l'Autrichien ses derniers boulets. D'autres affirmaient qu'il serait dédommagé de son voyage et reviendrait avec des pouvoirs illimités, que le peuple de Paris l'acclamait, le portait en triomphe de la Convention à la rue saint-Martin (1).

Soudain éclata la nouvelle de l'arrestation de Custine. L'état-major fut déconcerté, et les agents ministériels

« Je ne suis pas, répondit Davout, prévenu contre ceux qui furent mes défenseurs en 1790; je refusais alors de servir les projets d'un roi qui était mon bienfaiteur; je refuse aujourd'hui, pour la même raison, de servir les jacobins et de soutenir leurs plans qui me paraissent désastreux. » Huguenin dénonça Davout. Mais on se souvenait que Davout avait poursuivi Dumouriez fugitif. Le 8 juillet il fut nommé adjudant-général chef de brigade à l'armée des côtes de La Rochelle où l'on avait besoin d'« agents militaires qui eussent déjà beaucoup d'expérience dans le métier des armes. » Quelques jours plus tard il était promu général de division à l'armée du Nord : Celliez et Varin avaient écrit le 25 juillet qu'il s'était distingué par son patriotisme en toute occasion et qu'il joignait à ce civisme des connaissances militaires. Davout répondit le 29 août en donnant sa démission : « Je ne puis accepter cette place parce que j'ai été noble. » Bouchotte l'approuva, et Davout revint en Bourgogne pour « se livrer, disait le ministre, à l'étude militaire et à la pratique des vertus civiques jusqu'à ce que le souvenir de son origine ne fût plus un obstacle à la confiance publique qui lui était due personnellement. » (Documents de la guerre; cf. Léon Hennet, *Le maréchal Davout*, 1885, p. 14-15).

1. Celliez et Varin à Bouchotte, 24 juillet (A. G.)

mandaient qu'il ne savait plus quelle contenance faire. L'armée avait la même surprise, le même saisissement, et les représentants Delbrel, Le Tourneur et Levasseur, voyant que la sensation était grande, résolurent de parcourir les camps, tant celui de Paillencourt que les petits camps ou, comme on les nommait, les camps flanqueurs, pour empêcher « les malintentionnés d'égarer l'opinion et de produire un mouvement » (1).

Les soldats se rassemblèrent par brigades, en bataillon carré, sans armes, sur le front de bandière. Les commissaires, accompagnés de Kilmaine et des généraux, et entourés de tout l'appareil de la représentation nationale, lurent une proclamation conforme aux circonstances. Ils engageaient l'armée à rester dans l'ordre et l'obéissance, lui assuraient que Custine était gravement inculpé et serait prochainement jugé, mais que s'il prouvait son innocence, il rentrerait au camp de César et que ses dénonciateurs seraient punis. Le cri de *Vive la République* termina leur harangue. Les troupes le répétèrent froidement et sans enthousiasme. Une morne tristesse s'était emparée d'elles. Les uns demandaient en donnant des marques d'abattement et de consternation : « Serons-nous donc trahis à chaque instant en face de l'ennemi? » Les autres regrettaient Custine, et des soldats, des officiers crièrent aux représentants : « Vive Custine! Qui vous dit que nous aurons confiance dans un nouveau chef? (2) »

Parmi les troupes de ligne, le 72e régiment d'infan-

1. Celliez et Varin à Bouchotte, 25 juillet (A.G.); Rec. Aulard, V, 445 cf Dohna III, 153 (nouvelles reçues de Lille : *das Kriegsvolk kann sich nicht von dem Staunen erholen* ».)

2. *Journal* du canonnier Bricard, 68-69; Kilmaine à Bouchotte 4 août; Levasseur à la Convention, 27 juillet (A. G.)

terie et le 6e régiment de cavalerie montraient le plus de mécontentement. Mais des bataillons de volontaires se plaignaient également de l'arrestation du général. C'étaient les bataillons bretons, encore dévoués de cœur et d'âme, comme leurs départements, au parti de la Gironde. Les représentants avaient lu leur proclamation au milieu d'un carré formé par le 22e régiment et le 1er bataillon d'Ille-et-Vilaine. Le 22e cria : « A bas la noblesse ! plus de nobles pour nous commander ! » Mais les volontaires d'Ille-et-Vilaine, officiers et soldats, répliquèrent avec fureur : « Nous voulons Custine ! *Sans Custine, point d'armée* » (1).

Delbrel prit la parole. « Quoi, dit-il, seriez-vous assez lâches pour abandonner la défense de la patrie, vous, Bretons, vous qui, les premiers, levâtes l'étendard de la Révolution! Ne préjugeons rien sur la culpabilité du général Custine; reposons-nous sur la justice de la Convention nationale. Si Custine est innocent, il vous sera rendu; s'il était coupable, voudriez-vous devenir les complices ou les instruments des trames qu'il a ourdies? N'avez-vous pas été plusieurs fois déjà victimes de la perfidie de vos chefs? Les exemples en sont trop funestes et trop récents pour être effacés de votre souvenir. A Dieu ne plaise que je veuille affaiblir en vous l'esprit de subordination nécessaire dans une armée! Vous devez obéissance et respect à vos généraux, aussi longtemps qu'ils conservent la confiance du gouvernement. Mais, lorsque des préventions s'élèvent contre eux, il est du devoir du gouvernement d'examiner scrupuleusement leur con duite. La Convention nationale que l'expérience du

1. Il faut se rappeler que ce premier bataillon des volontaires d'Ille-et-Vilaine était commandé par Moreau.

passé a rendue ombrageuse, devait-elle attendre qu'un chef devenu suspect eût accompli ses premiers desseins, qu'il eût livré nos places, qu'il nous eût livrés à un massacre inévitable, pour lequel tout eût été concerté et disposé d'avance entre lui et nos ennemis? Votre vie est précieuse à la patrie, et c'est pour ménager votre sang que la Convention nationale ne veut laisser à votre tête que des hommes dont la fidélité lui soit parfaitement connue. La surveillance qu'elle exerce et la sévérité qu'elle déploie ne devaient vous inspirer que de la reconnaissance. Comment se fait-il qu'elles soient aujourd'hui pour vous un motif de rébellion? Quel est votre égarement? Voulez-vous faire triompher nos ennemis, vous qui criez si fort : *point de général, point d'armée !* N'est-ce pas un général, n'est-ce pas un chef digne de votre estime, celui que nous vous proposons au nom de la Convention nationale? Le général Kilmaine combat depuis longtemps à votre tête; vous avez été souvent à même d'apprécier ses talents et son intrépidité. En vous donnant aujourd'hui un chef digne de vous, nous espérons trouver en vous une armée digne de la République. »

Cette harangue produisit quelque impression sur le grand nombre. Mais plusieurs volontaires et surtout des officiers poussèrent encore des clameurs séditieuses : « C'est Custine qu'il nous faut! » Les représentants pouvaient user de sévérité, punir les plus mutins et statuer un exemple. Ils firent semblant de ne rien entendre : ils savaient que le temps et la réflexion ramèneraient le soldat à des sentiments plus calmes. « Nos discours et nos proclamations, mandaient-ils au Comité, maintiennent le bon ordre », et ils priaient leurs collègues de

publier au plus tôt les preuves du crime commis par Custine (1).

Pendant que Delbrel, Le Tourneur et Levasseur parcouraient le camp à cheval, en costume, avec leur escorte et toutes les marques distinctives de leur mission, le représentant Desacy faisait sa tournée à pied sans autre suite qu'un secrétaire et d'autre insigne que le plumet de son chapeau. Les soldats, voyant qu'il n'avait près de lui ni généraux ni officiers, causèrent librement sans gêne ni contrainte. Les volontaires se soumettaient volontiers aux décisions de la Convention nationale. « L'Assemblée, disaient-ils à Desacy, a bien fait de ne pas nous renvoyer Custine, puisqu'il est suspect. Quel que soit le successeur qu'on lui donne, nous lui obéirons, nous le suivrons partout où il nous conduira. » Un seul volontaire, jeune, presque enfant, remarqua : « Et notre général Custine ? Est-ce que nous ne le reverrons plus? » Mais ses camarades lui répliquèrent : « Tais-toi, la Convention sait mieux que toi ce qu'il nous faut. » La Convention était en effet l'idole de la plupart des volontaires. Ils approuvaient tout ce qu'elle décrétait. « Nos législateurs, écrit un Corrézien, travaillent journellement au bien public; quiconque attaque la Convention, attaque l'armée républicaine; Custine était très aimé; mais s'il est innocent, il triomphera de ses ennemis; s'il est coupable, qu'il périsse, le traître! »

Le lendemain, Desacy s'arrêta de préférence aux habits blancs. Les soldats des vieux régiments n'acceptaient pas les décrets de l'Assemblée aussi docilement que faisaient les volontaires; mais ils n'eurent pas une parole de

1. Delbrel, *Notes histor.* 37-38; Delbrel, Levasseur et Le Tourneur au Comité, 28 juillet (A. G.)

rébellion. Tous désiraient connaître les griefs du Comité de salut public contre Custine et disaient à Desacy : « Si Custine est coupable, qu'on le punisse; s'il est innocent, qu'on le renvoie. » Plusieurs, mais en petit nombre, ajoutaient : « Ou qu'on nous donne un général qui ait autant de talents que lui (1). »

Quelques jours plus tard, le 9 août, Bentabole et Levasseur visitaient le camp de la Madeleine, sous les murs de Lille. Les bataillons qu'ils haranguèrent, leur répondirent par les cris de *Vive la République*, *vivent les représentants*. Des soldats sortirent des rangs pour se plaindre de la trahison des généraux et prier les commissaires de purger l'armée. Leur seule idée, attestent les deux conventionnels, c'est d'être bien commandés et conduits (2).

Les esprits, d'abord animés contre la Convention et favorables à Custine, tournèrent donc peu à peu. Celliez et Varin, agents du pouvoir exécutif, s'efforçaient, comme les représentants du peuple, de « patriotiser » l'armée. Ils appelaient les militaires aux séances du club de Cambrai, un des clubs les plus enragés de France, et qui proposait naguère de nommer le camp de César « camp de la République ». Là, Celliez lisait, aux applaudissements de l'assistance, le numéro du *Père Duchesne* où Hébert déclarait traîtres tous les aristocrates et jurait de crier et de tempêter tant que la Convention n'aurait pas ôté le commandement au ci-devant Custine qui méditait de livrer Lille aux Impériaux (3). Une fois, deux sol-

1. Desacy au Comité, 30 juillet (Rousset, *Les volontaires*, 219-222) ; lettre de Darcambal (Seilhac, *Les bataillons de volontaires de la Corrèze*. 1882, p. 99-100.)

2. Bentabole et Levasseur au Comité, 9 août (A. G.)

2. Le n° 259; cf *Valenciennes*, 183 et une lettre de Celliez à Bouchotte, 18 juillet (A. G.)

dats défendirent le général : le premier criait *Vive Custine* et le second s'étonnait que les chefs de l'armée fussent dénoncés tous les jours. Mais Celliez et Varin ripostèrent aisément aux deux avocats de Custine : les troupes de ligne, écrivaient-ils à Bouchotte, pouvaient être un instant égarées par leurs officiers, mais « cette erreur ne serait que passagère (1) ».

Lespomarède, naguère capitaine des douanes à Delle, sur la frontière du Haut-Rhin, et depuis quelques semaines adjudant général, secondait Celliez et Varin. Le ministre de la guerre l'avait chargé de recueillir à Cambrai les fugitifs de Neerwinden. Mais Lespomarède était resté dans la ville sous le titre de commissaire national pour enflammer le patriotisme de la garnison. Il aimait ce rôle d'instructeur civique et proposait sérieusement à la Convention d'attacher à chaque armée de semblables émissaires qui ne cesseraient d'éclairer les soldats et de surveiller les officiers (2). Après l'arrestation de Custine, il déploya tout son zèle de prédicant et, avec plus d'ardeur que jamais, exposa dans les séances du club les vrais principes de la sans-culotterie. « La tranquillité, disait-il à Bouchotte le 26 juillet, règne dans l'armée; malgré l'aristocratie qui a voulu crier que sans Custine tout était perdu, le soldat n'a été pénétré que de respect pour la loi (3). »

1. Celliez et Varin à Bouchotte, 11, 25 et 28 juillet (A. G.) Le club de Cambrai avait, outre son président Lespomarède, deux secrétaires dont une femme, la citoyenne Druon.

2. *Patriote Français*, du 15 avril et *Journal de la Montagne* 16 juillet. Bentabole proposait également d'envoyer aux armées des « missionnaires de la liberté » chargés de réparer le mal que les généraux et officiers traîtres faisaient à la République (Rec. Aulard V. 540.)

3. Lespomarède à Bouchotte, 23 juillet; Rousset, *Les volont.* 218;

II. Charles-Edouard Jennings de Kilmaine — dont le nom est bizarrement orthographié dans les lettres et les journaux de l'époque Kilmene, Killermaine, Kuillemaine, Killemann, Killemain, Guillemin, Guillen et Culman — était né à Dublin, le 19 octobre 1751, et apparenté à la famille des Jennings, de Kilmaine, dans le comté de Mayo. Il vint en France à l'âge de onze ans et vécut quelque temps à Tonnay-Charente où son père exerçait la médecine. En 1774, il s'engageait dans le régiment de Royal Dragons. Quatre années plus tard, il était adjudant aux volontaires étrangers de la marine et prenait part en cette qualité à l'expédition du Sénégal. Mais c'est au 6[e] hussards, ci-devant Lauzun, qu'avant de s'élever aux hautes dignités de l'armée, il fit, à proprement parler, plus

Barth, *Notes biogr. sur les hommes de la Révol. à Strasbourg*, 369; *Retraite de Brunswick*, 203; Rec. Aulard IV, 499. Ce Lespomarède était parti de Delle, avec l'autorisation du ministre des contributions publiques Clavière, et il avait fait la route à pied, son sac sur le dos et un mousquet sur l'épaule. Il vit la retraite des Prussiens et suivit, comme aide de camp, Valence en Belgique. Après avoir rempli durant le mois de mars 1793 les fonctions provisoires de commissaire des guerres, puis celles d'inspecteur des douanes de Saint-Amand et employé ses préposés à empêcher la désertion des volontaires, il devint le coryphée du club de Cambrai qui vantait sa « vertu républicaine et entraînante » et le déclarait « incorruptible ». Il n'a jamais, disait le club, « composé avec personne, jamais connu que les principes » et il a toujours « opposé un front d'airain à tout ce qui sentait la tyrannie, l'arbitraire et l'injustice » (Le club à Bouchotte, 9 et 31 août). Le 12 septembre, après la défaite de Declaye, il haranguait sur la place, au nom des autorités constituées, la garde nationale de Cambrai : « J'ai vu vraiment du patriotisme, écrivait-il aussitôt à Bouchotte, notre position n'est pas heureuse, mais comptez que je me brûlerai la cervelle, malgré notre faiblesse, plutôt que de consentir que la ville se rende. » Deux jours après, on lui volait 6.525 livres dans son armoire, et il recommandait à Bouchotte sa femme et ses enfants qu'il avait laissés à Delle. (Lettres du 12 et du 14 septembre). L'année suivante il est à Strasbourg; le 28 mars il entre aux Jacobins; le 31 mai, il les préside.

sa carrière de soldat. Sous-lieutenant et remarqué en Amérique par Mathieu Dumas qui louait sa vigueur et son jugement, lieutenant, capitaine, il dirigea durant neuf ans le manège et la petite guerre au régiment de Lauzun, et ce fut lui qui, à Metz, enseigna les nouvelles manœuvres aux détachements des six régiments de hussards. Il se distingua dans l'Argonne, et son escadron, pénétrant par Marcq au travers de la forêt, en des endroits où jamais cheval n'avait passé, allait jusqu'à Grandpré et Buzancy, harceler les Prussiens et couper leurs convois. Beurnonville assurait qu'on ne pouvait être plus adroit, plus ferme, plus intelligent que cet « excellent capitaine ». Dumouriez le nommait le brave Kilmaine, un des hommes les plus expérimentés de l'armée de Belgique, et témoignait qu'à Jemappes il avait, en couvrant la trouée laissée par la brigade Drouet, rendu les mêmes services que le fameux Baptiste et que le duc de Chartres, et sauvé le centre de la ligne d'infanterie. Nommé lieutenant-colonel après Jemappes, Kilmaine obtint l'année suivante, dans l'espace de cinq mois, les grades les plus éminents; il était en janvier 1793 colonel, en mars général de brigade, en mai, général de division. Présomptueux, infatué de ses mérites, il se vantait de parler les quatre principales langues d'Europe aussi bien que le français, d'être le seul officier de la République qui pût produire les rapports les plus honorables sur sa conduite, et, à l'entendre, nul ne l'égalait à la tête d'un régiment de cavalerie, des troupes légères et de l'avant-garde. Mais il avait justifié ses rapides promotions par sa brillante valeur dans les bois de Raismes et de Vicoigne aux mois d'avril et de mai lorsque l'armée du Nord tenta de débloquer Condé. Le représentant Courtois le jugeait actif, entreprenant et difficile à remplacer en cas de mal-

heur. Du Bois du Bais proposait au Comité de lui donner, à cause de ses talents et de son énergie, l'armée des côtes de La Rochelle. Le Conseil exécutif voulait, à la mort de Dampierre, lui confier l'armée du Nord. Kilmaine eut du moins la division ou armée des Ardennes qui n'existait pas, et qu'il créa, forma, organisa tant bien que mal dans le camp de Villy, près de Carignan. On lui sut gré du projet qu'il conçut, dans les derniers jours de mai, de tendre la main à l'armée de la Moselle et d'essayer de concert avec elle une puissante diversion dans le Namurois et l'évêché de Liège. L'opération n'eut pas lieu, sur l'ordre positif de Custine; mais Kilmaine soutint qu'elle était possible et il se piquait, sans être « un téméraire et encore moins un rêveur », de la mener à bonne fin. Son zèle lui valut les éloges des représentants Hentz et De La Porte. S'il n'avait pas, disait-il, assez de forces pour marcher en avant, il tâcherait de défendre efficacement la frontière de Longwy à Givet, et il fit quelques heureuses incursions en pays ennemi, décida de la victoire d'Arlon en dépêchant des secours à Delaage. Aussi, lorsque Bouchotte appela Custine à Paris pour le destituer et le perdre, il chargea Kilmaine de commander provisoirement l'armée du Nord (1).

Kilmaine laissa sa division des Ardennes à Champollon et se rendit à Cambrai, le 15 juillet, pour y recevoir les

1. Alger, *Englishmen in the French Revolution*, 1889, p. 152-153; Charavay, *Carnot* II, 338 et 405; *Retraite de Brunswick*, 464; Dumas, *Mém.* I, 71; Beurnonville à Dumouriez, 2 oct. 1792; *Corresp.* de Dumouriez et de Pache 1793, p. 189 et 192; Courtois à Bouchotte, 5 juin; Du Bois du Bais au Comité, 30 juillet; Kilmaine à Bouchotte, 18 juin; Bouchotte à Kilmaine, 12 juillet (A. G.); *Wissembourg*, 26; *Valenciennes*, 82, etc.

instructions de Custine. Les difficultés qui l'entouraient ne parurent pas l'effrayer d'abord. S'il trouvait l'intrigue « au plus haut point » et croyait malaisé d'écraser cette *hydre*, s'il se plaignait de la désertion et annonçait avec humeur qu'un adjudant-général et cinq sergents-majors du 47e régiment, ainsi qu'un officier, avaient passé dans le camp des alliés, n'importe, écrivait-il, « cela ira, il faudra que ça aille ou que j'y perde la vie! » Il menaçait les traîtres qui s'agitaient dans Valenciennes : « Nous rejoindrons ces lâches coquins et ils ne riront pas ; je vous le prédis et n'ai rien prédit en vain jusqu'à ce moment ; mes hussards me nommaient le *prophète* et l'*heureux colonel!* » Il prenait même en face des ennemis un ton singulier d'audace et de jactance. Cobourg lui réclamait un sous-lieutenant Lichtenhayn qui s'était enfui chez les Français après avoir volé le prêt. Kilmaine répondit au prince qu'il ne rendrait Lichtenhayn qu'en échange de Thouvenot, l'ancien chef d'état-major de Dumouriez : Thouvenot se trouvait à Leuze, à portée ; lui aussi était déserteur, lui aussi avait volé la caisse. Et les commissaires du pouvoir exécutif, Celliez et Varin, louaient ce « style nouveau » que les généraux français n'avaient pas encore employé ; à leur avis, une pareille lettre ne faisait qu'augmenter la confiance que leur inspirait Kilmaine (1).

Le ton de sa correspondance se modifia bientôt et dès le 28 juillet, il déclarait qu'il ne pouvait plus se charger du fardeau. Il demanda des renforts. Il demanda de l'artillerie légère pour suppléer au défaut de cavalerie (2). Il

1. Kilmaine à Bouchotte, 24 juillet et 4 août ; à Cobourg, 29 juillet ; Celliez et Varin à Bouchotte, 31 juillet (A. G.).

2. Kilmaine à Bouchotte, 28 et 29 juillet (A. G.) ; *Mon.* 3 août. C'est

demanda des lieutenants qui l'aideraient à s'acquitter de sa tâche. « Nous sommes, disait-il, dans une extrême pénurie d'officiers généraux et le service en souffre extrêmement. » Il ajoutait que, si Valenciennes capitulait, sa situation deviendrait critique; le camp de César était excellent après la déroute de Famars et il avait alors sauvé l'armée; mais, après la reddition de Valenciennes, il serait très mauvais; il ne couvrait pas une grande étendue de frontière et, si l'armée y restait, les coalisés s'empresseraient de l'*assiéger*, de l'*emprisonner*, de se mettre entre elle et Cambrai. Son plan de retraite était déjà dressé. Il irait camper derrière les sources de l'Escaut, entre Honnecourt et le Catelet, dans une position avantageuse qu'il avait fait reconnaître par Coquebert de Montbret et qu'il avait vue de ses propres yeux : de la sorte, il ne cesserait pas de protéger la Sensée, l'Escaut, le canal de Palluel à Douai et il comptait par le canal de flottage qui va du Catelet à Bohain et par les bois qui se prolongent sur la droite jusqu'à la Sambre, garder ses communications avec Landrecies, avec Maubeuge, peut-être avec le Quesnoy.

Vint la prise de Valenciennes. Sans doute, remarquait Kilmaine, il eût fallu secourir la ville. Mais les moyens existaient-ils? Etait-il possible d'agir sans cavalerie? Qu'auraient pu 5.000 chevaux contre les innombrables escadrons autrichiens? Les régiments de hussards et de dragons manquaient des objets indispensables. Les

ainsi que Bentabole disait aux Jacobins que, puisqu'on n'avait pas de cavalerie, il fallait doubler l'artillerie volante, qu'une compagnie de ce genre valait à elle seule deux régiments de cavalerie : « Nos ennemis n'en ont pas, et cette arme terrible qui passe partout avec la rapidité de l'éclair, leur cause une terreur inconcevable » (*Mon.* du 13 octobre.)

bataillons d'infanterie ne comptaient chacun que 400 hommes capables de tenir la campagne. Le 1er d'Ille-et-Vilaine avait juste 344 volontaires. Et les alliés approchaient, ces redoutables alliés qui faisaient la guerre avec plus d'habileté que l'année précédente, qui prenaient des places fortes pour appuyer leurs communications et assurer leurs subsistances, qui visaient à devenir « le vrai possesseur despotique » du territoire !

Gay-Vernon exhalait les mêmes plaintes. Lui aussi jugeait la situation « désolante »; lui aussi demandait des secours, surtout en cavalerie, pour tirer les troupes de l' « état de mollesse » auquel elles étaient condamnées. « Nous sommes bien pauvres », mandait-il à Bouchotte, et il affirmait que, sur toute la frontière, de Dunkerque à Carignan, la République n'avait au plus que 8.000 vigoureux défenseurs.

Comme Gay-Vernon et Kilmaine, les représentants trouvaient la situation de l'armée « de plus en plus alarmante ». Ils reconnaissaient que l'infanterie était « en assez bon état » et paraissait « assez bien instruite ». Mais la cavalerie demeurait *nulle*; elle comptait six à huit mille hommes tant au camp de César que dans les places et elle devait en compter cinq à six mille de plus. Des corps nouvellement formés ne manquaient de rien, tandis que de vieux régiments n'avaient ni chevaux ni armes. 400 hussards de Chamborant n'étaient ni montés ni équipés. Et les représentants s'en prenaient à Bouchotte et à la Convention. Pourquoi le ministre ne fournissait-il pas les selles, les sabres et les pistolets? Pourquoi l'Assemblée n'avait-elle pas, en décrétant la levée de 30.000 cavaliers, prescrit la levée des chevaux et le mode d'opération? Pourquoi n'envoyait-on pas au camp de Paillencourt les chevaux de luxe réquisitionnés?

Du Bois du Bais avait perdu toute confiance dans les troupes. « Ce qui arrive aujourd'hui, écrivait-il, n'est arrivé dans aucun temps », et il déclarait qu'à la moindre terreur les soldats se débarrassaient de leurs armes. Il avait vu des fuyards qui n'étaient pas poursuivis, jeter presque sous les murs de Maubeuge le fusil qu'ils auraient pu conserver sans inconvénient. Les Français, concluait-il avec tristesse, regardaient autrefois comme un déshonneur d'abandonner leur drapeau ; aujourd'hui *ils s'en font un jeu*, et il rappelait amèrement que les rebelles de la Vendée qui n'avaient d'abord que des bâtons, disposaient maintenant de carabines et de pièces d'artillerie qu'ils avaient prises aux républicains (1).

Au même moment le ministre achevait de désorganiser l'armée, du moins pour quelques jours, en frappant à coups pressés dans les rangs de l'état-major. Les généraux de division Lamarche, Le Veneur, d'Hangest, Sabrevois, les généraux de brigade Baussancourt, Desponchés, Kermorvan, Devrigny, le chef de l'état-major Des Bruslys, les adjudants généraux Chérin et d'Ardenne furent suspendus de leurs fonctions. Ils étaient victimes de Celliez, de Varin et de Defrenne. Ces trois commissaires du pouvoir exécutif, et particulièrement Celliez, les avaient dénoncés à l'administration de la guerre, et Bouchotte les ôtait à l'armée parce que Celliez les lui désignait et les notait comme des suspects, « justement suspects », et « plus que suspects », comme des gens qui tenaient une conduite incivique et qui devaient être proscrits,

1. Kilmaine à Bouchotte, 30 juillet et 4 août; Gay-Vernon à Bouchotte, 28 juillet; Desacy au Comité, 30 juillet; Levasseur à la Convention, 27 juillet; Levasseur, Le Tourneur et Delbrel au Comité, 27, 28 et 30 juillet; Du Bois du Bais au Comité, 30 juillet (A. G.); Rec. Aulard, V, 423.

puisque leurs intérêts différaient essentiellement des intérêts de la sans-culotterie. « Nous sommes trahis, avait écrit Celliez le 15 juillet, et l'ennemi connaît toutes nos démarches. Que ces hommes disparaissent enfin! Quoi! des nobles, des complices de Dumouriez, des biribis, des ignares, des intrigants de toute espèce, sans talents et sans vertus, à la tête des soldats républicains! » Et Bouchotte suspendait, suspendait. Tous les officiers que dénonçait Celliez, venaient à Paris rendre compte de leurs actes (1).

Lamarche était condamné depuis l'affaire du camp du Famars. Il est, disait Delacroix, inepte ou traître, et un officier mandait aux Jacobins de Paris que ce soudard était d'autant plus dangereux que son obscurité le mettait à l'abri de l'animadversion publique, qu'il était en réalité « le plus astucieux des conspirateurs », qu'il avait opéré la plus honteuse retraite, et que Cobourg s'étonnait sûrement qu'un pareil *anthropophage* eût échappé à la guillotine. Celliez et Varin le qualifiaient d' « ivrogne parfait » et l'inculpaient nettement de trahison ; il fallait, marquaient-ils à Bouchotte, « en purger l'armée », et ils rapportaient avec un sentiment d'indignation qu'il était, depuis l'arrestation de son ami Custine, plus taciturne et plus sombre que jamais (2).

Le Veneur avait donné de l'ombrage dès l'année précédente, et s'il avait fait les campagnes de l'Argonne et de la Belgique, on n'oubliait pas qu'il s'était, au 10 août 1792, déclaré pour Lafayette et qu'il engageait ses chefs de bataillon à rétablir le roi et à marcher contre Petion

1. Rec. Aulard V, 420; Celliez à Bouchotte, 14 juillet (A. G.).
2. Mot de Delacroix, séance du 10 juillet (*Mon.* du 12); séance des Jacobins des 15 et 17 juillet (*Journal de la Montagne* des 16 et 19 juillet); Celliez et Varin à Bouchotte, 25 et 28 juillet (A. G.)

et Paris. Bouchotte n'avait pas caché sa surprise lorsque les représentants confiaient à ce général le commandement du camp de Paillencourt pendant que Custine parcourait les places de la Flandre. Mais Celliez ne manqua pas d'attiser la colère du ministre; il accusa Le Veneur de loger au village d'Abancourt chez un parent de Calonne, royaliste avéré, dont les deux fils, l'un officier, l'autre chanoine, avaient émigré. Ernouf, alors adjudant-général et naguère quartier-maître du 1er bataillon de l'Orne, incriminait Le Veneur plus gravement encore : sous l'ancien régime, disait Ernouf, Le Veneur était détesté des soldats; retiré dans sa terre de Carrouges, il avait su se faire élire procureur-syndic du département de l'Orne, mais bientôt perçait le bout de l'oreille; les patriotes, fatigués de ses menées, lui administraient à la fête du 14 juillet une volée de coups de bâton, et il fallait, pour le sauver, le couvrir de la bannière fédérative. Et, ajoutait Ernouf, cet intrigant se transformait quelques mois plus tard en général! Le Veneur fut suspendu. Il regimba, répondit que la patrie avait besoin de défenseurs et qu'il resterait à l'armée comme simple soldat. Outré, Bouchotte écrivit à Kilmaine que Le Veneur n'avait qu'à déférer aux ordres du Conseil exécutif et que, s'il refusait de quitter le camp, il devait être traduit devant une cour martiale. Mais déjà Le Veneur était sous les verrous ; il projetait de publier une adresse à ses concitoyens; les représentants Levasseur et Le Tourneur, irrités qu'il désobéît au pouvoir civil et voulût notifier aux troupes sa désobéissance, le firent arrêter (1).

D'Hangest, Sabrevois, Des Bruslys, Baussancourt,

1. Celliez à Bouchotte, 14 juillet; dénonciation d'Ernouf; Bouchotte à Kilmaine, 2 août (A G.); Rec. Aulard V. 444; VI, 15; Cf sur Le Veneur le travail d'Et. Charavay, (A. G.) *Le Général Le Veneur*, 1895.

Desponchés, Kermorvan, Devrigny, Chérin, d'Ardenne subirent le même sort.

D'Hangest était depuis longtemps accusé de professer des opinions « anticiviques »; Dumouriez le nommait dans les premiers jours d'avril, commandant de Douai, et le ministre ne l'avait conservé que sur la proposition de Lamarche (1).

Sabrevois était, suivant le mot de Celliez, un autre d'Hangest (2).

Des Bruslys, dénoncé par Defrenne, par Celliez et Varin, par Vincent, par Billaud-Varenne et Niou, passait pour un aristocrate, un « égoïste dangereux », et l'on disait qu'il n'avait « aucune morale dans les principes », qu'il avait signé l'ordre *atroce* de faire fusiller le soldat, qu'il avait tout mis en œuvre pour livrer l'armée aux ennemis (3).

Baussancourt n'avait pas dissimulé son attachement à Custine (4).

Desponchés, ancien colonel du 19e régiment, ci-devant Flandre, était, selon l'expression de Celliez et de son col-

1. Celliez à Bouchotte, 15 juillet (A. G.); cf *Trahison de Dumouriez*, 185.

2. Celliez à Bouchotte, 15 juillet (A. G.)

3. Celliez et Varin à Bouchotte, 25 juillet; Defrenne à Bouchotte, 22 avril; Billaud et Niou au Comité, 11 août (A. G.) Né à Brives (7 août 1757), lieutenant d'artillerie en second (1780) et en premier (1783), adjudant général lieutenant-colonel (1er sept. 1792), colonel (8 oct. 1792), général de brigade (15 mai 1793), Des Bruslys devint général de division le 13 juillet 1808 et se brûla la cervelle à la Réunion le 25 sept. 1809 plutôt que de traiter avec les Anglais.

4. François de Baussancourt, né à Andelot (Haute-Marne) le 17 septembre 1742, avait servi en Pologne et s'était retiré avec le grade de capitaine; élu lieutenant-colonel du 3e bataillon de la Marne au mois de septembre 1791, il était général de brigade depuis le 12 avril 1793.

lègue, un intrigant consommé et l'un des plus ardents adversaires de la Révolution (1).

Kermorvan, lui aussi, était un intrigant, et le complice de Lamarche ; Celliez et Varin prétendaient qu'il avait trahi la République au 23 mai en ouvrant le camp de Famars aux Impériaux, et Courtois ajoutait qu'il manquait de talents militaires et devait son avancement à ses liaisons intimes avec Dumouriez (2).

Devrigny était sûr, après la chute de Custine, de ne plus rester à l'armée du Nord : il avait reçu du général et des représentants, malgré les plus vives objections du ministre, des pouvoirs illimités pour inspecter les corps de cavalerie. Aussi Bouchotte, Vincent, Ronsin l'avaient-ils accablé d'invectives ; on scrutait son passé, et si l'on reconnaissait qu'il avait provoqué la sédition de Belfort en 1790 lorsqu'il était porte-étendard aux hussards de Lauzun, on rappelait qu'il appartenait à la noblesse et brutalisait le soldat (3).

Chérin, ce Chérin que Dumouriez chargeait d'étouffer à Sedan la rébellion de Lafayette, ce Chérin qui se prononçait avec fougue contre la défection de Dumouriez et que les représentants nommaient alors un patriote actif et intelligent, n'était plus aux yeux des agents ministériels qu'un « petit intrigant » et un « contre-révolutionnaire » parce qu'il avait arrêté Celliez et Compère au camp de César. « N'a-t-il pas dit, écrivait Celliez, que, s'il en avait le pouvoir, au lieu de nous conduire à Cambrai et de nous enfermer dans la citadelle, il nous

1. Celliez et Varin à Bouchotte, 25 juillet (A. G.)

2. Celliez et Varin à Bouchotte, 25 juillet (A. G.); Courtois à Bouchotte, 5 juin (Charavay, *Carnot* II, 330).

3. Rapport de Ronsin, 17 août (A. G.); Cf *Valenciennes*, 174-176.

ferait pendre aussitôt? » Celliez l'accusait même de connivence avec l'ennemi : puisque Chérin dirigeait le service de l'espionnage, n'avait-il pas trouvé l'occasion de trahir la République (1)?

Quant au collègue de Chérin, l'adjudant-général d'Ardenne, il avait fait, le 2 avril, arrêter Pille qui résistait à Dumouriez; il avait pris la place de Pille à l'état-major; il était en relations étroites avec Custine et Le Veneur (2).

Les commandants des forteresses n'étaient pas davantage épargnés, et Bouchotte les suspendait pour la plupart : Tourville à Maubeuge, Rosières à Douai, Gobert à Philippeville, Lapalière à Cambrai, Neyrod au Quesnoy, Kerenveyer à Dunkerque.

Le lorrain Chapuis de Tourville, volontaire à quinze ans, colonel du 18e régiment d'infanterie, ci-devant Royal-Auvergne en 1791, maréchal de camp en 1792 et lieutenant-général depuis le 8 mars 1793, avait, dès le premier instant, abandonné Dumouriez. Il maintenait l'ordre parmi les troupes de Maubeuge et déclarait qu'il ne souffrirait pas dans l'armée des « gens sans frein ». D'Harville le regardait comme un des meilleurs généraux de la République et le jugeait intelligent, dévoué à la patrie, toujours occupé des besoins du soldat et partageant leur peine, humain et compatissant autant que juste. Du Bois du Bais le défendait avec chaleur contre les attaques des émissaires jacobins; il avouait que Tourville était sévère et que ce vieux militaire avait le caractère « un peu rude » et « l'ancienne manie d'une

1. Cf sur Chérin *Trahison de Dumouriez*, 192 et *Valenciennes*, 190-191, 195; Celliez et Varin à Bouchotte, 31 juillet (A. G.); Chérin, arrêté, écrivait le 5 au Comité pour comparaître devant le tribunal révolutionnaire.

2. Celliez à Bouchotte, 14 juillet (A. G.).

discipline rigoureuse »; mais on n'aurait pu mettre, assurait Du Bois du Bais, plus de bonne foi, plus d'activité, plus de scrupule dans l'accomplissement de ses devoirs; grâce à Tourville, la division de Maubeuge était « extrêmement bien tenue », et le représentant invoquait le témoignage de Jourdan. Ce général plébéien ne proclamait-il pas que Tourville avait tant de zèle et de vigilance qu'on lui trouverait malaisément un successeur? Mais Tourville était noble; il avait fait chasser de Maubeuge l'agent Defrenne qui répandait dans le camp retranché le *Père Duchesne* et le *Journal de la Montagne*; il avait écrit que Hébert était évidemment payé par les ennemis pour désorganiser toutes choses; il avait protesté contre le départ de Custine, le seul qui, suivant lui, eût réussi à dresser et à instruire l'armée du Nord; il avait averti Bouchotte que les ci-devant qui restaient fidèlement à leur poste et que le ministre remplaçait par des ignorants, iraient peut-être porter chez les alliés leurs connaissances et leur ressentiment. Bouchotte saisit la balle au bond; il envoya la lettre de Tourville au Comité : Voilà, s'écriait-il, ce que pensaient ces aristocrates qui envisageaient sans frémir l'instant où ils pourraient rejoindre Cobourg! Tourville accueillit sa suspension avec sang-froid; il fit de simples et touchants adieux à la division de Maubeuge, loua la subordination de ses soldats, leur ardeur, leur émulation et leur désir d'apprendre: « Je vous exhorte, leur disait-il, à persévérer dans ces excellents principes, et la victoire couronnera vos travaux (1). »

1. Charavay, *Carnot* II, 241; d'Harville à Pache, 25 déc. 1792; Du Bois du Bais au Comité, 30 et 31 juillet 1793; Tourville à Bouchotte, 26 juillet (et note de Bouchotte); Tourville à la division de Mau-

Rosières, chevau-léger de la garde, puis capitaine dans Fumel-cavalerie, avait cherché fortune en Hollande et aux Pays-Bas autrichiens. Lieutenant-colonel dans la légion de Maillebois et ensuite dans un corps de lanciers ou de uhlans levé par les patriotes contre le stathouder, général-major de l'armée belge et l'un des coopérateurs de Van der Mersch en Flandre et à Namur, capturé par les Impériaux et détenu pendant huit mois, il avait regagné la France lorsqu'éclata la guerre de la Révolution. Nommé maréchal de camp, il conduisit dans l'Argonne un corps de 1.100 Belges et il dirigeait à Jemappes cette partie de l'aile droite qui emporta Quargnon. Il avait présidé le comité militaire de Bruxelles et tenté de former une armée belge dont il devait être le chef. En février 1793, il vint à la barre de la Convention offrir Bruxelles à la France et demander, au nom des représentants provisoires de la ville, que les dettes contractées avant l'annexion fussent payées en numéraire. Rentré au service de France après les revers et promu général de division, il avait mené la gauche de l'armée sous les ordres de Miranda. Il se vantait d'avoir entraîné du camp de Bruille à Valenciennes trente-six bataillons et « sauvé la République dans ce moment critique ». Mais on lui reprochait d'avoir hautement professé les opinions de Dumouriez, et l'on assurait, non sans raison, qu'il avait louvoyé dans les premiers jours d'avril et fait arrêter sur l'injonction du traître les adjudants-généraux Chérin et Pille. Enfin, il était comte et s'appelait naguère M. de Rosières. L'agent Defrenne disait qu'il ne valait pas mieux que Moreton, et Courtois le déclarait incapable

beuge, 6 août (A. G.); Cf *Trahison de Dumouriez*, 205 et *Valenciennnes*, 188.

de défendre une place aussi importante que Douai (1).

Gobert avait donné des preuves de son républicanisme et de son expérience depuis le début des hostilités. Après avoir aidé Kilmaine à organiser l'armée des Ardennes, il avait fait tant bien que mal approvisionner les places de Cambrai, de Bouchain, du Quesnoy, de Landrecies, de Saint-Quentin, et réparer leurs remparts. « Il est pourtant l'ami de Dampierre, s'écria Guy-Vernon en apprenant qu'il était suspendu, et il est parvenu par ses talents! » Mais Celliez et Varin l'avaient dénoncé comme un faux jacobin, ennemi de nos succès et grand ami de Custine. Gobert obéit à l'ordre du ministre. Le 4 août, il se retirait à Corbeil; arrêté au Ménil, à six lieues de Paris, fouillé de la tête aux pieds, traîné dans une prison, gardé deux jours au secret, il fut enfin conduit au Comité de sûreté générale qui le reconnut innocent et le mit en liberté. « Rendez-moi, disait alors ce vaillant officier, rendez-moi l'honneur et la confiance de mes concitoyens; j'ai occupé les postes les plus importants; je les quitte sans peine, avec le regret cependant de voir qu'on prive la patrie d'un bon et brave défenseur (2). »

Guéroult Lapalière, ancien gendarme de la garde, réforme en 1784, rentré au service sous la Révolution, était devenu promptement général de brigade. Mais on croyait qu'il devait son avancement à Delacroix et à Danton, ses amis, et bien qu'il eût déclaré, selon la for-

1. Charavay. *Carnot*, II, 243 et 330; Rosières à Bouchotte, 4 août; Defrenne à Bouchotte, 6 mai; Courtois à Bouchotte, 5 juin (A. G.); Cf. *Jemappes*, 24, 90, 208, 251 et *Trahison de Dumouriez*, 190.

2. Celliez et Varin à Bouchotte, 25 juillet (A. G.). *Exposé de la conduite de Gobert*, 13-15; cf sur Gobert nos volumes précédents notamment *Valmy*, p. 73, 251, 253, et Charavay, *Le Veneur*, p 15 et annexes.

mule du temps, qu'il s'ensevelirait sous les ruines de Cambrai, un agent prétendait qu'il « avait le gousset garni » pour rejoindre Dumouriez lorsqu'il aurait livré la ville. Defrenne et Lavalette le traitaient de coquin : suivant eux, Lapalière n'avait pas le ton qui sied à un républicain ; il publiait que l'ennemi avait des forces doublement supérieures à celles de l'armée du Nord, et depuis son arrivée à Cambrai, l'aristocratie y était « montée de plusieurs crans (1). »

Neyrod, retraité comme capitaine en 1773, élu lieutenant-colonel du 1er bataillon des volontaires de la Moselle, était général de brigade depuis le 15 mai 1793 et commandait au Quesnoy. Le représentant Du Bois du Bais le jugeait actif, zélé, et assurait que sa correspondance était franche, pleine de patriotisme et nullement suspecte. Mais Defrenne avait dit que Neyrod faisait plus d'embarras que de besogne, et un capitaine des grenadiers du 1er bataillon de la Vendée, Alexis Vinet, le nommait le plus maussade des officiers, dénonçait ses propos inciviques, affirmait que Neyrod regrettait l'ancien régime et qualifiait les commissaires de la Convention d'imbéciles, d'ignorants et de *pataudss*. Le 25 juillet, Bouchotte donnait ordre à Neyrod de cesser ses fonctions et de se rendre à Paris (2).

Les représentants Duquesnoy et Le Bas secondaient Bouchotte dans sa tâche d'épuration. Ils inspectaient

1. Charavay, *Carnot* II, 242 ; lettre d'un agent secret, 18 juin (A. E.) Defrenne à Bouchotte, 30 avril et 6 mai ; Lavalette à Bouchotte, 7 mai (A. G.)

2. Defrenne à Bouchotte, 16 mai ; Du Bois du Bais au Comité, 31 juillet (A. G.) ; cf. Charavay, *Carnot* II, 241. Il sera question de Kerenveÿer au chapitre de Dunkerque.

l'aile gauche de l'armée du Nord et le 6 août ils faisaient arrêter les deux généraux qui commandaient les camps de Cassel et de Ghyvelde, O'Moran et Richardot.

L'Irlandais O'Moran qui devait périr sur l'échafaud le 6 mars 1794 avec Chancel et Davaine, avait servi dans le régiment de Dillon, plus tard le 87e, et du rang de cadet s'était peu à peu élevé jusqu'au grade de colonel. Maréchal de camp et lieutenant-général en 1792, à huit mois d'intervalle, commandant de Tournay et de la Westflandre pendant l'expédition de Belgique, il avait, après la retraite de Dumouriez, rassemblé 16.000 hommes dans les cantonnements et places de la Flandre maritime. Mais il était infirme, malade et très circonspect. Il se défiait de ses bataillons et s'imaginait que les forces ennemies qui lui faisaient face ne cessaient de grossir: « Cela, écrivait-il une fois, ne fera que croître et embellir de jour en jour ». Les municipalités ne croyaient pas à son civisme et ne cachaient pas les soupçons qu'elles avaient sur son compte : à les entendre, il ne prenait aucune mesure pour dissiper les inquiétudes des habitants, laissait Bergues sans défense, refusait de réprimer les désordres des troupes, projetait de lever le camp de Cassel et d'abandonner le pays à la merci des Autrichiens. Defrenne prévenait Bouchotte de le surveiller de près parce que les patriotes « n'en disaient pas de bien ». Gasparin et Lesage-Senault n'osaient le suspendre : les rapports qu'ils recevaient contre lui ne leur semblaient pas « assez prononcés »; mais les deux représentants demandaient que cet étranger qui ne pouvait monter à cheval et remplir de fonctions actives, fût employé dans une ville moins considérable que Dunkerque. Courtois le notait « royaliste outré » et « plus que suspect ». Carnot le ménageait et se contentait de remarquer qu'O'Moran craignait tou-

jours de se compromettre: « Il est d'une prudence qui me désespère et que je nommerais pusillanime si je ne respectais ses talents militaires. » Le Comité avait fini par prescrire à Bouchotte de déplacer O'Moran et de l'employer dans une forteresse de deuxième ou de troisième ligne. Mais Duquesnoy, ce Duquesnoy que l'agent Gadolle appela *le grand râfleur des généraux,* assurait qu'O'Moran, « ainsi que bien d'autres encore », trahissait la France. Pourquoi cet Irlandais avait-il constamment désapprouvé l'attaque de Furnes? Pourquoi, malgré les avis des émissaires, prétendait-il que les ennemis se renforçaient à Furnes et à Ostende? N'avait-on pas dû le pousser, l'épée dans les reins, à cette entreprise et le menacer de destitution? N'avait-il pas essayé de rendre l'expédition inutile et de « faire tout manquer »? N'était-ce pas sa faute si la division de Stettenhoffen était arrivée une heure après la reddition de Furnes? Duquesnoy avait saisi les papiers d'O'Moran. Il y découvrit une lettre du général à Custine: la présence des commissaires Carnot et Duquesnoy, y lisait-on, avait sans doute empêché les exemples de sévérité, et Custine seul pouvait établir et propager la discipline. Duquesnoy fut exaspéré: O'Moran louait donc en public les représentants qui s'opposaient aux excès du soldat, et en secret il rejetait sur eux l'insubordination de l'armée! (1)

Richardot eut le même destin qu'O'Moran. Ce Toulousain qui devait mourir de maladie dans les prisons de la Terreur, était colonel des chasseurs du Hainaut lorsqu'il

1. Charavay, *Carnot* II, 248, 257, 272, 337, 344, 447; cf. Defrenne à Bouchotte, 27 avril. Gasparin et Lesage-Senault au Comité, 19 mai; Courtois à Bouchotte, 5 juin; Duquesnoy et Le Bas au Comité, 11 août (A. G.); Rec. Aulard, V. 4; déposition de Duquesnoy au procès d'O'Moran (A. N. W. 335.)

fut nommé général de brigade. L'agent Gadolle le jugeait « bien essentiel, actif, ferme, brave et franc ». Mais on répétait que Richardot appartenait à « la perfide coalition des généraux ci-devant nobles » et qu'il s'entendait avec Custine. On l'accusait d'avoir dit, devant Fromentin et le curé de Rexpoëde, que les Français ne pouvaient se passer de roi et que les troupes de ligne étaient à plaindre parce qu'elles servaient avec ces canailles de volontaires. On lui reprochait de laisser ses bataillons dans l'inaction, de blâmer les attaques, et, lorsqu'elles avaient réussi, de n'en tirer aucun avantage. On lui imputait l'insuccès de l'échauffourée de Furnes : il avait allégué, comme O'Moran, que l'ennemi disposait de forces considérables; il avait affirmé que le canal de Furnes était large de quinze pieds, au lieu de quarante; il avait fourni des madriers qui n'avaient que la moitié de la longueur nécessaire; il n'avait donné ni pelles ni pioches ni haches pour faciliter le passage de l'artillerie dans un pays coupé de haies et de fossés (1).

Avec O'Moran et Richardot disparaissait de l'armée du Nord un personnage appelé plus tard à la célébrité : Etienne dit Jouy, le futur académicien et l'écrivain libéral de la Restauration. Après avoir brillamment servi dans l'Inde, il s'était jeté dans la Révolution, et Gorsas, son ancien maître, s'honorait d'être l'ami de ce fervent patriote. On avait vu Jouy, dans les représentations tumultueuses, guider le parti républicain. Le 3 novembre 1790, au Théâtre Italien, après un affreux vacarme, il faisait « par les seules armes de la politesse et de la raison » sortir de leur loge les *noirs* forcenés qui bravaient

1. Gadolle, lettre du 14 juin (A. E.); dénonciations d'Ernouf et de Duquesnoy. (A. N. W. 335); Charavay, *Carnot*, II, 168. 310, 448.

le parterre. Le 17 novembre suivant, au théâtre de la Nation, avant le lever du rideau, il venait, au nom du public, haranguer Mirabeau. Lieutenant au 1er régiment d'infanterie, capitaine (1792), adjudant-général chef de bataillon (1er avril 1793), il était aide de camp d'O'Moran qui vantait ses talents militaires. Mais, Français du XVIIIe siècle jusqu'à la moelle, méchant, roué, mystificateur, ne cherchant qu'à s'amuser, courant d'aventures en aventures et d'intrigues en intrigues, jouant volontiers les rôles que lui offrait l'occasion, inconséquent et imprudent à plaisir, Jouy avait plus d'esprit et d'imagination que de cœur et de jugement. Il fit l'aristocrate tout en servant la République et causa par ses indiscrétions et ses folies la disgrâce d'O'Moran autant que la sienne propre. Suspecté par Duquesnoy, dès le mois de juin, défendu, puis abandonné par Carnot, il fut suspendu le 11 août. Mais il avait prévu le coup et pour le parer, il s'était rendu dans les derniers jours de juillet à Paris. Là, par ses grimaces et le verbiage jacobin qu'il adopta pour la circonstance, il sut obtenir une mission importante. Bouchotte qui le crut aussi patriote qu'intelligent, le chargea de conduire en Flandre les renforts de l'armée des Ardennes. Jouy s'acquitta de sa tâche avec succès, mais sans renoncer aux sottises et aux extravagances dont il avait pris l'habitude, mêlant de sang-froid aux actes d'un républicain d'inutiles effusions de royalisme, requérant de l'argent dans les villes bien qu'il eût reçu les fonds nécessaires, content de faire à la fois le bien et le mal, trouvant une piquante jouissance à se distinguer et à se compromettre tout ensemble, plein de rage lorsqu'il connut sa suspension méritée, heureux finalement de se cacher à Paris dans un asile sûr, et, après mille étourderies, gagnant la

Suisse sous un déguisement et à l'aide d'un passeport dérobé (1).

Tant de suspensions et d'arrestations déconcertaient, alarmaient les officiers. La plupart des généraux tremblaient pour eux-mêmes et s'évertuaient à ne pas donner de soupçons. Quelques-uns se rebutaient du métier. Tous refusaient de l'avancement. Colaud écrivait qu'il était fatigué d'être général et qu'il désirait rentrer dans son régiment pour servir la République sans crainte. « Les simples soldats, ajoutait-il, disent qu'ils ne voudraient pas être généraux, et ils ont raison » (2).

Quant à Kilmaine, il approuvait le ministre. « Mieux vaut, lui mandait-il, n'avoir personne que d'avoir de mauvais citoyens. Il nous faut des hommes qui n'aient d'autre alternative que la République ou la mort : il n'y a dans ce moment point de milieu pour nous; tous les gens, ménageant les deux partis, doivent être exclus. » Pourtant, il ne dissimulait pas au ministre l'embarras et le trouble où le jetait la soudaine disparition de ses lieutenants. Où trouver des successeurs aux généraux qui s'éloignaient? A qui confier les divisions et les brigades? Il assurait qu'il n'avait plus personne pour le seconder et qu'il ne répondait pas des événements. Bouchotte lui répliqua qu'une promotion se faisait dans les bureaux et que de bons commandants de bataillons rempliraient provisoirement les fonctions vacantes. Mais Kilmaine ne cessait de se lamenter. Il n'avait pas encore remis à son

1. *Courrier* de Gorsas, nos des 5 et 19 nov. 1790; Charavay. *La Révolution française*, n° du 14 nov. 1892, 410-420 et *Carnot*, II, 429; *Mém.* du général Thiébault, I, 352, 359, 397, 414-442; ordre de Bouchotte du 24 juillet (A. G.)

2. Colaud à Des Bruslys, 4 août (A. G.)

chef d'état-major Des Bruslys la lettre qui le suspendait (1); il ne pouvait se passer de lui et ne savait comment le remplacer; tous ceux qui lui semblaient capables de tenir l'emploi, le refusaient sans hésiter. Il demanda Achille du Chastellet, lui proposa de venir au camp de César : Bouchotte objecta que Du Chastellet n'avait pas la confiance. De guerre lasse, Kilmaine signifia sa suspension à Des Bruslys et nomma chef d'état-major à titre intérimaire l'adjudant-général Thüring. Ce Thüring connaissait bien la Belgique et la Flandre : il avait eu de Dumouriez une mission secrète en Hollande; il s'était lié au club de Saint-Omer avec Carnot qui le protégeait. Mais pouvait-on compter sur cet aventurier, homme de cabale et d'intrigue, ancien sergent du régiment suisse de Castella et sous-lieutenant de Royal-Liégeois, officier de la garde nationale dunkerquoise, capitaine de compagnie franche, lieutenant-colonel du génie belge, qui n'aimait dans l'état-major que la partie de l'espionnage et ne cachait pas son envie de manier des fonds (2)?

Enfin, le soldat se décourageait. Depuis la prise de Valenciennes, il murmurait de son inaction. On disait dans le camp qu'il était *dégoûtant* pour des militaires de rester l'arme au bras et d'assister de loin à des désastres sans faire un pas ni tirer un coup de fusil. Des hauteurs

1. Pareillement, le général Queyssat, suspendu le 30 juillet, ne reçut sa lettre de suspension que le 11 août de la main de Houchard; le 2 août, les représentants Levasseur et Le Tourneur écrivaient à Bouchotte que Kilmaine désirait conserver provisoirement Queyssat.

2. Kilmaine à Bouchotte, 1er et 7 août; Bouchotte à Kilmaine, 1er et 8 août; Gay-Vernon au Comité, 1er août et à Xavier Audouin, 3 août (A. G.). Cf. sur Thüring la notice de Charavay (*Carnot* II, 91) et plusieurs lettres de Berthelmy (notamment celle du 24 août), qui suspecte la « délicatesse » de Thüring et refuse d'apostiller ses mémoires et de rembourser ses dépenses.

de Paillencourt on avait vu Valenciennes en feu. Pourquoi n'avait-on pas marché au secours de la garnison et porté à ces malheureux frères d'armes le renfort qu'ils attendaient de jour en jour? Ne semblait-il pas que l'armée n'avait plus de chefs? « Nous sommes désorganisés, écrivait Gay-Vernon à Xavier Audouin, nos troupes n'ont pas le moindre enthousiasme et il nous déserte du monde de la division de Lille (1). »

III. Maîtres de Valenciennes, Cobourg et le duc d'York avaient résolu d'emporter le camp de César. Il fallait, comme disait le colonel Murray, chef d'état-major du prince anglais, livrer une bataille qui serait sûrement gagnée ou du moins chasser l'ennemi de sa position.

Le camp de César ou de Paillencourt formait un carré irrégulier dont l'Escaut, la Sensée, l'Agache et la forêt de Bourlon couvraient les côtés. Son aile droite s'appuyait à l'Escaut; son aile gauche s'étendait jusqu'à Aubigny-au-Bac et Oisy; son front était protégé par la Sensée et défendu par des redoutes. Tous les passages entre Bouchain et Cambrai avaient été bordés de retranchements. Pareillement, sur le derrière du camp, de Cambrai, à Marquion et sur le terrain compris entre l'Escaut et l'Agache, on avait élevé des fortifications de campagne garnies de canons et d'obusiers. Des abatis masquaient la lisière de la forêt de Bourlon. Enfin, sur la rive droite

1. Journal de Bricard, 68–69: Gay-Vernon à Audouin, 3 août; relation d'Arnaudin (A. G.). Cet ingénieur accompagnait le duc d'York : « Les Français, dit-il, n'avaient point de chef. Le Veneur qui avait succédé à Custine, venait d'être destitué. Un certain général Antoine commandait la cavalerie, et peut-être était-ce lui qui commandait en chef. On a aussi parlé dans le temps d'un général Kilmaine. Cette incertitude démontre autant que toute autre chose l'extrême confusion qui régnait parmi les Français. »

de l'Escaut, les villages de Hordain, d'Iwuy, de Thun-Saint-Martin, d'Escaudœuvres étaient occupés par des partis d'infanterie et de cavalerie, qui s'abritaient derrière de grands épaulements.

Les dispositions de Cobourg prouvèrent une fois de plus l'esprit méticuleux et finassier des stratégistes de la vieille école. Aujourd'hui, pour augmenter la vigueur de l'opération essentielle, on attirerait à soi tous les détachements qui ne sont pas indispensables dans l'endroit où ils se trouvent; à cette époque, on renforçait au contraire ces détachements pour que l'adversaire ne mît pas obstacle à l'attaque principale. Aussi, bien que l'effort le plus énergique dût se faire par le centre, le généralissime et son chef d'état-major, le prince de Hohenlohe-Kirchberg, crurent-ils nécessaire d'affermir les ailes, la droite à Marchiennes et à Orchies, la gauche à Villerspol, à Houdain et à Bettignies. Ils envoyèrent à Marchiennes 5.000 Hanovriens, à Orchies 4.000 autres Hanovriens, à Villerspol et à Houdain 8 bataillons et 8 escadrons d'Impériaux. Les Hessois eurent ordre de marcher sur Romeries pour observer la forêt de Mormal. Les troupes postées à Denain durent se diriger vers Aubigny-au-Bac pour tenir en respect les garnisons de Bouchain et de Douai. Restaient ainsi pour l'action capitale, 23 bataillons, 16 compagnies et 44 escadrons de troupes autrichiennes, ainsi que des Hessois, des Hanovriens et des Anglais au nombre de 9.000, c'est-à-dire en tout 35.000 hommes.

Le camp français ne pouvait être attaqué de front et sur le flanc droit qu'avec de grandes difficultés et non sans pertes considérables. Cobourg et Hohenlohe-Kirchberg décidèrent d'occuper l'ennemi sur les bords de l'Escaut et de le tourner au sud de Cambrai. Ils formèrent

trois colonnes. La première composée de 9.000 Hessois et Anglo-Hanovriens et de 5.000 Impériaux, sous les ordres du duc d'York et de Hohenlohe-Kirchberg, devait assaillir les Français sur leurs derrières. La deuxième et la troisième colonne, menées, l'une par Colloredo et l'autre par Clerfayt, les inquiéteraient sur les rives de la Sensée et de l'Escaut et, comme on disait alors, leur donneraient des jalousies.

La colonne que conduisait Colloredo, partie le 7 août du camp de Hérin, poussa par Saulzoir sur Villers-en-Cauchies, et, après avoir dispersé des partis de cavalerie qui tentaient de l'arrêter à Rieux et quelques pelotons d'infanterie qui défendaient mollement le village de Naves, arriva près de l'Escaut. Mais les Français avaient ouvert les écluses et inondé la plaine. Colloredo ne pouvait passer la rivière qu'au pont de Thun-l'Evêque qui semblait fortement gardé. Il attaqua le bourg de Thun-Saint-Martin, refoula les troupes françaises qui comprenaient, suivant la relation autrichienne, un régiment de cavalerie et deux bataillons d'infanterie ; puis, sans donner aux fuyards un instant de répit, il s'empara du pont et du village de Thun-l'Evêque où il mit trois compagnies de tirailleurs. La nuit qui tombait et la lassitude de ses soldats lui interdirent d'aller plus loin.

La colonne de Clerfayt, partie également le 7 août, traversa la Selle à Haspres et entra dans Iwuy. De leurs retranchements, sur le bord opposé de l'Escaut, les Français firent contre Iwuy un feu violent ; mais Clerfayt se maintint dans sa position et durant la nuit, sur l'ordre de Cobourg, il dressa plusieurs batteries et prépara les matériaux d'un pont qui serait jeté dans la matinée du lendemain.

Tandis que Clerfayt se logeait dans Iwuy, son lieute-

nant Alvintzy assaillait Hordain. Ce village était retranché et avait pour garnison deux bataillons et un escadron. Alvintzy s'en rendit maître après une assez vive résistance, et les patriotes, coupant les ponts, s'enfuirent sur l'autre rive de l'Escaut. Mais ce fut tout ce qu'entreprit Alvintzy dans cette journée : l'inondation et le feu de l'artillerie française l'empêchèrent de rétablir les ponts.

Clerfayt et Colloredo, exécutant le programme tracé par Cobourg, tenaient ainsi l'armée du Nord en échec sur l'Escaut et la Sensée, pendant que le duc d'York et Hohenlohe-Kirchberg s'avançaient pour l'envelopper sur ses derrières. La colonne que commandait le prince anglais, s'était formée le 6 août à Villers-en-Cauchies et à Saint-Aubert. Le 7, à la pointe du jour, elle se mettait en marche par Saint-Hilaire, Bevillers, Beauvois, Wambaix, et chassant les piquets de cavalerie française, venait passer l'Escaut à Masnières, à Crèvecœur et à Honnecourt. De toutes parts se fusillaient les avant-gardes, le canon tonnait, et les coalisés commençaient à décrire un grand demi-cercle autour de Cambrai.

Kilmaine vit aussitôt que York et Cobourg voulaient prendre à revers le camp de César. Il réunit un conseil de guerre auquel assistèrent le représentant Delbrel, les commissaires du ministre Celliez et Varin, ainsi que les principaux officiers. Delbrel qui se piquait de connaissances militaires, proposait d'exécuter à la faveur de la nuit un mouvement qui serait peut-être décisif, de ne laisser sur l'Escaut et la Sensée que les postes nécessaires pour contenir les patrouilles ennemies, de ramasser le gros des forces françaises, de fondre sur la colonne du duc d'York et de Hohenlohe, de la battre et de revenir sur les deux colonnes qui menaçaient la gauche et le centre de la

position. Mais le général en chef répondit justement qu'il ne pouvait avec une armée aussi peu manœuvrière que la sienne tenter une pareille aventure, qu'il n'avait pas de cavalerie, qu'il aimait mieux reculer sans être entamé. Tous les membres du Conseil approuvèrent Kilmaine et opinèrent qu'il fallait quitter incontinent le camp de César : si l'on demeurait plus longtemps à Paillencourt, les alliés se rendraient maîtres des routes d'Arras et de Bapaume; l'armée resserrée, recognée, n'aurait plus d'autre issue que l'étroite chaussée d'Arleux à Douai, et il était impossible de la jeter sur ce chemin avec son artillerie et ses bagages. Mais où aller? Il était trop tard pour se replier sur les sources de l'Escaut, entre Honnecourt et le Catelet. Quelques membres, auxquels se joignirent les commissaires Celliez et Varin, estimaient qu'il serait avantageux de s'établir entre Péronne et Saint-Quentin, et de prime abord, ce parti semblait le meilleur : c'était faire front à l'envahisseur; c'était couvrir Paris (1). Mais Gay-Vernon déclara qu'il valait mieux porter l'armée sur la Scarpe entre Arras et Douai : on gardait ainsi ses communications avec la Flandre maritime; on avait Lille derrière soi; on était, comme au camp de César, protégé par des forteresses et par une rivière, et si l'on abandonnait un riche pays aux incursions des coalisés, on se plaçait dès le premier jour sur le flanc de leur ligne d'opérations. Le plan de Gay-Vernon était celui de Kilmaine; mais le général en chef ne l'avait pas encore exposé pour ne pas peser sur le Conseil de guerre; il fut unanimement adopté.

1. Le Conseil de guerre de Landrecies envoyait en effet deux commissaires à Péronne parce qu'il croyait que le quartier général s'était transporté dans cette ville (Foucart et Finot, II, 362.)

Sur le champ Kilmaine expédia ses ordres. Il fit évacuer sur Arras et Bapaume par le commissaire-ordonnateur Petitjean le trésor, la poste, les ambulances et les voitures de l'administration. Il prescrivit que l'armée prendrait la route d'Arras et enverrait les équipages aussi loin qu'ils pourraient aller, au moins jusqu'à Vis-en-Artois. Lui-même gagna Fontaine-Notre-Dame, le premier village qu'on rencontre au sortir de Cambrai sur le chemin de Bapaume, et s'y installa avec une forte division pour couvrir la retraite des bagages et du reste de ses troupes. Le duc d'York et Hohenlohe auraient pu l'assaillir pendant ce mouvement. Mais leur colonne avait fait autour de Cambrai un immense circuit, la chaleur était extraordinaire, et les derniers bataillons ne traversèrent l'Escaut qu'à cinq heures du soir. Les Austro-Anglais virent les républicains lever leur camp et se retirer sur Fontaine-Notre-Dame; mais ils ne les abordèrent pas. Las et recrus après avoir fourni cette longue traite, ils remirent l'attaque au lendemain. La fatigue des hommes et des chevaux, assure Cobourg dans son *Journal*, défendit de pousser plus avant.

Mais le jour suivant, une fois encore, Kilmaine rompit le dessein des coalisés. Il savait que sa position de Fontaine-Notre-Dame n'était pas tenable. Le 8 août, dès l'aube, l'armée se dirigea sur Biache-Saint-Vaast. L'infanterie était en tête, puis venaient le parc et les équipages flanqués par un régiment de chasseurs à cheval. L'artillerie légère et la cavalerie fermaient la marche. On avait fait une lieue lorsque Kilmaine et Delbrel ébranlèrent l'arrière-garde qui appuyait sa droite à Marquion et sa gauche à Bourlon. A ce moment le duc d'York arrivait sur le flanc des républicains. Il avait formé trois colonnes qui s'étaient acheminées sur Cantaing, Anneux

et Graincourt. La première colonne s'arrêta entre Cantaing et Marcoing. Les deux autres continuèrent d'avancer. York comptait attaquer l'ennemi sur les hauteurs de Bourlon. Mais déjà Kilmaine avait évacué Bourlon et se repliait au delà de Marquion. Le duc traversa Bourlon, Sains-les-Marquion, et déboucha devant Marquion.

Il y avait encore à Marquion deux bataillons d'infanterie française. Ces bataillons, demeurés en arrière et partis de Thun-l'Évêque, avaient pris la route de Marquion, au lieu de celle d'Aubencheul-au-Bac. Ils tombèrent au milieu de la cavalerie anglaise qui les enveloppa. Une pièce de 12 qu'ils traînaient avec eux, leur fut enlevée. Plusieurs se rendirent. La troupe entière allait déposer les armes. Mais Kilmaine accourut avec Delbrel. Il mit une partie de sa cavalerie et l'artillerie légère en bataille et en réserve à droite et à gauche du chemin ; puis, avec le reste de ses escadrons, il chargea l'adversaire. Le choc fut rapide, mais impétueux. Le 2e régiment de dragons, ci-devant Condé, était en tête de la colonne française, et semblable, dit un témoin oculaire, à un torrent auquel rien ne résiste, il renversa tout ce qu'il rencontra. Des hussards noirs, montés sur des chevaux sans selle et ne maniant que des bâtons, firent des prisonniers. Grâce à ce mouvement hardi, les deux bataillons furent dégagés, et lorsqu'ils aperçurent Delbrel coiffé de son chapeau au plumet tricolore : « Représentants, s'écrièrent-ils, sais-tu qu'il était temps d'arriver? Nous avions usé toutes nos cartouches! » Ils sortirent de Marquion en bon ordre.

Kilmaine, satisfait de ce résultat, revint au delà de Marquion dans la position qu'il occupait d'abord. Avant d'abandonner Marquion, il avait coupé le pont du ruisseau de l'Agache, rompu la chaussée à l'endroit du pont

et incendié le village. Le duc d'York fut arrêté par les obstacles du chemin et la rupture du pont. Les Anglais ne purent passer le ruisseau qu'avec peine, lentement et un à un, non sans être incommodés par la chaleur des flammes qui dévoraient les maisons. Enfin, ils se mirent en bataille et firent mine de charger en flanc la cavalerie française. Mais, à l'instant, des escadrons que Kilmaine gardait en réserve, se précipitèrent au-devant d'eux. On aurait dit, rapporte Delbrel, que les deux partis allaient s'écraser, se foudroyer, et, durant plusieurs minutes, le conventionnel admira ce spectacle imposant. Bientôt les Anglais tournèrent bride. York n'avait avec lui que 2.000 chevaux. Il voyait la cavalerie française qui l'attendait sur deux lignes, forte de la supériorité du nombre et d'ailleurs protégée sur son front par des pièces d'artillerie légère. Après quelques volées de canon, il se retira. Il avait failli périr. Suivi d'une seule ordonnance et de l'émigré Langeron, il avait traversé Marquion embrasé au grand galop et poussé en avant de l'Agache sur une petite hauteur, lorsqu'il remarqua de la cavalerie à vingt pas de lui. Le jeune duc avait plus de bravoure que d'expérience. Il crut voir des escadrons de Hanovre qui portaient à peu près le même uniforme que les Français, et s'écriant : « Voilà mes Hanovriens ! », il courut à l'ennemi. Langeron n'eut que le temps de saisir la bride de son cheval : « Monseigneur, lui dit-il, ce sont les Français », et lui faisant faire demi-tour, il le ramena vers Marquion.

Cependant, la colonne de Colloredo avait, durant la matinée, passé l'Escaut sur le pont de Thun-l'Évêque, et celle de Clerfayt, sur le pont de bateaux jeté à Iwuy. Elles se réunirent et dressèrent leur camp dont la gauche s'appuyait à Thun-l'Évêque et la droite à Cuvillers. Huit

escadrons furent dépêchés à la suite des nationaux et rejoignirent le duc d'York à Marquion. La journée était terminée.

L'arrière-garde républicaine, conduite par Kilmaine et Delbrel, reculait donc au pas habituel, dans une fière et menaçante attitude, sous les yeux de quelques Anglais qui l'observaient encore et la serraient parfois d'assez près. Si Cobourg, Hohenlohe et York avaient su ce que cachait l'épais rideau de cavalerie que leur opposait Kilmaine! Le gros de l'armée française, infanterie, parc d'artillerie, bagages, marchait tranquillement vers Arras, à l'abri de toute insulte, de tout péril. Mais soudain des lâches crièrent *sauve qui peut*. L'alarme se répandit d'un bout à l'autre de la colonne. Des bataillons, pris de terreur, se débandèrent et arrivèrent aux portes d'Arras comme si ces kaiserliks, qu'ils n'avaient pas vus, étaient à leurs trousses. « Le soldat, écrivaient Billaud-Varenne et Niou, s'est tellement trouvé abandonné à lui-même que, dans le désordre général, l'artillerie est allée se réfugier au delà des murs d'Arras, et le corps d'armée en a été séparé pendant près de douze heures » (1).

Ainsi fut pris ce fameux camp de César qui, de même que le camp de Famars, était trop étendu et facile à tourner. Kilmaine eut le mérite de mettre hors d'atteinte son armée fugitive. Sa retraite, qu'on nomme la retraite de la Scarpe, est sûrement son plus glorieux exploit. Elle sauva le dernier noyau de forces qui restait à la République sur les frontières du Nord. L'Irlandais avait su profiter des fautes de la coalition. Les mesures

1. Witzleben, *Coburg* II, 258-264; Sichart, *Gesch. der hannov, Armee* 1871, vol. IV, p. 236-239; Delbrel, *Notes hist.* 41-44; Jomini, IV, 19-33; Gay-Vernon, *Custine et Houchard*, 220-226; relations d'Arnaudin et de Langeron; Billaud et Niou au Comité, 11 août (A. G.).

de Cobourg et de Hohenlohe étaient mal conçues. A quoi bon envoyer Clerfayt et Colloredo à Iwuy et à Thun-l'Évêque contre le front inattaquable des Français, avec des troupes considérables? A quoi bon donner à Clerfayt et à Colloredo trente-quatre escadrons qui ne pouvaient leur être d'aucune utilité? Pourquoi ne laisser à la colonne du duc d'York que vingt-quatre heures d'avance sur les deux autres colonnes, et ne confier au prince anglais que dix escadrons?

Il eût fallu, pour enlever la position et détruire l'armée qui la gardait, adopter le plan de Langeron. L'émigré proposait de lancer ostensiblement un corps d'infanterie légère vers le Cateau et Solesmes, comme si les alliés avaient l'intention de se diriger sur le Quesnoy, puis, par une marche forcée, de pousser ce corps à droite, derrière Cambrai, sur le chemin d'Arras, par Inchy, Proville, Villers-les-Cagnicourt, et de couper de la sorte toute retraite aux Français; cependant, des têtes de colonnes auraient menacé le front du camp, et les meilleurs bataillons, choisis exprès, auraient emporté coûte que coûte le poste d'Aubencheul-au-Bac sur la Sensée : les républicains, absolument entourés, étaient anéantis ou contraints de capituler.

Mais, quand York n'aurait fait que se conformer au plan de Cobourg et de Hohenlohe, il eût, avec un peu de promptitude, mis Kilmaine en déroute. Son corps d'armée, qui vint le 7 août à Crèvecœur, avait six lieues au plus à parcourir. Comment son arrière-garde ne franchit-elle l'Escaut qu'à cinq heures du soir? De même, le 8 août, lorsqu'il alla de Crèvecœur par Marcoing et Cantaing sur Bourlon, pourquoi ne s'ébranlait-il pas dans la nuit et en toute diligence? Pourquoi donnait-il à Kilmaine le temps de faire filer sur Arras les équipages, la grosse

artillerie et la plupart des bataillons? Pourquoi laissait-il une de ses colonnes à Cantaing? Pourquoi ne demandait-il pas sur-le-champ aux autres colonnes des renforts de cavalerie, la seule arme dont il eût besoin?

Évidemment, l'opération fut maladroitement conduite. Au lieu de s'avancer avec rapidité, de brusquer le dénouement, de frapper un coup subit et vigoureux, on s'attarda, on ne partit qu'après la pointe du jour, on marcha lentement, pesamment, et non sans plusieurs haltes. Les alliés eux-mêmes reconnurent leurs erreurs. « *Un peu de lenteur*, marque un officier dans une lettre en français, nous a fait négliger tous les avantages que la fuite de Kilmaine nous offrait, et nous n'avons pris qu'un canon, fait une centaine de prisonniers, et tué autant. N'ayant plus d'ennemi devant nous, nous avons tourné tout autour de Cambrai, et une partie de l'armée y a bivouaqué. Après tous ces succès, le résultat est que l'armée retourne dans son ancien camp. » Thugut, irrité, écrivit de Vienne qu'on avait perdu quelques jours précieux après la reddition de Valenciennes, que les républicains avaient eu le loisir de prendre leurs mesures et d'échapper : « Ils se sont, disait-il, retirés pour le moment et reviendront nous harceler par la suite, et les petits combats qui coûtent tant de monde, n'auront jamais de fin (1). »

1. Cf. outre Witzleben, Jomini et Langeron, Dohna, III, 203, et Vivenot, *Vertraul. Briefe an Thugut*, I, 30. Scharnhorst (voir la biographie de Max Lehmann, I, 113) essaya de justifier le duc d'York : « la chaleur, dit-il, était trop grande; une partie de l'infanterie resta en chemin; on eut tort de ne faire marcher les troupes qu'en une seule colonne; enfin, le but de l'entreprise fut atteint puisqu'on voulait simplement, selon les instructions du quartier-général, « se débarrasser de l'ennemi pendant quelque temps. »

Kilmaine fixa son quartier-général d'abord à Vitry-en-Artois, puis à Gavrelle, sur la route d'Arras à Douai. Le corps d'armée occupait les hauteurs sur la rive gauche de la Scarpe qui couvrait par conséquent le front du camp. La droite était à Rœux et la gauche en face de Biache-Saint-Vaast. Les flanqueurs de droite s'étendaient de Rœux à Arras et les flanqueurs de gauche, conduits par Colaud, s'installaient entre Palluel et Courchelettes, derrière le canal de la Sensée; mais la compagnie des Quatre Nations, munie de carabines, traversait le canal pour écarter les patrouilles ennemies aux alentours d'Arleux. L'avant-garde s'établit à Biache ainsi qu'à Monchy-le-Preux, et ses reconnaissances poussèrent sur le chemin d'Arras à Cambrai. La cavalerie, appuyée par l'infanterie légère, tenait Palluel, Hamblain-les-Prés, Sailly-en-Ostrevent. De petits postes défendaient Étaing, l'Écluse et Hamel (1).

Dans cette position qu'on a nommée le camp de Gavrelle ou encore le camp de Biache, Kilmaine pouvait, disait-il, rassembler toutes ses forces plus facilement qu'à Paillencourt. Il était fier de sa manœuvre et sur ce ton avantageux qui lui était propre, il assurait qu'il avait défait les alliés, bien qu'ils lui fussent trois fois supérieurs en nombre; qu'il avait opéré, sans perdre un seul homme, par une plaine de six lieues, une retraite comme il y en a peu; que tous ses cavaliers s'étaient battus en héros et que l'Anglais avait plus particulièrement senti le poids de leurs sabres; que l'audace française dégoûtait les coalisés. Mais, à son insu, il était déjà remplacé. Il passait pour noble, se targuait de noblesse avant 1789,

1. Kilmaine à Bouchotte, 8 août; Houchard à Bouchotte, 10 août; Colaud à Des Bruslys, 10 août (A. G.).

et l'*État militaire de France* l'avait qualifié de baron.

L'armée se défiait de lui et savait qu'il ne la menait que provisoirement : « Comment, disait Gay-Vernon, la confiance peut-elle s'établir? » Les commissaires du pouvoir exécutif le regardaient comme sujet à caution, et Defrenne avait insinué qu'il était la créature de Dumouriez. Surtout, on lui reprochait d'être Irlandais, et cette origine qui devait rehausser sa gloire, se tournait alors contre lui. On vanta plus tard ce fils d'Érin qui montrait sur une terre hospitalière comment il faut combattre pour la liberté, et lorsqu'il recevait le commandement de l'armée d'Angleterre, on aimait à dire qu'il attachait les yeux sur le pays natal et qu'il allait délivrer sa patrie du joug britannique. En 1793 on suspectait cet étranger. « C'est un bon soldat, pensaient Celliez et Varin, mais on a des craintes sur son compte. » Courtois remarquait que le républicanisme ne se fixe pas aisément dans une tête irlandaise et qu'on agirait peut-être imprudemment en le nommant général en chef. Kilmaine lui-même écrivait à Bouchotte que sa naissance donnait aux malveillants un prétexte de dénonciation : « J'ai le malheur d'être né en Irlande, quoique élevé en France, » et il offrait, soit de reprendre la direction de l'armée des Ardennes, soit de servir à la division de Cassel, sous les ordres du général Barthel; si on l'avait employé à l'expédition d'Ostende, ajoutait-il avec sa jactance habituelle, ce port n'existerait plus; bref, que le ministre le mît ici ou là, il ferait son devoir. Le 4 août, le Comité notifiait aux représentants la suspension de Kilmaine : le général avait des relations de famille avec les Anglais; il avait, avant la capitulation de Valenciennes, exprimé les plus vives espérances, et ensuite il déclarait qu'il

avait trop peu de monde pour résister; comment se fier à lui (1)?

Houchard succédait à Kilmaine. Mais il était à l'armée de la Moselle et ne pouvait gagner sur-le-champ son nouveau poste. Bouchotte prescrivit au général Barthel de faire l'intérim. Barthel, Lorrain et Thionvillois, alors âgé de soixante-quinze ans, était parvenu dans l'armée royale au grade de capitaine des grenadiers. Il était lieutenant-colonel du 1er bataillon des volontaires de l'Orne et commandant temporaire à Bergues lorsque Carnot et Duquesnoy voulurent réparer l'injustice du Conseil exécutif à son égard. Nommé, le 1er juillet 1793, général de brigade et, le 30 du même mois, général de division, il remplaça O'Moran à Cassel. Mais Duquesnoy reconnut bientôt que Barthel, excellent patriote, n'avait plus la tête ni l'activité nécessaires pour exercer une fonction de cette importance. Ce fut ce Barthel que le ministre chargea de commander les troupes du Nord et des Ardennes jusqu'à la venue de Houchard. Le vieux soldat partit incontinent. Le 7 août, en entrant à Cambrai, il apprenait que son armée, tournée par les Impériaux, se repliait en hâte et que l'état-major, ainsi que les représentants, avait quitté la ville; il voyait les alliés pousser leurs postes sur le glacis; il entendait de toutes parts les feux de la mousqueterie et de l'artillerie. Ignorant la situation, n'osant sortir de peur d'être enlevé par les coureurs ennemis, ne pouvant se procurer des chevaux, Barthel resta dans Cambrai. Le 11 août, dès que l'adversaire eut disparu des environs, Barthel se rendit au quartier-géné-

1. Defrenne à Bouchotte, 22 avril; Courtois à Bouchotte, 5 juin; Celliez au même, 18 et 26 juillet; Kilmaine à Bouchotte, 4 et 8 août (A. G.); Rec. Aulard, V, 474; Charavay, *Carnot*, II, 328; *Galerie militaire*, an XIII, tome IV, p. 355 et 359.

ral d'Arras. Mais Houchard était arrivé; Barthel, confus, reprit immédiatement le chemin de Cassel et renvoya au ministre la lettre de destitution qu'il n'avait pu remettre à Kilmaine (1).

Kilmaine ne reçut donc sa lettre de suspension que le 16 août. Il informa Bouchotte qu'il se retirait à Passy sans inquiétude ni crainte aucune : il n'était ni vain, ni ambitieux; il n'avait jamais intrigué, jamais sollicité de grade; malgré les calomnies et des injustices d'ailleurs inévitables sous un régime qui sacrifie les intérêts particuliers au bien commun, il demeurait inviolablement attaché à la République et à la plus sublime cause que les mortels eussent encore défendue; mais, ajoutait-il, « vous avez besoin d'un homme comme moi pour commander la cavalerie. » En dépit de cette fière assurance, il fut arrêté le 29 décembre et n'obtint qu'en 1795 sa réintégration dans l'armée. Un des agents du ministre, Viger, l'accusait d'avoir interdit la distribution des papiers patriotiques. Bouchotte écrivait à Fouquier-Tinville qu'il aurait dû se poster à Solesmes pour se lier avec la forêt de Mormal et qu'il avait abandonné le camp de César sans coup férir. Robespierre le qualifiait d'Anglais et prétendait que Kilmaine était, comme Dumouriez et Custine, un membre de cette faction anglaise qui voulait mettre sur le trône de France le duc de Brunswick ou le duc d'York, qu'il avait livré le camp de Paillencourt presque sans combat, qu'il projetait pareillement de livrer Cambrai. Barère déclarait qu'il fallait ôter des

1. Bouchotte à Barthel, 4 août; Barthel à Bouchotte, 7 et 12 août; Hédouville à Houchard, 11 août (A. G.); cf. sur Barthel le *Carnot* de Charavay, II, 26, 247, 250, 369 ; et une lettre de Duquesnoy au Comité, 25 août.

armées non seulement les nobles, mais les Irlandais, et Saint-Just disait dans son fameux rapport sur l'arrestation des étrangers dont les gouvernements étaient en guerre avec la République : « Qui peut répondre d'un Anglais, après Kilmaine comblé de faveurs parmi nous ? » Le général s'estima fort heureux de n'être pas traduit devant le tribunal révolutionnaire (1).

1. Kilmaine à Bouchotte, 17 août; Viger au Comité, 14 septembre (A. G.); Bouchotte à l'accusateur public, 12 pluviôse an II (A. M. W. 335) ; Robespierre aux jacobins, 11 août (*Journal de la Montagne* du 13); *Mon.* des 27 septembre et 18 octobre; ordre du Comité de mettre le ci-devant général Kilmaine en état d'arrestation (9 nivôse).

CHAPITRE III

HOUCHARD

Le successeur de Kilmaine. — Diettmann. — Jean-Nicolas Houchard. — Berthelmy. — Organisation de l'état-major. — Plaintes de Houchard et de Berthelmy. — État de l'armée. – Jeanbon et Prieur de la Marne. — — Bentabole. — Billaud-Varenne et Niou. — Les plans et cartes de Gay-Vernon. — Rapport de Rossin.

Kilmaine n'avait été nommé que provisoirement. Le 22 juillet, le Conseil exécutif conférait le commandement des armées du Nord et des Ardennes à Diettmann. C'était la seconde fois que ce Diettmann recevait la succession de Custine. On l'avait mis à la tête de l'armée du Rhin lorsque le général Moustache partait pour la Flandre. Mais Diettmann n'était, comme on disait dès cette époque, qu'une vieille culotte de peau. Après le combat de Rülzheim, il avait déclaré qu'il ne pouvait mener les troupes, qu'il ne connaissait ni les positions, ni les mouvements, ni les cartes et ne savait rien de ce que doit savoir un général en chef. Il refusa donc de diriger les armées du Nord et des Ardennes et assura de nouveau qu'il ne possédait pas les aptitudes nécessaires pour

manier des masses, qu'il était attaché à sa division de cavalerie, qu'il n'avait d'autre désir, d'autre ambition, que de rester à ce poste. Les commissaires de la Convention, Louis et Pflieger, tentèrent inutilement de fléchir son « inaltérable modestie ».

Mais déjà Bouchotte se repentait de son choix. L'armée du Nord ne voulait pas de Diettmann. Elle l'avait vu de près, et le bruit courait qu'il était l'ami de Dumouriez, qu'il avait, au 4 avril, essayé de soulever le camp de Maulde et engagé les soldats à la désertion, qu'il professait des principes anticiviques. Celliez écrivait au ministre que l'arrivée de Diettmann produirait une « secousse dangereuse », et Gay-Vernon, qu'il serait dénoncé dès le premier jour (1).

Quel général fallait-il donc envoyer dans la Flandre? Ce général, disaient Celliez et Varin, devait être, avant tout, « bien intentionné », et « sans-culotte », et ils n'entendaient prononcer que deux noms : celui de Houchard et celui de Ferrier. Le Conseil exécutif fit ce que proposaient ses commissaires; il décida, le 1er août, que Ferrier remplacerait Houchard à l'armée de la Moselle et que Houchard commanderait les armées du Nord et des Ardennes.

Jean-Nicolas Houchard avait six pieds de haut, des manières âpres, l'œil terrible, l'allure fière et sauvage, le visage défiguré par trois estafilades et par une plaie d'arme à feu, la bouche déplacée et remontant vers

1. *Wissembourg*, 26 et 59; Celliez et Varin, Gay-Vernon à Bouchotte, 28 juillet (A. G.); Rec. Aulard, V, 443. Cf. sur Diettmann une note d'Et. Charavay, *Le Veneur*, p. 13 : né à Lunéville le 21 novembre 1739, gendarme d'Artois (1760), colonel du 22e cavalerie (5 février 1792), maréchal de camp (22 mai 1792), lieutenant-général (12 sept. 1792), Dominique Diettmann mourut à Colmar le 19 mars 1794.

l'oreille gauche, la lèvre supérieure fendue en deux, la joue droite sillonnée de deux balafres parallèles. Aussi Custine l'envoyait-il porter une sommation au gouverneur de Mayence : ce que le messager avait de dur et de rébarbatif répondait aux menaces du message. Il était d'origine germanique; ses aïeux avaient francisé leur nom dont la forme primitive est Huschard. Il naquit à Forbach, et passa sa jeunesse à Sarrebourg où son père exerçait un emploi dans l'administration des subsistances militaires. Son éducation fut négligée et il parla toute sa vie un français assez étrange, mêlé de mots allemands, et qu'une difficulté de prononciation rendait plus raboteux, plus barbare encore. Jusqu'à son dernier jour, il fit dans ses rapports et ses lettres des fautes grossières, et il écrivait *cartier* pour quartier, *pensement* pour pansement, *l'apelle* pour l'appel, *inanition* pour inanité et *envoiera* pour enverra. Enrôlé au régiment de Royal-Allemand cavalerie, sous-lieutenant de grenadiers, puis cornette aux volontaires de Hainaut, il prit part aux six campagnes de la guerre de Hanovre et reçut à Sondershausen un coup de feu à la cuisse, et à Minden, outre une contusion à la jambe, trois coups de sabre sur la tête. Sous-lieutenant aux dragons de la légion de Lorraine, il se distingua de nouveau par son intrépidité dans l'expédition de Corse. Il avait eu la mâchoire fracassée par un coup de fauconnier et s'était fait panser lorsque les ennemis attaquèrent le village où se trouvait l'ambulance; il sortit de son lit et, le chef emmailloté, rejoignit son peloton qu'il anima de son exemple. Cette prouesse lui valut une pension ou gratification annuelle de deux cents livres qui lui fut octroyée sur la caisse de l'extraordinaire des guerres, et bientôt après, le brevet de lieutenant. Promu premier lieutenant, puis lieutenant

avec rang de capitaine au 3e régiment de dragons, alors Bourbon-dragons, nommé chevalier de Saint-Louis, il avait épousé la fille du notaire de Sarrebourg, Catherine Henriet, et songeait à demander sa retraite et à vivre désormais sur son bien. La Révolution éclata. Houchard était en garnison à Ardres, dans le Pas-de-Calais. « Il n'y a pas moyen, marquait-il à sa femme, de quitter dans des moments où la patrie est en danger ; il faut que tout Français la défende de son pouvoir. » Il sut conserver la discipline ; ses dragons, assurait-il, n'avaient rien à dire puisqu'on ne les tracassait pas, et il espérait les mener jusqu'au bout. Il se prononçait pour l'Assemblée contre le roi ; il blâmait les prêtres réfractaires qui forçaient la Constituante à « prendre un parti violent », et lorsque des commissaires présidaient à la prestation du nouveau serment, il était, avec le quartier-maître Dufrénoy, le seul officier du régiment qui les suivît au club. Pourvu d'une compagnie, il fut envoyé à l'armée du Rhin. Custine, qui possédait la faïencerie de Niderviller, près de Sarrebourg, avait noué depuis trente ans avec Houchard des relations de voisinage et d'amitié ; il le choisit pour aide de camp. Vint la déclaration de guerre, puis la chute de la royauté. Les commissaires de la Législative qui parcouraient l'Alsace, nommèrent Houchard colonel du 2e régiment de chasseurs à cheval : il avait pour lui, disaient-ils, l'expérience, des blessures, la voix publique, et la juste confiance de Custine. Le nom de Houchard paraît dès lors à chaque page de l'histoire de l'armée du Rhin. Il guide l'avant-garde française à l'affaire de Spire ; il entre à Francfort, s'empare des salines de Nauheim, impose à la Wetteravie des contributions ; il bat à Limbourg un détachement de l'avant-garde prussienne ; il essaie de défendre Hochheim ; après Bingen

il est à l'arrière-garde et repousse, à Ober-Flörsheim, l'attaque de Brunswick. Six mois lui suffirent pour s'élever aux premiers grades : général de brigade le 1er décembre 1792 et de division le 8 mars suivant, il obtint, le 29 avril 1793, le commandement de l'armée de la Moselle. Il avait tenté de débloquer Mayence et il se réinstallait dans ses cantonnements de la Sarre lorsqu'il reçut l'ordre de remplacer Custine dans les Flandres (1).

Il n'était que sabreur et n'entendait rien aux grandes opérations. Custine louait sa probité sévère et sa vaillance, mais ajoutait que Houchard, excellent pour entraîner une avant-garde, échouerait dans le commandement d'une armée, qu'on lui faisait un *funeste présent* en le mettant à la tête des troupes, qu'une pareille tâche serait au-dessus de ses forces et qu'il faudrait le diriger. Xavier Audouin disait qu'il n'avait de militaire que la bravoure et qu'employé dans les remontes, il était plutôt

1. Cf. sur Houchard les *Mém.* de Beugnot, I, 226; Chassignet, *Un soldat lorrain*, 1886, p. 12-20 ; Charavay, *Carnot* I, 48, 55, 75; *Expéd. de Custine*, 10, 53, 92, 111, 126-128, 176, 252; *Wissembourg*, 14-16, 39, 46-59. Il était né à Forbach le 24 janvier 1738 de Jean-Bernard Houchard et de Marie-Madeleine Knoepfler. Il s'enrôle dans Royal-Allemand cavalerie le 4 novembre 1755, devient sous-lieutenant de grenadiers le 1er janvier 1760 et cornette le 30 décembre 1761 aux volontaires de Hainaut, sous-lieutenant aux dragons de Lorraine le 24 avril 1763 et lieutenant au même régiment le 20 août 1773, lieutenant aux dragons de Bourbon le 7 mai 1776, premier lieutenant le 5 décembre 1776, lieutenant avec commission de capitaine le 8 avril 1779. Il avait fait, en volontaire, les campagnes de 1758, de 1759 et, en officier, les campagnes de 1760, de 1761, de 1762 et celle de Corse, (1769). Il fut pourvu d'une compagnie le 15 septembre 1791 et nommé aide de camp de Custine le 15 octobre de la même année. Son mariage eut lieu le 8 janvier 1780; ses amis et camarades assistaient à la bénédiction nuptiale, et parmi eux, Landremont et Schauenburg : ni Houchard, ni Landremont, ni Schauenburg ne se doutaient alors, dans la petite église de Sarrebourg, qu'ils seraient tous trois, en 1793, généraux en chef de la République et tous trois destitués le même jour.

marchand de chevaux qu'officier et connaissait mieux les foires du Limousin que les garnisons et les camps. Lacoste et Guyardin assuraient qu'il avait la réputation de bien conduire une division, mais qu'il ne pouvait commander une armée ni prendre de grandes mesures, qu'il n'agissait que par les conseils de son intime Berthelmy. Delbrel était d'avis qu'il montrait du courage lorsqu'il n'avait à manier que plusieurs régiments, mais qu'il n'avait pas toujours l'audace qu'exigent les circonstances et que la conscience de son incapacité le rendait plus timide encore. « Il fut, rapporte Legrand, accablé de ses fonctions; il eût été un très bon chef de partisans; on en fit un mauvais général, et il gagna la bataille d'Hondschoote grâce aux dispositions de Gay-Vernon. » Lui-même, modeste et très sincère, avouait qu'il n'osait rien exécuter sans l'assistance d'autrui, et il n'accepta le commandement des armées de la Moselle et du Rhin qu'à condition d'être « entouré et secondé » par des gens dont il avait éprouvé les talents. Avec quelle minutie et quel amour du détail il traçait, de sa lourde main, le 23 août 1793, un règlement sur le service des troupes à cheval! On sent qu'il est là dans son élément et comme chez lui, qu'il ne voit au monde et ne sait qu'une chose, le métier de cavalier (1).

Mais les commissaires de la Convention Pflieger et Louis prônaient ses longs services. Sa valeur, et sa franchise passaient en proverbe. Il était actif, vigilant infatigable. Dans un temps où la discipline semblait inutile et ridicule, il la maintenait avec fermeté. A toute heure de la

1. Custine à Pache, 14 et 25 nov. 1792, et note de Xavier Audouin; note de Legrand; Lacoste et Guyardin au Comité, 4 et 6 août 1793; Houchard à Bouchotte, 24 mai; règlement du 23 août pour le service des grand'gardes et piquets de cavalerie (A. G.); Delbrel, *Notes historiques*, 57.

nuit, il visitait les avant-postes, et lorsque les soldats voulaient aller au cabaret, ils mettaient plus de sentinelles à l'endroit où Houchard pouvait arriver qu'à l'endroit où l'ennemi pouvait venir. Enfin, jusqu'aux dernières semaines de juillet, personne ne contestait, ne suspectait son républicanisme. Merlin de Thionville avait dit qu'il détestait les nobles et les rois. Thirion le vantait aux Jacobins comme un véritable sans-culotte, dont Custine avait calomnié les talents. Kilmaine, qui ne ressentait ni envie ni jalousie contre son successeur, tenait le choix de Houchard pour excellent : on n'avait aucun prétexte de dénonciation contre lui ; il était à la fois très bon officier et très bon patriote ; il aurait sûrement l'affection de l'armée. « Il faut, écrivait Gay-Vernon à Audouin, que Houchard vienne nous aider. » Les administrateurs de la Moselle déclaraient que Houchard avait essuyé sous l'ancien régime des injustices et des dégoûts, qu'il devait tout à la Révolution, que nulle calomnie ne diminuerait la confiance qu'il inspirait. Lorsque les Girondins de Bordeaux, de Dax, de Lyon l'engageaient à combattre l'anarchie, il leur répondait qu'ils étaient les ennemis de la République et non les amis de la liberté et de l'égalité, qu'ils se laissaient tromper par les lâches fédéralistes et les complices de Dumouriez, et que lui, Houchard, chef des sans-culottes de l'armée, les engageait à sortir de l'erreur où ils étaient plongés. Au camp de Gavrelle, lorsqu'il passa la première revue des troupes, il portait sur la tête un énorme bonnet rouge ; mais ses devanciers n'avaient pas accoutumé l'armée du Nord à cette singulière coiffure indigne d'un général ; les soldats éclatèrent de rire et Houchard ne se montra plus qu'en chapeau (1).

1. Pflieger et Louis au Comité, 26 juillet; Kilmaine à Bouchotte, 4 août; Gay-Vernon à Audouin, 3 août; Raynaud, *Merlin*, 1860, II, 82;

Le Comité de salut public nomma donc Houchard. La situation, lui mandait-il, était critique: Valenciennes avait capitulé; la consternation régnait à Paris; dans cette extrémité, le Comité jetait les yeux sur Houchard; le général méritait la confiance de la patrie; on chérissait son nom depuis longtemps; « il n'écouterait aucune des considérations qui pourraient le retenir à l'armée de la Moselle : le point du plus grand péril était le poste d'un républicain. » Et Barère annonçait à la Convention que Houchard, connu par son patriotisme, allait courir au plus pressé et se rendre au fort du danger: l'armée du Nord l'attendait; celle de la Moselle dont les opérations étaient changées par la prise de Mayence, « sacrifierait volontiers à la cause de la République son attachement pour ce chef estimable » (1).

La Flandre n'était pas du tout le théâtre auquel aspirait Houchard. Il eût mieux aimé rester sur la Sarre. Mais l'arrêté du Comité était précis et impérieux, sous sa forme flatteuse. Houchard partit douze heures après avoir reçu sa lettre de service, et il écrivait incontinent à Paris qu'il ne négligerait aucun moyen pour mettre « les armées dans la plus grande activité. » Il partait sous de tristes auspices. Depuis quelques jours, malgré son origine plébéienne et son dévouement au système populaire, les Jacobins strasbourgeois le dénonçaient, l'enveloppaient dans la proscription dont ils frappaient Custine, Beauharnais et Ferrier. A l'instant même où la Convention et le Comité lui donnaient la principale

Wissembourg, 39; *Mon.*, 22 juillet; *Journal de la Montagne*, 13 juin séance des Jacobins du 9 juin); Gay-Vernon, *Custine et Houchard*, 229. Cf. Bigarré (*Mém.* 39) qui raconte également que le général Canuel, en Bretagne, portait sur la tête un énorme bonnet rouge.

1. Le Comité à Houchard, 31 juillet (A. G.); *Mon.* du 9 août.

armée de la République, il était calomnié dans son propre camp, et les représentants l'accusaient de tiédeur et d'incapacité. Lacoste et Guyardin prétendaient qu'il était « le plus froid des patriotes », qu'il parlait rudement aux soldats et les maltraitait, qu'il avait marché trop tard au secours de Mayence et mis dix jours pour faire quinze lieues, que son armée supérieurement organisée avait honteusement reculé, que cette retraite des troupes était une réelle trahison et qu'il fallait s'en prendre à leur général. « Personne, marquaient Jeanbon Saint-André et Prieur de la Marne, ne nous a encore dit du bien de Houchard et tout le monde nous en a dit du mal. » Le commissaire du Conseil exécutif, Valmont, assurait qu'il avait transpercé de son épée un pauvre maraudeur qui volait un chou. Houchard sut les calomnies dont il était l'objet. La veille de son départ, les habitants de Sarrebourg le déclaraient traître à la patrie et menaçaient de démolir sa maison, de pendre sa femme et ses enfants. Il n'eut que le temps d'aller à Sarrebourg et de se justifier. Mais que de douloureuses réflexions il fit sur le chemin en gagnant son nouveau poste! Il mandait de Reims à Bouchotte que sa vie était empoisonnée par la plus atroce diffamation et qu'il avait « souffert le dernier supplice »; il souhaitait de comparaître avec Valmont devant un Conseil de guerre, afin de confondre ce « monstre » qui propageait sur son compte tous ces bruits outrageants : « Il faut qu'une de nos deux têtes saute, et ce ne sera pas la mienne! » Il ajoutait que, dans une telle position, il ne saurait conduire une armée ni servir la République comme général; il était parti « pour obéir », mais il désirait être au plus tôt remplacé.

Bouchotte le calma, le radoucit. Il appréciait Houchard et dès le mois de juin lui promettait de rendre définitif

son brevet provisoire de commandant en chef, parce qu'il connaissait son civisme et ses capacités : s'il l'appelait à l'armée du Nord, c'est qu'il était convaincu de son zèle républicain et qu'il attendait de lui des efforts qui consoleraient la patrie affligée. « Montrez, lui avait-il écrit, montrez aux autres peuples que les sans-culottes qui ont eu le désir bien naturel d'un meilleur gouvernement, ont aussi en eux les moyens de l'affermir. » Il répondit donc aux doléances de Houchard sur un ton amical : la République comptait sur le patriotisme du général ; le héros de Limbourg et de Hochheim continuerait à la servir avec dévouement, ne fût-ce que pour « désespérer ses détracteurs », et oublierait les incidents qui l'avaient tourmenté : « Dans ce moment chacun s'oublie pour ne penser qu'à la République » (1).

Mais Houchard voulait avoir avec lui Berthelmy. Ce Berthelmy que presque tous appelaient alors Barthélemy, était ingénieur des ponts et chaussées à Tulle et président de la Société des Amis de la Constitution lorsqu'il fut élu capitaine des grenadiers du 1er bataillon des volontaires de la Corrèze. L'administration de son département obtint qu'il reprendrait son poste après la guerre ; elle vantait avec emphase son « ardeur infatigable », ses « qualités sociales », et affirmait qu' « aucun de ses prédécesseurs n'avait saisi avant lui cette facilité d'exécution que les ravins multipliés et les montagnes continuelles ne peuvent déconcerter », qu'il « trouvait de la plaine partout » et « possédait le talent bien rare de faire beaucoup d'ouvrage avec peu de dépense. » Envoyé à l'armée du

1. Houchard à Bouchotte, 3 et 7 août; Bouchotte à Houchard, 12 juin, 3 et 9 août; Lacoste et Guyardin, Jeanbon et Prieur au Comité, 2 et 6 août (A. G.)

Rhin et nommé adjoint à l'état-major, Berthelmy fut après le 10 août, un des premiers à se prononcer contre la royauté déchue, et il répandit dans le camp une lettre où il priait ses camarades de ne discuter nullement les affaires politiques, de ne publier aucune déclaration, de ne penser qu'aux ennemis du dehors, aux émigrés et autres *tigres* qui profiteraient des dissensions et du désarroi de l'armée, de ne pas perdre de vue ces adversaires « irréconciliables », de « se borner à ce seul objet de leurs fatigues et de leur dévouement. » Promu adjudant-général, il s'attira la confiance de Custine. « Il sert, disait ce dernier, avec la plus grande distinction ; c'est un bon ingénieur, un homme probe, vraiment civique » et, au mois d'avril 1793, le conquérant de Mayence envoyait le jeune officier à l'armée de la Moselle pour assurer l'exécution de ses ordres et imposer ses volontés au vieux d'Aboville. Mais Berthelmy se défiait de Custine, et lorsqu'il fut chef de brigade et premier aide-de-camp de Houchard, il s'éleva vivement, violemment, contre le plan d'opérations qui morcelait les armées de la Moselle et du Rhin et dirigeait leurs meilleurs bataillons sur Valenciennes. Il accompagna les commissaires Maribon-Montaut et Du Roy à Paris pour combattre devant le Comité le chassé-croisé que demandait Custine. Il blâma son ami Gay-Vernon de rester près du général Moustache, et dès qu'il sut la capitulation de Mayence, il écrivit à Houchard que Custine était un traître qu'on devait arrêter sur-le-champ. Il se proclamait jacobin enragé, jurait que personne ne le surpassait en patriotisme, regrettait d'avoir atteint les grades supérieurs et de n'être pas simple grenadier, parce qu'il suffisait de devenir officier pour encourir le soupçon. Et, en effet, malgré sa ferveur révolutionnaire, Berthelmy était suspect. Val-

mont le traitait d'aristocrate et d'homme dangereux. Ronsin disait qu'il avait de la suffisance, l'amour de la domination et beaucoup de ressemblance avec Gay-Vernon. Lacoste et Guyardin le qualifiaient d'ambitieux, d'intrigant et prétendaient qu'il était détesté de l'armée. Jeanbon Saint-André et Prieur de la Marne jugeaient que ce « petit officier » se permettait de lestes propos et se donnait des airs de commandant un chef, que s'il allait en Flandre, ce serait lui qui, sous le nom de Houchard, mènerait et manierait l'armée du Nord, et ils le requirent de se rendre à Paris pour expliquer sa conduite au Comité de salut public. Mais Houchard réclamait Berthelmy à cor et à cri, le déclarait essentiel et indispensable, protestait qu'on n'avait aucune raison de douter de lui. Bouchotte, cédant à ses instances, finit, en dépit des représentants et de leurs objections, par nommer Berthelmy général de brigade et chef de l'état-major de l'armée du Nord. Berthelmy alléguait qu'il était trop jeune, qu'il n'avait pas les connaissances de tactique nécessaires, qu'on ne pouvait le forcer à être général. « Humainement parlant, lui répondit Bouchotte, on ne peut vous forcer à être général, mais il faudra bien que vous acceptiez » (1).

1. Le Directoire de la Corrèze à l'Assemblée, 20 oct. 1791 (A. N. DXV, 6); *Mon.* 25 août 1792 (lettre que Brival lit à la Législative et qui est sûrement de Berthelmy); *Mon.* 31 juillet 1793; *Wissembourg*, 5 et 40; De Seilhac, *Les bat. des volontaires de la Corrèze*, 106-114, (Mém. justificatif de Berthelmy); autre mém. de Berthelmy (A. N. w. 296); Custine à Pache, 31 oct 1792 : Gay-Vernon à Berthelmy, 11 juillet 1793; Lacoste et Guyardin au Comité, 4 et 6 août; Jeanbon et Prieur au Comité, 6 août; rapport de Ronsin, 17 août (A. G.). Etienne-Ambroise Berthelmy était né le 24 septembre 1764 à Vauvillers (Haute-Saône). Successivement attaché aux travaux de navigation de la Charente, élève de l'école des ponts et chaussées où il remporta trois premiers prix, employé à diverses constructions de

Houchard arriva le 9 août à Vitry où Kilmaine avait d'abord établi le quartier-général. Il examina sur-le-champ les positions et les approuva, bien qu'il eût, ainsi que Kilmaine, préféré de camper derrière les sources de l'Escaut. Mais, dès ses premiers pas, il fut dans un embarras extrême. Il ne connaissait personne dans l'armée qu'il venait commander, et il la trouvait absolument désorganisée par la suspension du chef de l'état-major Des Bruslys et d'une vingtaine d'officiers supérieurs. « Y a-t-il, s'écriait le malheureux, une situation plus cruelle? » Il se jeta dans les bras de Gay-Vernon qu'il avait vu cinq ou six fois à Mayence et dans l'entourage de Custine, le nomma son sauveur, le supplia de faire sa correspon-

ponts, notamment à Pont-Saint-Maxence et à Gray, il avait été nommé, le 5 décembre 1787, sous-ingénieur pour le Bas-Limousin, avec résidence à Tulle. Capitaine de grenadiers le 10 octobre 1791, adjudant-général chef de bataillon le 29 avril 1793, et recommandé trois jours auparavant (26 avril) au ministre pour le grade de général de brigade, — grade qu'il refusa nettement le 26 juin en déclarant qu'il voulait rester à l'armée de la Moselle parce qu'il avait l'habitude du travail avec Houchard — Berthelmy se laissa faire général le 9 août. Mais, comme on le verra plus loin, il fut suspendu le 22 septembre et enfermé à l'Abbaye. Mis en liberté le 20 thermidor, employé à l'armée des Pyrénées occidentales (25 prairial an III) et maintenu dans ses fonctions (10 brumaire an IV), Berthelmy ne reparut plus dans les camps. Réintégré à Tulle dans l'administration des ponts et chaussées, puis commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale de la Corrèze, agent-général des contributions, membre du Conseil des Cinq-Cents, où il contribua à l'organisation de l'Ecole polytechnique, un instant membre du Tribunat, Berthelmy se tint à l'écart sous l'Empire. Promu chevalier de Saint-Louis le 19 juillet 1814 et admis au traitement de réforme de son grade le 20 août suivant, il sollicita en 1816 la suppression de ce traitement de réforme pour jouir d'un traitement d'activité comme ingénieur des ponts et chaussées. Après 1830, il fut, durant trois ans, maire de la commune de Chameyrat. Il mourut au mois de juin 1841 à Paris où il avait entrepris un voyage. Cf. les documents de la guerre et l'article de G. Clément Simon. (*Bulletin* de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, I, 1879, p. 559-567.)

dance. Il se hâta de demander à Bouchotte les appuis qui lui manquaient. Il demanda Berthelmy qui n'était pas encore à son poste. Il demanda Schauenburg qui s'entendait à dresser les soldats et à leur inspirer l'amour de leurs devoirs : s'il avait cet habile officier, l'armée du Nord changerait de face, et, en six semaines, son infanterie, qui ne tenait pas en plaine, serait capable d'attendre de pied ferme les escadrons impériaux. Il demanda Kilmaine : il avait le « besoin le plus pressant » d'un général qui combattait depuis dix mois sur cette frontière, et qui seul pouvait conduire l'avant-garde. Il demanda l'adjudant-général Jarry que le ministre allait suspendre, et il loua le zèle de Jarry, sa fermeté, sa naissance roturière, ses sentiments républicains (1).

Berthelmy se présenta le 10 août. Mais Bouchotte ne voulut donner à Houchard ni Schauenburg, ni Kilmaine, ni Jarry. Schauenburg devait rester à l'armée de la Moselle où il était général en chef et d'ailleurs Bouchotte méditait déjà la suspension de ce ci-devant. Kilmaine ne serait plus employé : « Les circonstances, disait le ministre, ont forcé à faire ce changement, et la conduite de ceux qui, jusqu'à ce moment, tout en paraissant servir la République, avaient l'air de penser à autre chose, en nécessitera encore de plus considérables. » Enfin, Jarry avait, avec Chérin, arrêté le commissaire Celliez, et Bouchotte déclarait qu'après avoir pris des renseignements, il ne saurait conserver Jarry : « On peut, mandait-il à Houchard, on peut quelquefois se masquer vis-à-vis des supérieurs qui ne sont pas à même d'être aussi bien instruits qu'il le faudrait pour déjouer toutes

1. Houchard à Bouchotte, 10, 11, 12 août et mémoire du 29 sept. (A. G.).

les trames dont nous avons été trop longtemps victimes, » et il priait le général de « réparer par son activité le déficit des circonstances (1). »

Ces belles paroles ne consolaient pas Houchard, et, s'il possédait Berthelmy, il ne laissait pas de gémir sur le « labyrinthe affreux » dans lequel il se voyait engagé, sur le « délabrement » de son état-major, sur l'ignorance et la mollesse de ses officiers, sur l' « état décousu » d'une armée encore étourdie de sa retraite précipitée. Les adjudants-généraux, envoyés par le ministre, n'avaient pas la moindre teinture de la guerre et n'étaient propres qu'au travail du bureau. « Je ferai tout ce que vous voudrez, tout ce que je pourrai, écrivait Houchard à Bouchotte, je me servirai de tous les moyens bons ou mauvais que vous me donnerez, mais la machine n'en ira pas mieux. » Comme Lamarche, comme Custine, comme Kilmaine, il redoutait la cavalerie des alliés, cette cavalerie *énorme* qui pouvait entourer les Français de tous côtés et qui couvrait si bien les mouvements des Austro-Anglais qu'il était impossible d'agir et de mordre sur leur infanterie. Il craignait que Cobourg ne vînt se poster soudain sur le chemin d'Arras et lui couper les vivres, intercepter les routes de Saint-Quentin, d'Arras et de Bapaume, et il conjurait le ministre d'envoyer à Saint-Omer et à Lille des approvisionnements considérables pour la nourriture des troupes.

Berthelmy s'exprimait de même. Pas un seul adjoint de l'état-major qui connût l'armée, et il n'avait aucun des quatre adjudants-généraux qu'il devait avoir. Il répétait que la cavalerie était *nulle*, qu'il fallait pourtant

1. Bouchotte à Houchard (note marginale à une lettre de Houchard du 12 août et 19 août) ; Jarry fut suspendu le 19 août.

opposer cavalerie à cavalerie, qu'on ne serait actif et hardi que lorsque l'infanterie, jusqu'alors étonnée par les escadrons des alliés, reprendrait son assiette. L'armée, disait-il aussi, avait un nombre prodigieux d'hommes, et elle n'était pas forte parce qu'elle se disséminait, s'éparpillait sans ordre sur tous les points; elle renfermait une infinie quantité de bataillons étrangers et de corps francs qui comptaient chacun cinquante à cent cinquante hommes et presque autant d'officiers que de soldats. Le service des subsistances était dans « l'état le plus déplorable » et la plupart des places manquaient de munitions de bouche. En aucun pays, il n'y avait autant d'avoine que dans la Flandre, et l'avoine faisait défaut (1)!

L'insubordination, la licence renaissaient. Sous le commandement de Custine, l'armée s'exerçait assidûment et ne murmurait pas; à peine était-il parti que la discipline dont il était l'âme, n'existait plus (2). Colaud s'indignait de la conduite de ses flanqueurs de gauche qui dévastaient le campagne et commettaient des actes de brigandage. « Les Autrichiens, écrivait-il, ne feraient pas pis, » et il menaçait d'arrêter les soldats et les officiers qu'on trouverait hors du camp sans une permission signée du commandant de leur bataillon (3).

1. Houchard à Bouchotte, 11, 12, 17 août; mémoire de Houchard, 29 sept.; Berthelmy à Bouchotte, 17 août (A. G.).

2. Témoignage de Gobert.

3. Colaud aux généraux, 13 août. Cf. le mot d'un officier du 1er bataillon de la Sarthe à Viger (21 août) : « La conduite licencieuse et intempérante des soldats est la preuve convaincante que Pitt a répandu son or dans les armées. » Voir aussi l'arrêté pris le 13 août par Carnot et Le Tourneur (Charavay, *Carnot*, II, 452) : « Dans l'évacuation du camp de Paillencourt, plusieurs individus de l'armée se sont portés aux excès les plus condamnables et livrés au pillage des maisons de la campagne. »

Le soldat, ébranlé par des revers multipliés, n'avait plus confiance dans ses chefs. Il se plaignait d'avoir abandonné le camp de César qu'il croyait formidable, se plaignait de ne voir jamais de généraux à la tête des colonnes. Après avoir visité les positions de Gavrelle et de Biache, Jeanbon Saint-André et Prieur de la Marne remarquaient que l'armée *saignait* encore des plaies que lui avaient faites ses échecs réitérés, qu'un sentiment de crainte se mêlait à son patriotisme et à son désir de marcher en avant. « *Serons-nous toujours trahis?* » demandait-elle aux représentants. Bentabole, qui s'attachait surtout à connaître l'esprit public, confessait ses inquiétudes: les volontaires lui semblaient généralement bons, mais les troupes de ligne étaient évidemment égarées, « très froides pour la République », et du reste rebutées de leur inaction, dégoûtées par tant de trahisons et de retraites (1).

Billaud-Varenne et Niou confirmaient le témoignage de leurs collègues. Envoyés le 29 juillet dans le Nord et le Pas-de-Calais par le Comité de salut public pour appréhender tous les suspects et saisir leurs papiers, ils avaient fait des arrestations, apposé des scellés, examiné la maison et les caves du collège anglais de Saint-Omer. Mais ils n'avaient pas négligé de parcourir les places fortes et les camps. Ils rapportaient qu'on disait communément à Douai que la ville succomberait après quinze jours de siège. Ils avaient vu Houchard: « Il arrive, c'est déjà quelque chose : le soldat paraît avoir confiance en lui, et lui-même annonce le plus grand zèle. » Mais l'armée,

1. *Journal* de Bricard, 71; *Rapport* de Jeanbon et de Prieur; lettre de Bentabole, 13 août; Rec. Aulard, V, 540.

ajoutaient-ils, serait, de l'aveu de Des Bruslys, taillée en pièces si les alliés l'attaquaient avec plus de vigueur; elle était trop faible; elle ne comptait que quarante mille hommes; elle manquait de poudre et de canons; elle n'avait que dix-neuf pièces de position, au lieu d'en avoir cinquante, et chaque bataillon ne possédait que deux caissons de cartouches. Le régiment de Chamborant, ainsi que plusieurs dépôts de cavalerie, languissait dans l'inaction, faute de montures, tandis qu'à Paris, sous les yeux de la Convention, des sybarites « employaient une multitude de chevaux à traîner inutilement leur stupide existence! » Ils avaient passé les bataillons en revue et on leur avait crié : « Point de trahison, point de marche rétrograde! » Enfin, Billaud-Varenne et Niou proposaient au Comité de réduire et d'épurer les Commissions; il y avait, suivant eux, trop de représentants, et leurs passages fréquents fatiguaient les administrations des départements; la différence de leurs opinions amenait la différence des opérations, et les mesures de sûreté et de salut public s'exécutaient mollement et sans ensemble. Mais Niou et Billaud-Varenne ne s'avisaient-ils pas de saisir les papiers de Gay-Vernon et de les emporter à Paris? Or il y avait, dans ces papiers, des notes précieuses, des plans, des mémoires sur les forteresses et la frontière du Nord. Bouchotte les avait confiés à Gay-Vernon qui devait les remettre à Houchard. Quelques jours se passèrent en pourparlers : Houchard réclamait avec instance ces documents qui lui seraient de la plus grande utilité; Bouchotte priait le Comité de renvoyer promptement au général les plans et les cartes qui « ne tenaient pas à la correspondance particulière »; le Comité engageait le ministre à s'adresser directement aux représentants Niou et Billaud-Varenne. Ce ne fut qu'au 21 août

que les papiers rentrèrent dans les mains de Houchard. (1).

Ronsin avait reçu pareillement une mission dans le Nord. Il connaissait la contrée : il assistait à Jemappes, et il avait publié un *Détail circonstancié de la fameuse bataille*; il avait remplacé Malus en Belgique dans les fonctions de commissaire ordonnateur en chef et, lorsqu'éclata la révolte de Dumouriez, il inspectait les villes du Nord et le port de Dunkerque. Lui aussi fit son rapport sur la situation. Il qualifiait de nobles ou d'étrangers la plupart des généraux que Bouchotte avait déjà suspendus ou mis en arrestation. Comme tout le monde, il demandait de gros renforts de cavalerie et retraçait la détresse de Chamborant qui n'avait plus que deux à trois cents chevaux. Il racontait brièvement la journée du 8 août où les routes de l'Artois étaient couvertes de soldats errants qui cherchaient leurs drapeaux et leurs chefs. Non sans exagération, il assurait que le camp était rempli de traîtres, de lâches et d'espions. Mais les pages les plus intéressantes de sa relation concernaient l'état-major. L'homme de lettres, l'auteur dramatique que la Révolution chargea d'approvisionner et de commander ses armées, a su, d'un coup d'œil perçant, observer, juger les personnages. Houchard, disait Ronsin, était excellent mili-

1. Billaud-Varenne et Niou au Comité, 11 août; Houchard à Bouchotte, 16 août et note de Bouchotte; Bouchotte au Comité, 19 août (avec la réponse du Comité) et aux représentants, 21 août. Il est donc faux que Billaud ait emporté à Paris, comme l'a dit Gay-Vernon fils (*Custine et Houchard*, 230), les registres d'ordres et de correspondance, qu'il ait refusé de les rendre parce qu'il les avait trouvés dans une cuisine et voulait montrer au Comité la négligence de l'état-major, que Gay-Vernon objecta vainement qu'on avait établi le bureau dans la cuisine parce qu'elle était la pièce la plus spacieuse de la maison. Il s'agit de *mémoires* et de *cartes* que Billaud avait saisis parce qu'il avait mission d'apposer les scellés sur les papiers de Gay-Vernon.

taire, bien que facile, un peu lent, incapable de profiter des avantages que lui offriraient les circonstances, trop enclin à perdre le temps en délibérations. Aussi devait-on mettre à côté de lui des gens actifs et imbus de l'esprit révolutionnaire. Pour l'instant, il s'abandonnait à Berthelmy et à Gay-Vernon. Ces deux hommes menaient réellement l'armée du Nord. Mais ils excitaient l'envie de deux autres officiers qui, sans être bien sûrs, avaient « de l'esprit et tous les moyens qui en dérivent », Thüring et Sauveur Chénier. Enfin, il y avait un tiers parti, composé d'un général de très fraîche date, Landrin, et des Belges Davaine et Lamy, tous trois étroitement liés, censurant déjà le nouvel état-major, et n'aimant ni Berthelmy et Gay-Vernon, ni Thüring et Chénier. Ainsi, concluait Ronsin, « l'unité n'existe pas autour de Houchard; il ne sera occupé que de petites querelles personnelles; c'est aux représentants à s'emparer de sa confiance pour contre-balancer chacun de ces trois partis (1). »

1. Rapport de Ronsin, 17 août (A. G.); cf. ce rapport dans Charavay, *Carnot*, p. III, 9-20.

CHAPITRE IV

YORK ET COBOURG

Craintes de Houchard. — Alarme des populations. — Réquisitions du Conseil général de l'Aisne. — Lettre naïve et saisissante du maire de Caudry. — Calme de Bouchotte et du Comité. — Belair et Beaurgard. — Immobilité des alliés. — Remontrances et projets de Mercy. — Correspondance entre Mercy et Cobourg — Conférence de Hérin. — Déclaration du duc d'York. — Marche de l'armée anglaise sur Dunkerque. — Départ des Prussiens. — Refroidissement des Hollandais.

A l'instant où Houchard prenait à Gavrelle le commandement des troupes, la République était aux abois. Lyon et Marseille se soulevaient. Toulon allait appeler les Anglais. Les *insurgents* de la Vendée remportaient des victoires. La capitulation de Valenciennes et l'abandon du camp de César ouvraient à Cobourg le chemin de Paris. L'armée du Nord, refoulée sur Arras, ne pouvait arrêter la marche des alliés. Xavier Audouin avouait aux Jacobins que les ennemis seraient, s'ils voulaient, en quatre jours devant la capitale. Houchard déclarait que Péronne, Saint-Quentin et les places de la Somme étaient très gravement menacées, que les coalisés tenaient, au milieu des forteresses du Nord, une position « vraiment

désolante », qu'ils occupaient un pays très riche en subsistances, qu'ils étaient à trois lieues de Bapaume et que, si leur cavalerie poussait jusqu'aux environs de Paris, il n'aurait que de bien faibles moyens à lui opposer. Quand cette cavalerie, ajoutait Houchard, ne compterait que deux mille hommes, elle ferait assez de dévastations pour répandre l'effroi dans plus de quatre-vingts départements et « influencer l'esprit public de la manière la plus désastreuse », et il priait Bouchotte de réquisitionner les gardes nationales et de les rassembler sur la Somme dans le délai le plus court. Les populations tremblaient. Des partis autrichiens couraient la Thiérache, le Vermandois, le Soissonnais, sommant les maires de jeter à bas les arbres de la liberté, exigeant des contributions, emmenant du bois et des fourrages. Le Conseil général de l'Aisne ne cessait d'écrire que l'avant-garde des Impériaux approchait et mettait tout à feu et à sang; il requérait les commandants de Péronne et de Laon de donner du secours aux communes; il requérait cinquante gendarmes du département, requérait trente hommes du dépôt de cavalerie de Chauny, requérait vingt hussards du dépôt de la Fère. Le maire du village de Caudry envoyait à la Convention, au nom de sa paroisse, cette lettre naïve, mais saisissante et, en certains endroits, animée d'une chaude et patriotique éloquence : « Les habitants de Caudry sont dans la plus grande désolation à la vue des maux qui les environnent. L'ennemi est pénétré chez eux depuis huit jours. Tous les jours, c'est de nouvelles réquisitions en paille, foin, blé, et seigle, et eau-de-vie. Et pillés, et volés, sans tout cela, de vaches, de moutons, linge et habits; tout leur est bon. Mais, dites-nous, qu'avons-nous fait pour mériter cette désolation, ainsi que tout le beau pays qui

nous environne ? Voilà Montigny, Quievy, Haussy, Bertry, Saint-Aubert, Avesnes-les-Aubert, Iwuy, Carnières, Boussières, Bevillers, Cattenières, Wambaix, Esnes, Crèvecœur, Bantheux, Bantouzelle, Honnecourt, Marcoing, Graincourt, Bourlon, Anneux, Marquion, Le Cateau-Cambrésis, Neuvilly, Seranvillers, Solesmes, Saint-Python, Catillon, Ors, Viesly, Maretz, Busigny, Maurois, Honnechy, Reumont, Saint-Benin, Saint Souplet, Mennevret, La Haye-Manneresse, Saint-Martin-Rivière, Troisvilles, Inchy, Caullery, Clary, Vaux-en-Arrouaise, Escaufourt, Somain, Fenain, et cinq cents villages ici alentour auxquels il ne reste que les yeux pour pleurer. Mais nous avons fourni notre contingent pour la force publique. Il n'y a pas ici un village alentour, si petit qu'il soit, qui n'ait fourni depuis vingt hommes jusqu'à quatre-vingts et même cent. Par conséquent, nous avons droit à la force publique. Si on nous en demande, nous en fournirons encore. Nous avons acheté les biens nationaux à grand prix; nous payons nos contributions. Et pourquoi méritons-nous qu'on nous abandonne ainsi à la merci de nos scélérats ennemis et des aristocrates ? Quoiqu'ils ne soient pas ici en grand nombre, encore y en a-t-il. Nous vous en conjurons, envoyez-nous un peu de troupes. Tout notre pays se joindra à eux, je vous en réponds, pour repousser les satellites qui nous ruinent, et qui nous égorgent, et que nous haïssons encore plus qu'ils ne nous font de mal. Vous manque-t-il du monde? Demandez-en, vous n'avez qu'à parler. Mais donnez des secours. Vous manque-t-il des chevaux ? Vous n'avez qu'à parler, nous brûlons de donner notre bien à notre patrie et nous mourons de rage de falloir le donner à nos tyrans. Voilà si longtemps qu'on avait décrété de lever un cheval par chaque municipalité ! On aurait eu tout

7.

d'un coup 43.000 chevaux. Eh bien, on n'en a rien fait. Il y a au moins deux mois que vous avez encore décrété 30.000 chevaux. Eh bien, cela est encore resté là. Qu'est-ce que cela coûterait à chaque commune? Presque rien, et aujourd'hui nous en donnons bien d'autres à nos ennemis, sans ce qu'on nous vole. Ils sont bien coupables, ceux qui retardent l'exécution de bons décrets ou qui empêchent de les mettre à exécution. Vous avez au moins 30.000 hommes : cavaliers, dragons, hussards, qui ne sont point montés : vous auriez de suite de quoi les monter et de quoi nous secourir. Au nom de la patrie, au nom de l'humanité, au nom de la force publique, — nous croyons y avoir des droits — envoyez dans nos environs 500 hommes ou un bataillon au plus d'infanterie, 100 hommes de cavalerie, 4 pièces de canon : cela nous fera un point de ralliement, et, avec nos fourches, fauchets, pioches et piques, nous répondons du reste. Ne soyez point inquiets pour les subsistances; tant que nous en aurons, nous les nourrirons; ce sera nos frères, et nous en aurons soin. Nous l'avons demandé vingt fois au district de Cambrai, mais ils sont sourds; jamais ils ne nous répondent. Nous vous conjurons, au nom de notre commune, de prendre nos besoins et nos maux en considération ; vous trouverez toujours en nous des patriotes disposés à tous les sacrifices pour le bien de notre patrie. »

Mais Bouchotte et le Comité ne s'effrayaient pas de ces housardailles. Le ministre se hâtait de tranquilliser Houchard : « Nous n'avons pas, lui mandait-il, partagé vos inquiétudes, même dans le moment où les ennemis semblaient s'avancer. » Il ordonnait de mettre à Saint-Quentin quelques dépôts de cavalerie qui suffiraient à contenir les détachements de fourrageurs et à éloigner

les pillards isolés. Il envoyait Belair à Péronne et le chargeait d'établir un camp entre Ham et la Fère. Il dépêchait à Laon le général Beaurgard. Ce Beaurgard avait signé le revers, et, d'après la capitulation de Valenciennes, ne devait plus servir contre les alliés; mais il n'hésita pas à violer son serment. Ce fut lui que le Conseil général de l'Aisne requit de se rendre à l'extrême frontière du département et d'arrêter les progrès de l'envahisseur. Beaurgard n'avait pas de troupes à cheval. Il ramassa dans les villes, à Laon, à Vervins, à la Capelle, à Guise, *vingt et un* cavaliers qui faisaient l'office d'estafettes et portaient les lettres de l'administration. Il courut la campagne avec ce peloton et parvint à rassurer les habitants. Le village de Catillon allait livrer, sur les sommations autrichiennes, six cents bottes de foin et douze cents sacs d'avoine et de blé. A la tête de deux mille paysans armés de piques et de fourches, Beaurgard marcha sur Catillon, fit conduire les fourrages à Landrecies et opéra sa retraite en divisant ses cavaliers en trois patrouilles. Les escadrons impériaux poursuivirent néanmoins leurs incursions. Le 3 septembre, ils ravageaient la contrée au nord de Saint-Quentin et enlevaient les bestiaux et les grains. Parant, qui commandait à Saint-Quentin, écrivait au ministre qu'il restait impuissant et n'avait qu'une faible garnison de 1.400 fantassins et de 100 cavaliers, que les alliés possédaient les cantons de Bohain et du Catelet ainsi que la moitié du canton de Fonsommes, qu'ils renouvelaient leurs pilleries avec plus de fureur, qu'ils venaient régulièrement chaque jour prendre le blé que le paysan battait pour eux et sur leur ordre (1).

1. *Journal de la Montagne*, 14 août (séance du 11); Houchard à

Par bonheur, et comme à leur ordinaire, les coalisés ne s'entendaient pas sur la direction de la guerre et sur l'emploi des forces dont ils disposaient. Ils auraient pu vaincre la Révolution en France même, trouver des ressources et une aide efficace dans le cœur du pays. Mercy ne cessait d'appeler leur attention sur les discordes de l'intérieur: on devait, disait-il, entretenir ces troubles, leur donner de la consistance et les « rendre décisifs »; sans cette diversion, les succès des alliés sur les frontières seraient incomplets, insuffisants, et l'on ne pouvait finir la *grande aventure*, si l'on n'appuyait les soulèvements de la Normandie, de la Bretagne et de la Vendée, si l'on ne tendait la main aux insurgents, si l'on n'empêchait la République de réunir ses troupes et de les affecter à la défense des Flandres.

Toute l'Europe ne parlait alors que de Gaston, de ce brave Gaston qui rendait de si bons services à la cause commune : tantôt il s'emparait de Nantes, tantôt il paraissait devant Niort, tantôt il prenait aux républicains quinze à dix-huit pièces de canon. On prétendait qu'il avait été major d'infanterie, puis lieutenant-colonel, qu'il avait prêté serment à la Constitution de 1791 et que, lorsqu'il avait émigré, les princes, qui refusaient les gens utiles et acceptaient les inutiles, l'avaient chassé, comme ils chassaient le célèbre d'Arçon. Le chevalier de la reine, Fersen, toujours fécond en projets, proposait d'envoyer à ce Gaston des secours en munitions et en armes, un peu d'argent et un corps de quatre à cinq

Bouchotte, 11 et 12 août; lettres du maire de Bohain, 24 août; du procureur général syndic du département de l'Aisne, du Conseil général de l'Aisne, 27 et 31 août; de Pierre Cannonne, maire de Caudry, 31 août; de Beaurgard, 30 août; de Parant, 4 et 5 septembre (A. G.)

mille hommes qui se saisirait d'un point et « donnerait un coup de collier »; pourquoi Gaston, s'il était secondé, n'irait-il pas à Paris et ne ferait-il pas à lui seul la contre-révolution?

En réalité, ce Gaston n'était qu'un perruquier et très petit chef de bande, affublé de l'uniforme d'un officier républicain qu'il avait tué, et il tenait la campagne avec les gars de son village. Mais l'éloignement grossit les choses et grandit les personnages. L'émigration n'imaginait pas qu'un homme de basse condition se fût mis à la tête des révoltés : elle fit du perruquier vendéen un marquis de Gaston, et, bien longtemps après que Gaston avait succombé — il périt le 15 avril au combat de Challans — elle se figurait qu'il était le généralissime des royalistes de l'Ouest.

A défaut de Gaston, n'avait-on pas Dumouriez? Pourquoi ne pas confier une expédition au vainqueur de Jemappes? Sans doute, écrivait Mercy, on devait se garder des « prestiges » de l'aventurier. Mais Dumouriez avait de l'activité, un esprit remuant, des talents incontestables. Il ne fallait ni l'écouter ni le rebuter tout à fait, et il serait avantageux de le débarquer en Normandie où il croyait avoir un parti, avec les deux Thouvenot, les officiers de son état-major et la poignée de monde qui l'avait suivi sur le sol belge et qui restait oisive au camp de Leuze. La cour de Vienne voulait expulser des Pays-Bas ces transfuges qui vivaient à ses frais et lui causaient mille embarras par leurs prétentions et leur humeur rétive. Mais Cobourg avait promis de ne pas les abandonner. Manquerait-il à sa parole? Et ne valait-il pas mieux demander au cabinet de Saint-James des vaisseaux qui transporteraient sur les côtes de France Dumouriez et ses compagnons?

L'Empereur fit la sourde oreille. Il chassa Dumouriez qu'il nommait un rodomont au perfide verbiage et aux propos extravagants, et il refusa d'employer les officiers émigrés de l'armée du Nord, encore tout chauds de la lutte contre l'Autriche et opposés à toute idée de démembrement du territoire français (1).

Du moins les alliés ne pouvaient-ils, au lieu de s'étendre sur la frontière, marcher en avant et pousser aussi loin que possible? Le 1er août, la Convention décrétait que Marie-Antoinette serait transférée sur-le-champ à la Conciergerie et traduite devant le tribunal révolutionnaire. Fersen et La Marck, pris tous deux d'angoisse et de désespoir, conjurèrent Mercy de sauver la reine et d'envoyer un gros corps de cavalerie dans la direction de Paris : les escadrons impériaux, disaient-ils, trouveraient toutes les granges remplies et ne rencontreraient pas un seul obstacle. Mercy fut de glace. Il répondit que ce serait le *second tome* de la Champagne, que la famille royale était perdue, que les démagogues l'immoleraient pour lier la France entière à leurs forfaits et ne laisser à la nation d'autre parti que celui de vaincre ou de mourir. Pourtant, sur les instances de La Marck, il promit d'écrire à Cobourg une lettre très vive et très pressante. La Marck la rédigea et Mercy la signa.

Mercy priait Cobourg de riposter aux conventionnels par un acte de hardiesse et de vigueur. Le prince resterait-il immobile en un pareil moment? Laisserait-il se

1. Fersen, II, 72-74, 81-82; Thürheim, *Briefe*, 78, 82-88, 91, 97-98; Ternaux, *Terreur* VI, 277; Iung, *Dubois-Crancé*, I, p. 390 (rapport d'Hervilly et de Vaugiraud) : « Le titre d'armée de Gaston est un mot de convention employé à l'étranger, mais point en France. »

consommer un grand attentat à quelques journées de ses troupes victorieuses, sans faire au moins quelques efforts pour l'empêcher? Ne pouvait-il imposer aux factieux, leur inspirer une salutaire terreur, retarder la procédure qu'ils commençaient, le crime qu'ils méditaient? Les habitants de Paris, ajoutait Mercy, ne sont émus que par ce qui les touche de près; ils ignorent le danger qui les menace parce qu'ils ignorent les forces des alliés; ils s'imaginent, sur la foi des gazettes, que les coalisés perdent leur temps devant les places de la frontière. Mais que Cobourg se rapproche du « foyer de la scélératesse »; qu'il attaque et emporte Cambrai, dernière barrière qui le sépare de Paris; qu'il envoie des corps de cavalerie dans des plaines sans défense. L'apparition de ces escadrons calmera les fureurs du parti révolutionnaire et sauvera peut-être la reine. Elle répandra l'effroi dans le pays. Elle arrêtera la circulation des subsistances, arrêtera la formation du camp que les nationaux veulent établir entre la capitale et leur armée. Les Parisiens comprendront que Cobourg n'assiège plus les forteresses et qu'il passe devant elles sans s'en inquiéter; épouvantés, dès qu'ils le sauront dans leur voisinage, ils penseront que « l'heure de la vengeance a sonné ».

Cobourg répondit aussitôt qu'il était pénétré, comme Mercy, d'une douleur profonde et qu'il remuerait tout pour sauver l'auguste tante de François II. Mais serait-il prudent d'avancer vers ce Paris qui renfermait des milliers de gens armés de poignards et prêts à mériter une couronne civique par l'assassinat? Certes, l'approche de ses escadrons sèmerait l'alarme et la peur. Amortirait-elle les passions? N'enflammerait-elle pas l'ardeur aveugle des régicides qui se hâteraient d'égorger la reine avant l'arrivée de ses vengeurs? D'ailleurs l'expédition dont

parlait Mercy, n'était-elle pas périlleuse et contraire aux règles de la guerre? La dernière campagne ne prouvait-elle pas où aboutissaient de pareils coups de main? On avait perdu, l'année précédente, armées, argent, honneur, et, selon toute vraisemblance, le malheureux roi de de France, qu'on voulait délivrer par une rapide et audacieuse entreprise, serait encore en vie et peut-être sur le trône si l'on avait agi froidement et avec réflexion. En marchant sur Paris de son propre chef et sans ordre de l'Empereur, Cobourg jetterait les puissances alliées dans un immense danger et n'atteindrait pas le but que proposait Mercy; il assumerait envers son souverain, envers l'Europe entière, la plus grave responsabilité; c'était, concluait le prince, « un des tristes devoirs d'un général de se sacrifier lui-même, ses vœux les plus ardents, ses desseins les plus chers, et tout cela, pour mettre à l'abri de l'invasion les ingrates provinces des Pays-Bas! »

Trois jours plus tard, Cobourg écrivait de nouveau à Mercy que les conventionnels avaient différé l'instruction du procès auquel était soumise la reine de France. Mais ne pouvait-on leur demander d'échanger Marie-Antoinette contre les quatre commissaires livrés récemment par Dumouriez? Ne pouvait-on les effrayer en leur annonçant que si la moindre violence était exercée sur la veuve de Louis XVI, ces quatre commissaires seraient immédiatement roués vifs? S'ils parlaient de représailles et menaçaient de mort les otages de Mayence et de Deux-Ponts, ne pouvait-on déclarer que les coalisés seraient aussi barbares que les républicains et n'hésiteraient pas, de leur côté, à immoler les prisonniers français? Puisqu'il n'y avait plus chez les nationaux ni foi, ni justice, ni religion, ni humanité, ni remords, et qu'ils se conduisaient

comme des monstres, ne pouvait-on les exterminer comme des monstres et venger le sang par le sang? Il fallait vivre en une horrible époque pour tenir un pareil langage; mais quels moyens plus efficaces, plus imposants saurait-on employer sans compromettre le succès de la campagne, les engagements de l'Autriche envers les alliés et la réputation de ses armes?

A ces lettres de Cobourg que Fersen jugeait très plates, Mercy répondit derechef par la plume de La Marck. Le prince, disait Mercy, ne l'avait pas compris. Mercy ne pensait pas que l'armée autrichienne dût marcher aussitôt sur la capitale; mais il croyait utile de s'emparer de Cambrai pour montrer aux Parisiens qu'entre eux et les alliés n'existait plus de place forte; il croyait utile de lancer sur la route de Paris des corps de cavalerie qui enlèveraient les moissons; il croyait utile de répandre dans Paris une double alarme, celle que causerait la proximité des ennemis et celle que causerait la certitude de la famine. Pourquoi ne pas se rapprocher de Paris? Était-ce entraver les opérations? N'était-ce pas plutôt les accélérer? N'était-ce pas se donner un moyen d'entamer avec fruit des négociations? N'était-ce pas menacer sans rien dire? Et Mercy réfutait le projet de représailles exposé par Cobourg. Menacer des gens que la menace ne pouvait atteindre, c'était les irriter et non les effrayer, et ils exploiteraient les sommations comminatoires du prince pour surexciter la foule. Leur annoncer le supplice des quatre commissaires? Ils en avaient les oreilles rebattues. Leur parler de l'égorgement des prisonniers? Ces « hommes féroces » assuraient hautement qu'ils égorgeraient le tiers de la France. Il fallait donc, suivant Mercy, faire une proclamation et l'appuyer par des mesures militaires, la soutenir par une « impression de

terreur » et, puisqu'on avait une cavalerie nombreuse et redoutable, tenter une expédition de partisans. Dans la guerre de succession d'Espagne, des officiers au service de Hollande n'avaient-ils pas saisi, sur le pont de Sèvres, le premier écuyer du roi de France? La capture de quelques députés ne produirait-elle pas plus d'effet que le gain d'une bataille ou que la conquête de plusieurs villes (1)?

Le motif le plus puissant qui déterminait Cobourg, c'était le départ de l'armée anglaise. Le mot de Dumouriez se vérifiait: « Il vous arrivera, avait-il dit à un Autrichien, comme aux voleurs de grand chemin qui, après avoir pillé un cocher, se brouillent et s'entr'égorgent lorsqu'il s'agit de partager le butin (2). »

Déjà, lorsque les Impériaux prenaient possession de Valenciennes, les Anglais demandaient leur part de l'artillerie et des munitions de guerre. L'Autriche avait protesté. A quoi serviraient des forteresses dépouillées de leurs moyens de défense? « Si l'on nous donne un poste à garder, s'écriait Mercy, il ne faut pas en ôter la serrure» (3)!

Une question plus grave se posait. Personne n'ignorait dans le camp des alliés que l'Angleterre désirait s'emparer de Dunkerque pour en faire un second Gibraltar (4) et donner à son négoce de contrebande un

1. Bacourt. *Corresp. entre Mirabeau et La Marck*, III, 400; Thürheim, 123, 125, 128; Fersen, II, 82-87; Auckland, *Journal*, III, 111.
2. Auckland, *Journal*, III, 52.
3. Thürheim, 117; cf. Vivenot, *Vertraul. Briefe von Thugut*, I, 28; il semble que Knobelsdorf ait élevé la même prétention que Thugut juge non seulement très indiscrète, mais absurde et dénuée de fondement.
4. Expression de Grimm (*Lettres* à Catherine II, 1886, p. 466).

entrepôt sur l'autre côté du canal. Aussi les diplomates autrichiens évitaient-ils de parler net et franc sur le chapitre des indemnités. Lorsque le nom de Dunkerque était prononcé dans les conversations, ils promettaient de combler le port, de raser la citadelle, de démolir les fortifications, de détruire ce nid de corsaires et d'assurer la sécurité du commerce anglais dans la Manche et la mer du Nord (1). Thugut insinuait à la cour de Londres que des tentatives partielles dérangeraient le plan général et qu'elle n'avait nulle besoin de possessions sur le sol français. Mercy déclarait qu'on ne devait pas marchander la peau de l'ours avant que la bête ne fût par terre, qu'il fallait d'abord obtenir de solides succès, écraser la République et les nouveaux principes, rétablir la monarchie, conférer la régence à Marie-Antoinette qui l'avait bien gagnée par ses souffrances et sa fermeté d'âme. Sans doute, disait Mercy, l'occupation de Dunkerque était nécessaire, et la place fournirait à l'aide droite de l'armée combinée un point d'appui. Mais assiéger une ville en deçà de ses campements, n'était-ce pas faire un mouvement rétrograde? Que penserait Paris? Les chefs de la Révolution ne crieraient-ils pas que Cobourg opérait sa retraite? Ne transformeraient ils pas en victoire l'investissement de Dunkerque? Dès lors, et puisque l'entreprise, d'ailleurs secondaire, n'était pas malaisée et ne pouvait échouer, ne valait-il pas mieux raffermir le centre des coalisés pour empêcher que leurs quartiers d'hiver ne fussent percés et culbutés de toutes parts? Ne devait-

1. Cf. dans Foucart et Finot, II, 49-53, la liste des navires armés en course à Dunkerque du 6 février au 29 juin 1793; on y notera, en passant, les noms de quelques bâtiments qui témoignent de l'éphémère popularité des généraux de la République : *le Dumouriez, le Postillon de Dumouriez, le Custine, le Vaillant Custine.*

on pas pourvoir au plus pressé, et, au lieu de s'attacher à un siège qui réussirait quand on voudrait, s'appliquer à de grands objets, pousser au cœur de la Flandre, suivre sans relâche ses avantages en plein département du Nord? Pourquoi s'attarder devant des bicoques? Pourquoi ne pas frapper des coups décisifs, ne pas se diriger sur Lille? Les généraux La Marlière et Lavalette étaient décrétés d'arrestation; Duhem quittait la ville; le peuple n'avait pas envie de résister; Lille pris, les Austro-Anglais se rabattaient et « se trouvaient tout portés » sur Dunkerque qu'ils enlèveraient en peu de jours; ils auraient pour l'hiver et pour l'ouverture de la prochaine campagne une position *superbe*. Et derechef Mercy montrait que les circonstances étaient « uniques », « inouïes », et qu'elles ne seraient jamais plus favorables à la cause commune; que, si les alliés laissaient échapper ce moment le plus précieux que la guerre leur eût encore offert, il ne se présenterait plus que très difficilement; qu'une semblable occasion manquée entraînerait des revers dont les effets seraient incalculables et le repentir éternel; qu'il était urgent d'agir avec promptitude et énergie; qu'en cette conjoncture ce qui était différé serait vraiment perdu; qu'en déployant diligence et activité, on pourrait, dans l'état des choses, terminer la lutte (1).

Mais le duc d'York répétait que Dunkerque était son point de mire et que l'Angleterre n'entrait dans la coalition que pour conquérir ce port de la Flandre. Dès son arrivée, il avait dit qu'il ne se joindrait à Cobourg que jusqu'à la chute de Condé, et il ne consentit à faire le

1. Zeissberg, I, 51, 141; Auckland, III, 15 (conversation de Bentinck avec Mercy); Thürheim, 85, 114-116, 118-119, 123; Bacourt, III, 403.

siège de Valenciennes qu'à la condition de diriger l'entreprise. « Il n'a d'autre but, écrivait le 23 avril l'attaché militaire prussien Tauenzien, que de s'emparer de Dunkerque; le ministère anglais y tient absolument, et le colonel Murray a déclaré que c'était le grand motif qui avait décidé le Parlement à la guerre ». Cobourg dut céder et, pour garder les Anglais avec lui, tandis qu'il investissait Valenciennes et Condé, il leur promit qu'après avoir emporté ces deux places, l'armée combinée se saisirait de Dunkerque. Le 1er mai, à Quiévrain, Mack, esquissant le plan de campagne, marquait que les alliés, maîtres de Valenciennes, assiégeraient Le Quesnoy et Lille, mais qu'ils marcheraient, au nombre de 50.000 hommes, avec la plus grande rapidité, sur Dunkerque : les munitions seraient facilement tirées de Hollande et d'Angleterre ; on aborderait l'ennemi dans ses lignes et l'on emploierait avec vigueur tous les moyens qui pourraient mettre les coalisés en possession de la ville; selon Mack, Dunkerque tomberait à la fin d'août (1).

Le 3 août, deux jours après que la garnison de Valenciennes eut déposé les armes, Cobourg, York et Knobelsdorf tinrent une conférence au quartier-général de Hérin. Le duc d'York annonça qu'il devait obéir aux ordres qu'il avait reçus et se diriger sur Dunkerque. Cependant, à la prière de Cobourg, il voulut bien jouer son rôle dans l'affaire ou, comme on la nommait pompeusement à l'avance, dans la bataille qui débusquerait, le 7 août, les Français du camp de César; mais, la bataille donnée, il irait à Dunkerque. Le camp de César fut enlevé sans trop de peine et Cobourg supplia le duc d'York de demeurer avec lui quinze jours encore, de l'aider à prendre

1. Witzleben, II, 197; Häusser, I, 491; Dohna, II, 14.

Cambrai. York fut cette fois inflexible; il objecta qu'il avait les instructions les plus formelles, les plus précises de son gouvernement et, le 10 août, marcha sur Dunkerque avec 37.000 hommes, dont 15.000 Impériaux.

Cobourg avait inutilement essayé de retarder le départ de l'armée anglaise. Il eut recours au roi de Prusse et lui fit adopter un nouveau plan d'opérations : Autrichiens et Prussiens se rapprocheraient, se tendraient la main; Cobourg attaquerait Maubeuge et Philippeville, tandis que Frédéric-Guillaume bombarderait Sarrelouis; le duc d'York, trop éloigné des Impériaux, n'oserait assiéger Dunkerque.

Mais l'Empereur et Thugut s'opposèrent au dessein du généralissime. Ils allaient se lier plus étroitement au ministère britannique et conclure avec lui, comme ils disaient, une alliance intime, une union particulière. « Dans la coalition des cours, écrivait Thugut, la nôtre et celle de Saint-James sont les seules dont les intérêts et le but soient parfaitement analogues; nous voulons assurer notre tranquillité future par l'affaiblissement de la France; les autres verront avec répugnance un dépècement considérable des provinces françaises. »

François II répondit donc à Cobourg que l'Autriche devait montrer aux Anglais, dans la situation actuelle, tous les égards, et remplir avec exactitude les engagements qu'elle avait pris envers eux. Il insinua même que les alliés accusaient le prince d'irrésolution et de lenteur; il lui reprocha de trop dépenser et de demander quatre millions de florins; il lui conseilla d'user de la plus stricte économie et de réprimer par une vigilance assidue les dilapidations et les négligences des subalternes. Cobourg, blessé, offrit sa démission; il n'avait, disait-il, aucun blâme à se faire et il déployait la plus grande

activité; mais, puisqu'on lui imputait indécision et indolence, puisqu'on prétendait que l'administration de son armée était prodigue, nonchalante, inattentive, il quitterait le commandement. Qu'un autre, plus capable, ajoutait-il, vînt exécuter les intentions de l'Empereur; pour lui, il succombait à la tâche, et sa vue, sa mémoire diminuaient sensiblement. François II refusa la démission de Cobourg qu'il jugeait désavantageuse au bien du service.

Cobourg resta. Il tenta, le 27 août, un dernier effort pour obtenir le concours de l'armée anglaise, et affirma, dans une lettre à l'Empereur, que le siège de Dunkerque aurait un malheureux dénouement. Mais François II répliqua qu'il devait éviter toute « discussion désagréable » avec le cabinet de Saint-James : si la cour de Londres soupçonnait le moins du monde un manque de bon vouloir, l'Autriche éprouverait un irréparable dommage; le peuple anglais désirait Dunkerque, et le roi George aurait un extrême déplaisir s'il voyait son fils, le duc d'York, renoncer à cette entreprise et compromettre, avec sa gloire, l'honneur des armes britanniques (1).

Les Prussiens suivaient l'exemple des Anglais. Selon le plan établi dans les conférences de Francfort, au mois de février 1793, Cobourg devait, après le débloquement de Maëstricht et la reconquête de la Belgique, envoyer 15.000 hommes à l'armée qui faisait le siège de Mayence. Mais Cobourg n'envoya que 6.000 Impériaux. Frédéric-Guillaume réclama les 9.000 qui lui manquaient, et, ne les voyant pas venir, rappela les 8.000 Prussiens que

1. Dohna, III, 155-156; Zeissberg, I, 193-194, 217,233; Witzleben, II, 242, 251, 294.

Knobelsdorf commandait en Flandre. Le 2 août, il ordonnait à son général de s'acheminer aussitôt sur Luxembourg et Trèves. Pourtant, sur les instances de Cobourg, il consentit, « par rapport au corps d'Autrichiens qui accompagnait le duc d'York », à différer de quelques jours le départ de Knobelsdorf. Les Prussiens demeurèrent dans leur camp de Cysoing jusqu'au 23. Mais le 23, malgré les adjurations du prince d'Orange, Knobelsdorf partit pour ne pas s'attirer, disait-il, la disgrâce de son roi. « *Adieu, braves Prussiens,* » crièrent les vedettes françaises aux chasseurs qui s'éloignaient (1).

Un corps de 3.000 Hollandais et de 5.000 Impériaux qui furent sous les ordres de Beaulieu, releva les Prussiens dans leurs quartiers, à Cysoing, à Bouvines, à Marchiennes, à Orchies, et Cobourg ne perdait pas au change. Mais le zèle des Hollandais commençait à se refroidir. Eux aussi désiraient une augmentation de territoire : au congrès d'Anvers et à la conférence de Hérin, le prince d'Orange n'avait pas dissimulé que les États-Généraux exigeaient leur part du butin, et l'on soupçonnait qu'ils demanderaient à l'Autriche la ligne de démarcation qu'ils avaient en 1715 et le reste du pays de Maëstricht. Thugut répondit que les propositions des Hollandais étaient inconvenantes et déraisonnables, qu'ils avaient tort de réclamer un dédommagement, qu'ils ne s'étaient engagés dans la guerre qu'à contre-cœur, après avoir dévoré longuement et avec une patience stoïque les outrages de la France, qu'ils avaient résisté mollement à l'attaque des carmagnoles, qu'ils auraient succombé sans les secours de l'Autriche et

1. *Ueber den Feldzug der Preussen*, 367; Dohna, III, 189, 210, 232.

qu'ils sortaient à peine de l'étourdissement où les jetaient leurs revers, qu'il était donc étrange que leur premier cri fût un cri d'avidité, qu'il ne leur seyait pas de gêner les grandes puissances par des prétentions exagérées et de comparer leurs minces et médiocres ressources aux immenses efforts de l'Empereur et de l'Angleterre, qu'ils feraient bien d'avoir en vue, non pas un morceau de la Belgique, non pas une portion des domaines de cette maison de Habsbourg qui les avait sauvés, mais une île, une colonie d'outre-mer dont la possession favoriserait l'accroissement de leur navigation et de leur commerce. Mercy appuyait Thugut. Quoi! La Hollande visait à des acquisitions aux dépens de l'Autriche, à des *avantages* qui « morcelleraient le boulevard des provinces belges! » Mais n'était-ce pas un profit considérable pour elle d'obtenir la sûreté de son propre sol? Qu'elle ne pose plus une pareille question, ajoutait Mercy, et qu'elle se contente d'indemnités pécuniaires qu'elle prélèvera sur l'ennemi commun, c'est-à-dire sur la France : agir autrement, serait exciter d'interminables discussions de la plus fâcheuse conséquence. Mais les Hollandais, dépités, menacèrent d'abandonner la coalition et ne firent plus la guerre qu'à leur corps défendant. Le prince héréditaire laissait entendre qu'il regagnerait bientôt ses frontières, et, à l'idée de cette défection, Cobourg et Mercy s'indignaient: le prince ne protégeait que quelques lieues de terrain, il avait une tâche facile, et il allait se retirer, livrer la Flandre et les magasins à l'invasion française, mettre les alliés dans un « embarras extrême » et « faire manquer la fin de la campagne »! (1).

1. Zeissberg, I, 183; 229. 259, 301 (Thugut à Starhemberg, 13 et 31 août); Thürheim, 121, 131, 136; Witzleben, II, 266-267.

CHAPITRE V

BERGUES

I. Plan d'invasion de la Flandre maritime. — Marche des Anglais. — Combat de Linselles (18 août). — Le corps d'observation de Freytag. — Ses succès. — Prise d'Oost-Cappel et de Rexpoëde (21 août). — Sommation de Wallmoden et réponse de Carrion (22 août). — Prise d'Esquelbecq et de Wormhoudt. — Investissement de Bergues. — Quartiers du corps d'observation. — II. Mesures de Houchard. — Barthel remplacé par Jourdan. — Jourdan à Cassel. — Conseil de guerre. — Jourdan à Dunkerque. — Il est rappelé. — Situation défavorable de Freytag et de York.

I. Houchard avait pris, dès son arrivée, quelques mesures de défense. Il envoyait le général Romanet (1)

1. Joseph Romanet, chevalier du Caillaud, né le 4 décembre 1748 à Limoges, volontaire au régiment de Périgord (1er mai 1764), sous-lieutenant (18 août 1766), lieutenant (17 avril 1770), lieutenant de la compagnie colonelle (17 juillet 1774), incorporé au régiment de Conti ou 81e (26 avril 1775), capitaine en second (24 juin 1780), capitaine commandant (22 juin 1789), lieutenant-colonel du 45e (2 juin 1792), nommé colonel par Dampierre (7 avril 1793), promu général de brigade (15 mai 1793), suspendu (15 septembre 1793) et reconnaissant « qu'il doit sacrifier son goût et ses intérêts au bien de la chose publique parce qu'on n'a pas aux hommes de la caste dans laquelle il est né, la confiance désirable au succès des armes de la République, »

avec un détachement de 3.000 hommes — 9 bataillons d'infanterie et 300 dragons — à Mons-en-Pévèle, entre Pont-à-Marcq et Douai, en lui prescrivant de fortifier cette position. Il confiait à Jourdan une division mobile de 7.000 hommes et le chargeait de surveiller l'ennemi de Douai à Lille. Mais il sentait qu'il fallait faire autre chose, tenter un *grand effort*, donner au Comité de salut public une preuve de son activité. Le 13 août, il eut, en présence de Gay-Vernon, un entretien avec Carnot. Ce dernier croyait qu'il était possible de conquérir la Flandre maritime et d'opérer sur ce point une diversion efficace, « intéressante ». C'était son plan favori, son idée fixe, et les mots « marcher sur Ostende » revenaient comme un refrain dans sa correspondance. Malgré la honteuse expédition de Furnes, Carnot répétait que c'était *bêtise* de ne pas envahir un pays où les ennemis n'avaient personne et où les Français auraient en abondance les denrées de première nécessité qui leur manquaient. Ses mesures et celles de Houchard « se trouvèrent parfaitement semblables ». Barthel eut ordre de se rendre secrètement au camp de la Madeleine pour concerter cette entreprise avec Béru, Dupont et Jourdan (1).

On convint que Jourdan partirait de Lille avec 10.000 hommes, les 3.000 de Romanet et les 7.000 qu'il commandait, et se joindrait à Béru et à Dupont pour attaquer les Hollandais à Menin et les rejeter en Belgique, sans toutefois s'enfoncer dans le pays. « L'intelli-

réintégré et employé à l'armée de l'intérieur (13 juin 1795) et en Eure-et-Loir (14 septembre 1795), suspendu de nouveau (19 octobre 1795) et pensionné (31 mars 1796), mort à Paris (11 décembre 1829.

1. Houchard à Bouchotte, 12 et 17 août (A G); cf. plus haut, p. 17 et pour l'expédition de Furnes et d'Ostende tant recommandée par Carnot, *Valenciennes*, 99-111, ainsi que Charavay, *Carnot*, II, 371, 373, 430, 438.

gence et la bravoure de Jourdan, disait Houchard, sont connues, et il servira sûrement la République avec le même zèle qu'il a montré dans le cours de la guerre. » Pendant ce temps, Barthel agirait entre la rive gauche de la Lys et la mer; il tirerait des places les meilleurs bataillons; il rassemblerait 12.000 hommes en répandant le bruit qu'il les menait à Arras pour couvrir Paris; puis il entrerait dans la Flandre maritime, à Furnes, à Nieuport, à Ostende, dont il brûlerait le port; il aurait soin de mettre à la tête de ses colonnes un officier du génie qui connaîtrait la région, les postes retranchés qu'elle renfermait et les moyens de les emporter sans effusion de sang; on tournerait l'adversaire et le prendrait à revers pour essuyer aussi peu de pertes que possible, et, après avoir ramassé, râflé tout ce qu'on pourrait, on se replierait sur la frontière (1).

Cette expédition, assurait Houchard, se réduirait à un coup de main. Contre son attente, le coup de main allait devenir une véritable expédition. Le 15 août, Colaud lui écrivait qu'au dire des paysans d'Abscon, les *habits rouges* levaient leur camp de Denain et marchaient sur Dunkerque. Deux jours plus tard, Houchard mandait au ministre que les Anglais se dirigeaient en grandes forces vers Ypres et Tournay, qu'ils voulaient sans doute assiéger Dunkerque et, pour s'en saisir, combiner les attaques par mer et par terre, qu'il était naturel que l'idée leur vînt de s'emparer d'une ville qui n'était qu'un camp retranché, que la Flandre maritime serait dorénavant le théâtre de la guerre (2).

1. Houchard à Jourdan et à Barthel, 13 août (A. G.).

2. Colaud à Houchard, 15 août; Houchard à Bouchotte, 17 août (A. G.).

L'armée du duc d'York s'acheminait, en effet, vers Dunkerque sur deux colonnes, par Baisieux, Tourcoing et Menin. Mais elle prenait ses aises et défilait avec une incroyable lenteur; elle mit neuf jours pour faire 14 lieues!

Il est vrai qu'un combat, le combat de Linselles, retarda ses mouvements. Le 18, soit pour couvrir la manœuvre des Anglais (1), soit parce que leur voisinage l'enhardissait et lui donnait confiance, le prince héréditaire d'Orange attaquait les villages de Blaton et de Linselles avec 9 bataillons et 17 escadrons. L'opération était imprudente et il ne devait en tirer aucun avantage. Il disposait de forces peu considérables; il n'avait d'autre mission que d'observer Lille et de réprimer des tentatives d'invasion ; enfin il était certain que les Français ne manqueraient pas de revenir à la charge. Ce fut ce qui arriva. Après avoir emporté Linselles et Blaton, les Hollandais marchèrent vers Wambrechies. Jourdan accourut avec Béru et toutes les troupes du camp de la Madeleine. A quatre heures du soir, il pénétrait dans Linselles, enlevait dix canons, infligeait aux Hollandais les pertes les plus sérieuses. Sur les 1.000 hommes des bataillons de Nassau et de Waldeck qui défendaient Linselles, 850 étaient tués, blessés ou prisonniers. Mais les républicains avaient, comme dit Béru, une soif déplorable de pillage; ils quittèrent leurs rangs pour saccager les maisons. Le duc d'York envoya trois bataillons de la garde, commandés par le général Lake, pour reprendre Linselles Cette soudaine attaque déconcerta les carmagnoles. Ils furent saisis d'une terreur panique et s'enfuirent à toutes

1. In order to cover the march (*The journals and correspondence of general Sir Harry Calvert*, 1853, p. 106.

jambes; c'était, de l'aveu de Jourdan, une déroute et non une retraite, et il semblait aux soldats anglais qu'ils poussaient devant eux et refoulaient le *mob* de Londres. Comme toujours, les charretiers coupèrent les traits des chevaux pour échapper plus vite. Les assaillants s'emparèrent de huit pièces dont six de campagne et deux d'artillerie légère. Le représentant Levasseur, entraîné par son bouillant courage, essaya de sauver un de ces canons; trois Anglais l'entourèrent et le sommèrent de se rendre: « un député, leur répondit-il, ne se rend pas, » et il piqua des deux. Heureusement, Jourdan et Béru réussirent à rallier les troupes en dehors du village et sur le chemin de Bondues. Le brave Jourdan tenta même de regagner le terrain abandonné et parvint à réoccuper Linselles. Mais il ne put y rester, et à la nuit il se repliait sur Wambrechies. Le chef de brigade Macdonald avait chassé les Hollandais de Blaton; il dut pareillement évacuer le village. Il raconte dans ses *Mémoires* que ses bataillons rentrèrent à Lille en triomphe et que le succès de Blaton effaça l'impression de l'échec de Linselles : « Tout le monde chantait victoire, mes troupes étaient enivrées, et pour dire la vérité, je n'étais pas le dernier à en jouir, mais le plus discrètement possible. »

Telle fut cette affaire de Linselles qui n'eut d'autre résultat que de coûter inutilement 2.000 hommes aux deux partis. Dans la soirée, le duc d'York fit relever les trois bataillons de la garde anglaise par trois régiments hessois. Le lendemain, sur l'ordre du prince, ces Hessois rasaient les retranchements de Linselles au son de la musique, puis rejoignaient l'armée anglaise (1).

1. Jourdan à Houchard, Béru à Bouchotte, Levasseur à la Convention, 19 août (A. G.); lettre de Bentabole, 21 août; *Mon.* des 22 et

Le duc d'York, satisfait, poursuivit sa marche. Il avait divisé son armée en deux corps. L'un conduit par le maréchal hanovrien Freytag (1) et composé de 14.500 Hanovriens, Autrichiens et Hessois, devait former le corps d'observation (2); l'autre qu'il commandait lui-même l'armée de siège.

25 août; *Souv.* de Macdonald, 29; Schels, 11; Ditfurth, 78-81; Calvert, 106-107; Hamilton, *Hist. Grenadier Guards*, 1872, II, 286 (Les Anglais, au nombre de 1.122, eurent 38 tués et 143 blessés); Arnaudin fait, au sujet du combat de Linselles, une réflexion curieuse : « Cette action, dit-il, fournit une occasion de remarquer jusqu'à quel point les Anglais sont avares du sang de leurs compatriotes. Il y eut deux cents hommes mis hors de combat, et à peine y en avait-il un tiers de tués. Dans le nombre on comptait quelques officiers. Mais c'étaient tous des Anglais. Aussi, quoique la perte se trouvât compensée par le succès, elle devint un objet de deuil et de complaintes pour tout ce qu'il y avait de sujets britanniques dans l'armée du duc d'York. Quelle folie, se disait-on, de sacrifier tant de monde pour la conquête d'un poste qu'on ne devait pas garder ! Mais, par dessus tout, la grande fortune des neuf ou dix officiers compris dans le nombre des tués ou blessés, devenait une considération qui rendait l'événement encore plus lamentable. On ne saurait qu'applaudir aux sentiments d'humanité qui dictaient de pareils murmures. Mais il serait à désirer qu'ils s'étendissent un peu plus au profit de tous les hommes sans distinction de nation. On pourrait même soupçonner que cette philanthropie domestique qui se fait remarquer chez les Anglais dans l'homme de la dernière classe comme dans l'homme d'Etat, a dû, en bien des occasions, nuire au succès de leurs affaires tant politiques que militaires. Sous ce dernier rapport, elle a souvent pu induire les chefs dans les armées à avoir recours à des excès de précautions pour la conservation de leur monde, qui auront eu le double effet de rendre la valeur des Anglais douteuse aux yeux des troupes étrangères servant avec eux et pour eux, et d'accoutumer leurs gens de guerre à attacher à l'existence un prix plus haut qu'il ne convient de faire à un véritable soldat. »

1. Freytag (Henri-Guillaume de), né le 17 mars 1720, mort à Hanovre le 2 janvier 1798. Cf. sur lui l'article de l'*Allgemeine deutsche Biographie*.

2. Freytag avait sous ses ordres tous les Hanovriens, les bataillons autrichiens Brentano et Laudon-Vert ainsi que trois escadrons des hussards de Blankenstein, un bataillon de chasseurs hessois et le ré-

La région où s'engageait York est sillonnée de canaux dont les deux principaux sont le canal de Dunkerque à Furnes ou *canal de Furnes*, et le canal de Dunkerque à Bergues ou *canal de Bergues*. Entre ces deux canaux s'étendaient alors la petite Moëre et la grande Moëre, lagune de 6 kilomètres environ, disparue aujourd'hui et entièrement livrée à la culture, mais à cette époque, et bien qu'à diverses reprises, sous le régime espagnol, et sous la monarchie des Bourbons, elle eût été desséchée sur un espace considérable au moyen de machines hydrauliques, encore marécageuse, coupée de fossés innombrables, très facilement submersible et toujours submergée en temps de guerre. Parallèlement au canal de Bergues court l'Yser qui prend sa source au nord-ouest de Cassel et traverse un pays au sol ferme. Deux grandes routes conduisaient les alliés vers Dunkerque. L'une, qui partait d'Ypres et allait à Bergues par Poperinghe, Rousbrugge et Rexpoëde, était barrée par la forteresse de Bergues, et cette place, située à deux lieues au sud de Dunkerque et fortifiée par Vauban, avait un puissant appui dans l'inondation qui pouvait être tendue autour d'elle. L'autre route qui partait de Furnes, et longeait le canal dit de Furnes, était également barrée par un camp établi à Ghyvelde et par des forts bâtis à Zuydcoote et à Leffrinkhoucke; mais elle offrait aux alliés l'avantage d'être près de la côte et de leur amener les pièces de siège qu'ils attendaient d'Angleterre. Outre Dunkerque et Bergues, les Français avaient de petits camps à l'est de Bergues, à Hondschoote, à Rexpoëde, Oost-Cappel, à Bambecque.

giment hessois des dragons du Prince Frédéric, en tout 20 bataillons et 24 escadrons ou 11.900 fantassins et 2.600 cavaliers.

Freytag eut ordre de prendre, avec le corps d'observation, la route d'Ypres par Poperinghe, Rousbrugge et Rexpoëde : il chasserait les Français du terrain qu'ils occupaient entre le canal de Bergues et l'Yser; puis, masquant Bergues et Cassel, s'établirait dans une position favorable pour couvrir le flanc gauche de l'armée de siège.

Le 21 août, après avoir atteint Poperinghe et Rousbrugge, une partie de l'avant-garde de Freytag attaquait le poste d'Oost-Cappel. Le colonel Prüschenk et le capitaine Ochs qui menaient ce détachement, avaient avec eux deux canons et une compagnie de chasseurs hessois, deux compagnies de Laudon-Vert, un bataillon de grenadiers hanovriens et 400 dragons. Deux bataillons de volontaires, le 5e du Rhône et le 5e de la Somme, défendaient les retranchements d'Oost-Cappel garnis de quatre bouches à feu. Mais ils ne se gardaient pas, bien que le général Barthel les eût avertis la veille qu'ils seraient prochainement assaillis. A deux heures du matin, Prüschenk passa l'Yser, sans être aperçu sur un pont de planches et de fagots couvert de paille, gagna la route de Bambecque à Oost-Cappel qu'il trouva défoncée et impraticable pour l'artillerie, et laissant ses deux pièces derrière lui, marchant à droite et à gauche du chemin, arriva devant le village. On le vit, on tira sur lui, il eut des morts et des blessés, mais il entra dans Oost-Cappel, se saisit d'un canon et fit une cinquantaine de prisonniers. Pendant ce temps, la compagnie des chasseurs hessois du capitaine Ochs, obliquant à gauche, débouchait soudain, au tournant de la chaussée de Bergues, en face d'un petit camp. Les Français, encore à demi endormis, sortaient de leurs tentes, et les officiers les rangeaient en bataille. Le capitaine Ochs et ses Hessois s'élancèrent aussitôt en criant hourrah, et les républicains, après avoir déchargé leur fusil, sans blesser per-

sonne, s'enfuirent sur la route de Bergues. Ochs se mit à leurs trousses. Un officier d'artillerie tâchait de sauver trois pièces et de les entraîner au galop. Des chasseurs hessois, prenant une traverse, réussirent à le devancer. Cerné, abandonné par sa propre infanterie, l'officier résolut de ne céder ses canons qu'à la dernière extrémité. Il ouvrit un feu de mitraille. Mais les Hessois lui ripostèrent par des salves de mousqueterie et, s'avançant peu à peu sur la chaussée, sautant d'arbre en arbre, finirent par aborder les artilleurs. La mêlée fut horrible. Les Français se défendaient à coups de refouloir. Leur officier qui s'était armé d'un fusil, allait percer le capitaine d'état-major Flies de sa baïonnette ; Ochs accourut et lui transperça le corps de son épée.

Ce malheureux combat d'Oost-Cappel exaspéra Barthel, Houchard et Duquesnoy. Le représentant et les généraux proposaient de faire un exemple éclatant. Barthel écrivait que deux bataillons s'étaient laissé surprendre et forcer sans résistance; Duquesnoy, que les chefs de ces bataillons avaient fui comme des poltrons et qu'il fallait les traduire devant une cour martiale et les passer par les armes ; Houchard, que le poste d'Oost-Cappel, malgré ses superbes retranchements et son artillerie qui pouvait foudroyer toutes les avenues, avait été quitté lâchement sans qu'on eût tiré un coup de canon ou de fusil, que les soldats avaient en détalant marché sur le ventre d'un commandant qui se cachait sous des ronces dans un fossé de la route, qu'on devait arrêter cet indigne officier et l'envoyer à la barre de la Convention. Mais le même jour, l'avant-garde du maréchal Freytag obtenait un nouveau succès.

Le colonel Prüschenk s'était, au sortir d'Oost-Cappel, dirigé sur Rexpoëde. Il y avait là un bataillon de volon-

taires, le 1er de l'Orne, commandé par Jacques Fromentin, ancien soldat de l'armée royale. Prüschenk fit avancer ses deux pièces de 3 et une batterie volante. Le bataillon des grenadiers hanovriens marcha sur Rexpoëde par la chaussée. La compagnie des chasseurs du capitaine Ochs tourna le village par la droite. Les volontaires de l'Orne s'enfuirent et abandonnèrent quatre canons. Prüschenk dépêcha sa cavalerie à leur poursuite. Vainement Fromentin essaya de rallier ses hommes et de faire tête aux dragons de Hanovre ; après avoir reçu cinq coups de sabre, il fut laissé pour mort sur la route, et les ennemis prirent encore trois pièces d'artillerie.

Dans cette journée du 21 août, tant à Rexpoëde qu'à Oost-Cappel, les Français perdaient 11 canons et avaient 150 tués et blessés, et 150 prisonniers. Les commissaires de la Convention, Châles, Delbrel et Le Tourneur, déploraient l'insouciance et l'impéritie des officiers : les uns ne songeant qu'à se divertir, toujours pressés de courir à la ville, ne gagnant leur poste que deux mois après leur nomination, ne devant leur brevet qu'à l'intrigue ; les autres, parvenus à leur grade par l'ancienneté, fort honnêtes d'ailleurs, mais timides et incapables de commander (1).

Barthel voulut réparer l'échec de Rexpoëde. Il chargea l'adjudant-général Ernouf d'aller avec la première brigade du camp de Cassel au secours de Fromentin et de prendre les assaillants en flanc par Herzeele. Ernouf

1. Ditfurth, 82-88 ; rapport du 5e Rhône-et-Loire ou 12e de Soissons 25 août (rapport vague où le bataillon prétend, pour se justifier, qu'une colonne de cavalerie le prit en queue et « causa par cette manœuvre le plus grand désordre ») ; Barthel à Houchard et à Le Bas, 22 et 23 août ; Duquesnoy au Comité, 22 août ; Houchard à Bouchotte, 26 août ; Châles, Delbrel et Le Tourneur au Comité, 3 août ; Foucault à Sauveur Chénier, 21 août (A. G.).

arriva trop tard, et tous les postes avancés de la division, craignant d'être coupés, se replièrent sur Cassel ou sur Bergues. Un bataillon, le 7e de la Seine-Inférieure, occupait le village d'Hondschoote, à gauche d'Oost-Cappel. Le chef de ce bataillon tint conseil de guerre avec ses officiers et gagna le camp de Ghyvelde en disant que l'endroit n'était pas tenable et qu'il serait sûrement tourné par la cavalerie ennemie. Il emmenait avec lui trente hommes de la garde nationale de Hondschoote et leur commandant Herwyn, qui vinrent déposer leur drapeau et leurs armes à Dunkerque (1).

Le lendemain, 22 août, le gouverneur de Bergues, Carrion, voyait les alliés paraître devant la place, et il recevait une sommation signée de Walmoden. Les troupes de Sa Majesté Britannique, disait Walmoden, avaient passé l'Yser et s'avançaient sur Bergues ; pour éviter à la ville et à la garnison les suites funestes d'un siège dont l'issue n'était pas douteuse, le commandant ne devait-il pas accepter *dans ce moment-ci* une capitulation honorable ? Carrion répondit simplement, selon la formule dont s'étaient servies les municipalités de Lille et de Valenciennes, qu'il était un franc et fier républicain, que ses camarades lui ressemblaient, que tous avaient fait le serment de vaincre ou de mourir et avaient le parjure en horreur (2).

1. Barthel à Houchard, 23 août (A. G.); Foucart et Finot, *La défense nationale dans le Nord*, II, 58 (procès-verbaux du Conseil général de la commune de Dunkerque). Cf. sur Herwyn d'Hondschoote qui devint sénateur et pair de France une note de Charavay, *Carnot*, II, 405 et le *Compte fidèle de la conduite de Pierre-Antoine Herwyn depuis la Révolution*, p. 7-9, 12, 28; il fut employé durant le siège de Dunkerque, comme adjoint aux adjudants-généraux et, selon le témoignage de Hoche, rendit alors les plus grands services par ses connaissances locales et particulières (A. N. AF, II, 347.)

2. Sommation de Wallmoden et réponse de Carrion (A. G.). Martin-

Le Comité de salut public applaudit au républicanisme de Carrion et lui promit une couronne civique au nom

Jean-François de Carrion de Loscondes a raconté sa carrière dans une brochure intitulée *Résumé expositif de la conduite révolutionnaire de M. J. F. Carrion.* Il était né le 9 mars 1762 à Gand. Après avoir servi dans les dragons, régiment Mestre de camp (14 mars 1779-8 mai 1781) et, comme sergent, dans Champagne-infanterie (18 janvier 1785-28 septembre 1788), il revint en Artois où sa famille était établie et devint procureur de la commune de Carvin-Epinoy et commandant de la garde nationale. Elu capitaine au 1er bataillon des volontaires du Pas-de-Calais (25 septembre 1791), puis lieutenant-colonel en second (4 février 1792) et lieutenant-colonel en premier (16 septembre 1792) après la retraite du camp de Maulde, employé à Valenciennes par Ferrand, nommé commandant du 3e bataillon des grenadiers de la réserve et chef de brigade (8 novembre 1792), il fit les campagnes de Belgique et de Flandre, rentra un instant à son bataillon du Pas-de-Calais et reçut, le 15 mai 1793, le brevet de général de brigade à l'armée des côtes de Cherbourg. Mais il eut ordre de rester à l'armée du Nord (2 août 1793) et commanda Bergues. Le 13 septembre, Trullard, Berlier et Hentz le nommaient, à la place de Landrin, commandant du camp de Leffrinkhoucke. Par malheur pour Carrion, il avait un ennemi dans son compatriote, le représentant Duquesnoy. Dès le 15 septembre, Trullard, Berlier, Hentz, Duquesnoy écrivaient au Comité qu'ils changeaient d'opinion sur le compte de Carrion : le général était noble et intrigant ; il avait gardé à Bergues, un adjudant-général de Houchard, Foucault, que Duquesnoy traitait d'aristocrate ; il avait dit que les gendarmes nationaux qui se montrèrent si bien à Hondschoote, étaient des motionneurs et qu'il serait fâché de les avoir dans sa division ; il avait dénoncé Landrin pour avoir sa place, « mendié » le commandement du camp de Leffrinckhoucke, « forcé » les représentants de le nommer en assurant que Bergues et Dunkerque étaient pleins de sa nomination ; bref, le Comité ne devait pas le confirmer. Le 30 septembre, Saint-Just et Carnot marquaient à Bouchotte : « Le Comité vous renvoie la lettre de ses collègues ; il est plus que temps de purger de tous les hommes à masque nos armées trahies depuis si longtemps », et Bouchotte ordonnait sur-le-champ de suspendre Carrion. Mais Carrion redoutait l'inimitié de Duquesnoy et, pour prévenir une destitution qui le mènerait à l'échafaud, il donna sa démission : « J'ai la réputation d'être noble, écrivait-il à Bouchotte le 28 octobre, quoique mes parents exercent depuis plus de deux cents ans l'honorable métier de cultivateur et qu'ils ont formé depuis ce temps des alliances avec cette classe

de la patrie. Bouchotte le félicita de sa réponse « bonne et ferme », l'engagea à tourner contre l'assiégeant tous les efforts de son courage et de son intelligence, à ne pas céder une forteresse si « intéressante pour la défense des départements maritimes ». Mais ces belles paroles n'arrêtaient pas les progrès de l'envahisseur. Le 23 août, le général Fabry entrait à Esquelbecq et à Wormhoudt, et enlevait aux nationaux deux canons et une soixantaine de prisonniers, dont sept officiers.

Les Français tentèrent, le jour suivant, au soir, de res-

que l'on traitait jadis si insolemment de roturière. Cependant l'opinion publique doit être respectée. On veut que je sois un ex-noble. Eh bien, je vous prie d'accepter ma démission. » Il avait des certificats de civisme; le Conseil général de la commune de Bergues le regardait comme un vrai républicain ; Jourdan et les officiers de l'état-major de l'armée du Nord témoignaient qu'il avait des sentiments irréprochables et l'opinion d'un républicain décidé, qu'il partait à leur grand regret (Carrion commandait en dernier lieu à Guise sous les ordres de Belair). Le représentant Laurent autorisa Carrion à se rendre à Oignies ou à Carvin-Epinoy jusqu'à décision du ministre de la guerre (5 frimaire an II). Mais le 28 frimaire suivant, Le Bon lui enjoignait de rester à Arras et envoyait dans les prisons de Béthune ses vieux parents et sa femme enceinte. Carrion alla trouver Le Bon qui lui répondit qu'un républicain n'avait pour parents et amis que la République. Pourtant, après bien des sollicitations, l'ex-général obtint la grâce d'être emprisonné à Béthune avec les siens. Au bout de huit mois de détention, il fut, dit-il, sauvé par le 9 thermidor. Il se retira à Oignies, devint maire, adjudant-major de la 2e légion des gardes nationales du Pas-de-Calais. Mais inutilement et à divers intervalles, il redemanda du service. A sa pétition du 27 germinal an III, le Comité répondit que l'état des généraux de brigade était arrêté (19 prairial an III) et Carrion, s'inclinant, répliquait à Pille qu'il reprenait le métier de cultivateur. Le plus curieux, c'est qu'il désira servir en Espagne sous le roi Joseph en alléguant qu'il était « Espagnol d'origine » et voulait rentrer au « berceau de ses ancêtres », « reporter dans les Etats du roi Joseph les pénates de ses aïeux » (1er juin 1809). Il était, paraît-il, parent de Carrion-Nisas avec qui le confond la table du *Moniteur*. Son fils, gendarme retraité, vivait encore au Nouvion en 1863.

saisir Esquelbecq et Wormhoudt. Le général de brigade Leclaire et l'adjudant-général Ernouf les menèrent à l'attaque d'Esquelbecq. Une seule compagnie, commandée par le capitaine Hotze, défendait le village, et fit un feu très vif et prolongé; accablée par le nombre des Français qui débouchaient de tous les chemins, elle battit en retraite. Le lieutenant Ziegesar tenait encore le château avec une vingtaine de soldats; mais il fut blessé, et son détachement, réduit à huit hommes, s'échappa. Cependant Jourdan, accouru de Lille, assaillait le poste important de Wormhoudt. La colonne qu'il conduisait était fatiguée de la marche; il l'enflamma de son ardeur, et Wormhoudt fut forcé.

Mais le 25 août, les Français reperdaient Wormhoudt et Esquelbecq. Les bataillons qui gardaient ces deux endroits ne firent qu'un simulacre de résistance. A Esquelbecq, le général Fabry n'eut qu'à paraître, et un lieutenant de grenadiers hanovriens conquit un canon en tuant de sa main l'artilleur qui s'apprêtait à décharger la pièce. A Wormhoudt, le colonel Mylius inquiéta les carmagnoles sur leur front tandis que le prince Adolphe d'Angleterre, depuis duc de Cambridge, les tournait par la gauche, et le major Uz, des hussards de Blankenstein, par la droite; ils se débandèrent.

Freytag était maître de la campagne au sud de Bergues. Mais, comme il l'avait prévu, la ville était protégée par l'inondation. Dès le 22 août, Carrion donnait aux éclusiers de Dunkerque et autres lieux l'ordre de lâcher les grandes eaux. Ce général avait, à son arrivée, dans les premiers jours du mois d'août, trouvé Bergues en mauvais état, des fortifications négligées, des magasins dégarnis, pas une pièce de position sur son affût. Néanmoins, il eut le temps de prendre des mesures de sûreté.

Il avait espéré que le représentant Duquesnoy viendrait à son secours. Le rude et violent Duquesnoy fit au messager de Carrion, l'aide de camp Leblond, le plus méchant accueil. Leblond le priait d'aller où le danger était le plus pressant, à Bergues, à Dunkerque, pour animer les assiégés. Duquesnoy brusqua Leblond, lui répliqua que la place d'un représentant était auprès du général en chef, et Leblond revint à Bergues, tout déconcerté, disant que Duquesnoy, bon patriote, mais « bien impérieux », l'avait reçu avec la plus grande dureté, traité d'homme ivre. Mais les commandants des villes voisines, notamment de Dunkerque, se hâtèrent d'envoyer à Carrion ce qui lui manquait, poudre et munitions, bois de blindage, fourrages, subsistances.

Le corps d'observation s'établit dans les positions que Freytag comptait conserver jusqu'à la prise de Dunkerque. Son aile droite, confiée à Wallmoden, s'appuyait au canal de Bergues, et Wallmoden avait sous ses ordres les généraux de Wangenheim et de Hammerstein qui gardaient, le premier, Bentres-Meulen, Warhem, la Maison-Blanche, Quaëdypre, et le second, Steene, Crochte, Bissezeele et Esquelbecq. Le gros de l'armée occupait, sur la rive gauche de l'Yser, Wilder où Freytag avait son quartier, Bambecque et Kruystraete. Il avait des avant-gardes sur la rive droite : l'une, sous le général Fabry, à Wormhoudt; l'autre, sous le colonel Prüschenk, à Herzeele; une autre, formée de quatre compagnies de Laudon-Vert et de hussards de Blankenstein, à Houtkerque et à Watou. L'aile gauche, dont le chef était le colonel de Linsingen, se reliait à Ypres par une chaîne de postes qui tenait Rousbrugge, Proven, Poperinghe, Reninghelst et Vlamertinghe.

Dans le même temps le duc d'York passait la Lys et se

dirigeait sur Furnes. Il partait le 20 de Menin et laissait à Ypres un bataillon de Stuart qui renforçait la garnison; le 21, il campait à Elverdinghe; le 22, il arrivait à Furnes dont il faisait son magasin; le 23, il paraissait devant Dunkerque et sommait la place de se rendre.

Les troupes chargées d'assiéger Dunkerque formaient donc deux corps qui s'étendaient chacun en demi-cercle, l'un, celui de Freytag, en face de Bergues, l'autre, celui que commandait le duc d'York, en face de Dunkerque (1).

II. La marche victorieuse du corps d'observation avait navré Houchard. Il s'écriait avec douleur que tous ses camps se laissaient enlever presque sans coup férir, que les soldats étaient bons, mais que l'officier leur communiquait sa propre lâcheté et qu'ils seraient des Spartiates si les chefs savaient faire leur devoir et donner l'exemple, non de la fuite, mais du courage. Sur les avis de Berthelmy et de Gay-Vernon, il prit aussitôt d'énergiques mesures. Une division, menée par Landrin, partit pour le camp de Cassel et renforça l'armée de la Flandre maritime qui compta désormais 20.000 hommes. Barthel, respectable par son âge et ses vertus républicaines, mais nul à tous égards, fut relégué à Saint-Quentin. Jourdan reçut l'ordre de voler à Cassel pour « rétablir les choses » et de commander toutes les troupes et places, tous les camps et cantonnements de Bailleul à Dunkerque. Il laisserait sa division à Leclaire; il garderait avec lui le guide et conseiller de Barthel, l'adjudant-général Ernouf « dont les talents et le patriotisme étaient précieux; » il

1. Cf. Carrion à Bouchotte, 22 août; Bouchotte à Carrion, 25 août; le Comité à Carrion, 7 sept. (*Résumé de la conduite de Carrion*); Leblond à Guffroy, 28 août (A. G.); lettre des représentants (*Mon.* du 30 août); Ditfurth, 88-89; Sichart, 255-260.

se concerterait avec Béru et tâcherait par tous les moyens de chasser l'ennemi de la Flandre maritime (1).

Mais Jourdan avait prévenu les instructions de Houchard. Après le combat de Linselles, il rétrogradait sur Armentières et y campait dans la soirée du 20 août. Il savait que les Anglais passaient la Lys, qu'ils s'acheminaient sur Ypres, qu'ils prenaient la direction de Dunkerque : il marchait donc à leur hauteur et suivait leurs mouvements. Dès qu'il connut l'échec d'Oost-Cappel et de Rexpoëde, il se rendit à Cassel et ce fut lui qui, le 24, assaillit Wormhoudt. Le 25, après avoir confirmé les ordres de Carrion et prescrit de tendre l'inondation entre Bergues et Dunkerque, bien que la moisson ne fût pas achevée, il tenait conseil de guerre. Duquesnoy, présent à la conférence, fit décider que le général partirait aussitôt à la tête de sa division, qu'il longerait le canal de Gravelines pour demeurer maître des écluses et couvrir Saint-Omer, qu'il mettrait un bataillon dans Gravelines, un autre dans Dunkerque, un troisième dans Bergues, et qu'avec le reste, il se posterait à petite distance de Dunkerque pour y jeter du secours quand il voudrait (2).

Le même jour, Houchard, très inquiet, craignant que l'ennemi ne vînt tourner Bergues et Dunkerque par la droite et s'emparer des écluses, accourait à Cassel. Il approuva les résolutions du conseil de guerre. Jourdan agirait offensivement avec sa division mobile sur tous les points menacés; il irait à Watten et à Linck se saisir des écluses, puis, passant derrière la Colme, il se ren-

1. Houchard à Bouchotte, 22 août, et à Jourdan, 26 août; Berthelmy à Barthel, 21 août (A. G.).

2. Jourdan aux représentants, 19 août (Foucart et Finot, II, 26); l'adjudant-général Dupont à Barthel, 20 août; Duquesnoy au Comité, 25 août (A. G.); *Le Batave*, 4 sept.

drait à Dunkerque; il laisserait trois bataillons dans la place, un autre à Watten, un autre à Linck, un autre encore à Gravelines; avec les huit bataillons qui lui resteraient, il protégerait la Colme et, chaque nuit, enverrait à Dunkerque assez de troupes pour que la garnison pût opérer des sorties et que la ville fût à l'abri d'une attaque de vive force (1).

Le 27 août, Jourdan était à Dunkerque et annonçait à la municipalité qu'il venait à son aide et qu'il saurait défendre avec courage le poste que Houchard lui confiait. Mais à peine arrivé, il recevait une autre mission. Houchard le rappelait afin de préparer avec lui l'écrasement de l'armée anglo-hanovrienne (2).

Pourvu que Dunkerque tînt seulement quelques jours, il n'était pas difficile en effet d'accabler les assiégeants dans la position défavorable qu'ils avaient prise. Les Français avaient eu le temps d'ouvrir les écluses et de submerger les prairies entre Bergues et Dunkerque à droite et à gauche du canal de Furnes. Ils occupaient les deux forts Louis et François qui commandent la chaussée de Bergues à Dunkerque. Le duc d'York n'osait donc pousser entre les deux forts un simple détachement et ne bloquait Dunkerque que par l'est. Or, de ce côté, l'unique route dont il disposait, celle de Furnes, traversait une bande étroite de terrain, large au plus d'une lieue, entre la mer et le canal. Si les Français se jetaient hardiment sur Furnes par Menin et Ypres, ils prenaient le duc d'York à dos et l'acculaient à la mer. Quant à Freytag, sa situation n'était pas moins difficile que celle

1. Houchard à Bouchotte, 26 août (A. G.).
2. Foucart et Finot II, 78.

de York. Trop faible, lui aussi, pour s'emparer de Bergues et s'assurer de la seule route qui relie cette forteresse à Dunkerque, ne pouvant s'avancer entre la place et la petite Moëre, il avait dû s'installer, non pas entre le canal de Furnes et le canal de Bergues, mais entre le canal de Bergues et l'Yser. Par suite, York et Freytag étaient isolés et il leur devenait presque impossible de s'appuyer mutuellement : séparés par les Moëres, ils ne communiquaient l'un avec l'autre qu'en faisant un détour et en passant par Furnes. Le maréchal Freytag reconnaissait le danger : il envoya son premier aide de camp, le colonel de Spörken, dire au roi d'Angleterre qu'il redoutait d'être bientôt attaqué par des forces supérieures, qu'en ce cas il abandonnerait les quartiers et irait s'établir en arrière, à Hondschoote, entre la grande Moëre et l'Yser, mais que l'expédition échouerait certainement si Dunkerque ne se rendait sous peu de jours (1).

1. Sichart, 247-248 et 260; Ditfurth, 96

CHAPITRE VI

LE PLAN D'ATTAQUE

I. Idées de Berthelmy sur la situation. — Opinions de Gadolle, de Ronsin, de Jeanbon Saint-André, de Bentabole, de Guffroy, de Delbrel, de Barère. — Attaquer en masse est le *schibboleth* du temps et le mot à la mode. — Renforts donnés à l'armée du Nord et demandés par Sauviac, Gay-Vernon, Kilmaine et Houchard. — Ordres du Comité. — Mission de Jeanbon et de Prieur. — Lettre impérieuse du Comité aux représentants. — L'offensive. — II. Le plan esquissé par Berthelmy. — Conférence de Cassel (25 août). — Projet d'Ernouf. — Plan excellent de Gay-Vernon. — Il faut marcher sur Menin et Furnes. — Attaque du 28 août. — Engagements de Wervicq, de Lannoy et de Roncq. — Prise de Tourcoing. — Excès des soldats. — Suite du grand dessein. — Lettres de Bouchotte et de Carnot à Houchard. — Le salut de Dunkerque avant tout. — III. Seconde conférence à Douai (30 août). — Changement de plan. — On ira droit aux Anglais par Cassel et Hondschoote. — Observations de Bouchotte et de Carnot.— Organisation de l'armée. — Mesures diverses. — Destitution de Petitjean. — Ardeur de Berthelmy. — Tristes pressentiments de Houchard.

I. Les Français avaient peine à s'imaginer que les coalisés eussent pris réellement la résolution de se séparer. Ils craignaient un piège et ne voyaient dans le mouvement de York qu'un stratagème. Houchard n'en revenait pas : « Je me défie de ces ruses, » écrivait-il au Comité de salut public. Châles, un des commissaires de la Convention, trouvait la marche des alliés « vraiment

9.

bizarre » et ne concevait pas qu'ils pussent renoncer à l'attaque de Lille ou de Douai; ils veulent, pensait-il, « nous distraire et diviser nos forces (1). » Mais, au bout de quelques jours, les doutes se dissipèrent. La faute des ennemis était flagrante, et il fallait en tirer parti. Anglais et Autrichiens réunis présentaient un front invincible; puisque les uns allaient à droite et les autres à gauche, on pouvait les assaillir successivement.

Ce fut le chef d'état-major de Houchard, l'actif et avisé Berthelmy, qui conçut et proposa ce dessein. Le 23 août, il mandait aux représentants qu'on devait profiter de la mésintelligence au moins apparente des alliés et de leur partage en deux armées distinctes, rester sur la défensive en face des Autrichiens, mais *chauffer* et *foudroyer* les Anglais, fondre d'abord sur le duc d'York qu'on aurait à meilleur marché que Cobourg, et, par un premier succès, assurer le second (2).

Le plan était simple et grand. Il marque une révolution dans l'histoire de la stratégie. L'art de la guerre ne consiste plus désormais à surveiller toutes les routes, à occuper tous les passages, à n'avancer qu'avec circonspection sans laisser une place derrière soi, à cheminer lentement en se gardant de tous côtés sans se découvrir, à tourner une ligne par d'ingénieuses et subtiles manœuvres. Former une masse, la mouvoir rapidement, la jeter sur les ennemis et les écraser par la supériorité du nombre : tel est le nouveau système.

Il n'appartient pas à un seul homme. Tous, commissaires, représentants, généraux, le recommandent à

1. Châles au Comité, 17 août; Houchard au Comité, 29 août (A. G.).
2. Berthelmy aux représentants, 23 août, et à Brune, 29 août (A. G.).

l'envi. « Il faut, écrit Gadolle, — ou un *De profundis* menace la République — il faut un *Dies iræ* national contre la coalition du Nord, c'est-à-dire le mouvement d'une masse colossale (1) ».

Ronsin prévoit une infructueuse campagne si l'armée du Nord ne reçoit pas un renfort de 20.000 fantassins et de 10.000 cavaliers; sans ces 30.000 hommes, pas d'offensive, pas d'entreprise hardie qui stimule l'ardeur du soldat et relève son courage (2).

Jeanbon Saint-André et Prieur de la Marne déclarent que les revers ne doivent être imputés qu'aux chefs, aux Lafayette, aux Dumouriez, aux Custine; qu'un bon général, entouré de patriotes intelligents, rendra le succès aux armes françaises s'il ramasse ses forces au lieu de les disperser: que ce général ne donne pas à chaque bourgade, à chaque hameau, une garnison ou un cantonnement; qu'il se porte sur les points essentiels; qu'il sache, par une marche rapide, atteindre, accabler les ennemis, et le soldat, plein de zèle et de confiance, heureux de ne plus languir dans l'oisiveté, fera des prodiges et d'un élan chassera l'envahisseur! (3)

Bentabole combat avec véhémence la méthode de guerre que les généraux ont jusqu'alors pratiquée. N'y a-t-il pas 150.000 hommes répartis dans les camps et garnisons du Nord? Et, malgré ce chiffre formidable, les villes sont prises et les troupes demeurent inactives! Ne sait-on pas que le Français aime l'attaque? Ne peut-on arrêter l'adversaire en réunissant une armée considérable? Ne doit-on pas, lorsqu'on dispose d'une telle

1. Gadolle, lettre du 3 juillet (A. E.)
2. Rapport de Ronsin, 17 août (A. G.)
3. Cf. le rapport imprimé de Jeanbon et de Prieur.

quantité de soldats, sortir de l'état d'humiliation où l'on est présentement (1) ?

Guffroy demande avec fougue qu'on marche révolutionnairement au pas de charge, à l'arme blanche, qu'on renonce aux *pétarades de postes*, qu'on attaque toujours en masse « comme les Francs, quand ils conquirent le pays que nous habitons ». Lui aussi, prétend que les généraux se contentent d'une guerre stérile de tactique, les accuse de « s'engraisser par de sanglantes parades », les compare à ces empiriques qui « savent nourrir les maladies pour mieux faire bouillir leur pot-au-feu » (2).

Delbrel assure que la défensive érigée en système a causé tous les échecs, qu'elle oblige l'armée à se morceler et par suite à s'affaiblir, qu'elle « flétrit l'âme des soldats », que les troupes, accoutumées à la présence de l'ennemi, s'endorment à sa barbe dans une sécurité profonde et qu'il les aborde à son gré, à son heure, en prenant ses avantages et sur les points qu'il choisit. L'offensive, tel est le vœu de Delbrel : l'offensive va mieux au génie national, et il faut la saisir aussitôt en rassemblant une armée immense contre laquelle les alliés ne sauront tenir (3).

Barère, le porte-voix du Comité et de la Convention, exprime les mêmes idées en phrases souples, habiles, brillantées (4). Il rappelle la *furia francese* et s'étonne que la France ne soit plus cette belliqueuse nation qui marchait à travers l'Europe comme un torrent irrésistible et dont la valeur passait en proverbe dans l'Italie trois fois conquise. « Jusques à quand nos généraux

1. Lettre de Bentabole, 13 août (Rec. Aulard V, 540.)
2. *Rougyff*, nos 15, 37, 38, etc.
3. Delbrel, rapport du 23 sept. (A. G.)
4. *Brillanter* est un des mots favoris de Barère.

méconnaîtront-ils notre tempérament qui se détruit par l'attente et qui remporte des victoires dès qu'il se met en mouvement? » Et Barère ajoute que l'irruption, l'attaque soudaine conviennent seules aux Français; que la guerre actuelle est, non pas un tournoi de rois, non pas un jeu de calcul et de combinaison où triomphent les plus adroits, mais la guerre de la liberté, c'est-à-dire une inondation qui « renverse en un instant les digues du despotisme et couvre des flots bouillonnants du courage et du patriotisme les hordes ennemies; » que, pareille à l'impétuosité gauloise qui abattit l'empire romain, l'impétuosité française doit abattre le colosse de la coalition (1).

Attaquer et *attaquer en masse*, était donc le schibboleth des camps et comme le mot à la mode. Dès les premiers jours de son arrivée en Flandre, Berthelmy disait qu'il fallait, non plus aller à tâtons et guerroyer en détail, mais avant tout former des « masses agissantes » avec les troupes disponibles et toutes les garnisons dont les places seraient couvertes par la marche de l'armée; qu'on pouvait créer de la sorte une force imposante et de beaucoup supérieure à celle des ennemis; qu'on arracherait la victoire si l'on renonçait au « compassement » et faisait un de ces mouvements brusques, une de ces attaques imprévues et promptes, vigoureuses et précipitées qui réussissent toujours. Les représentants suivirent ce conseil. Levasseur et Bentabole décidèrent de ne laisser dans les villes que des dépôts et d'en tirer sans scrupule et sans crainte tous les bataillons capables d'agir. Ils chargèrent Dufresse de se rendre dans les chefs-lieux des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme

1. Discours du 14 et du 16 août.

et de l'Oise pour mettre en réquisition les gardes nationales et les jeter dans les forteresses. Ils requirent Favart d'envoyer à la frontière la garnison de Lille et de la remplacer par la garde nationale. Bouchotte rappelait qu'aux termes d'un arrêté du Conseil exécutif, 4 000 hommes au moins devaient rester à Lille. Le vieux Favart se plaignait, objectait qu'il n'avait plus que 1.600 volontaires et qu'une cité de 80.000 âmes ne se défend pas avec si peu de soldats, que l'armée s'éloignait à huit ou dix lieues, qu'un adversaire exactement renseigné pouvait passer derrière elle et tomber sur les places, que Lille aurait peut-être le destin de Schweidnitz dans la guerre de Sept Ans, que la prudence exigeait de ne pas jouer ainsi le sort de ce boulevard de la Flandre. Gay-Vernon le traita de radoteur. Les représentants dégarnirent Lille et répondirent au timide Favart : *Nous vous couvrons* (1).

Mais il ne suffisait pas de dégarnir Lille. Il fallait grossir l'armée du Nord aux dépens des autres armées, lui envoyer les bataillons instruits et bien encadrés qui demeuraient inactifs sur le Rhin et la Sarre. Carnot grondait, murmurait. Il lui semblait qu'une armée qui comptait plus de 100.000 hommes n'avait pas un besoin si pressant de renforts. Pourquoi ne pas modifier simplement les mauvaises dispositions qui l'avaient disséminée

1. Berthelmy à Houchard, 17, 25, 29 août, et à Gudin, 2 sept.; arrêté de Levasseur et de Bentabole, 17 août; lettre des mêmes à Favart, 14 août; Bouchotte à Houchard, 15 sept.; Favart à Bouchotte et aux représentants, 22 août et à Houchard, 13 sept.; Gay-Vernon à Audouin, 3 août (A. G.)

Cf. *Mémoires sur Carnot*, I, p. 391. Le fils de Carnot a vu clair en ce point et « refuse » à son père « l'initiative » de ce plan *d'attaquer en masse*; dès le début de la crise, ces mots sortirent de la bouche de tous.

et diminuée? Néanmoins, il fit tout ce que demandait Houchard. Le général désirait des chevaux d'artillerie; il les aurait en grand nombre. Il désirait 5 à 6.000 cavaliers; il les aurait aussi tôt que possible. Il désirait des troupes de l'armée de la Moselle et de celle du Rhin; on ne négligerait rien pour hâter leur arrivée (1).

Le second Comité adoptait donc le plan que Custine développait au mois de juin, que Gay-Vernon appuyait alors avec chaleur, que Sauviac, Tardy, Gobert et les représentants Hentz et De La Porte avaient énergiquement soutenu : appeler sur les rives de l'Escaut et de la Scarpe les meilleures brigades des armées du Rhin et de la Moselle (2). La plupart des conventionnels et tous les hommes de guerre se ralliaient à ce plan et le regardaient comme le seul moyen qui pût rétablir les affaires. « Valenciennes est rendu, criait Couthon, l'indignation dans mon cœur est à son comble, il faut que la France se lève, nous allons faire marcher sur Valenciennes les 100.000 hommes qui allaient à Mayence! » (3).

« Il est instant, écrivaient Billaud-Varenne et Niou, de porter l'armée du Nord, celle qui dans ce moment doit fixer toute votre attention, à 20.000 hommes de plus qu'on pourrait tirer des armées du Rhin et de la Moselle » (4).

Dans un nouveau mémoire, Sauviac avançait que les troupes de Lorraine et d'Alsace, aguerries, disciplinées, exercées par un chef aussi habile que Custine, devaient « passer dans les points les plus vivement attaqués »,

1. Carnot aux représentants, 25 août (A. G.).
2. *Valenciennes*, 124-131.
3. Mège, *Corresp.* de Couthon, 255.
4. Billaud et Niou au Comité, 11 août (A. G.)

tandis que les contingents occuperaient les points qui n'étaient que faiblement menacés (1).

Gay-Vernon proposait avec plus d'insistance que jamais de faire *refluer* sur l'armée du Nord toute l'armée des Ardennes et la cavalerie entière de l'armée de la Moselle (2).

Berthelmy mandait à Bouchotte qu'on n'avait besoin que de renforts pour chasser l'adversaire et qu'il suffisait d'augmenter la cavalerie et d'amener 30.000 combattants de la région de l'Est (3).

Kilmaine déclarait qu'il fallait laisser à l'armée de la Moselle 25.000 hommes et dépêcher le reste soit dans les Flandres, soit dans les camps de l'armée des Ardennes qui se joindrait à celle du Nord: « L'égoïsme nous perd, » disait-il, et il accusait, non sans raison, les généraux, les départements, les villes, de penser à leur propre intérêt et à leur défense particulière, et non pas à l'ensemble. Le Nord n'était-il pas le point principal, l'endroit sur lequel les alliés tournaient leur plus violent effort? N'était-ce pas là, par conséquent, que devraient se réunir les forces les plus sérieuses de la République? Quoi! l'armée du Nord combattait dans un pays de plaines immenses, et elle avait moins de cavalerie que les autres armées! L'infanterie, ajoutait Kilmaine, n'est que secondaire en cette région; souvent même elle nuit; au lieu d'en obtenir du secours, il faut la secourir, la dégager et passer son temps à la sauver du péril (4).

Houchard pensait comme Kilmaine. Lui aussi affirmait qu'il y avait trop d'armées, que toutes étaient « paralysées », qu'aucune ne pouvait « agir offensive-

1. Mémoire de Sauviac, 31 août (A. G.).
2. Gay-Vernon au Comité, 1er août (A. G.).
3. Berthelmy à Bouchotte, 23 août (A. G.).
4. Kilmaine à Bouchotte, 31 juillet, 7 et 10 août (A. G.).

ment » et « porter de grands coups », qu'on ferait bien de calculer différemment, de former des corps considérables, de dégarnir l'armée de la Moselle dont les positions défensives ne pourraient être enlevées qu'après de rudes combats (1).

Le Comité céda. Déjà, par un arrêté du 23 juillet, il avait ordonné de prendre aux armées des Ardennes et de la Moselle 6.000 hommes d'infanterie et 3.000 hommes de cavalerie. Déjà, Prieur de la Marne et Jeanbon Saint-André, chargés par un arrêté du 1er août de se concerter avec les généraux, obtenaient, non sans peine, de Beauharnais et de Schauenburg 11.375 hommes qui seraient dirigés sur le Nord tout organisés et prêts à se battre. Le 8 août, le Comité prescrivait à Prieur et à Jeanbon de tirer des armées de la Moselle et du Rhin 30.000 hommes qui seraient transportés en poste dans un camp intermédiaire, à Péronne et à Saint-Quentin, et il consacrait une somme de cinq millions aux frais de l'opération. Les circonstances, disait le Comité, étaient devenues de plus en plus aggravantes; il fallait refouler Cobourg qui faisait des « progrès rapides » et qui menaçait Paris, par suite la République dont l'existence dépendait de la sûreté de Paris; il fallait sauver « tout le corps politique »; il fallait envoyer à l'armée du Nord un secours effectif et si nombreux que tous les esprits fussent rassurés et comprissent que le mal, le *véritable mal* qui était au Nord, allait être sur-le-champ réparé; il fallait lui envoyer les troupes les mieux armées et les plus aguerries, la rendre égale à l'armée que Cobourg, Clerfayt, les Anglais, les Hanovriens, les Hollandais et les Hessois rassemblaient sur cette « malheureuse ligne »

1. Houchard à Bouchotte, 12 et 19 août (A. G.)

de la Flandre; il fallait fermer l'oreille à toute autre considération et sans le moindre délai, sans crainte aucune, sans souci des réclamations, des objections les plus fortes et des plaintes les plus vives de telle ou telle partie du pays qui se croirait abandonnée, découvrir les frontières de l'Alsace et de la Lorraine. Ces frontières étaient encore intactes; elles pouvaient résister longtemps grâce à une simple défensive; elles se trouvaient à cent lieues de Paris. Mais Valenciennes et Condé, dont l'ennemi s'emparait, étaient à quarante lieues de la capitale, et Cobourg préparait évidemment une vigoureuse attaque. Ne devait-on pas le combattre « avantageusement » et « avec des forces respectables », et toute autre mesure, toute mesure contraire à la prompte formation d'une puissante armée du Nord ne perdait-elle pas la République? Le sort de la France, concluait le Comité, se fixait entre Cambrai et Péronne; si l'on s'opposait à la réunion des meilleurs bataillons là où était le seul et réel danger, il ne restait plus qu'à se voiler la tête (1).

Prieur et Jeanbon exécutèrent sans hésitation et sans retard l'arrêté du Comité. L'infanterie se rendit à Soissons et la cavalerie à Péronne. Houchard reçut permission de porter l'une et l'autre où il voudrait, et aucune colonne ne marcherait sans ses ordres. La cavalerie fit diligence. Quelques détachements arrivèrent même assez tôt pour être enveloppés dans la retraite du camp de César. A l'instant où Kilmaine pliait ses tentes, le 5e régiment de hussards entrait au Catelet; assailli sur

1. Rec. Aulard, V, 344, 345, 442; *Wissembourg*, 63-69; lettre du Comité aux représentants, sans date, mais bien probablement du 8 août.

ses derrières par les escadrons anglais et entouré, il s'ouvrit un passage le sabre à la main. Un parti du 16e régiment de cavalerie, moins heureux, fut mis en déroute à Villers-Plouich (1).

Sûr de ses renforts, Houchard pouvait agir. L'armée du Nord n'était plus l'armée du camp de César, cette pauvre armée, comme on la nommait naguère, dépourvue d'armes et remplie de recrues inexpérimentées. Après n'avoir osé jusqu'alors pousser en avant, elle allait désormais, selon le mot de Delbrel, prendre l'offensive *en grand*; elle allait, suivant l'expression de Collombel, sortir de cette léthargie qui la tuait et qui tuait la République (2).

II. Berthelmy avait, dans une lettre du 22 août à Bouchotte, esquissé le plan d'opérations. Il y aurait trois corps. Le premier ou le corps de Cassel compterait

1. Relation d'Arnaudin; Kilmaine à Bouchotte, 10 août; Bouchotte à Houchard, 20 août, et aux commissaires de la trésorerie nationale, 9 août (A. G.). On a vu que le transport des troupes devait coûter cinq millions. Trois millions furent donnés aux postes et messageries nationales; douze cent mille livres, à la section des étapes de l'administration des subsistances miliitaires; huit cent mille livres, à l'administration des transports militaires. L'opération ne fut pas aussi prompte et efficace qu'on l'avait cru. « Les troupes qui viennent à pied, écrivit alors l'adjudant-général Damas, sont bien moins fatiguées et en bien meilleur ordre que celles qui viennent en poste; cette manière de les faire voyager est extrêment dispendieuse et destructive; les armes sont ou mutilées ou perdues, et les soldats, harassés de fatigue; le résultat pour la célérité de la marche se réduit à rien. » On a l'état des bataillons tirés des armées du Rhin et de la Moselle pour renforcer celle du Nord : 1er et 2e bat. du 36e, 1er et 2e bat. du 67e, 1er bat. du 49e et du 74e, 2e, 5e et 6e bat. du Haut-Rhin, 2e et 11e des Vosges, 6e et 7e du Jura, 4e du Var, 4e de la Gironde, 8e de Seine-et-Oise, 7e du Doubs, 2e bat. du 13e des fédérés, 3e des 83 départements, 6e de l'Oise, 3e de la Haute-Marne, 3e de l'Eure.

2. Rapport de Delbrel, 23 sept.; Collombel au Comité, 23 août (A. G.).

25.000 hommes et « attaquerait les flanqueurs de l'ennemi », c'est-à-dire l'armée de Freytag et de Wallmoden qui bloquait Bergues et couvrait l'investissement de Dunkerque. Le deuxième ou le corps de Maubeuge, formé de 20.000 hommes ainsi que des troupes du camp de Gavrelle, surveillerait Cobourg et le tiendrait en échec. Le troisième corps ou l'armée principale, forte de 50.000 hommes, se rassemblerait au camp de la Madeleine, devant Lille, et ferait coup double : il se jetterait sur le prince d'Orange, puis sur le duc d'York (1).

Le 25 août, pendant que Berthelmy restait à Gavrelle, Houchard arrivait à Cassel avec Gay-Vernon et tenait conseil de guerre. Ernouf proposa de délivrer Dunkerque en tombant sur Freytag qui serait aisément débusqué d'Hondschoote et des rives de l'Yser; Freytag mis en fuite, l'armée victorieuse irait passer le canal de Furnes à Bulscamp ; elle prendrait Furnes; elle intercepterait la chaussée qui relie Furnes à Dunkerque par les Dunes et l'Estran; elle cernerait le duc d'York qui n'avait pas d'autre chemin pour reculer. Houchard et Gay-Vernon jugèrent le projet excellent. Mais Gay-Vernon déclara qu'il avait en tête un plan meilleur encore. On devait, opinait-il en étalant la carte, réunir de grandes forces, dégarnir hardiment le camp de Gavrelle, tirer six bataillons du camp de Cassel, et, avec cette masse considérable, emporter Menin et mettre le prince d'Orange en déroute, marcher sur Furnes et de là sur Nieuport et Ostende, couper ainsi plus sûrement la retraite au duc d'York et à Freytag : on battait à la fois les Hollandais et les Anglais; avant la fin de septembre, on serait maître des Pays-Bas. Le représentant Duquesnoy reconnut que le

1. Berthelmy à Bouchotte, 22 août, et à Brune, 29 août (A. G.).

dessein était beau; mais il se défiait de Gay-Vernon; il, prétendit que les mesures, pour n'être pas mauvaises étaient au moins très hasardées; il remontra que le coup pouvait manquer; il objecta que, si l'expédition avortait, les départements du Nord et du Pas-de-Calais courraient de graves dangers et seraient certainement la proie de l'envahisseur. Néanmoins, malgré l'opposition de Duquesnoy, le plan de Gay-Vernon fut adopté. Ernouf, converti, félicitait Gay-Vernon et jurait qu'il était impossible de faire rien de mieux combiné, rien de plus décisif. Houchard mandait au Comité qu'il allait, en huit jours, ramasser 50.000 hommes pour une « grande attaque », qu'il se jetterait sur Menin avec cette armée *exterminatrice*, et qu'après avoir écrasé les Hollandais, il traverserait la Lys et déboucherait par Ypres et Furnes sur le flanc gauche des Anglais (1).

La « grande attaque » commença le 28 août. Il fallait, disait Berthelmy, entamer d'abord les Hollandais qui gardaient les derrières de l'armée anglaise. La lutte s'engagea sur quatre points différents, à Wervicq, à Lannoy, à Roncq et à Tourcoing.

On ne devait faire à Wervicq qu'une démonstration. Mais les troupes de Dumesny, parties de Pont-à-Marcq, avaient Beaulieu en face d'elles, et lorsqu'elles s'avancèrent contre une flèche construite à la pointe du bois de Cysoing, elles furent arrêtées par deux régiments d'infanterie wallonne, le régiment de Wurtemberg et le régiment de Clerfayt, par le bataillon des chasseurs de Le Loup, par les cuirassiers de Kavanagh que comman-

1. Déposition d'Ernouf à l'interrogatoire de Gay-Vernon (A. N.); Duquesnoy au Comité, 26 août (A. G.); cf. Houchard au Comité, 22 et 29 août; Berthelmy à Bouchotte, 26 août (A. G.).

dait le comte de Hohenzollern. Elles s'enfuirent en abandonnant quatre pièces de canon.

Macdonald échoua pareillement contre Lannoy. La brigade d'Anspach, conduite par le général-major de Reitzenstein, défendait ce poste qui couvrait la droite des Hollandais et fermait la chaussée de Lille à Tournai. L'affaire, de l'aveu des représentants, n'eut pas d'effet décisif. Mais les Hollandais, intimidés par les forces que l'adversaire déployait de tous côtés, et craignant d'être débordés, se retirèrent dans la soirée.

Dumas s'empara de Roncq. Mais les Hollandais reçurent des secours de leur camp de Menin. Ils reprirent le village. Pourtant, comme à Lannoy, et pour le même motif, ils n'osèrent garder la position, et, à la tombée de la nuit, ils l'évacuèrent.

L'effort principal des nationaux se portait sur Tourcoing. Le jeune général de brigade Pierre Dupont, promu de l'avant-veille, accompagné de Houchard, de Béru, des représentants Levasseur et Bentabole, dirigeait l'attaque. Tourcoing, aujourd'hui grande ville, n'était alors qu'un gros village entouré de bois épais. On n'y arrivait que par une chaussée garnie d'un retranchement. Durant quatre heures, les deux partis furent aux prises. On ne faisait que tirailler et canonner au hasard, et Houchard avoue que les siens étaient « cruellement maltraités » et qu'à travers les haies et les fourrés ils ne pouvaient accoster l'ennemi. Enfin, à onze heures, les républicains forcèrent le retranchement à la baïonnette et pénétrèrent dans le village. Ils rencontrèrent encore dans les rues une très vive résistance. Les Hollandais disputaient le sol pied à pied pour sauver leur artillerie et leurs munitions. Mais, au bout d'une demi-heure, les carmagnoles battirent la charge et furent maîtres de Tourcoing. Comme à

Furnes au 1er juin, comme à Linselles au 18 août, ils se débandèrent aussitôt pour courir au pillage ou s'enivrer. Ils envahirent les caves; ils brisèrent les armoires et volèrent les assignats; ils enlevèrent les lits, les meubles et des effets de toute espèce. Vainement Houchard, Béru, Pierre Dupont, les officiers, les représentants, les dragons d'escorte tentèrent d'empêcher ce saccage. Les volontaires les couchèrent en joue et crièrent que les habitants de Tourcoing étaient des aristocrates qu'il fallait dépouiller. Le désordre fut épouvantable, et il y eut, rapporte Houchard, de tels excès d'ivrognerie qu'il était impossible de rien entreprendre et que si les Hollandais fussent revenus sur leurs pas, ils auraient eu bon marché de leurs vainqueurs. Au lieu de rassembler sa colonne et de la mener en droiture au camp de Menin, comme c'était d'abord son intention, le général dut ordonner la retraite qui se fit en hâte et avec une confusion extrême. Deux pelotons de cavalerie se montrèrent au loin; la panique saisit les troupes; elles s'enfuirent sur la route de Mouveaux. Un bataillon du Finistère avait imprudemment engagé ses pièces de 4 dans un chemin difficile; il les y laissa.

La journée était favorable aux républicains. Ils avaient pris un obusier, des munitions, des approvisionnements de diverse sorte, et une centaine de Hollandais dont cinq officiers; ils avaient débarrassé la frontière, mis les moissons en sûreté, gagné plus de trois lieues de terrain; ils occupaient des postes importants où le prince d'Orange avait placé de forts détachements; ils pouvaient désormais inquiéter sérieusement l'ennemi et, comme on disait, le tracasser. Les représentants citaient de nombreux actes de courage. Un soldat, Antoine Sicardy, de Ville-sur-Arce, qu'on venait d'amputer de la

jambe, s'écriait, en apprenant que les Français étaient entrés à Lannoy : « Je ne regrette plus ma jambe ! » et un autre, un grenadier du 5e régiment d'infanterie, Louis Boutry, à qui le chirurgien coupait le bras : « C'est égal, il me reste un bras pour défendre la République ! »

Mais les Français avaient près de cent morts et de quatre cents blessés. De nouveau, des conducteurs d'artillerie avaient coupé les traits de leurs chevaux et pris la fuite sans se soucier de leurs pièces. Les commissaires remarquaient avec douleur que des hommes « bien répréhensibles » retardaient la marche des troupes, traversaient les projets de l'état-major et arrachaient la victoire aux généraux. Béru réclamait des lois sévères qui réprimeraient les « malheureux excès »,et déclarait qu'on ne pourrait faire de vastes opérations tant que les volontaires auraient cette ardeur effrenée de pillage. Houchard écrivait que la conduite des soldats dans ce village français enlevé si bravement aux ennemis, était inconcevable ; que tout succès serait impossible si l'on n'employait des moyens sûrs et prompts pour châtier le brigandage et rétablir l'obéissance ; qu'il fallait convoquer un Conseil de guerre qui jugerait et ferait exécuter sur l'heure les indiciplinés et les pillards. Ce qui l'irritait surtout, c'était la perte des canons. Comment les bataillons de volontaires n'attachaient-ils aucun prix à leurs pièces d'artillerie ? Pourquoi les abandonnaient-ils sans défense ? Et il proposait de recourir aux mesures les plus violentes, de destituer le chef et les capitaines de tout bataillon qui ne disputerait pas ses canons avec acharnement, d'imprimer au bataillon entier une marque de déshonneur (1).

1. Houchard au Comité, 29 août (A. G. et *Mon.* du 5 sept.) : Béru

Cette affaire de Tourcoing refroidit un peu Houchard et ses deux coopérateurs et conseillers, Berthelmy et Gay-Vernon. Pouvait-on, avec de telles troupes, être entreprenant et téméraire? Pouvait-on, à la tête d'une pareille armée, tenter quelque chose de hardi? Sans doute, mandait Berthelmy à Bouchotte, elle avait été systématiquement désorganisée et accablée par des trahisons sans nombre. Mais elle se montrait « pillarde au dernier degré ». La plupart des bataillons, livrés à l'insubordination, n'écoutaient personne. L'état-major n'avait pas de bons officiers. Les trois quarts des généraux étaient des ganaches et semblaient perclus, presque morts. Bref, la machine ne se remonterait qu'avec le temps (1).

Toutefois, ni Houchard, ni ses deux confidents ne renonçaient au grand dessein qu'ils avaient conçu. Ils sentaient, comme disait Berthelmy, que le plus petit délai serait funeste et qu'ils devaient « résoudre rapidement le problème » et sauver Dunkerque, ce Dunkerque que les Anglais serraient de près et se disposaient à bombarder. De tous côtés affluaient d'alarmantes nouvelles sur le péril de Dunkerque. Deux administrateurs du district de Bergues, enfermés dans la place, prévenaient leurs collègues que la situation paraissait désespérée. Des députés du Conseil général de la commune annonçaient à Houchard et aux représentants que Dunkerque était dans « l'état de crise » et qu'un brusque assaut, une surprise

aux représentants, 28 août (A. G.); lettre de Bentabole et de Levasseur, 28 août (*Mon.* du 2 sept.); lettre de Hentz, 5 sept. (Rec. Aulard, VII, 160); Dohna, *Der Feldzug der Preussen* III, 328-329; Crossard, *Mém.*, I, 51-52.

1. Cf. les lettres déjà citées de Berthelmy à Bouchotte et à Brune, 23 et 29 août (A. G.).

pouvait livrer la forteresse aux Anglais. Hoche informait le Comité que la ville était de la plus haute importance, qu'elle avait une artillerie considérable, que sa perte entraînerait celle de Bergues, puis celle de Gravelines. En pleine Convention, Barère s'écriait que Dunkerque était « l'objet que convoitaient le plus les ennemis » (1).

Bouchotte priait Houchard d'agir au plus tôt pour dégager la place : « Je compte, lui écrivait-il, que vous vous en occupez essentiellement, » et il le pressait d'attaquer les coalisés, de les battre, de leur interdire les quartiers d'hiver sur le sol de la Flandre; il l'assurait qu'à la première victoire des sans-culottes, la ligue des rois se disloquerait et que le peuple anglais demanderait la paix. Pitt, ajoutait le ministre, espérait, en prenant Dunkerque, tenir une des clefs du territoire français et influer à son gré sur les affaires intérieures de la République; si Houchard délivrait Dunkerque, il *réduirait à zéro* ces calculs politiques; Dunkerque débloqué, c'était la campagne perdue pour les alliés (2).

Carnot faisait au général les mêmes exhortations. Lui aussi envisageait le salut de la place, non pas précisément sous le point de vue militaire, mais principalement sous le point de vue politique (3). Très mal renseigné sur

1. Houchard à Bouchotte, 26 août et mém. du 29 sept.; lettre des administrateurs de Bergues, 25 août (A. G.); Rousselin, II, 2; discours de Barère, 2 sept. (*Mon.* du 13).

2. Bouchotte à Houchard, 28 et 30 août, 3 sept. (A. G.).

3. Après Hondschoote, Berthelmy écrivait à Bouchotte (13 sept. A. G.) que les Anglais alarmés n'étaient pas en grande intelligence avec les Autrichiens, que les mouvements du peuple étaient tels qu'il fallait des succès au duc d'York pour arrêter le parti de l'opposition, qu'on ferait donc bien de prendre toutes les mesures imaginables pour communiquer à Londres les détails de la bataille d'Hondschoote. Hentz et Duquesnoy écrivaient de même le 15 septembre : « L'Angleterre saura tout, et tous les gens qui connaissent le terrain nous assurent que Pitt pourra bien se repentir de ses perfidies. »

les sentiments et les dispositions de l'étranger, croyant qu'un parti s'agitait dans le Royaume-Uni en faveur de la France républicaine et que la Convention écossaise qui ne devait s'assembler qu'au mois de novembre, allait prochainement siéger à Édimbourg, non seulement pour demander le suffrage universel et un parlement annuel, mais pour protester avec éclat contre la guerre, Carnot s'imaginait volontiers, de même que Bouchotte, que le déblocus de Dunkerque donnerait le signal d'un soulèvement en Angleterre. Il fallait donc, disait-il à Houchard, sauver avant tout et à quelque prix que ce fût Bergues et Dunkerque, parce qu'il fallait sauver l'honneur de la nation qui était là. La conquête de ces deux places était pour les ennemis de la plus haute conséquence, et Pitt n'avait pas d'autre moyen pour raffermir son crédit chancelant et consoler ses compatriotes des frais énormes de la lutte et de la ruine totale de leur commerce. Délivrer ces deux villes, c'était produire inévitablement en Angleterre la révolution la plus complète, c'était renverser le ministre perfide qui égarait le peuple britannique, c'était briser la coalition des tyrans et consolider à jamais la République. Perdre Dunkerque et Bergues, serait répandre infailliblement en France le découragement le plus affreux. Aussi Carnot engageait-il Houchard à jeter des forces immenses dans la Flandre maritime et à chasser les envahisseurs coûte que coûte de ce « point si important de notre frontière » ; le général commandait la principale armée et justifierait le choix de la nation française, soutiendrait la réputation que lui avaient méritée ses talents et ses vertus républicaines (1).

1. Carnot à Houchard, 28 août (A. G.) ; cf. l'adresse, rédigée par

III. Le 30 août, une conférence des généraux et des officiers supérieurs de l'armée du Nord avait lieu à Douai. Houchard, Berthelmy, Gay-Vernon, les deux frères Dupont, Dupont-Chaumont et Pierre Dupont, les représentants Delbrel et Levasseur, les adjudants-généraux Allain et Merlin assistaient à ce Conseil de guerre. On arrêta de nouveau qu'une armée de 50.000 hommes pousserait sur Menin et Furnes pour couper la retraite aux Anglais qui seraient assaillis en même temps par la division de Cassel. Mais, au sortir de la conférence, Dupont-Chaumont eut des scrupules, et comme s'il voyait pour la première fois les dangers de l'aventure, il dit aux commissaires de la Convention que l'armée, en se portant sur Furnes, prenait le chemin le plus long; que sa marche pourrait être ralentie par quelques combats; qu'elle arriverait peut-être trop tard au secours de Dunkerque; qu'elle ferait mieux de se diriger par Arras, Béthune et Cassel; que le général en chef avait déjà préparé sur ce point de Cassel de grands moyens d'attaque lorsqu'il méditait une diversion sur les places maritimes; que toutes les troupes, s'acheminant vers Cassel, seraient promptement réunies; qu'elles n'auraient plus qu'à s'avancer sans faire de détour et à refouler devant elles le corps d'observation du maréchal Freytag. C'était le plan qu'Ernouf exposait le 25 août. Pierre Dupont se rendit aux raisons de son frère et les développa dans une lettre qu'il écrivit incontinent à Houchard. Les représentants Delbrel et Levasseur coururent au camp. Dans une nouvelle conférence, Houchard, Berthelmy, Gay-Vernon renoncèrent au dessein de tourner le duc

Carnot : « Le Comité à tous les braves qui défendent Bergues et Dunkerque. » (Collection Charavay.)

d'York par Menin et Furnes. Ils apprenaient que Dunkerque était vivement pressé, que l'assiégeant recevait des pièces d'artillerie qu'il mettait en batteries. Comme Dupont-Chaumont, ils jugèrent que le mouvement projeté entraînerait des lenteurs, perdrait du temps, et, pour débloquer Dunkerque aussitôt que possible, ils résolurent d'aller aux Anglais par la ligne la plus courte et de les aborder de front. L'armée irait de droite à gauche, non plus par Lille, mais par Cassel qui serait tout ensemble son lieu de rendez-vous et sa base d'opérations; elle attaquerait Freytag dans ses cantonnements; elle tomberait ensuite sur le duc d'York. « Il faut sauver Dunkerque, marquait Berthelmy à Jourdan; c'est le cri de toute la France; c'est là que tous les yeux sont fixés (1)! »

Levasseur s'était hâté de gagner Cassel pour prévenir Jourdan et Ernouf. Ce dernier ne cacha pas son étonnement. Comment Gay-Vernon avait-il abandonné le projet qu'il défendait naguère avec tant de chaleur? Et devant Levasseur, Ernouf répétait qu'en poussant sur Menin et Furnes, on ôterait aux Anglais, pris entre deux feux, tout espoir d'échapper. Mais la résolution de Houchard était cette fois irrévocable, et, dès le 30 août, Berthelmy avait informé le commissaire-ordonnateur en chef Petitjean que les dispositions étaient changées et que 40.000 hommes devaient se rassembler à Cassel.

Le premier plan, le plan de Gay-Vernon, était le meilleur. Houchard, marchant sur Menin, battait

1. Lettre de Levasseur, 1er sept.; Houchard à Bouchotte, 3 sept. et mémoire du 29 sept.; Berthelmy à Jourdan, 31 août (A. G.); mém. de Berthelmy (Seilhac, 111); *Tableau historique*, II, 309. « Nous croyions, avoue Levasseur le 1er septembre, la ville de Dunkerque plus pressée qu'elle n'est. »

aisément les Hollandais; puis, passant la Lys, descendait sans obstacle sur Ypres, sur Furnes, et, s'il faisait diligence, acculait Freytag et le duc d'York à la mer (1). En adoptant le second plan, il laissait au prince anglais une route de retraite. York, certain qu'une armée ne manœuvrait pas sur ses derrières, aurait toujours le temps de lever le siège de Dunkerque, de se replier à Furnes et de se mettre hors d'atteinte. Peut-être Houchard se disait-il en lui-même qu'il avait tort. Ce ne fut que le 3 septembre, comme s'il craignait de recevoir un contre-ordre de Paris, qu'il annonça le changement de plan à Bouchotte; il assurait que les lettres du ministre et du Comité l'avaient déterminé; au lieu de tourner ses efforts vers Menin et la rive droite de la Lys et de prendre les Anglais à revers, il réunirait ses troupes à Cassel et « agirait directement » pour délivrer Dunkerque.

Ni Bouchotte, ni le Comité ne firent à Houchard d'objections ou de reproches. Bouchotte écrivait, comme à son ordinaire, qu'il ne pouvait prescrire au général ses opérations et la manière de les exécuter; il n'avait pas de « données » et ne lui envoyait que des réflexions en lui « laissant toute la latitude possible »; il avait approuvé l'attaque de Menin et jugé la défaite des Anglais fort probable; « si vous prenez un autre chemin, c'est qu'il est nécessaire », et le ministre protestait que Houchard avait la confiance du Comité, du Conseil et de tous les patriotes. Il le félicitait de ses débuts : « N'oubliez jamais que les

1. C'est ce que reconnait un émigré, attaché au duc d'York, Arnaudin. « Il est de la plus grande évidence que les armées d'observation et de siège étaient exposées au danger le plus pressant, si l'ennemi avait profité de tous ses avantages. Dès le commencement de l'affaire, les républicains étaient en mesure d'arriver à Furnes avant les deux armées et d'envelopper l'une et l'autre. »

sans-culottes vous regardent avec intérêt; ils iront toujours bien quand ils auront des généraux de même étoffe qu'eux; courage et persévérance, et nous triompherons (1)! »

Carnot vit avec peine que Houchard eût soudainement abandonné le projet d'envelopper l'armée anglaise : il croyait que le général, en frappant ce grand coup, aurait peut-être mis fin à la guerre; mais, ajoutait-il, « si vous avez pensé que le succès fût douteux, nous ne pouvons qu'approuver la résolution que vous avez prise; c'est à vous de juger; pleins de confiance dans vos talents militaires, votre civisme et votre expérience, nous ne voulons gêner aucun de vos mouvements et vous laissons la libre et entière disposition de vos troupes (2). »

Ces troupes s'organisaient. Le corps d'armée qui défendait le camp retranché de Maubeuge, s'augmentait de 12.000 hommes, et cette division qui comprit désormais 30.000 combattants, était assez forte pour imposer à Cobourg. 7.000 hommes restaient au camp de Gavrelle sous les ordres de Davaine qui commandait d'Arras à Pont-à-Marcq et qui devait couvrir surtout les places d'Arras et de Douai presque dépourvues de garnison. 50.000 hommes étaient destinés au débloquement de Dunkerque. On répandit le bruit qu'ils se rassemblaient sous les murs de Lille pendant qu'ils filaient sur Cassel. Ils se réunirent en quelques jours malgré les cris d'alarme que jetaient les communes. « Point de villes, dit Berthelmy, point de généraux et de commandants particuliers qui ne se crussent trop faibles ou ne voulussent avoir une armée; souvent, pour l'exécution des ordres, il fal-

1. Bouchotte à Houchard, 30 août, 5 et 11 sept. (A. G.).
2. Carnot à Houchard, 5 sept. (A. G.).

lait les donner deux fois. » Houchard forma des divisions. Chaque division, conduite par un général de division et deux généraux de brigade, compta deux brigades d'infanterie. Des règlements fixèrent dans les plus petits détails le service de la cavalerie ainsi que les marches et les campements. Il y eut des pelotons de tirailleurs d'élite : 64 hommes étaient choisis dans chaque bataillon parmi les soldats les plus valeureux et les plus adroits, et ils avaient pour chefs deux officiers expérimentés du même bataillon. Houchard déclara qu'à la moindre négligence, il ne s'en prendrait qu'aux divisionnaires : il était temps, disait-il, de sortir de l'insouciance. Il supprima les escortes de parade et les trop nombreuses ordonnances que s'attribuaient les officiers. Il menaça ceux qui traînaient encore des femmes à leur suite, de les dénoncer au ministre et de proposer leur destitution ; quant aux femmes, la gendarmerie avait mandat de les appréhender, de les barbouiller de noir et de les promener à travers le camp (1).

Les représentants aidaient, assistaient Houchard et, selon le mot de Châles, essayaient, par leur zèle et leur bonne volonté, de remplir l'attente de la nation. Ils obligeaient les administrations à *marcher*. Ils « mercurialisaient » les officiers et leur rappelaient que la Convention les surveillait, qu'elle saurait punir les traîtres et les lâches. Le 3 septembre, Bentabole, Châles, Collombel et Levasseur arrêtaient que lorsqu'un bataillon abandonnerait ses canons à l'ennemi sans les disputer à outrance, le chef et tous les capitaines en premier ainsi que les

1. Houchard à Bouchotte, 22 août; Davaine à Bouchotte, 14 sept.; Berthelmy à Bouchotte, 22 et 26 août; mém. de Berthelmy (Seilhac, 111); instruction pour l'armée du Nord, 23 août (A. G.).

officiers d'artillerie seraient destitués de leurs fonctions; que le bataillon serait renvoyé sur les derrières de l'armée et privé de l'honneur de combattre; que son nom, ainsi que les noms des officiers, seraient publiés pour être voués à l'infamie. Le surlendemain, afin de mieux « coopérer à la délivrance de Dunkerque », Hentz et Levasseur décidaient qu'un tribunal militaire, établi dans l'armée de débloquement, jugerait les coupables dans les vingt-quatre heures après leur arrestation, sur la simple audition des témoins et que la sentence serait exécutée sur-le-champ en présence des troupes (1).

De Paris, Bouchotte stimulait les généraux, Houchard, Berthelmy, Béru, leur promettait des armes, des chevaux, des pièces de campagne, leur assurait qu'il avait donné les ordres les plus précis pour la subsistance des camps et l'approvisionnement des places, leur disait que leur armée était bonne et « bien plus disponible » qu'on ne l'imaginait, qu'il fallait fréquenter les soldats, leur parler souvent, leur inspirer l'audace, « remonter leur espoir et leur courage » en leur faisant envisager les nouveaux efforts de la République et les puissants moyens de tout genre qu'elle déployait : « Vous êtes soutenu; le peuple est derrière vous. Allons donc, peut-être un peu moins bien d'abord, mais surtout allons et propageons par des attaques réitérées la terreur qui s'empare des ennemis instruits de nos mesures vigoureuses! » Et, s'adressant à Houchard qu'il savait perplexe et tout près de succomber sous le fardeau : « Le Comité et le Conseil, lui écrivait-il, n'ont pas cessé d'avoir confiance en vous; les patriotes sont tranquilles sur votre compte

1. Arrêtés des 3 et 5 sept. (A. G.); Rec. Aulard VI, 103; VIII, 160; Du Casse, *Vandamme*, I, 56-59.

et ne montrent aucune inquiétude de vous voir chargé d'un aussi grand commandement dans des circonstances aussi importantes. Berthelmy vous secondera bien; je le regarde comme un bon républicain (1). »

Mais dans le même moment, Bouchotte destituait le commissaire-ordonnateur en chef, Petitjean. Ce Petitjean était un des vivriers les plus habiles et les plus infatigables qui fussent alors dans les armées. Les généraux, Beurnonville, Labourdonnaye, Miranda, Dumouriez, se l'arrachaient. Tous rendaient hommage à son activité. Defrenne louait ses connaissances très vastes et La Marlière, son exactitude. Gasparin le proclamait « le seul homme qui aille et qui ait la clef de la situation », Kilmaine jugeait qu'il faisait son possible et Courtois, qu'il était fort nécessaire. Lui-même assurait, non sans raison, qu'il avait, après l'abandon du camp de César, mis un tel soin à surveiller les subsistances et les équipages que l'armée lui devait son salut. Mais le Conseil général de la commune et le Conseil permanent du district de Cambrai l'inculpaient de trahison parce qu'il voulait tirer des greniers de la ville 20.000 sacs de grains. Berthelmy, Houchard, Levasseur lui reprochaient de vider les magasins de Douai. Houchard, n'osant laisser Douai en cet état de détresse et impatient de suivre les Anglais dans la Flandre maritime, déclarait à Petitjean qu'il n'acceptait aucune excuse et le requérait de ravitailler aussitôt Douai, sous peine de mort. Levasseur, violent, emporté, méprisant les obstacles, sommait Petitjean d'approvisionner Douai en six jours : « sinon, lui disait-il, je vous livre à la garnison que vous affamez

1. Bouchotte à Houchard, 19 et 25 août; à Berthelmy, 20 août; à Béru et à Viger, 25 août (A. G.).

et qui fera de vous ce qu'elle voudra, et si vous n'êtes pas traité comme vous le méritez, je vous donne ma parole d'honneur que je vous brûle la cervelle. » Il ne se contentait pas de menacer Petitjean; il le dénonçait au Comité, le qualifiait de hâbleur qui promettait tout et ne tenait rien. Enfin, Ronsin rappelait les liaisons intimes de Petitjean avec Dumouriez et proposait de l'arrêter, de lui demander compte des millions qui lui avaient passé par les mains sous le généralat de Custine. Il incriminait outre Petitjean, le commissaire-ordonnateur de la division de Lille, Ollivier, qu'il regardait comme une créature du comte de Provence. Selon Ronsin, le commissaire-ordonnateur Lambert, plein de lumières et de patriotisme, était l'homme le plus propre à recueillir la succession de Petitjean; pour Ollivier, il serait facilement suppléé par le franc républicain Leboursier (1).

Bouchotte suspectait la moralité de Petitjean et le nommait l'homme de Dumouriez. « Sa façon de penser, écrivait Vincent le 5 juillet, est toujours la même sur Petitjean, et il n'y a pas de confiance. » Le 19 août, après avoir lu la dénonciation de Ronsin, Bouchotte remplaçait Petitjean par Lambert et Ollivier par Leboursier. A cette nouvelle, Houchard et Levasseur se repen-

1. *Mon.* du 18 août; Berthelmy à Bouchotte, 17 août; Levasseur au Comité, 13 août; rapport de Ronsin, 17 août. Cf. sur Petitjean *Jemappes*, 162; *Trahison de Dumouriez*, 32; Charavay, *Carnot*, II, 32; lettre de Vanquer, 2 avril; Defrenne à Bouchotte, 6 mai; Kilmaine à Bouchotte, 4 août; Bouchotte au Comité de surveillance des subsistances 18 juillet, et justification de Petitjean (A. N. w. 360.) Petitjean répond victorieusement aux Cambrésiens qu'il a très souvent averti les administrateurs du district de se précautionner, qu'il doit subvenir aux besoins du soldat et non du bourgeois, qu'il a laissé des subsistances pour six mois à la garnison de Cambrai, et que l'approvisionnement des militaires est si considérable qu'il a été requis d'ôter des farines à Cambrai pour les donner à Lille.

tirent d'avoir porté plainte contre Petitjean. Houchard protesta que l'arrestation de Petitjean « produisait un mal horrible » : l'armée avait des besoins énormes en tout genre et devait tirer des vivres des forteresses du Nord; depuis quinze jours, les chevaux de la cavalerie et de l'artillerie n'avaient plus d'avoine, et quelques-uns mouraient faute de nourriture suffisante; sans les représentants, les subsistances auraient manqué. Et, en cet instant critique, on destituait Petitjean! On le remplaçait par Lambert, par un homme qui ne semblait guère actif, qui ne connaissait pas les ressources de la région, et qui ne pourrait assurer promptement les fournitures indispensables! « Je suis, s'écriait Houchard, cruellement entravé dans tous les détails de l'exécution, et je ne sais comment je ferai. » Et il demandait pourquoi le ministre ne laissait pas Petitjean à l'armée sept ou huit jours encore. Il demandait que Petitjean, accompagné d'un gendarme qui répondrait de sa personne, pût terminer du moins les opérations commencées.

Les représentants, Levasseur, Bentabole, Delbrel, Châles, déploraient pareillement la destitution de Petitjean. Quoi! dans un moment « des plus intéressants pour le salut de la France », lorsqu'il fallait unanimement seconder Houchard et mettre plus que jamais l'accord dans tous les mouvements, Bouchotte prenait des mesures si précipitées et si alarmantes! Il arrêtait Petitjean à l'heure où l'armée entière s'ébranlait! Il lui donnait un successeur incapable! Ignorait-il qu'un nouveau commissaire-ordonnateur, si patriote qu'il fût, aurait à faire un long apprentissage, et que ces sortes de stage étaient toujours funestes? Et, en outre, Bouchotte suspendait Ollivier qu'il remplaçait par le médiocre Leboursier! Levasseur et Bentabole n'hésitèrent pas à surseoir

à l'exécution des ordres ministériels : ils savaient qu'Ollivier possédait des talents, qu'il s'acquittait très bien de son service et qu'il avait une grande connaissance des localités; ils gardèrent Ollivier, l'engagèrent à continuer ses fonctions avec autant de zèle qu'auparavant, le prièrent même d'assumer provisoirement la besogne de Petitjean. Châles, plus hardi encore, prescrivait à Petitjean de désobéir au ministre; le besoin de l'armée disait-il, était urgent et l'ensemble des circonstances, difficile; on se trouvait à la veille d'une action générale; Petitjean resterait à son poste jusqu'à ce qu'il reçût des représentants la permission de se retirer; sa place, qui tenait à toutes les administrations militaires, avait une trop haute importance pour être vacante une seule minute.

Houchard, mandaient les conventionnels, est « affecté de ces contrariétés ». Le pauvre général ne dissimulait pas sa douleur. Tout lui paraissait s'unir pour retarder l'expédition ou du moins pour en assombrir les débuts. Il comptait que Bouchotte lui enverrait des canons et des chevaux; mais son parc d'artillerie était misérable et il lui manquait 600 chevaux pour traîner le peu de pièces qu'il avait. Il comptait mener avec lui 50.000 soldats; il en aurait 5.000 de moins : les 30.000 hommes de renfort s'étaient réduits à 22.000, parce que les représentants en gardaient 8.000 sur les bords de la Sarre. Il comptait recevoir le corps des carabiniers, et les carabiniers, également retenus par les commissaires de la Convention, restaient à l'armée de la Moselle et devaient y rester jusqu'à la fin de l'année, malgré les instances du ministre et les arrêtés du Comité. Il réclamait 10 millions, 6 pour acheter des fourrages et 4 pour acheter de la viande, répétait que la cavalerie était sans avoine, que

les chevaux se mouraient, qu'il ne pourrait former de magasins tant qu'il n'aurait pas d'argent. Il se méfiait de ses lieutenants. « Je voudrais vous voir ici, marquait-il au ministre, pour que vous puissiez vous-même les juger; vous sentiriez véritablement notre misère et notre embarras sur ce point. » Tous ou presque tous ressemblaient à ce général Bécourt, gouverneur de Péronne, qui refusait de donner un seul ordre par écrit, en citant le dicton latin *verba volant, scripta manent*. Ils n'osaient rien prendre sur eux-mêmes, et la crainte de leur responsabilité les rendait impuissants et difficultueux. Tantôt, ils prétextaient que leur commandement était trop étendu; tantôt, ils épiloguaient sur le détail des opérations et se livraient à des observations minutieuses et mesquines; plusieurs que le ministre avait annoncés, n'arrivaient pas ou, lorsqu'ils arrivaient, se hâtaient de dire qu'ils n'étaient bons à quoi que ce soit. Je fais, avouait Houchard, « la plus triste grimace du monde; la chose n'en ira pas aussi bien (1). »

Le 5 septembre, à l'aube, au moment où les troupes se concentraient, Freytag attaquait leurs avant-postes, comme s'il voulait, suivant le mot de Houchard, tenter partout une reconnaissance et savoir ce qu'il y avait derrière les lignes françaises. Le 36e régiment d'infanterie, pris au dépourvu, essuya quelques pertes : « Il ne s'est pas levé, gémissait Houchard, aussi matin qu'il en avait ordre, et il aurait dû être plus vigilant (2). »

1. Lettre des représentants, Levasseur, Bentabole et Châles, Lille, 3 sept. (Foucart et Finot, II, 91); arrêté de Châles, 25 août; Bouchotte à Berthelmy, 27 août; Houchard à Bouchotte, 29 août et 3 sept. (A. G.); Rec. Aulard, VI, 103 et 218.

2. Houchard à Bouchotte, 5 sept.; mém. de Houchard, 29 sept. A. G.); lettre de Hentz (Aulard, VII, 160).

Mais Bouchotte s'efforça de rassurer le général. Il lui répondit que le changement de Petitjean était nécessaire et, au lieu de nommer Lambert commissaire-ordonnateur en chef, il nomma Pinthon, homme intelligent et actif, qui avait déjà travaillé sur la frontière du Nord. Il envoya des bidons et des marmites. Il envoya des caissons. Il envoya 10 millions et dès lors, témoigne Berthelmy, l'armée, certaine de ses fournitures de viande et d'avoine, ne se voyait plus réduite à un dénuement total au milieu de l'abondance (1).

Deux représentants, Levasseur et Delbrel, qui n'épargnaient pas leur personne et qui devaient assister à tout, aux combats comme aux conseils, accompagnaient Houchard. Berthelmy et Gay-Vernon étaient à ses côtés pour l'aider de leurs avis : Gay-Vernon, froid, mesuré, réfléchi; Berthelmy, vif, prompt, audacieux. Le jeune chef d'état-major avait reçu un coup de pied de cheval ; il boitait et ne pouvait porter de bottes; il eut la plus grande peine à se mettre et à se tenir en selle. Mais, dès le 29 août, il écrivait à Brune qu'il allait se livrer pendant cinq ou six jours à un travail agréable, qu'il préparait la victoire et qu'il y serait, même non botté; il jurait de vaincre tous les obstacles, d'établir de l'ensemble dans la disposition des forces, de suppléer de son mieux à la tiédeur des généraux, à l'incapacité de l'état-major, au manque d'artillerie : « Nous allons parler aux soldats, tonner contre les officiers, les réveiller, les échauffer; il faudra bien que ça aille ! » Et, emporté par son zèle jacobin, il conseillait, non seulement de chasser des places de la Flandre maritime les malintentionnés et les sus-

1. Bouchotte à Houchard, 5 sept.; Houchard à Bouchotte, 3 sept.; Berthelmy à Brune, 29 août (A. G.).

pects, mais de les enfermer dans les vaisseaux en rade et au besoin de couler les bâtiments à fond. Il ne doutait pas du succès. Grâce à la supériorité du nombre, les Français accableraient le duc d'York : « Il faut absolument que notre affaire soit heureuse; mais l'armée sera telle que nous sommes sûrs de battre York et de le faire repentir de sa fantaisie sur la Flandre maritime. Si Dunkerque fait la résistance républicaine que nous avons lieu d'attendre, nous devons précipiter les Anglais dans la mer! » (1).

Pourtant, quelle que fût l'ardeur de Berthelmy et malgré les exhortations de Bouchotte, Houchard partait sans gaieté ni confiance pour cette bataille d'Hondschoote à laquelle s'est attaché son nom. Il mandait plaisamment au ministre qu'il allait « faire un déjeuner à l'anglaise ». Mais il restait pensif et mélancolique; il semblait avoir sur le front l'ombre des angoisses qui n'avaient cessé d'agiter son cœur depuis son arrivée en Flandre; il se demandait anxieusement s'il pourrait mener son monde et le tenir dans la main et, sans songer à l'importance dont serait la victoire, il n'avait en lui d'autre sentiment que la peur d'un échec. Il se savait épié, soupçonné. Des membres du Comité, Jeanbon Saint-André et Prieur de la Marne, n'avaient-ils pas insinué qu'il n'était pas assez bien entouré et que ses intimes ne voulaient appliquer que le système défensif, le *custinisme*, entièrement contraire au caractère français? Un adjoint du ministre,

1. Mém. de Berthelmy (Seilhac, 110); Berthelmy à Brune, 29 août. (A. G. Brune avait été chargé avec Calandini par le Comité de salut public de visiter les armées et les places fortes du Nord et des Ardennes; cf. Rec. Aulard VII, 42.) Notons en passant que le représentant Hentz n'était pas à Hondschoote, comme dit Gay-Vernon fils (p. 258); il était alors à Gravelines (*Mon.* du 10 sept.).

Auger, n'avait-il pas dit aux Jacobins qu'on pouvait être né sans-culotte et devenir fripon, que les « grandes liaisons » de Houchard avec Custine suffisaient à le rendre suspect? Houchard redoutait, s'il subissait un revers, d'être accusé de trahison. Il s'écriait, en apprenant l'exécution de Custine : « C'est donc un parti pris de guillotiner les généraux! » — « Et toi aussi, lui répondait durement Levasseur, on te guillotinera si tu nous trahis! » Le reître lorrain craignait, s'il était vaincu, d'être envoyé à l'échafaud et condamné à une mort infamante, au lieu de mourir en glorieux vétéran dans sa maison de Sarrebourg (1).

1. *Mém.* de Levasseur, II, 3; Auger aux Jacobins, 19 août (*Journal de la Montagne*, 21 août).

CHAPITRE VII

HONDSCHOOTE

Aspect du pays. — Les six corps de l'armée. — Soldats et généraux. — Vandamme, Hédouville, Landrin, Dumesny, Leclaire. — Combat d'Arneke (5 septembre). — Marche des colonnes françaises. — Landrin devant Wormhoudt et Esquelbecq. — Inaction de Dumesny. — Vandamme à Reninghelst. — Hédouville à Poperinghe, à Rousbrugge, à Oost-Cappel. — Houchard et Jourdan à Houtkerque. — Colaud à Proven. — Jourdan à Herzeele et à Bambecque. — Reculade de Prüschenk et de Dachenhausen. — Marche sur Rexpoëde et prise de ce village. — Retraite de Freytag. — Le maréchal hanovrien capturé, puis délivré par Wallmoden. — Surprise de Rexpoëde et fuite de l'armée française sur Bambecque (6 septembre). — Journée du 7 septembre : préparatifs d'attaque, Vandamme et Diepenbroick. — Bataille du 8 septembre. — Hédouville vers Bergues, Landrin à Dunkerque, Dumesny devant Ypres. — Échec de Dumesny. — Les trois colonnes : Colaud, Jourdan et Leclaire. — Tentatives de la colonne Jourdan. — Le représentant Delbrel. — Blessure de Jourdan. — La charge. — Péripéties. — Retraite de Wallmoden. — Ce que fit Houchard et ce qu'il aurait dû faire. — Réflexions sur la bataille d'Hondschoote.

Le pays où les Français allaient combattre les Anglo-Hanovriens n'a pas changé d'aspect. Il est encore, tel qu'il était alors, entièrement plat, et ne présente pas, de Cassel à la plage, une colline, une éminence considérable. Entre les Dunes et le canal de Bergues à Furnes, il est plus bas

que le niveau de la haute mer : mais les Dunes le protègent contre l'invasion des flots. Cette plaine immense est très coupée. Des bouquets d'arbres, des bois, des haies, des fossés arrêtent et retardent la marche d'une armée. « Le pays, dit justement Berthelmy, est abominable ; on ne voit pas à quatre pas devant soi ; on ne se bat pas ; on se poignarde. » Il y a des routes, des chaussées pavées et bonnes en toute saison, comme la route de Dunkerque à Lille par Bergues et Cassel, comme la chaussée qui mène de Bergues à Hondschoote en suivant le bord du canal. Cependant, les chemins de la campagne, nombreux d'ailleurs, tortueux, difficiles à distinguer les uns des autres, sont impraticables durant l'hiver et même après de fortes pluies, dans la belle saison. L'artillerie et la cavalerie ne peuvent sur un pareil terrain, rendre de grands services, et peut-être offrent-elles plus d'obstacles que d'avantages. Ajoutez qu'une foule de rivières ou de ruisseaux traversent la région dans tous les sens. Le plus remarquable de ces cours d'eau, l'Yser, coule de l'ouest à l'est, et passe à Esquelbecq, à Wormhoudt, à Wilder, à Bambecque et à Rousbrugge ; sa rive gauche, couronnée par un petit coteau d'une pente très douce, domine légèrement sa rive droite ; il est large de trois à quatre mètres, mais guéable en beaucoup d'endroits, et les villages ont des ponts de pierre qui ne furent pas détruits en 1793. C'est entre l'Yser et le canal de Bergues à Furnes que se livrèrent les engagements qui précédèrent la bataille d'Hondschoote. (1)

1. Cf sur Hondschoote qu'il faut prononcer *Honscoote* comme Houchard l'écrivait bonnement — la correspondance de Calvert, la *Gesch. der Kriege in Europa*, II, 78-75, le récit du Hessois dans l'*Hoyer's Magazin*, 1802, II, 5, p 38-40 ; Ditfurth, *Die Hessen*, 109-124 ; Sichart, *Gesch der hannov. Armee*, IV, 267-292 ; Lehmann, *Scharnhorst*,

L'armée française qui s'avançait pour débloquer Dunkerque, s'étendait sur une ligne de dix lieues, de Bailleul à la mer. Elle comptait six corps :

3.600 hommes guidés par Vandamme ;

10.000 formant l'avant-garde sous les ordres d'Hédouville :

10.000 au corps de bataille mené par Jourdan ;

9.000 à la droite, sous le commandement de Dumesny ;

6.000 à la gauche sous la conduite de Landrin ;

4. 000 qui composaient la réserve confiée à Leclaire.

C'étaient 42.000 hommes, ardents, exaltés, mais encore neufs pour la plupart et indisciplinés. Les chefs n'avaient que les qualités de leurs soldats, et, comme à presque tous ceux que la Révolution mit à la tête de ses premières armées, le génie de la guerre, les conceptions d'ensemble, les idées hardies leur faisaient défaut. Houchard, nous le

I; Von dem Knesebeck, *Scenen aus dem Revolutionskriege*, dans l'« Archiv des historischen Vereins für Niedersachsen » (année 1845, p. 131-139); la traduction de cet article par Gasmann, sous le titre *La bataille d'Hondschoote, épisode des guerres de la Révolution* (Hazebrouck, 1857), et, parmi les documents français, l'ouvrage de Gay-Vernon fils, le *Vandamme* de Du Casse (1870, I, 46-47), les lettres de Berthelmy publiées par le *Moniteur* et ses divers mémoires (A. N. W, 295; Seilhac, *Les volont. de la Corrèze*, p. 110-111; Clément Simon, *Bulletin de la Soc. des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, I, p. 592-573) ; les lettres de Houchard et notamment une courte relation du général intitulée « Expédition de Houchard contre les troupes combinées » (11 sept) ; ainsi que son mémoire du 29 septembre à Bouchotte ; le travail consciencieux de l'officier d'état-major de Boisdeffre (A. G.) ; les *Notes historiques* du modeste Delbrel ainsi que les lettres de Levasseur et ses dépositions au tribunal révolutionnaire dans le procès de Houchard. Lettres et dépositions ont plus de valeur que les *Mémoires* de Levasseur. Peut-on se fier aux notes du représentant qui formaient un volume et qu'Achille Roche a délayées en quatre tomes? Peut-on se fier à l'homme qui déclare, le 14 novembre, à la Convention, que l'intrépide Houchard s'est, à Hondschoote, caché derrière une haie et que si Houchard avait *fait comme lui*, la victoire eût été bien plus considérable ?

savons, avait le caractère hésitant et indécis. Berthelmy et Gay-Vernon étaient instruits, sensés ; ce furent eux qui dirigèrent l'expédition, et Gay-Vernon régla les détails de la marche. Ils manquaient toutefois d'expérience : ils craignaient, comme Houchard, de subir un revers, et n'osaient entreprendre de vastes mouvements. Les généraux qui commandaient les différentes colonnes n'étaient pas moins craintifs, troublés par la pensée de leur responsabilité ; Houchard et Berthelmy les avaient bien jugés (1). Seul, Jourdan avait de la vigueur et de la résolution.

Mais Vandamme, à peine âgé de vingt-trois ans et déjà signalé par son bouillant courage, était trop jeune, imprudent et ne jouait un rôle important que parce qu'il connaissait le pays (2).

Hédouville n'avait que de la vaillance et il ne fit que des sottises (1).

Landrin, ancien canonnier, et chef d'un bataillon

1. Cf. plus haut, p. 169 et 18?.
2. On le retrouvera dans le volume suivant.
3. Joseph de Hédouville naquit le 6 mai 1744 au Petit Louppy dans la Meuse, mais sa famille était domiciliée à Brandonvillers dans la Marne. Il fut successivement lieutenant au régiment de Monthureux, des milices de Lorraine (9 novembre 1757), et après avoir été réformé en 1759, lieutenant au bataillon de milice de Saint-Dizier (16 juin 1761), puis cadet volontaire à la légion de Hainaut en 1762, garde du corps du roi dans la compagnie de Villeroy de 1764 à 1769, lieutenant au régiment provincial de Troyes (1er mai 1770), et capitaine au même régiment (1er mai 1773). De 1789 à 1791, il commanda la garde nationale du canton de Lignon. Le 4 septembre 1791 il était élu capitaine au 3e bataillon des volontaires de la Marne. Envoyé à l'armée du Nord, il devint capitaine d'une compagnie franche qui fut le noyau de la légion des Ardennes. Il était chef de cette légion depuis le 15 octobre 1792, lorsque Dampierre le nomma général de brigade (9 avril 1793). Le Conseil exécutif le confirma dans ce grade (15 mai 1793), mais le 16 septembre suivant, Hédouville était suspendu. Il fut traduit au Tribunal révolutionnaire — où il se qualifia

de volontaires, devait sa fortune à une note élogieuse de Celliez et de Varin : il avait, disaient les deux commissaires, un rare mérite, de grandes lumières, un patriotisme aussi sûr que prononcé, et il ferait un excellent général d'artillerie. Bouchotte le promut immédiatement divisionnaire, et Landrin, tout étonné de ce soudain avancement, entra le 12 août en fonction. Sa chute fut rapide comme son élévation. Dès le 13 septembre, il était à son tour suspendu par les représentants à la suite d'une « scène scandaleuse », pour avoir outragé le commissaire du Comité de salut public, Deschamps. Le malheureux, emprisonné, privé d'emploi, finit, dans sa misère, par accepter une place de capitaine d'infanterie (1).

de « cultivateur » et de « noble obligé de travailler pour subsister » et acquitté (16 nivôse an II) ; le tribunal déclara qu'il avait compromis les intérêts de la République notamment à Wervicq et à Menin, mais qu'il n'avait pas agi « avec des intentions criminelles et par trahison ». Hédouville réclama vainement un service actif. On l'admit au traitement de réforme (29 nivôse an VII). Il obtint pourtant une place d'administrateur de l'hôpital militaire à Luxembourg, puis à Mayence, enfin à Ajaccio. Mais il ne tarda pas à être de nouveau admis au traitement de réforme (6 prairial an XI), et retraité (7 juillet 1811). Il mourut à Sandrupt, dans la Meuse, le 23 juin 1818.

1. Celliez et Varin à Bouchotte (26 juillet); ordre du jour, signé Thüring, 12 août; Foucart et Finot, II, 127. Landrin (Jean Noël) né à Paris le 22 mai 1752, avait servi dans l'artillerie à Saint-Domingue, dès l'âge de 15 ans (1767) et après le licenciement du corps (1773) dans la milice bourgeoise. Il était employé chez un négociant de Paris à l'époque de la Révolution. Le 20 septembre 1792 il fut élu capitaine de la compagnie des canonniers des Enfants-Rouges, attachée au 1er bataillon de Saint-Denis. Le 15 avril 1793 il devenait chef de ce bataillon. Le 30 juillet suivant, il était général de division. Mais, accusé d'avoir fait désarmer et démonter Deschamps, commissaire du Comité, et de l'avoir « traîné comme un criminel », taxé de dureté et de despotisme, qualifié d' « âme damnée de Moreton et de Beurnonville, » inculpé par Carrion (voir-ci-dessus p. 145, note,) il fut suspendu le 13 septembre par Trullard, Berlier et Hentz, mandé le 17 à Paris par Bouchotte pour rendre compte de sa conduite, interrogé

Dumesny n'était qu'un brave soldat sans beaucoup d'intelligence et de discernement sans cet esprit d'initiative et d'audace qui sied au général (1).

par le ministre qui « ne changea rien à la décision des représentants » (8 novembre) et arrêté le 6 décembre sur la réquisition de l'adjoint du 4e bureau, à la suite d'une fausse dénonciation du Comité révolutionnaire de la section de l'Homme armé. Emprisonné durant neuf mois à la maison d'arrêt des Ecossais, libéré le 28 thermidor, il se retira près de Saint-Just, à Maignelay. Mais il était, dit-il, courbé sous une affreuse misère, et ne désirait que son ancien poste de capitaine. Trullard, Berlier, Hentz déclarèrent alors qu'ils l'avaient suspendu à cause de sa brusquerie, que «la conduite démesurée tenue à son égard par quelques agents l'avait aigri » et qu'il serait utilement employé, non comme général, mais dans l'artillerie qui était son arme. Le 7 germinal an III, le Comité levait la suspension de Landrin et décidait de l'employer comme capitaine d'infanterie, puisqu'il n'avait servi dans l'artillerie que comme simple canonnier aux colonies et comme officier dans une compagnie de canonniers d'un bataillon de volontaires. Landrin répondit à Pille le 22 floréal an III qu'il acceptait avec satisfaction le grade de capitaine d'infanterie. Il fut envoyé au 1er bataillon de la 54e demi-brigade à l'armée du Rhin. Destitué un instant, par erreur (parce qu'on le crut nommé du 15 germinal au 15 thermidor alors qu'il était nommé par un décret du 7 fructidor an III), rétabli dans son grade à la recommandation d'un membre des Anciens, Rousseau, son compagnon de prison, il quitta le service après l'arrêté du 7 prairial an V, selon lequel les officiers pouvaient opter entre le traitement du grade dont ils étaient actuellement pourvus et le traitement de réforme de leur ancien grade. Landrin se démit de ses fonctions de capitaine et obtint le traitement de réforme de général de division.

1. Voir sur lui le numéro du 14 mai 1893 de la *Révolution française* (notice d'Et. Charavay). Son nom est presque toujours orthographié Dumesnil (cf. *Valmy*, 216, et *Jemappes*, 92). Il s'appelait en réalité Salomon et appartenait à la noblesse ; son père était écuyer et seigneur de Bourg-Charente. Entré au service comme lieutenant dans le régiment de Mailly, il prit le surnom de Dumesny pour ne plus le quitter. Il reçut une blessure à Rossbach. Lorsque éclata la Révolution il n'était encore que capitaine. Lieutenant-colonel du 90e (6 novembre 1791), colonel du 54e (27 mai 1792), général de brigade (15 mai 1793), il assista à la canonnade de Valmy, à la bataille de Jemappes, à la retraite de Liège, à la défaite de Neerwinden où il fut grièvement blessé. Après avoir consacré quatre mois à sa guérison, il vint, le

Leclaire, enfant de troupe ou, comme on disait, alors, *enfant du corps* au régiment d'Anhalt où il conquit tous les grades jusqu'à celui de capitaine, major en 1789 au régiment de Bouillon, et, depuis la Révolution, lieutenant-colonel, colonel, général de brigade, avait pris part à tous les combats des premières campagnes, La Croix-aux-Bois, Grandpré, Valmy, Jemappes, et, après avoir commandé l'aile gauche de l'expédition de Hollande, était revenu dans la Flandre pour assister aux batailles du 1[er] et du 8 mai, à l'affaire de Famars et à la retraite du camp de César. Il avait du zèle, de l'énergie, du coup d'œil, mais une mauvaise santé (1).

1[er] juillet 1793 au camp de César. Le 28 août, il combattait à Wervicq et commandait la colonne d'attaque. Arrêté le 25 septembre suivant et suspendu le 27, mis en liberté le 22 août 1794, réintégré et promu divisionnaire (13 juin 1795), il fut, après divers commandements, réformé le 25 novembre 1797 et se retira à Angoulême.

1. Leclaire (Théodore-François-Joseph), était né le 18 octobre 1752 à Dendermonde ou Termonde, dans le Brabant, sous le drapeau français (son père mourut capitaine de l'armée royale). Il passa les trente premières années de sa vie au régiment d'Anhalt devenu plus tard Salm-Salm, puis le 62[e], et y fut successivement « enfant du corps », sous-lieutenant (17 juillet 1764), lieutenant en premier (16 octobre 1768), lieutenant de grenadiers à la nouvelle formation (8 juin 1776), capitaine en second (4 juillet 1777), premier capitaine en second (1[er] septembre 1784). Il appartint ensuite au régiment de Bouillon qui devint le 98[e], et y fut major (5 novembre 1786), lieutenant-colonel (1[er] janvier 1791) et colonel (12 juillet 1792). L'année 1793 le vit général de brigade (8 avril) et général de division (22 septembre). Mais il était malade, souffrait des nerfs, ne pouvait plus résister aux fatigues du cheval, et d'autre part, Colliez l'accusait d'avoir tenu des propos inciviques au camp de Paillencourt et d'avoir dit que tous les républicains étaient des coquins, le qualifiait d'aristocrate et d'ami de l'ancien régime, de Lamarche, d'Ibler et de « toute la clique ». Leclaire resta sans emploi jusqu'à 1797. Inspecteur général de l'infanterie à l'armée de Sambre-et-Meuse (25 décembre 1798), commandant d'armes à Lille (13 octobre 1800), commandant de la place de Strasbourg (3 décembre 1804), il mourut dans cette dernière ville le 13 janvier 1811. C'était, disait Houchard, un officier d'un vrai mérite.

Mais, quelles que fussent les imperfections et les défaillances des Français, l'armée de Freytag devait être battue. Non seulement elle ne comptait que 10.000 hommes, c'est-à-dire quatre fois moins de monde que l'agresseur; mais elle occupait une position trop étendue. « *Nous étions très mal* témoigne Scharnhorst qui commandait une batterie hanovrienne, et Houchard aurait pu nous détruire totalement. » Freytag, comme les généraux de son temps, voulait tout garder. tout assurer, et en réalité, ne gardait, n'assurait rien. Mû par le désir de couvrir chaque poste et de fermer chaque issue, il avait éparpillé ses forces, sans imaginer que ses détachements succomberaient l'un après l'autre à une attaque soudaine. Il n'avait d'ailleurs aucune idée du péril imminent. Le 4 septembre, Scharnhorst écrivait qu'il ne doutait plus du succès, que la prise de Dunkerque terminerait la campagne de 1793, et il proposait à sa femme de passer l'hiver avec lui; il irait la chercher à Cologne et la ramènerait dans ses cantonnements à travers le Brabant et la Flandre. Mais déjà s'annonçait le futur échec. Le 5 septembre, sur l'ordre du duc d'York, Freytag faisait assaillir le village d'Arnêke. Sous le feu des tirailleurs français, les Hanovriens de Diepenbroick et de Fabry n'avancèrent qu'avec peine sur un terrain coupé; ils durent donner l'assaut au cimetière, et ils ne conquirent Arnêke qu'après avoir essuyé des pertes relativement considérables. Ils eurent 200 des leurs hors de combat. Le capitaine Schlüter fut tué, et le général Fabry, blessé. Scharnhorst et l'Anglais Calvert désapprouvèrent cette échauffourée : « L'attaque, disait Scharnhorst, était irréfléchie et inutile; ce fut notre première disgrâce et elle enhardit les Français. »

Le 6 septembre, à trois heures du matin, les colonnes françaises s'ébranlèrent.

Vandamme devait prendre Reninghelst, puis faire sa jonction avec Hédouville; — Hédouville, se porter sur Poperinghe, nettoyer les bois et tenter à Rousbrugge le passage de l'Yser; — Jourdan, se diriger sur Houtkerque; — Dumesny, partir de Bailleul, tourner à droite, brûler ou enlever Ypres ou du moins couper les communications de cette ville avec Poperinghe; — Landrin, opérer une fausse attaque sur le village de Wormhoudt et s'en saisir le lendemain à l'aube du jour; — Leclaire, suivre Landrin et longer le canal de Bergues à Hondschoote.

Landrin, chargé de contenir Wallmoden à Wormhoudt et à Esquelbecq, s'acquitta strictement de ses instructions. Il aborda les deux villages, fut repoussé sur tous les points; mais il avait exécuté les démonstrations prescrites par Houchard, et il se garda de faire davantage.

Dumesny ne bougea pas. Il aurait dû marcher après que les chasseurs du Mont-Cassel auraient défilé devant lui. Une faute de l'état-major lui fournit un prétexte pour rester dans l'inaction. Le 5, au soir, Gay-Vernon avait appelé Vandamme; il lui montra la route sur la carte, lui expliqua les mouvements, et, sans lui donner rien d'écrit, le pria de transmettre à Dumesny les intentions du général en chef. Mais, lorsque Vandamme se présenta, Dumesny déclara qu'il n'obéirait pas à un ordre purement verbal, et il demeura toute la journée du 6 dans son camp de Bailleul.

Vandamme se passa de Dumesny. Il chassa les avant-postes hanovriens de Westoutre et de Reninghelst, et les rejeta sur Ypres.

Hédouville enleva Poperinghe et força deux bataillons hanovriens qui défendaient la ville, à battre en retraite sur Vlamertinghe. Puis, se portant sur Proven et s'unissant en cet endroit aux troupes de Colaud, il s'empara

de Rousbrugge, traversa l'Yser, et, au soir, avant neuf heures, il était à Oost-Cappel. Que pouvait contre la masse des Français la poignée de Hanovriens du colonel de Linsingen? Elle dut, malgré sa vive résistance, reculer sur Rexpoëde et de là sur Hondschoote.

Au corps de bataille où se trouvaient, avec Jourdan, Houchard et les représentants Delbrel et Levasseur, la lutte tournait autrement qu'on ne l'avait cru. Elle était favorable aux républicains, mais après combien de péripéties curieuses et de dramatiques angoisses! Dès sept heures du matin, Français et Hanovriens étaient aux prises. Colaud (1) qui menait l'avant-garde, attaqua les

1. Colaud (Claude-Silvestre), que Celliez et Varin jugeaient bon patriote et bon soldat, était un officier de cavalerie, tout à fait dénué d'initiative, sans ambition, sans autre pensée que d'obéir strictement et de se battre. Nul n'a refusé l'avancement avec autant d'obstination. Il accepta le commandement des flanqueurs, mais en déclarant qu'il ne serait pas général, qu'il n'avait jamais servi qu'aux avant-postes et dans les troupes légères à cheval. On le chargea de commander une division d'infanterie. Il se fâcha, s'indigna, s'écria qu'il voulait être en sous-ordre, qu'il se moquait des compliments qu'on lui faisait, qu'il connaissait ses moyens et n'avait pas assez de talent pour assumer une si grosse responsabilité et s'acquitter seul de l'ouvrage de trois généraux, qu'il donnerait sa démission et ferait la campagne comme simple hussard. (Colaud à Des Bruslys et à Berthelmy, 4, 11, 20, 31 août; cf. Celliez et Varin à Bouchotte, 26 juillet A. G.) Pourtant, sur l'injonction des représentants, il se soumit et accepta provisoirement le grade de général avec la division que Houchard lui confiait. Il naquit le 11 décembre 1754 à Briançon, mais il fut élevé à Bastia où son père était négociant. Enrôlé aux dragons du Roi (16 mars 1777), brigadier (10 juin 1779), fourrier (25 juin 1780), maréchal des logis chef (14 juillet 1781), adjudant (4 septembre 1782), il passe ensuite aux chasseurs d'Alsace comme sous-lieutenant (20 mai 1788), puis avec la Révolution, le voilà lieutenant (25 janvier 1792), capitaine (27 juin 1792), lieutenant-colonel (18 novembre 1792) et aide-de-camp du général Valence, colonel de la légion du Centre (26 janvier 1793). Dampierre le nomme général de brigade (4 mai 1793), et le Conseil exécutif le confirme dans ce grade trois mois plus tard (30 juillet 1793). Après Hondschoote, il devient général de division (20 septembre 1793).

villages de Watou et de Houtkerque avec vigueur, et s'en rendit maître. Les ennemis se retirèrent, les uns par la route de Proven sur le bois de Saint-Six, les autres sur Herzeele.

Houchard devait se joindre incontinent à Hédouville pour marcher sur Rousbrugge, Oost-Cappel et Hondschoote. Mais Ernouf remarqua qu'on laisserait Herzeele sur la gauche, que ce poste était garni de troupes et venait d'être renforcé par les fuyards de Houtkerque, qu'il fallait selon les règles de la prudence s'emparer de Herzeele avant de pousser outre. Houchard suivit le conseil d'Ernouf. Il décida que Jourdan se dirigerait sur Herzeele avec 7.000 hommes, tandis que l'avant-garde de Colaud irait sur Proven. Lui-même se mit à la tête de cette avant-garde et la conduisit à Proven. Puis il courut à Herzeele.

Le combat y était opiniâtre. Le colonel Prüschenk tenait les abords du bourg avec le bataillon des chasseurs hessois, deux compagnies de Laudon-Vert et un escadron de dragons. Mais, après avoir pris un canon et pénétré jusque dans le bois entre Herzeele et Winnezeele, le

Il avait été, à la bataille du 8 septembre, atteint par un biscaïen à la cuisse gauche; mais, disait Berthelmy, il était blessé au gras de la jambe et n'aurait besoin que de deux mois pour son entière guérison (Berthelmy à Bouchotte, 13 septembre). Le 6 janvier 1794, il écrivait aux représentants Vidalin et Bollet qu'il était chargé par Jourdan et d'après l'ordre du ministre, de l'instruction des troupes légères qui tenaient garnison à Reims et à Châlons. On lui reconnaissait « une pureté sans tache » et « une sobriété exemplaire ». Moreaux jugeait qu'il « remplissait fort bien l'emploi de général de division » Caffarelli du Falga lui donnera la note suivante : « Principal auteur des brouilleries survenues à l'armée, homme à humeur, frondeur impitoyable du gouvernement et peut-être même de la Révolution, ayant la réputation d'un homme probe et délicat en tout, timide et tâtonneur devant l'ennemi, passant pour bon général, partisan de Kléber. »

bataillon hessois, accablé, lâcha pied. Bientôt Herzeele fut enveloppé de tous côtés. Le colonel Prüschenk commanda la retraite vers Bambecque. Les Hessois, s'abritant derrière une petite élévation de terrain, se replièrent sur la rive gauche de l'Yser sans essuyer de perte. Les compagnies de Laudon-Vert furent refoulées dans les broussailles et abandonnèrent une pièce d'artillerie. La cavalerie dut se faire jour le sabre à la main.

Néanmoins Prüschenk défendit encore le passage de la rivière. Il avait trouvé à Bambecque un bataillon d'infanterie et deux escadrons qui formaient le détachement du général Dachenhausen, et le pont qui conduit au village était couvert par un ouvrage armé de plusieurs bouches à feu. Les républicains se présentèrent devant le pont et le canonnèrent avec deux pièces de 8. Mais leur attaque fut ralentie par un orage affreux qui dura près de deux heures. Un aide de camp de Jourdan vint dire que la pluie empêchait le combat, que les soldats avaient consommé leurs cartouches, que l'ennemi s'obstinait, qu'il semblait impossible d'en avoir raison, et qu'on ferait bien de quitter la partie. Berthelmy s'indigna : « Il faut vaincre à tout prix, s'écriait-il, et s'il n'y a plus de cartouches, qu'on se serve des baïonnettes! » Il proposa de tourner le pont, et son avis fut écouté. Un bataillon du 36e passa l'Yser à gué au-dessous de Bambecque et prit l'adversaire en flanc. Berthelmy était au premier rang; il avait avec lui des tambours qui battaient la charge. Prüschenk évacua Bambecque et, ainsi que le général Dachenhausen, recula sur Rexpoëde. Sa troupe était épuisée. Le bataillon des chasseurs hessois comptait plus de quarante tués ou blessés, et parmi ces derniers, le colonel Prüschenk qui avait reçu quatre coups de fusil, le capitaine Ochs et le lieutenant Lentulus.

Les Français n'étaient pas moins harassés. Battus de l'orage, brisés par la fatigue de cette lutte qui durait depuis le matin, ils murmuraient à la vue des chemins horribles où ils devraient s'engager. Houchard déclara qu'on en resterait là, que la possession de Bambecque était un grand et sérieux succès, qu'il allait de Bambecque lier facilement ses avant-postes à ceux d'Hédouville qui s'établissaient à Oost-Cappel. Mais les représentants lui répondirent que, puisque les Hanovriens étaient en déroute, il fallait suivre son avantage et pousser sur Rexpoëde. Des officiers de l'état-major objectèrent que ce mouvement n'avait pas d'objet, qu'il valait mieux se diriger sur Hondschoote par Oost-Cappel, qu'il se faisait tard, qu'il serait dangereux d'atteindre Rexpoëde à la nuit, qu'on prendrait nécessairement de mauvaises dispositions, qu'on se trouverait entre deux camps ennemis et que les alliés qui connaissaient le pays, profiteraient sans doute de l'obscurité pour attaquer l'armée française dans ses quartiers. Houchard partageait cette opinion. Il craignit toutefois d'être blâmé par les conventionnels s'il n'assaillait pas Rexpoëde avant la nuit. Le corps de bataille marcha sur Rexpoëde.

L'endroit est tellement entouré de haies qu'on le croirait situé au milieu d'un bois. Dachenhausen mandait à Freytag qu'il comptait s'y maintenir avec les troupes qu'il avait amenées de Bambecque. Elles ne firent qu'une faible résistance et se replièrent aussitôt vers Killem et Hondschoote. Les Français, plus las que jamais, entrèrent à Rexpoëde. La nuit venait. L'orage avait éclaté de nouveau. Les soldats cherchèrent un asile dans les maisons.

La plus grande partie de la cavalerie se réunit au milieu du village. Quelques escadrons restèrent au

dehors. Houchard avait, avec Ernouf, placé les postes; « nous serons attaqués », disait-il à Delbrel.

Presque au même instant, le maréchal Freytag avait résolu de battre en retraite. Quoiqu'il eût repoussé les attaques de Landrin contre Esquelbecq et Wormhoudt, il remarquait avec une inquiétude croissante les progrès des républicains sur la gauche de sa ligne de défense : ils ne se contentaient pas de rompre son front à Bambecque; ils menaçaient de le prendre à revers par Rousbrugge et Oost-Cappel. « Les ennemis, rapporte Scharnhorst, nous environnaient de tous côtés; pas un endroit, pas une direction en arrière, à droite, à gauche, où nous ne fussions assaillis et n'entendions la fusillade: mais partout on tint assez ferme jusqu'à ce qu'il fît sombre, et alors on se mit à se tirer d'affaire aussi bien que possible. » Freytag décida donc que son armée reculerait sur Hondschoote. Tous les détachements qui campaient autour de Bergues, se réuniraient à Maison-Blanche. Le reste qui se rassemblait à Wilder, se porterait sur Rexpoëde, et formerait deux colonnes, l'une, composée surtout d'infanterie et commandée par le général Von dem Busche, l'autre qui emmenait avec elle l'artillerie et que Freytag conduisait en personne; la première de ces colonnes prendrait le chemin de West-Cappel; la seconde, la route de Wilder.

Freytag était parti vers onze heures du soir. Il ne savait pas que Rexpoëde était aux mains des Français, et les officiers qui devaient lui annoncer la retraite de Dachenhausen, ne l'avaient pas rencontré. Aussi, marchait-il sans trop de précaution en avant de l'artillerie, avec le prince Adolphe d'Angleterre, ses aides de camp, le général Trew et le capitaine Scharnhorst, 24 dragons et 100 hommes de la garde. Soudain, à quelques mètres

de Rexpoëde, il est assailli par un escadron de cavalerie française. Tout le monde, dragons, garde, officiers, se disperse, s'enfuit vers les canons. Le général Trew se sauve à travers la campagne. L'officier d'ordonnance du maréchal tombe percé d'un coup de sabre. Un dragon de sa suite a le crâne fendu. Freytag, blessé à la tête, perdant son sang, défaille et s'affaisse dans un fossé. Le prince Adolphe d'Angleterre, blessé pareillement et un instant prisonnier, ne doit son salut qu'au dévouement du capitaine d'Uslar et du lieutenant de Wangenheim qui sacrifient leur vie pour délivrer leur prince : Uslar est tué et Wangenheim gravement atteint. L'escorte s'était arrêtée sur le chemin entre des haies; mais elle refusait de se battre dans les ténèbres. Trois fois on essaie de la faire charger; trois fois elle s'élance pour tourner bride aussitôt et s'abriter jusqu'au milieu des canons. On appelle six escadrons qui sont derrière; mais comment les porter en avant sur une voie étroite que les voitures encombrent, et autour de laquelle tourbillonnent les Français? Pourtant le colonel Mylius accourt avec son 1er bataillon de la garde hanovrienne. Mais, au fracas de cette échauffourée, Houchard commandait à Jourdan de ne laisser que trois bataillons dans Rexpoëde et d'envoyer les autres en arrière du village sur la route de Bambecque. Les bataillons qui sortent du bourg, poussent à la rencontre de Mylius, et l'accueillent par un feu de mitraille. Les fantassins hanovriens plient de tous côtés. La colonne de Freytag, privée de son chef, égarée dans l'obscurité, ignorant le nombre des ennemis qui l'attaquent, se rabat sur la gauche, hors de portée des balles. Infanterie, cavalerie, artillerie errent par les champs dans le plus grand désordre. Les Français, rassurés, certains d'avoir refoulé l'adversaire, et ne pouvant le poursuivre en pleine nuit,

ne pensent plus qu'au repos et allument des feux de bivouac. Freytag, revenu de son étourdissement, se relève, se dépêtre du fossé où il gisait, et cherche à rejoindre ses troupes. Il passe devant un bivouac, puis devant un autre, entend les soldats parler français, se rejette en arrière et arrive à un troisième bivouac, prête l'oreille; pas un bruit, pas un mot; il s'approche doucement; il croit trouver des compatriotes. Ce sont des Français. Pris, entraîné à Rexpoëde, il se garde bien de se nommer. Ceux qui le conduisaient étaient des jeunes gens imberbes, et ils considéraient avec respect ce vétéran tout meurtri de sa chute et couvert du sang qui ruisselait sur son visage. Au bout de quelques moments, l'un d'eux lui demande sa bourse. Freytag tend sa bourse pleine d'or. « Monsieur, c'est trop, dit le Français, donnez ce que vous voudrez, » et il rend la bourse à Freytag, qui distribue une poignée de ducats. On entre à Rexpoëde, on enferme le captif dans une maison, et l'on place deux sentinelles à la porte. Mais bientôt se présentent d'autres soldats, puis d'autres encore; ils se précipitent sur Freytag, le dépouillent complètement, le maltraitent, le piétinent. Pour échapper à de nouvelles violences, il finit par gagner la porte et reste sur le seuil entre les deux factionnaires.

Il allait être délivré. Wallmoden, resté à Wilder pour défendre le pont, avait voulu rattraper Freytag. Les fuyards qu'il rencontre, le colonel de Spörken et le lieutenant-colonel Kuntze, lui disent que les Français sont à Rexpoëde, et que le maréchal a disparu. Il prend incontinent son parti. Sans s'inquiéter de la colonne de Freytag, il vole à la colonne de Von dem Busche qui se dirige sur West-Cappel, ordonne à ce général de se mettre à la tête du 2e bataillon de grenadiers hanovriens et de quel-

ques compagnies autrichiennes de Laudon-Vert et du régiment Brentano, et d'enlever Rexpoëde coûte que coûte. Les soldats ont été tout le jour au combat, ils ont longtemps cheminé par la boue et l'averse, ils n'ont plus que huit cartouches par homme. Mais Wallmoden les encourage, leur rappelle leur devoir, leur montre qu'il faut sauver des camarades, qu'il faut à tout prix emporter Rexpoëde pour arracher Freytag à la captivité, pour rallier et dégager sa colonne compromise, qu'il faut s'ouvrir par la force l'unique voie de retraite qui reste à l'armée. Guidé par un paysan, Von dem Busche traverse West-Cappel, atteint sous une pluie battante la chaussée de Bergues, puis oblique vers Rexpoëde; il commande à sa troupe de garder le silence; il pousse dans les champs, à droite et à gauche de la route, deux canons dont le roulement trahirait sa marche; à minuit, il est aux abords de Rexpoëde. Il braque ses pièces sur le cimetière où il voit un grand nombre de Français réunis autour d'un immense feu de bivouac. Criblés de mitraille, attaqués à l'improviste sur leurs derrières, les carmagnoles courent aux armes. Ils tournent deux pièces d'artillerie légère contre les assiégeants; mais les Austro-Hanovriens tuent les canonniers et, conduits par le général Von dem Busche et le major de Drieberg, ils s'élancent, culbutent tout ce qu'ils trouvent sur leur passage et envahissent le village.

Houchard, Delbrel et plusieurs officiers de l'état-major étaient entrés dans la maison d'un potier où ils avaient trouvé de la bière et du pain de munition, précieuse aubaine, comme disait le conventionnel, pour des gens qui n'avaient pu se réconforter et se rafraîchir depuis le matin. On buvait gaiement dans la sécurité la plus profonde, et l'on s'entretenait des événements de la journée

lorsqu'éclata la canonnade, suivie d'une clameur qui retentissait de toutes parts : *aux armes!* Il fallait fuir. Les Hanovriens étaient déjà devant la maison du potier. Coquebert de Montbret fut capturé à l'instant où il mettait le pied à l'étrier. Houchard, Delbrel et les autres n'eurent que le temps de sauter en selle et de rejoindre le gros de la division qui bivouaquait sur la route de Bambecque.

Le général en chef envoya sur-le-champ à Hédouville l'ordre de marcher d'Oost-Cappel sur Rexpoëde. Mais ses deux messagers tombèrent entre les mains de l'ennemi. Pourtant, Rexpoëde n'était pas pris encore. Jourdan faisait face aux Hanovriens avec les trois bataillons qui restaient dans le village. On combattait au milieu de l'obscurité la plus épaisse, on se heurtait avant même de s'être aperçu, on n'avait d'autre point de mire que le feu de l'adversaire. Mais les républicains, décontenancés par la soudaineté de l'attaque, et comme frappés de stupeur, ne luttaient que très mollement. La plupart, amassés sur la place, ne songeaient qu'à se garantir des projectiles. Jourdan s'efforça vainement de les entraîner. Il vit bientôt que toute résistance serait inutile. Mais il était seul, sans état-major, sans officiers d'ordonnance, et il n'osait prescrire la retraite. Il courut demander à Houchard ses instructions. Le général en chef lui permit d'évacuer Rexpoëde et de reculer sur Bambecque où lui-même allait se retirer avec toutes ses troupes. Jourdan se hâta de retourner à Rexpoëde ; mais pendant son absence, si courte qu'elle eût été, les Hanovriens s'étaient rendus maîtres du village, et les nationaux, saisis de panique, fuyaient dans une affreuse confusion sur Oost-Cappel. Dès ses premiers pas, Jourdan reçut à bout portant une décharge de mousqueterie. Il rebroussa chemin sans savoir ce qu'étaient

devenus ses bataillons, et gagna Bambecque où déjà se répandait le bruit de sa mort.

Freytag était sauvé. Ses sentinelles l'avaient abandonné dès le commencement de l'action. Il rentra dans la maison. Un sergent-major et cinq soldats vinrent successivement s'y cacher. Mais le lieutenant Von dem Busche, fils et aide de camp du général, et l'enseigne Arentschildt s'étaient juré de retrouver Freytag. Ils frappèrent à la porte et reconnurent la voix du maréchal; ils pénétrèrent en criant aux Français de se rendre : « Ne leur faites pas de mal, dit Freytag, ils m'ont bien traité; mais les autres qui étaient ici auparavant m'ont foulé aux pieds, moi, un vieillard! » Il était las et souffrait de sa blessure. On le coucha sur un caisson et l'emmena à Furnes.

Cette affaire de Rexpoëde fut décisive. Elle ouvrait aux alliés le chemin d'Hondschoote que les Français auraient pu lui couper. Wallmoden avait pris le commandement. Il mit en ordre les colonnes et les conduisit le lendemain matin à Hondschoote, après avoir fait filer durant la nuit l'artillerie et les bagages. Mais il fallut, pour pousser les canons, débarrasser la route des blessés qui l'obstruaient, et Scharnhorst se souvint toute sa vie des cris déchirants qu'il entendit et de la douleur qu'il éprouva lorsqu'il dut jeter dans les fossés ses compatriotes qui respiraient encore.

Houchard, Jourdan, les représentants attendirent le jour à Bambecque dans la plus vive anxiété. Le général en chef, ignorant qu'il avait cédé devant un millier d'hommes, et se croyant en présence de tout un corps d'armée, s'étonnait de n'être pas poursuivi. Le désordre était indescriptible. Les bataillons débandés refluaient dans la direction de Cassel. On essayait de les retenir. Mais les soldats, sûrs de n'être pas reconnus dans les ténèbres,

détalaient aussi vite qu'ils pouvaient à travers la pluie et la boue. Delbrel, Berthelmy et les officiers de l'état-major passèrent la nuit à courir autour de cette traînée de fuyards. A force d'exhortations et de menaces, ils parvinrent à rallier la division. Pour la concentrer et la débourrer, la tirer des chemins exécrables où elle pataugeait depuis plusieurs heures, Houchard recula de Bambecque sur Herzelle.

Telle fut la journée du 6 septembre. Tandis que Dumesny demeurait oisif à Bailleul, que Landrin faisait une démonstration sur Esquelbecq et Wormhoudt, que Vandamme prenait Reninghelst, que Hédouville et Colaud s'emparaient de Rousbrugge et d'Oost-Cappel, Jourdan et Houchard, après avoir occupé Bambecque et Rexpoëde, se repliaient sur Herzeele, comme s'ils étaient vaincus, et, malgré la supériorité du nombre, ils n'avaient pu détruire ou capturer un seul détachement de l'armée d'observation.

La journée du 7 septembre n'eut presque aucun résultat. Houchard était obligé d'interrompre l'expédition, de débrouiller le chaos de la division du centre qui, après l'avantage de la veille, était confuse et mêlée comme après une défaite, de rendre du cœur à ces troupes novices, si promptes à s'effrayer, si insouciantes, si gaspilleuses. Il avait prescrit que chaque homme eût des vivres pour quarante-huit heures et cent cinquante cartouches. Dans la matinée du 7, les bataillons de Jourdan n'avaient plus ni pain, ni eau-de-vie, ni muni tions; ils avaient vidé, le jour précédent, leur sac et leur giberne.

Hédouville était intact, et, à huit heures du matin, il quittait Oost-Cappel, attaquait l'arrière-garde de Wallmoden qui marchait de Rexpoëde sur Hondschoote. Cette

arrière-garde formait l'extrême droite de l'armée d'observation. Elle était partie trop tard, et Hédouville pouvait lui fermer le chemin d'Hondschoote, la recogner au nord vers le canal de Furnes. Mais les Hanovriens, animés par le courage du désespoir, réussirent à se frayer un passage, et à rejoindre leurs compatriotes dans l'après-midi.

Vandamme fut plus hardi qu'Hédouville. Il avait passé par Rousbrugge, passé par Rexpoëde où il fit halte pour rassembler ses troupes, puis par West-Cappel. Là, il rencontra le convoi que Wallmoden envoyait à Furnes. Il l'inquiéta et le harcela, s'empara de plusieurs voitures de bagages et d'un détachement de dragons. Enhardi par ce succès, Vandamme poussa sur Hondschoote, à quatre heures du soir. Un feu de mousqueterie et d'artillerie s'engagea des deux parts. Vandamme assure qu'il était très vif et très soutenu, que balles, biscaïens et boulets tombaient comme grêle, que ses tirailleurs entrèrent néanmoins dans la première rue d'Hondschoote. Mais ce que Vandamme ne dit pas, c'est qu'il recula devant une charge audacieuse des Hanovriens. Fatigué, désireux d'en finir, le général Diepenbroick ordonne soudain à ses bataillons de mettre la baïonnette au bout du fusil, s'élance sur les républicains et leur enlève trois canons. La nuit venait, et Vandamme se retira sur Killem où il fit cuire du pain et tuer des bestiaux pour son avant-garde affamée.

Le 8, se livra la bataille. Wallmoden pouvait l'éviter ; mais, sur les ordres de York, il l'accepta. Dans l'après-midi du 7, le général Werneck et le marquis de Bouillé l'avaient instamment prié, au nom du duc, de lutter encore, et un régiment hessois, le régiment Erbprinz ou

du prince héritier, détaché de l'armée de siège et commandé par le général-major Cochenhausen, était venu le renforcer. Le corps d'observation s'établit donc en avant d'Hondschoote. Il appuyait sa droite au canal de Bergues et sa gauche aux jardins du village de Leysele. La ville d'Hondschoote, derrière le centre de la position, n'était nullement propre à la défense parcequ'elle est ouverte presque de tous côtés. Mais Wallmoden garnit d'infanterie et d'artillerie les buttes, les remparts qui tombaient en ruines, les vieilles maisons du dehors et le cimetière. Il fit construire à la hâte de petites redoutes sur ses deux flancs. Au centre, sur une éminence où s'élevait un moulin à vent, il mit une batterie de huit pièces et de quatre obusiers, et cette batterie dominait le seul chemin que les pluies n'eussent pas défoncé, la seule voie praticable aux Français, la chaussée pavée qui mène de Killem à Hondschoote. Toutefois, le terrain, plein de buissons et de bouquets d'arbres qui donnent au pays l'aspect d'un véritable bocage, n'était pas favorable aux coalisés, et les Français furent surpris que l'adversaire n'eût pas élagué les haies qui leur offraient un couvert. En outre, sur ce sol coupé, la cavalerie ne servait à rien; aussi Wallmoden l'avait-il placée en arrière, à droite de la route de Furnes.

Houchard avait fait, la veille, des dispositions d'attaque. Cette fois encore, il commit des fautes. Au lieu d'appeler à lui les divisions d'Hédouville, de Landrin et de Dumesny, il envoya l'une vers Bergues, l'autre à Dunkerque, et la troisième sur Ypres. Le général d'Hédouville était à Oost-Cappel: Houchard lui enjoignit de se porter aux environs de Bergues, et, s'il ne rencontrait pas d'ennemi, de s'établir entre Oost-Cappel et Leysele pour participer à la bataille. Le général Landrin avait, après la

retraite des Hanovriens, occupé sans coup férir Esquelbecq et Wormhoudt : il eut mission de renforcer la garnison de Dunkerque. Le général Dumesny, qui restait à Bailleul sous prétexte qu'il n'avait pas d'ordre écrit, reçut les mêmes instructions qu'auparavant : il devait bombarder Ypres et s'en saisir, si l'occasion était propice. Houchard croyait qu'Hédouville reviendrait à temps pour jouer son rôle dans l'action, que Landrin empêcherait le duc d'York d'envoyer du secours au corps d'observation, et que Dumesny faciliterait les opérations de l'armée française en couvrant sa droite. Il eût bien mieux fait de garder sous sa main ces trois divisions qui grossissaient ses forces et qui l'eussent aidé dans la journée du 8 à cerner Wallmoden et à recueillir tous les avantages de la victoire. Ni Hédouville, ni Landrin, ni Dumesny ne firent rien d'utile. Hédouville arriva trop tard et n'assista pas à la bataille. Landrin mena très mollement les sorties de la garnison dunkerquoise et laissa deux bataillons hessois se jeter dans Hondschoote. Dumesny échoua piteusement dans son entreprise. Le 8, il poussait sur Ypres après avoir refoulé les tirailleurs qui lui disputaient le village de Vlamertinghe et le soir, à la faveur des buissons, deux de ses officiers, l'un du génie, l'autre de l'artillerie, reconnaissaient les abords d'Ypres et le corps de la place. Le lendemain, au matin. durant cinq heures, trois batteries, l'une de 16 et de 12, l'autre de 18, la troisième d'obusiers, canonnaient Ypres. La ville était défendue par vingt-quatre pièces et n'avait pour toute garnison que 700 Hanovriens qui manquaient de cartouches, et un bataillon autrichien de Stuart, commandé par le colonel de Salis. Mais Dumesny ignorait la faiblesse numérique des assiégés et il crut aux espions qui lui annonçaient faussement que des masses considé-

rables venaient de Menin sur sa droite et sa gauche. Dès le 9 septembre, il ordonnait la retraite qui s'exécuta à huit heures du soir, sous la pluie et par les mauvais chemins. Encore eut-il le chagrin de voir ses troupes se livrer au désordre. Vainement les officiers les sermonnaient en mêlant à leurs remontrances d'énergiques *sacredieux.* « Le soldat, écrit le commissaire des guerres Chivaille, s'est beaucoup trop occupé du pillage et les chefs n'ont pas toujours été écoutés quand ils ont voulu l'arrêter; si l'on ne fait pas un exemple éclatant, je ne sais ce que nous deviendrons quand nous entrerons en Belgique (1). »

Mais, bien que privé des divisions Hédouville, Landrin et Dumesny, Houchard avait encore assez de monde pour battre l'adversaire. Le 8, à trois heures du matin, il ébranlait le centre de l'armée. A neuf, il débouchait au hameau des Cinq-Chemins, à 1.200 mètres environ au sud d'Hondschoote. Il s'étonna que ce poste, qui lui semblait de grande importance, ne fût pas défendu, et il interrogea les habitants pour savoir si les alliés occupaient Hondschoote et combien ils étaient. Les paysans lui répondirent qu'on ignorait le nombre des ennemis, que personne ne pouvait approcher de leur camp, mais qu'ils se trouvaient sûrement à Hondschoote.

Gay-Vernon alla reconnaître la position et s'en approcha tellement qu'il put compter les bouches à feu que renfermaient les batteries. Il revint dire que Wallmoden avait sans doute usé de prudence en n'établissant ni avant-postes, ni défenses extérieures, que ce général crai-

1. Foucart et Finot, II, 113-116; Schels, 20; relation d'Arnaudin déposition de Levasseur « Hédouville aurait dû se trouver à Hondschoote, et Houchard l'en avait éloigné. »

gnait l'enlèvement de ses vedettes qui auraient renseigné les Français, qu'il se tenait sur ses gardes et occupait fortement les endroits accessibles, mais que le terrain montait en pente douce vers Hondschoote et que l'armée pousserait facilement jusqu'à cent toises des retranchements en se couvrant des haies et des bois.

Les rapports de Gay-Vernon ne suffisaient pas à Houchard. Il fit lui aussi sa reconnaissance, et à la vue du sol coupé d'arbres, de broussailles et de fossés, à la vue des canons et des redoutes, il déclara que l'attaque serait très difficile. Il aurait dû tourner la gauche des Hanovriens qui n'avait d'autre appui que le village de Leysele. L'aspect imposant de cette aile où Wallmoden avait posté une partie de sa grosse artillerie, l'abusa. Il résolut de diriger ses efforts sur la ligne entière et, comme avait fait Dumouriez à Jemappes, de l'attaquer vivement sur tous les points.

Colaud devait combattre à la droite et marcher entre Killem et Beveren. Jourdan aborderait le centre et emporterait la chaussée de Killem. A gauche, Leclair, sorti de Bergues, suivrait la rive du canal, se joindrait à Vandamme qui flanquait la gauche de Jourdan, et de concert avec lui, enfoncerait la droite des coalisés. 21.000 Français s'avançaient contre 13.000 Anglo-Hanovriens ; mais Wallmoden, ne pouvant se servir de sa cavalerie, ne disposait en réalité que de 9.000 fantassins.

Dix canons furent amenés au centre, en tête de la colonne de Jourdan, et tonnèrent contre la batterie que Wallmoden avait installée en avant d'Hondschoote. Le feu de l'artillerie française était habilement dirigé. Quelques canonniers hanovriens furent blessés, non seulement par les boulets, mais par les éclats de bois que les projectiles enlevaient des maisons voisines et jetaient dans les bat-

teries. Toutefois Houchard ne lançait pas encore l'infanterie. Il attendait que la colonne de Colaud, guidée par Berthelmy, eût atteint l'emplacement qu'il lui avait assigné. Mais cette colonne fit un grand circuit et deux heures se passèrent avant qu elle fût en ligne. Le centre trépignait d'impatience. Bientôt des enfants perdus sortirent des rangs et engagèrent la fusillade. Houchard les laissa faire ; puis, voyant qu'ils se repliaient, détacha plusieurs centaines de tirailleurs. A leur tour, ces tirailleurs n'eurent pas l'avantage. La colonne de Jourdan, émue par leur reculade, émue aussi par le canon qu'elle essuyait à demi-portée, se mangeait le sang. En vain Delbrel remontrait à Houchard qu'il était dangereux de garder immobile sous le feu une troupe qui brûlait du désir de combattre, que les choses s'aggravaient, que l'action qui paraissait de petite conséquence, prenait de considérables proportions. En vain il disait que la mousqueterie retentissait des deux côtés, que les divisions de droite et de gauche assaillaient les avant-postes ennemis, qu'il ne fallait pas différer l'attaque. Houchard n'osait prescrire un mouvement décisif. Delbrel, entendant des murmures et voulant donner aux soldats l'exemple du courage passif, alla se mettre à la tête de la colonne, entre deux canons, et resta là, s'exposant au péril, bravant la mort avec crânerie, offrant par son panache tricolore et par le cheval blanc qu'il montait un point de mire aux artilleurs hanovriens. Mais enfin la divison n'y tient plus ; elle ne saurait durer en place ; de son propre chef, elle se précipite, frémissante. Presque tous les bataillons se débandent et s'éparpillent en tirailleurs. Rien ne peut d'abord résister à leur élan. Ils se servent avec adresse, pour se couvrir, des fossés, des haies, des buissons. Ils enlèvent des épaulements ; ils approchent peu à peu des

Hanovriens déployés en longues lignes, et, malgré les salves de peloton qui les accueillent, menacent le flanc gauche de la position.

Wallmoden, inquiet, fait avancer une partie de son infanterie. Le général major de Cochenhausen était posté à quelques centaines de pas à gauche d'Hondschoote avec le premier bataillon du régiment Erbprinz et deux compagnies de Brentano Il eut ordre de se jeter au-devant des tirailleurs républicains et de les refouler. Cochenhausen marcha sur-le-champ, et ces huit compagnies qui s'ébranlaient gravement et avec un calme imperturbable, mirent en déroute le centre de l'armée française. De toutes parts les nationaux étaient en fuite. Le péril sembla si grand que Houchard réunit les drapeaux et les envoya sur les derrières sous la garde d'un bataillon.

Exaspéré, Delbrel reprochait au général ses tergiversations. Houchard, embarrassé, répondait que l'affaire était très chaude, qu'il ne croyait pas l'adversaire aussi fort, et au bout de quelques minutes, lâcha le mot de retraite. Le représentant éclata : il déclara que l'armée ne reculerait pas ; qu'elle était trop engagée pour se retirer; qu'on avait tout à craindre d'un mouvement rétrograde; que les troupes, pour la plupart de récente levée, ne pourraient pas se replier lentement et sans confusion; que le signal de la retraite serait le signal du *sauve qui peut* ; bref, concluait Delbrel, il fallait pousser en avant; l'attaque était l'unique ressource, le seul espoir de salut qui restait ; pourquoi ne pas se fier à la valeur et à l'impétuosité des Français ? Levasseur et Jourdan l'approuvèrent. Houchard céda. Trois bataillons avaient gardé leurs rangs et ne s'étaient pas encore dispersés, comme les autres. Il appela cette demi-brigade pour arrêter la marche victorieuse de Cochenhausen. Il pria Jourdan

de rallier sa division aussi bien que possible et de tenter un nouvel assaut. Il dépêcha un officier à la division de gauche qui devrait fondre vigoureusement sur l'ennemi lorsqu'elle entendrait battre la charge au centre. Il recommanda pareillement à Jourdan de n'attaquer que lorsque la charge battrait à la droite. Lui-même courut à cette droite pour lui donner l'impulsion. Le représentant Levasseur l'accompagnait.

Delbrel restait avec Jourdan à la division du centre. Tous deux calculaient que Houchard était depuis longtemps à la division de droite, et ils attendaient fébrilement le signal de l'attaque générale. Mais la charge ne battait pas. Les troupes ralliées par Jourdan ainsi que les trois bataillons de réserve, s'étaient élancées de rechef en tirailleurs et, après avoir gagné du terrain, pliaient pour la seconde fois sous le feu des compagnies de Cochenhausen qui ne cessaient d'avancer, fermes et flegmatiques, malgré les obstacles du sol. Jourdan et Delbrel s'efforcent inutilement de retenir et de ramener les fuyards. Bientôt ils se trouvent seuls en avant de la ligne française. Ils n'avaient pas néanmoins perdu courage et ils agitaient les moyens de rallier une troisième fois la division du centre et d'opérer une troisième attaque. Jourdan proposa de battre la charge sans plus attendre, de faire donner le bataillon qui gardait les drapeaux et de se servir de la cavalerie qui demeurait inactive pour arrêter les fugitifs et les pousser au combat. « Que le bataillon qui garde les drapeaux, disait-il, débouche au pas de charge et forme une tête de colonne qui impose aux tirailleurs ennemis; nos fuyards, rassurés, reviendront à nous ; la colonne ira se grossissant comme une boule de neige, et, si nous battons la charge, la division de gauche nous secondera. » Delbrel applaudit à cet avis. Mais le

général ajoutait qu'il avait les bras liés par les ordres de Houchard ; on lui avait commandé de ne rien entreprendre au centre avant que la droite eût commencé l'attaque ; s'il échouait, on imputerait le revers à sa désobéissance. Delbrel se détermina sur-le-champ ; quel que fut l'événement, il croyait bien faire et voulait, dans cet instant critique, se dévouer au salut de l'armée. « Vous craignez la responsabilité, dit-il avec vivacité à Jourdan ; eh bien je prends tout sur moi et je vous donne l'ordre formel d'attaquer aussitôt ; mon autorité prime celle du général en chef, et vous ne pouvez balancer. » Puis, se radoucissant : « Vous m'avez mis dans la nécessité de vous parler en supérieur ; je vais maintenant agir en subordonné : je serai l'aide de camp, l'adjudant qui vous manque. » Il courut chercher la cavalerie et la mit aux trousses des fuyards. Il amena le bataillon qui gardait les drapeaux. Mais il ne trouva plus Jourdan à l'endroit où il l'avait laissé : le général, légèrement blessé par un boulet qui lui effleura la poitrine, avait dû se retirer.

Tout semblait désespéré, et Houchard avoue que le combat devenait toujours plus rude. L'infanterie de Cochenhausen n'avait pas interrompu sa marche lente et menaçante. La batterie qui ripostait à la batterie du moulin d'Hondschoote allait être compromise. Les canonniers ne savaient que faire : s'ils ne bougeaient pas, leurs pièces tomberaient peut-être aux mains de l'ennemi, et, s'ils rétrogradaient, ils décidaient la défaite ; quelle est l'infanterie qui ne se dissipe pas lorsqu'elle voit la retraite de son artillerie ? Par bonheur, la charge se fit entendre dans ce moment à la droite. On la battit au centre. On la battit à la gauche. Les carmagnoles s'élancèrent de nouveau, la baïonnette au bout du fusil. Delbrel les menait, et les soldats, s'animant les uns les

autres par les cris de *Vive la Nation*, *Vive la République*, suivaient avec enthousiasme le plumet du conventionnel. Ils se jetèrent dans un large fossé dont les bords étaient couverts d'une haie épaisse. Ils criblèrent de balles la colonne de Cochenhausen qui s'arrêta brusquement. A cet instant revenait Houchard, le sabre au poing, en tête d'un superbe régiment de cavalerie, le 17e qu'il avait tenu jusqu'alors en réserve et qui comptait plus de cinq cents chevaux. Le régiment arrive au grand trot et se déploie dans le meilleur ordre. Il fond sur le flanc des compagnies autrichiennes de Brentano, il l'enfonce et fait prisonniers le colonel de Wolf ainsi qu'une centaine d'hommes, il entoure à droite et à gauche le 1er bataillon du régiment Erbprinz. Ce choc rétablit tout; l'artillerie française reprend cœur; les bataillons épars se reforment derrière elle. La colonne de Cochenhausen se retire dans les jardins d'Hondschoote en laissant sur le terrain une quantité de tués et de blessés, une pièce de canon qui n'a plus de servants, et l'intrépide Cochenhausen à qui un coup de mitraille a fracassé les deux jambes. Et pourtant, les Austro-Hessois ne se rebutèrent pas. Ils se rallièrent, et de nouveau le 1er bataillon Erbprinz et les deux compagnies autrichiennes, renforcés de deux autres compagnies de Brentano, réapprovisionnés, pourvus de poudre et de balles, se portèrent à la rencontre des Français. Le 1er bataillon Erbprinz reconquit la pièce de canon qu'il avait perdue. Mais la masse des républicains ne cessait de grossir; la ligne des alliés mollissait, fléchissait peu à peu; les nationaux se montraient sur la chaussée de Killem en nombreux essaims, les uns poussant de grands cris, les autres chantant la *Marseillaise* ou la *Carmagnole*. Wallmoden avait mis au débouché de cette chaussée tous ses

bataillons de grenadiers hanovriens et en arrière, près de la batterie qui balayait la route, le 2e bataillon du régiment Erbprinz. Les grenadiers n'avaient plus de munitions. Sur l'ordre de Wallmoden, le 2e bataillon Erbprinz, encore frais et intact, quitta la batterie à laquelle il servait de soutien et vint sur la première ligne relever les grenadiers. Il fit feu, puis, à la voix de son chef, le major Mallet, marcha baïonnette baissée sur les tirailleurs français qui ne discontinuaient pas d'avancer, et leur arracha des prisonniers, et notamment le major de Düring. Les grenadiers hanovriens suivirent le bataillon Erbprinz, et, cette fois encore, les républicains reculèrent. Mais ce fut le terme des vaillants efforts des alliés. Quatre heures d'un combat persistant les avaient épuisés, et bien que le parc de réserve les eût ravitaillés à divers intervalles, ils avaient consommé toutes leurs cartouches. A midi, la gauche de la grande batterie qui couvrait Hondschoote, était emportée par le bataillon des grenadiers nationaux du Pas-de-Calais qui pénétraient au cœur de la position en même temps que les gendarmes de Paris et les chasseurs du Mont-Cassel qui formaient l'avant-garde de la division de gauche.

Les deux colonnes de droite et de gauche s'étaient en effet ébranlées, comme celle du centre. A la droite, Colaud reçut une blessure grave et Levasseur eut son cheval tué sous lui. Un autre général, le Belfortain Mengaud, eut la cuisse traversée par un coup de feu (1). Une redoute

1. François-Xavier Mengaud, né à Belfort le 9 avril 1752, était fils d'un avocat au parlement d'Alsace. Au sortir du collège, il entra aux gardes du corps du comte d'Artois. Il revint à Belfort en 1781. Elu, en octobre 1789, commandant d'un corps de volontaires à cheval, et, en janvier suivant, colonel des deux corps de la garde nationale, député en cette qualité aux fédérations à Dôle, à Strasbourg et

fut prise deux fois par les républicains et reprise deux fois par les Hanovriens. Cette division, livrée à elle-

à Paris. procureur syndic de la commune, juge au tribunal du district, il présidait le club de Belfort lors de la « désertion » de Louis XVI et prononça à cette occasion un discours propre à inspirer l'horreur de la royauté. Elu capitaine de grenadiers, et le lendemain, chef du 2e bataillon des volontaires du Haut-Rhin, il fit les campagnes de l'armée du Rhin jusqu'au 14 août 1793. Appelé à l'armée du Nord avec la 36e brigade, il fut nommé à Arras chef de cette brigade par les représentants Elie Lacoste, Peyssard et Delbrel, en remplacement du citoyen Ferette destitué. Mais, au même instant, le colonel Saint-Laurent arrivait, avec un brevet du Conseil exécutif, pour prendre le commandement de la brigade. Mengaud, « culbuté » de cette place, et déjà pourvu d'un successeur au 2e bataillon des volontaires du Haut-Rhin, perdait ses deux emplois en huit jours et se trouvait, comme il dit, dans une inquiétante position. Mais les représentants lui ordonnèrent d'exercer les fonctions de général de brigade, et ce fut en cette qualité qu'il commanda à Herzeele et à Hondschoote. Transporté à Cassel après sa blessure, Mengaud y reçut une lettre du Conseil exécutif qui le nommait général de division par arrêté du 25 septembre. Mengaud fut ravi: « Un être bienfaisant, écrivait-il, protège les patriotes; le Conseil a bien trouvé le moyen de me consoler; je n'aurai pas l'humiliation de voir un officier de ligne (Saint-Laurent) me prendre ma place; je la quitte pour devenir son chef. » Mais sa joie se mêlait de surprise; il n'avait pas eu, avant d'être divisionnaire, le brevet de brigadier, et il se demandait s'il était général de brigade ou général de division. Revenu à Belfort lorsqu'il entra en convalescence, il reçut une lettre datée du 30 juillet qui le nommait général de brigade : « J'ai appris, marquait-il à Audouin que j'étais général divisionnaire avant de savoir que j'étais porté au grade de général de brigade; cela te prouve l'exactitude qui règne dans les postes. » Le ministre lui demandait des pièces; Mengaud répondit qu'il n'avait rien; les généraux sous lesquels il avait servi, étaient guillotinés ou destitués: « Custine ne vit plus; Houchard peut-être l'a suivi; Munnier est arrêté à Strasbourg; Neuvinger est prisonnier; je ne sais où est La Farelle. » Nommé au mois de germinal an II à l'armée du Rhin qu'il ne put rejoindre à cause de sa blessure, réformé, puis remis en activité et chargé du commandement de la 6e division militaire à Besançon (9 thermidor an VII), employé à l'armée d'Italie (8 décembre 1799) et commandant à Tortone (4 juillet 1800), réformé de nouveau (22 août 1800), sous-préfet de Belfort du 25 janvier 1805 au 22 août 1814, Mengaud mourut dans sa ville natale le 30 décembre 1830 (A. G.).

même, ne fit pas de très grands progrès et une partie seulement entra dans Hondschoote à la fin de la lutte.

Mais l'attaque de la colonne de gauche fut vigoureuse. La division d'Hédouville ne donna pas. Ce général, comme on pouvait s'y attendre, chemina près de la moitié du jour sur la route de Bergues sans voir l'ennemi, et lorsqu'il se rabattit vers Hondschoote où grondait la canonnade, l'action était terminée. Vandamme et surtout Leclaire firent ce qu'Hédouville aurait dû faire. Leclaire était sorti de Bergues avec 3.000 hommes, selon son instruction, et, longeant le canal, poussait droit sur Hondschoote. Après avoir refoulé derrière la petite Moëre un détachement qui gardait Warhem et qui n'opposa qu'une faible résistance, il arriva à une redoute. Cette redoute, construite en avant du port d'Hondschoote, derrière une flaque d'eau, et armée de deux canons, protégeait la droite des alliés. Les volontaires de l'Orne, qui marchaient au premier rang, eurent peur et se sauvèrent. Le 24e de ligne, autrefois Brie, et les gendarmes à pied de Paris vinrent à la rescousse. Mais les bataillons hanovriens de Diepenbroick tenaient ferme et sur plusieurs points chargèrent l'assaillant à la baïonnette. Le 3e bataillon de grenadiers enleva même deux canons. Enfin, la bravoure des soldats du 24e et de ces gendarmes de Paris qui passaient pour le corps le plus indiscipliné de l'armée, eut le dessus. Ils traversent la flaque d'eau où ils enfoncent par instants jusqu'à la poitrine, ils atteignent la redoute, ils l'escaladent en montant sur les épaules les uns des autres et en faisant des échelons avec leurs sabres et leurs baïonnettes qu'ils fichent dans le talus. La redoute fut prise.

Pressé sur son flanc droit et craignant que les Français ne vinssent envelopper son flanc gauche, lui couper

la route de Furnes et le rejeter dans la grande Moëre, Wallmoden prescrivit la retraite. Elle se fit en deux colonnes. Le 2e bataillon du régiment Erbprinz défendit le débouché de la chaussée de Killem, puis les avenues d'Hondschoote jusqu'à ce que toute l'armée eût gagné les deux chemins qui mènent à Furnes, l'un par Bulscamp, l'autre par Hogesstade. On combattit encore au milieu de la ville, sur la place, au grand corps de garde et dans les maisons environnantes. La résistance des Hessois et des Hanovriens était opiniâtre, et suspendit quelque temps la poursuite. Le capitaine d'artillerie Scharnhorst se signala par sa valeur et son sang-froid. Il sauva deux canons en appelant à lui quatre officiers dont le général Diepenbroick, en ralliant autour des pièces quatre cents hommes d'infanterie, en couvrant d'un feu de mitraille les premiers républicains qui s'approchaient, en repoussant par trois fois les tirailleurs qui le prenaient de flanc. Il ne s'éloigna que lorsque le reste du corps d'observation eut quitté Hondschoote : il emmenait, pour ne pas laisser ce trophée dans les mains du vainqueur, une pièce d'artillerie dont l'avant-train était brisé, et, s'il dut abandonner les blessés, le doux et généreux capitaine qui s'était fait jurer par les siens de ne jamais l'oublier sur le champ de bataille, mit du moins sur son cheval un pauvre Hanovrien gravement atteint et incapable de marcher.

A trois heures du soir, expiraient les derniers bruits de cette sanglante journée (1). Les colonnes françaises entraient, chacune de leur côté, dans Hondschoote. Les rues et la place se remplissaient de soldats. Delbrel

1. Le combat, écrivait Berthelmy à Bouchotte, le 8 septembre, « a fini à deux heures du soir. »

prévit la confusion qui résulterait de cet amoncellement de troupes en un même endroit. L'armée eut ordre de traverser la ville sans s'arrêter et de se porter au dehors, sur le chemin de Furnes. Le général en chef avait pris les devants. Il était en deçà d'Hondschoote avec quatre canons et les bataillons qu'Hédouville s'était enfin décidé, mais trop tard, à conduire sur le lieu du combat. Le 2e régiment de hussards et un bataillon d'infanterie pourchassèrent l'ennemi; ils ne dépassèrent pas Houthem où Wallmoden avait rompu le pont.

Houchard aurait pu fermer la route aux alliés et leur donner le coup de grâce s'il avait poussé hardiment sa pointe et marché sur Furnes sans balancer. Son chef d'état-major, Berthelmy, n'avait-il pas promis de jeter les Anglais dans la mer ? Ne disait-il pas à la Convention, en annonçant la victoire d'Hondschoote, que, si le siège n'était pas levé, les Anglais le paieraient cher, « qu'ils seraient obligés de mettre bas les armes, sans quoi ils seraient hachés ou mourraient d'eau salée ? » En courant à Furnes dès le soir du 8 septembre, les Français refoulaient sur Thourout les débris du corps d'observation et barraient à l'armée de siège la seule voie qui lui restait. Il est vrai que l'entreprise présentait quelques risques : il fallait franchir trois canaux; il fallait accabler Wallmoden; il fallait s'étendre de Furnes à la mer et attaquer le duc d'York qui se battrait peut-être en désespéré.

Mais, si les Hanovriens de Wallmoden avaient déployé toute la bravoure dont les forces humaines sont capables, et, comme dit Dohna, s'ils n'abandonnaient le champ de bataille qu'après la résistance la plus obstinée et ne cédaient qu'à la terrible supériorité du nombre, leur retraite s'était exécutée dans un désordre inexpri-

mable. Sur 9.000 hommes d'infanterie, 85 officiers et 2.500 soldats étaient tués, blessés ou prisonniers (1). Des bataillons perdaient la moitié de leur monde, et le régiment Erbprinz, le dernier qui fût resté dans Hondschoote, plus du sixième de son effectif. Les survivants, découragés, harassés, manquant de nourriture et de munitions, se traînaient avec peine sur les chemins. Les généraux, les aides de camp, le chef d'état-major n'avaient pas dormi depuis deux nuits. Scharnhorst confesse que l'armée de Wallmoden, pressée vigoureusement, courait un péril immense : « Une nouvelle bataille, écrit-il, aurait eu des suites extrêmement tristes, et si les républicains avaient toujours menacé notre flanc gauche, même s'ils n'avaient engagé qu'une canonnade, nous aurions abandonné Furnes, Dixmude, Nieuport, pour nous retirer sur Thourout. » Avec un peu de diligence et d'audace, Houchard refoulait donc Wallmoden jusqu'aux portes de Brugues et enlevait comme d'un tour de main la Flandre occidentale. En cette occasion, conclut gaiement Scharnhorst, « les Français ont été plus amis qu'ennemis ».

Quant au duc d'York, les coalisés avouent que sa situation était critique. L'*Annual Register* de 1793 assure que Houchard ne sut pas saisir le moment et ne fit pas son devoir, qu'il aurait pris le duc d'York, s'il avait voulu. Les bulletins anglais rapportent que la plus grande confusion régnait dans le camp du prince, que les soldats voyaient avec inquiétude briller sur un terrain de

1. Cochenhausen prisonnier mourut deux jours après la bataille; c'est le général hessois que Vandamme fit enterrer avec les honneurs de la guerre (Du Casse, I, 53); cf. Dohna III, 332 ; et Lehmann, *Scharnhorst*, I, 124.

plusieurs milles le long du canal de Furnes les feux des Français ; on craignait très sérieusement, disent-ils, que Houchard n'eût l'idée de passer la grande Moëre dans les endroits où elle était praticable, de forcer le pont de Ghyvelde et de couper ainsi l'armée de siège en deux tronçons. L'émigré Arnaudin, attaché à l'état-major de York, reconnaît que si les républicains avaient brusquement traversé la grande Moëre qui, dans la partie du nord, offrait un passage très facile, ils auraient empêché la jonction de York et de Wallmoden, et que le duc, cerné de toutes parts, n'aurait eu d'autre ressource que de se faire jour baïonnette baissée ou de capituler. « Remercions, s'écrie un Hessois, remercions la Providence que les talents de Houchard n'aient pas égalé ceux de Turenne, de Marlborough, d'Eugène ou de Frédéric II ; que n'aurait pas souffert l'armée combinée ! »

Mais Houchard était satisfait de ses avantages : l'attaque d'Hondschoote avait réussi, et cette lutte qui lui inspirait les plus vives alarmes, se convertissait, disait-il, en une victoire de la plus grande conséquence. Il voyait les Anglo-Hanovriens en déroute ; il voyait Dunkerque débloqué, débarrassé des « soldats de la tyrannie ». Les vœux de la nation n'étaient-ils pas remplis? Les alliés, en fuyant, épargnaient à l'armée républicaine la peine d'un second combat et laisseraient en sa possession leurs magasins et leurs bouches à feu. Que de beaux et glorieux résultats ! Pourquoi les compromettre ? Carnot ne lui recommandait-il pas d'éviter une action décisive *pour peu qu'elle fût douteuse ?*

Les représentants n'étaient pas du même avis. Delbrel et Levasseur pensaient que Houchard aurait dû marcher sur Furnes. Delbrel ne dit rien. Il avait, quelques instants auparavant, au fort de la bataille et dans l'immi-

nence d'un désastre, donné des ordres impérieux ; mais il déclarait volontiers qu'il n'avait pas de connaissances militaires, qu'il n'était que le premier soldat de l'armée et qu'il ne traverserait jamais les desseins des généraux qui sont seuls responsables de leurs opérations et doivent concevoir librement leurs plans. Levasseur fut plus hardi, plus tranchant. Il proposa de mener les vainqueurs d'Hondschoote sur la chaussée de Furnes pour couper la retraite à l'Anglais. Houchard lui répliqua qu'il n'avait pas assez de monde et Gay-Vernon, appuyant Houchard, affirma que les chemins étaient impraticables et qu'on ne pourrait y conduire le canon, qu'on devait tout craindre de troupes indisciplinées et que, si l'on essuyait un revers, on perdrait l'artillerie, qu'il valait mieux attendre au lendemain pour prendre parti. « Si les chemins, s'écria Levasseur, sont mauvais pour nous, ils le sont aussi pour les alliés, et où passe leur artillerie, passera bien la nôtre ! » Mais Houchard et Gay-Vernon persistèrent dans leur opinion. « Vous n'êtes pas militaire, » répétait Houchard au représentant. Il ajoutait que ses bataillons étaient extrêmement fatigués, qu'ils avaient besoin de quelques heures pour manger et se reposer, qu'ils feraient, en se portant sur Furnes, une de ces marches de nuit qui sont si dangereuses, et il rappelait Rexpoëde et la douloureuse expérience de l'avant-veille. Berthelmy l'approuvait sur ce point. « La nuit approche, remarquait-il, et l'affaire de Rexpoëde a montré que les combats de nuit ne conviennent pas aux républicains ; en de telles occasions, le courage agit moins que le silence, et, dans l'obscurité, les Français ne savent s'abstenir de bruit, ni serrer leurs rangs. » Pourtant, le chef d'état-major voulait qu'on fît quelque chose: il fallait, selon lui, essayer de gagner Furnes et

pourchasser les vaincus; la chaussée était baignée d'eau, et deux canons suffisaient à en défendre l'accès; mais puisque les ennemis s'engageaient sur cette chaussée, on pouvait les y suivre ; on en serait quitte pour se retirer si l'on trouvait des obstacles insurmontables. Houchard se fâcha : « Vous êtes trop jeune, répondit-il à Berthelmy, pour m'apprendre à faire la guerre. » Cependant, il alla reconnaître avec Gay-Vernon les bords de la grande Moëre. On lui conseilla d'envoyer de l'autre côté un corps de 4.000 cavaliers et chasseurs à pied qui serait commandé par Vandamme, et Gay-Vernon assure qu'il lui dit *vingt fois mille pour une :* « Jetez-vous sur le flanc des Anglais, faites passer la Moëre à un corps de cavalerie qui aura de l'infanterie en croupe; c'est le seul moyen d'écraser le duc d'York. » Le général hésitait. La circonstance était importante, et, dans de pareils moments, il ne donnait un ordre que si les commissaires de la Convention l'autorisaient ou le soutenaient de leur présence, et, par malheur, Delbrel et Levasseur, restés à Hondschoote où ils débrouillaient le pêle-mêle des bataillons, ne se trouvèrent pas là pour fixer son âme incertaine et lui imposer la résolution qu'il n'osait prendre. Comme à son ordinaire, Houchard tâtonna. Il questionna les gens du pays : il recueillit des renseignements divers et contradictoires ; les uns attestaient que la traversée était facile; d'autres, qu'elle serait très malaisée parce que la grande Moëre avait grossi depuis deux jours. Finalement, Houchard, craignant de perdre ce qu'il avait de cavalerie, adopta un demi-moyen : il chargea Vandamme de passer la Moëre avec soixante cuirassiers (1) !

1. Delbrel, *Notes hist.*, 58; Gay-Vernon, *Custine et Houchard*, 272-273; Seilhac (Mém. de Berthelmy, 111) et les pièces des archives

Telle fut la bataille d'Hondschoote qui dura trois jours, le 6, le 7 et le 8 septembre. Il est peut-être utile de ramasser, de résumer les observations qu'elle a déjà suggérées dans ses diverses phases au cours du récit. Le mouvement qui la commença et qui porta l'armée française sur l'Yser fut habile, mais décousu, sans suite, sans cohérence, et les attaques particulières ordonnées par le genéral en chef furent conduites avec lenteur et irrésolution. Houchard aurait dû jeter la masse de ses troupes sur Herzeele et Bambecque, marcher aussitôt sur Hondschoote, prendre à revers la ligne des détachements épars de Freytag. Au contraire, il fractionna ses forces, forma de petits corps séparés, et n'obtint pas sur le point essentiel un succès décisif. Maître d'Herzeele et de Bambecque, il se dirigea sur Rexpoëde, au lieu de pousser sans retard sur Oost-Cappel où il rejoignait Hédouville, et de là sur Hondschoote pour couper la retraite de Freytag au seul endroit où elle pouvait s'opérer. Maître de Rexpoëde, il devait faire des dispositions pour s'y maintenir, et s'il avait gardé solidement le village et usé de toutes les précautions, il aurait arrêté Wallmoden : il n'ignorait pas que l'ennemi chercherait à ressaisir Rexpoëde et à s'ouvrir la route indispensable d'Hondschoote. Il passa le 7 septembre à remettre son armée en ordre. Mais pourquoi ne profitait-il pas de cette journée pour reconnaître le poste où

nationales, interrogatoire de Houchard (ainsi que son mémoire du 29 sept. A. G.) et de Gay-Vernon; mém. de Berthelmy, 23 frimaire (et *Bulletin de la Société de la Corrèze*, I, 562); déposition de Levasseur. Le témoignage du représentant concorde assez avec le passage correspondant de ses *Mémoires*. Le mot, emprunté aux *Mémoires*, « vous n'êtes pas militaire », doit être vrai; Levasseur semble l'avoir sur le cœur, et de là vint son acharnement contre Houchard.

s'était installé Wallmoden ? Pourquoi envoyait-il Hédouville sur Bergues dans une direction où, selon toute vraisemblance, on ne trouverait plus l'adversaire ? N'est-il pas évident que, si Hédouville s'était établi le lendemain, dans la matinée, entre Oost-Cappel et Leysele, il aurait pu déborder la gauche des Hanovriens, leur tomber sur le dos, intercepter leurs communications ? Et pourquoi Houchard détachait-il Landrin sur Dunkerque ? Pourquoi s'affaiblissait-il ? Avait-il à craindre pour ses derrières ? Était-il si nécessaire d'observer, de comprimer le duc d'York ? La garnison de Dunkerque ne suffisait-elle pas à cette tâche ? Et n'était-ce pas sur Hondschoote et sur le chemin de Furnes qu'il fallait asséner le grand coup ? Enfin, le 8 septembre, pourquoi Houchard, prenant le taureau par les cornes, tournait-il son principal effort sur le centre des alliés qu'il ne réussit à enfoncer et à rompre qu'après trois attaques ? Pourquoi s'obstinait-il à emporter la chaussée de Killem ? Pourquoi ne fondait-il pas sur la gauche des Hanovriens pour la précipiter dans les Moëres ? En manœuvrant de la sorte, ne les aurait-il pas anéantis ? Et, s'il marchait rapidement sur Furnes, n'avait-il pas chance de devancer le duc d'York et de le faire passer sous les fourches caudines ? On objectera qu'il eût été impossible de poursuivre Wallmoden et d'accabler York tout ensemble. Mais l'armée française était deux fois supérieure en nombre à celle des Anglo-Hanovriens et animée de l'ardeur de la victoire. Houchard n'avait qu'à pousser le corps d'observation, à le canonner, à le refouler; après avoir achevé Wallmoden, il occupait Furnes et barrait les issues au duc d'York. Il a donc commis des fautes, mais non un crime, comme disaient plus tard les représentants, et, après tout, il a délivré Dunkerque.

Qu'on l'ait blâmé, destitué, soit : il ne méritait pas l'échafaud (1).

Houchard, parlant de ces trois jours d'engagements qu'on peut nommer l'expédition d'Hondschoote, écrivait qu'une chose « faisait ombre au tableau » : la confusion épouvantable qui avait lieu dans toutes les actions. Une quantité de mauvais soldats quittaient leurs rangs pour s'enfuir à travers les haies et se cacher dans les fossés, et il fallait mettre de la cavalerie sur les chemins afin d'arrêter ces déserteurs; encore n'arrivait-on pas à les ramener tous au combat. Cependant, Houchard avouait qu'à Hondschoote, *cette fois-ci*, les troupes avaient été assez bien disciplinées. Il louait l'artillerie et la cavalerie : l'artillerie avait donné des preuves de la plus grande intrépidité; la cavalerie s'était distinguée par son obéissance et son amour du bon ordre. Bref, concluait-il dans son rapport, « les carmagnoles ont bien mérité de la patrie, et il n'y a rien de tel que les vrais sans-culottes » (2).

La bataille était en effet honorable pour l'armée française. Elle marquait un progrès dans sa façon de combattre. Dès le début de la guerre, et comme d'instinct, l'infanterie avait reconnu qu'elle ne saurait lutter avec profit qu'en se dispersant. Hondschoote l'affermit dans cette croyance. On avait vu des soldats en guenilles abrités

1. Voir surtout le mémoire de Boisdeffre.

2. Mém. de Houchard (11 septembre). Le 17 septembre, la Convention décrétait que l'armée du Nord avait bien mérité de la patrie, et elle chargeait son président d'écrire une lettre de satisfaction aux citoyens de Bergues et de Dunkerque, à l'armée du Nord, et aux généraux Jourdan et Colaud « grièvement blessés après avoir contribué à la victoire. » Elle accorda à la commune d'Hondschoote une indemnité qui s'éleva, d'après le procès-verbal de répartition du 24 nivôse an III, à 379.730 livres (Foucart et Finot, II, 132).

derrière des buissons, décimer les beaux bataillons qui leur faisaient face et qui n'étaient pas à couvert. Que pouvaient contre ces innombrables fusiliers, légers, alertes, si prompts à se dérober, si prompts à reparaître, la constance héroïque des coalisés, leur incessant feu de peloton, le long développement de leurs lignes, leur marche imposante mais un peu lourde, trop conforme aux règlements, dépourvue de cette vivacité, de cette impétuosité, de cette fougue agressive qui ne laisse pas d'ébranler le cœur des plus braves? Timides d'abord, hésitants, inquiets, les fantassins de la République allaient être audacieux et téméraires. Hondschoote est une des premières affaires où se montrent ces grandes bandes, ces fourmilières de tirailleurs qui, par la multiplicité de leurs feux, par la hardiesse et la rapidité de leurs mouvements, devaient déconcerter, ruiner la vieille tactique. Les généraux français, dit un vaincu d'Hondschoote, s'efforçaient déjà d'organiser le désordre (1).

En réalité, ce succès ne changea presque rien dans la situation. Mais l'impression morale qu'il produisit, fut immense. Il inaugurait une nouvelle période de glorieux

1. Ditfurth, I, 123; Knesebeck, 132; Calvert, 125. On ignore la perte des Français. Mais on sait exactement que dans les trois journées du 6, du 7 et du 8 septembre, le 2e bataillon du 67e régiment d'infanterie eut 10 tués, 122 blessés, 32 disparus, et le 2e bataillon des Vosges 7 tués et 45 blessés (Foucart et Finot II, 117-119). Un des bataillons qui se distinguèrent le plus particulièrement, fut le 5e des volontaires de la Somme. Un soldat de ce bataillon, Modeste Digeon, vint porter à la Convention deux drapeaux que ses camarades avaient pris. « Le 5e de la Somme, écrivait Berthelmy, avait perdu son drapeau et ses canons dans une surprise de l'ennemi (à Oost-Cappel), il a réparé ses torts à l'affaire d'Hondschoote et racheté par son courage la faute qu'on avait à lui reprocher » (Berthelmy à Bouchotte, 18 sept. A. G.). Un décret de la Convention, du 27 septembre, accorda un drapeau à ce bataillon.

avantages; il rompait cette longue chaîne de défaites qui commençait six mois auparavant au 1er mars; il effaçait le souvenir d'Aldenhoven, de Neerwinden, de Raismes et de Famars. C'était comme la revanche désirée. C'était la seconde bataille rangée que gagnaient les troupes de la République, et cette éclatante victoire rejoignait, pour ainsi dire, celle de Jemappes, se nouait avec elle. La Fortune, écrit un Anglais, était fatiguée d'un parti qui perdait à plaisir les occasions d'obtenir ses faveurs, et elle passa décidément de l'autre côté.

CHAPITRE VIII

DUNKERQUE

Le général Pascal. — Sommation de John Clements. — Mauvaises fortifications de Dunkerque. — Évacuation du camp de Ghyvelde et des forts de Zuydcoote et de Leffrinkhoucke. — Sommation du duc d'York. — Prise de Rosendaël (24 août). — Alarmes de Dunkerque. — Suspension d'O'Meara. — Suspension de Souham. — Jacques Ferrand. — Hoche, le véritable défenseur de Dunkerque. — Difficultés que rencontre le duc d'York. — Retards de la flotte. — Les carcassières. — Sorties des 6, 7 et 8 septembre. — Levée du siège.

Le général Pascal de Kerenveyer ou, ainsi qu'on l'appelait simplement, le général Pascal, commandait Dunkerque depuis le commencement de la guerre. Il avait soixante-quatre ans, et son âge, son extérieur peu imposant, sa bonhomie, sa minutie, sa circonspection faisaient croire qu'il manquait d'énergie. Mais s'il était vétilleux et voulait tout écrire et tout copier lui-même, s'il craignait de se compromettre et demandait sans cesse l'autorisation des représentants, il était encore vert, actif, courageux, patriote ; il désirait sincèrement discipliner sa garnison, s'efforçait de réprimer l'insubordination des volontaires et des gendarmes ; « en cas d'attaque, disait-

il, une partie se dispersera dans les jardins touffus qui m'environnent. »

Le 24 avril 1793, le commodore John Clements paraissait devant Dunkerque avec une escadre, et sommait Kerenveyer de capituler; il venait, assurait-il, offrir aux habitants la protection d'une grande puissance jusqu'à ce que leur constitution fût établie sur des bases solides. Kerenveyer répondit qu'il n'écouterait jamais aucune proposition déshonorante pour le nom français, et il pria le commodore de ne pas perdre son temps à un commerce de lettres qui deviendrait fastidieux, et serait du moins illégal. « Faites-moi l'honneur de m'attaquer, ajoutait-il, j'aurai celui de vous riposter militairement; c'est ainsi que se terminent les discussions entre gens de notre robe. » Clements répliqua que Kerenveyer ferait mieux de se dévouer à son roi qu'à des ambitieux qui n'avaient d'autre but que la ruine de la malheureuse France; puis il s'éloigna, sans tirer un coup de canon.

La réponse de Kerenveyer au commodore fut publiée et lui valut des éloges. Mais il s'était fait détester des volontaires qui lui donnaient, dit un de nos agents, des dénominations malhonnêtes et anticiviques. Bientôt les accusations se multiplièrent tellement contre le général Pascal que Duquesnoy jugea dangereux de le laisser à Dunkerque. Le conventionnel déclara que Pascal n'avait pas la confiance de la majorité des citoyens, et proposa de le remplacer par Richardot. Le ministre manda Pascal à Paris. Après avoir examiné les dénonciations que leur envoyait Duquesnoy, les Comités de salut public et de sûreté générale déclarèrent Kerenveyer exempt de tout reproche.

Kerenveyer revint à son poste; mais le 30 juillet, il fut

suspendu, avec Tourville, Rosières, Gobert, Lapalière et autres gouverneurs de forteresses (1). O'Meara lui succéda, et commandait à Dunkerque lorsque le duc d'York se présenta.

La ville n'avait pas à craindre un débarquement du côté de la mer. Si la rade était éloignée des remparts, les bancs qui la parsemaient en rendaient l'accès très difficile, et le chenal, protégé d'ailleurs par la batterie du Risban, n'avait pas assez de profondeur pour des vaisseaux de haut bord. Du côté de la terre, deux enceintes défendaient Dunkerque. La première, qui s'étendait du canal de Bergues jusqu'à la plage par les dunes et les canaux de la Moëre et de Furnes, comprenait un corps de place, un chemin couvert palissadé et un fossé plein d'eau; les fronts étaient renforcés par des ouvrages avancés et des cavaliers; sur les dunes où l'assiégeant pouvait approcher à la distance de 150 toises sans être aperçu, Carnot avait fait construire un mur crénelé qui formait comme un retranchement intérieur. La seconde enceinte, composée pareillement d'un rempart palissadé et d'un fossé plein d'eau, embrassait tout le pourtour de la ville, et servait à la garantir d'un coup de main, soit d'une descente, soit d'une attaque tentée par des troupes qui viendraient de Watten sur les derrières de Dunkerque. Mais tous ces ouvrages étaient très mauvais. Dans plusieurs endroits le fossé n'avait même pas de revêtement. Enfin, les fortifications offraient un développement plus considérable que celles de Lille, et faisaient de Dunkerque, non pas une place, mais, comme disaient O'Meara et Hoche, un grand camp retranché, dont la garde exigeait quinze à dix-huit mille hommes. Bref, écrivait Hoche au Comité,

1. Cf. Charavay, *Carnot*, II, 12, 143-144, 156, 231-232.

« sans un nombreux secours, Dunkerque ne peut résister longtemps (1). »

Le duc d'York avait d'abord établi ses quartiers entre Furnes et Nieuport. Les débuts de son entreprise furent brillants. Le 22 août, à trois heures de l'après-midi, il attaquait le camp retranché de Ghyvelde. Un feu très vif de mousqueterie et d'artillerie s'engagea des deux parts et dura jusqu'au soir. Mais O'Meara craignait d'être tourné; il voyait les cantonnements qui couvraient sa droite, Oost-Cappel, Rexpoëde, Hondschoote, emportés par Freytag; il jugea la position intenable, et dans la nuit évacua le camp de Ghyvelde ainsi que les forts de Zuydcoote et de Leffrinkhoucke (2).

Le 23 août, le corps franc d'O'Donnell et les chasseurs tyroliens tiraillaient tout le jour avec les républicains, et à la faveur des fourrés et des maisons, poussaient jusqu'à 300 toises du glacis. Il ne restait aux Français que le village de Rosendaël. L'avant-garde du duc d'York s'installait aussitôt entre Téteghem et les Dunes, et le corps de bataille, sur deux lignes, entre Téteghem et le canal de Furnes. Un bataillon de Starray, appuyé par un escadron de carabiniers hessois, se portait sur les Dunes

1. Mém. de Farconet; O'Meara à Bouchotte, 25 août (A. G.); Hoche au Comité (Rousselin, II, 1-2.)

2. Schels, 12; Barthel à Houchard, 23 août (A. G.); lettre de Bourg au Comité, 23 août (*Mon.* du 27). L'armée de York comprenait 28 bataillons, 2 compagnies de chasseurs tyroliens et 19 escadrons, en tout 20.600 hommes. L'avant-garde était commandée par d'Alton (avec Dundas, Abercromby et le colonel Ilse pour généraux-majors); la première ligne, par Alvintzy (lieutenants-généraux : Erskine et von Wurmb; généraux-majors : Harcourt, Lake, von Bork et Werneck); la seconde ligne, par Biela (lieutenant-général : von Buttlar; généraux-majors : Mansel, von Cochenhausen, Cherenezky, von Dallwigk). Cf. Ditfurth, 82.

pour former l'aile droite. A l'aile gauche, soutenus par un escadron de dragons, trois bataillons de la garde anglaise se logeaient en avant de Téteghem et envoyaient des détachements, pourvus de canons, sur le canal de Teteghem qui mène du canal de Furnes à la petite Moëre, et leurs patrouilles venaient par Coudekerque et Notre-Dame des Neiges se lier à la droite de l'armée d'observation (1).

Le même jour, le duc d'York sommait O'Meara. Puisque la ville, disait-il, ne pouvait opposer aucune résistance aux forces considérables qu'il déployait contre elle, mieux valait la rendre sur-le-champ que de la vouer à une ruine totale. O'Meara répondit simplement qu'il saurait la défendre avec les braves républicains qu'il avait l'honneur de commander. Le duc somma pareillement la municipalité. Il l'engageait à éviter l'anéantissement de la cité et la destruction d'un peuple nombreux qui subirait la fureur du soldat; il la menaçait de ces rigueurs extrêmes dont Valenciennes avait naguère éprouvé les effets; hésiterait-elle à se soumettre au gouvernement de la Grande-Bretagne qui redonnerait à une ville autrefois florissante l'abondance et le bonheur? La municipalité ne répondit pas; la réplique d'O'Meara, lit-on dans le registre de ses procès-verbaux, s'accordait avec les sentiments des citoyens (2).

1. Ditfurth, 94; Schels, 12; relation d'Arnaudin (A. G.).
2. *Mon.* 27 août; Foucart et Finot, II, 66 et 69. « Le duc d'York, disait Mercy, a fait sommer la place de se rendre à *Sa Majesté britannique*; ce sera sans doute pour nous la remettre au moins à la paix. » Thugut pria Mercy d'empêcher qu'une nouvelle sommation se fit au nom et pour le compte de la cour de Londres : « Il me semble, écrivait-il, contre le véritable intérêt de l'Angleterre de se mettre en possession d'une partie de la terre ferme de ce côté, et notre cour ne pourrait voir avec satisfaction dans les Pays-Bas un nouveau et puis-

Le 24, eut lieu le combat le plus mémorable du siège. York avait résolu de chasser l'ennemi de Rosendaël. L'endroit offrait de grandes ressources à la défense. Il renfermait des maisons solidement construites et une quantité de potagers et de vergers entourés soit de murs soit de haies épaisses et de larges fossés. L'avant-garde austro-anglaise, commandée par le feld-maréchal lieutenant comte d'Alton, et composée de troupes légères, d'un bataillon Starray et de quatre bataillons anglais, dut prendre les maisons l'une après l'autre, et d'ailleurs d'Alton avait eu tort d'attaquer par petits paquets et de morceler son monde. Enfin, à neuf heures du matin, pendant que la lutte flottait encore indécise, d'Alton fut renforcé par les deux bataillons de grenadiers hessois Eschwege et Wurmb. Il emporta Rosendaël. Mais O'Meara et le Conseil de guerre avaient justement décidé de faire une sortie pour refouler les Anglais aussi loin que possible et donner le temps aux charpentiers de la marine de couper les arbres qui offusquaient les remparts. Le colonel du 5e chasseurs, La Nouë, promu récemment chef de brigade, se mit à la tête de 1.500 grenadiers des différents corps qui devaient s'avancer, les uns à travers les jardins, les autres sur la chaussée pavée de Rosendaël. Les compagnies que menait La Nouë, ne s'ébranlèrent qu'avec peine et en rechignant, lorsqu'il eut pris les devants avec quelques-uns de ses chasseurs. Elles débouchaient à l'instant où d'Alton arrivait au glacis. Excitées, enlevées par La Nouë, elles assaillirent impétueusement les Hessois. D'Alton était descendu de cheval et l'épée au poing, essayait par l'exemple et la parole d'entraîner ses

sant voisin. » (Bacourt; *Corresp.* entre Mirabeau et La Marck, III, 435-436 et Thürheim, *Bricfe*, 133.)

soldats et de brusquer le dénouement de l'affaire. Il tomba, frappé à mort par un coup de mitraille. Les Hessois évacuèrent Rosendaël. Mais La Nouë quitta sa colonne pour diriger une autre colonne de 1.000 hommes et fondre sur le flanc droit des assiégeants. Le lieutenant général de Wurmb secourut les Hessois avec les régiments Prince Charles et Kospoth. Les compagnies de grenadiers qui tenaient Rosendaël, lâchèrent pied. Le lieutenant-colonel à qui La Nouë avait délégué le commandement, tenta vainement de les rallier; elles laissèrent trois canons dans le village et regagnèrent en désordre le chemin couvert après avoir eu 7 tués et 110 blessés (1).

La perte du jeune et chevaleresque d'Alton fut unanimement déplorée dans le camp austro-anglais qui la jugeait irréparable. Mais l'échec de la garnison était grave. Les alliés vinrent hardiment l'insulter en s'abritant derrière les clôtures des jardins et les haies les plus voisines du glacis. Ils déterminèrent leur ligne de circonvallation à droite et à gauche du canal de Furnes. Ils firent des retranchements et poussèrent avec activité les travaux de la première parallèle qu'ils tracèrent à 250 toises de la place. Ils tirèrent d'une frégate échouée près de Nieuport 30 canons de fer. Ils reçurent des pièces de marine d'un gros calibre. Ils établirent peu à peu, dans les derniers jours du mois d'août, 14 batteries, 7 sur chaque rive du canal; celles de droite enfilaient les routes qui sillonnent Rosendaël, et deux d'entre elles étaient construites

1. Ditfurth, 97-102; Schels, 13; Sichart, 264-266; Calvert, 110 et 113; Hoyer's Magazin, II,5, p. 28-29; relation d'Arnaudin; O'Meara à Bouchotte, 25 août (A. G.); Foucart et Finot II, 70. Les alliés avaient 13 officiers et 351 hommes hors de combat.

sur des dunes élevées qui se prolongeaient vers l'Estran; celles de gauche balayaient le terrain entre le canal et Téteghem. Enfin, ils annonçaient la prochaine arrivée d'une flotte qui bombarderait la ville (1).

Dunkerque tremblait. « Le port, écrivait le commissaire Toustain à Bouchotte, court le plus grand danger d'être incendié, et la ville, dont les magasins sont pleins de matières combustibles, sera bientôt consumée. » Aux craintes et aux alarmes s'ajoutait la discorde. Le Conseil de guerre semblait sans énergie; il avouait que Dunkerque n'était pas en état de résister; il ne parlait que de la faiblesse de la place, de la lenteur des secours et de la supériorité des ennemis; pour ne pas être responsable de la reddition qu'il présageait, il invitait les municipaux et les administrateurs du district à l' « aider de leurs lumières » et à participer aux délibérations. Le peuple se plaignait de l'indiscipline des soldats et de la mollesse des officiers; il assurait que la garnison était travaillée par des malveillants et que O'Meara, La Nouë et l'ingénieur Farconet étaient des hommes corrompus; il demandait qu'un représentant vînt déjouer les manœuvres du parti anglais. La municipalité se joignait aux habitants pour déplorer l'insubordination des bataillons et leurs excès de tout genre qui n'étaient pas réprimés parce qu'il n'y avait pas à Dunkerque de tribunal militaire. Elle prétendait que Bergues accaparait les ressources de la défense, et elle reprochait aux administrateurs du district de favoriser cette ville, parce qu'elle était chef-lieu, aux dépens de Dunkerque qui se voyait depuis longtemps « le plastron de petites rivalités ». Elle accusait d'inertie le Conseil de guerre et ordonnait de battre

1. Ditfurth, 102-105; Sichart, 266-267.

la générale sans avertir O'Meara. Elle protégeait ouvertement l'adjudant-général Grysperre que le Conseil de guerre refusait d'employer. Elle blâmait le Conseil de guerre de faire une infinité de dispositions inattendues et d'exiger de la cité le paiement de tous les frais. Elle envoyait, le 24 août, deux députés aux commissaires de la Convention et à Houchard pour leur remontrer la situation *critique* de Dunkerque et leur dire que la place n'avait que de très mauvaises fortifications; qu'elle serait probablement emportée de vive force la nuit suivante si l'on n'y mettait incontinent des troupes; que Bergues, sa forteresse, était presque totalement cerné; que les membres du Conseil de guerre avaient peut-être de bonnes intentions, mais que plusieurs et notamment O'Meara ne paraissaient pas avoir les connaissances nécessaires. Elle sommait, le 27 août, le Conseil de guerre de déclarer sur-le-champ, positivement et par écrit, s'il disposait de moyens suffisants pour conserver Dunkerque à la République : les préparatifs de l'adversaire annonçaient une attaque imminente; les renforts n'arrivaient pas; le Conseil de guerre allait-il prendre, dans cette fâcheuse conjoncture, de grandes mesures de salut, et s'il ne pouvait les prendre, la conscience, le devoir, les serments n'obligeaient-ils pas la municipalité de dépêcher à Paris des délégués qui solliciteraient de la Convention une assistance indispensable (1)?

1. Toustain à Bouchotte, 27 août; Leblond à Guffroy, 28 août (Cf. sur ce Leblond d'abord fusilier, puis officier au 1er bataillon du Pas-de-Calais, puis aide de camp de Carrion, le *Rougyff*, nos 15 et 51); Deschamps à Bouchotte, 9 sept.; Houchard à Bouchotte, 26 août; la municipalité de Dunkerque aux représentants, 24 août; lettres des administrateurs du district de Bergues et du Conseil de guerre, 25 août; Foucart et Finot, II, 57, 68, 69, 71, 72, 78-79, 82.

Les Dunkerquois eurent satisfaction. O'Meara qu'ils suspectaient, était de toutes parts taxé de tiédeur et d'incivisme. Kilmaine, qui l'avait nommé, assurait qu'il connaissait parfaitement la côte ainsi que la population de Dunkerque, de Saint-Omer et de Calais, et qu'il saurait découvrir les agents de Pitt qui foisonnaient dans la région. Mais le chirurgien Dauvers écrivait au Comité que cet O'Meara avait, suivant un bruit qui courait à Lille, trois frères émigrés. Berthelmy le dénonçait aux représentants ; il l'avait pratiqué en Alsace : O'Meara, disait-il, ne fréquentait à Colmar que les aristocrates ; lorsque les volontaires du Doubs couraient aux armes, sans prendre ses ordres, pour châtier l'assemblée des électeurs qui brûlait le drapeau tricolore, O'Meara menaçait de licencier le bataillon ; lorsque tous les corps de l'avant-garde de l'armée du Rhin s'engageaient à ne plus faire de quartier aux Prussiens qui avaient, croyait-on, massacré le 4e des Vosges, O'Meara et les officiers de son bataillon, le 6e d'infanterie légère, refusaient de signer l'adresse. D'autres accusaient O'Meara de brutalité, d'ineptie et de lâcheté : dans la nuit du 25 août, il accablait d'injures des volontaires qui déchargeaient leur fusil sur l'assiégeant, leur criait grossièrement qu'ils tiraient après la lune, qu'ils ne tuaient que des grenouilles, et, comme un officier objectait que, si l'on ne tirait pas, les ennemis entreraient dans les retranchements, O'Meara le mettait au cachot et parlait de l'exécuter militairement (1).

1. Kilmaine à Bouchotte, 10 août; Dauvers au Comité, 12 août; Berthelmy à Châles, 22 août; Delforterie, officier du 1er du Pas-de-Calais, à Leblond, 25 août (A. G.); cf. une lettre adressée le 21 août du camp de Ghyvelde au *Rougyff* (no 19) où l'on demande des sans-culottes pour conduire la garnison et dénonce O'Meara comme un ci-

O'Meara fut suspendu. Le commandant temporaire, Bourg, fut remplacé par Hudry, chef de bataillon de la 31e division de gendarmerie. La Nouë, que le représentant Duquesnoy traitait d'aristocrate, fut arrêté. Le directeur de l'artillerie, Hennet de Lambresson, eut ordre de se rendre à Saint-Omer. Le directeur du génie, le capitaine Farconet, échappa pour cette fois; mais il fut, après le siège, envoyé, comme Hennet, à Saint-Omer, puis incarcéré à Arras (1).

devant, un j... f..... « dans la force de toutes les expressions » Thomas O'Meara, comte de Baane, né le 4 août 1750 à Dunkerque, cadet au régiment de Clare, depuis régiment de Berwick — où son père avait servi trente-six ans — (4 février 1758), sous-lieutenant au régiment de Roscomon, depuis régiment de Walsh (16 avril 1767), lieutenant en premier (13 juillet 1771), quitta sous prétexte d'affaires de famille et pour aller en Irlande où ses parents l'accueillirent mal, et en réalité pour chercher fortune en Allemagne (22 avril 1774), revint en France et fut successivement lieutenant au dépôt des recrues de l'île de Ré (5 décembre 1775), capitaine aide-major dans les volontaires de Nassau (décembre 1783), et après avoir été réformé (15 août 1779), capitaine-commandant au corps de Nassau-Siegen, plus tard Montréal (16 août 1779), capitaine au bataillon des chasseurs cantabres, plus tard le 5e d'infanterie légère (10 juin 1788), lieutenant-colonel au 6e bataillon d'infanterie légère (6 novembre 1791), général de brigade (30 juin 1793). Suspendu le 25 août 1793, il se retirait à vingt lieues des frontières et avait dû s'arrêter à Amiens pour soigner sa santé ébranlée par la fièvre. Le représentant Dumont, averti de son séjour, le fit mettre en prison. Mais O'Meara protesta qu'il avait eu toujours une conduite irréprochable et — comme fit Macdonald — qu'il n'était ni noble, ni étranger, puisqu'il était né à Dunkerque d'un père irlandais, proscrit et fils de fermier. Le 22 septembre, ordre était donné à Dumont de relâcher son prisonnier. Pourtant O'Meara ne fut que le 13 décembre 1794 relevé de sa suspension et autorisé à prendre sa retraite. Réintégré (6 mai 1795), admis au traitement de réforme (23 déc. 1796), et nommé commandant d'armes à Dunkerque (10 novembre 1807), il eut sa retraite définitive le 2 mars 1816 et mourut à Orléans le 19 avril 1819.

1. Voir sur Hennet le *Carnot* de Charavay, II, 253 et sur Farconet *id.*, 122. Le successeur de Hennet arriva le 5 septembre au matin (Foucart et Finot II, 89). Bouchotte voulait déjà, pendant le siège, rem-

Souham succédait à O'Meara. Ce Corrézien qui mesurait six pieds, avait servi pendant quatre ans dans le 8e régiment de cavalerie. Il était gendarme à Lubersac, et sa stature, qui le fit appeler le « géant Goliath », son caractère violent, un duel célèbre où le futur girondin Chambon lui donna trois coups d'épée, et quelques autres aventures l'avaient mis en renom dans son département. En 1791, les gardes nationaux et les gendarmes de Lubersac visitaient le château pour enlever les armes; le propriétaire, M. Brachet, maréchal-de-camp et ancien officier des gardes de Louis XV, refusa de livrer son épée : « C'est mon épée de Fontenoy, s'écriait-il, et vous ne l'aurez qu'avec ma vie. » — « Et avec la mienne, » répondit Souham qui tira son sabre et vint se placer à côté de M. de Brachet, comme pour lui faire un rempart de sa haute taille. Souham, élu lieutenant-colonel du 1er bataillon des volontaires de la Corrèze, se distingua dans les premiers combats de l'armée du Nord, surtout à Raismes, et les agents du ministre, Celliez et Varin, vantaient ses connaissances militaires et son républicanisme prononcé, le jugeaient digne de remplir

placer Farconet; le 30 août, il proposait à Houchard, Casimir Poitevin, le futur lieutenant-général et baron de Maureillan, dont on disait du bien, *quoique* sorti de l'école de Mézières, et Houchard, qui vit Poitevin, le jugeait plein d'intelligence et de bravoure. (Houchard au Comité, 29 août, et Bouchotte à Houchard, 30 août A. G.) La Nouë fut la victime de Duquesnoy. Dès le 11 août, Duquesnoy et Le Bas écrivaient que La Nouë, en faisant publier dans le camp de Cassel que les soldats d'infanterie pouvaient entrer dans son 5e régiment de chasseurs à cheval, avait « inspiré de graves soupçons ». Durant onze mois, La Nouë fut détenu à Béthune. Il devait être plus tard inspecteur aux revues. « Je fus, dit-il dans un Etat de services, chargé à Dunkerque par le Conseil de guerre de commander toutes les sorties; j'allai tous les soirs aux avant-postes des ennemis pour reconnaître leurs mouvements et présumer les opérations du lendemain. »

les fonctions d'adjudant-général : « Il n'a, disaient-ils, d'autre défaut que d'être bègue. » Bouchotte le nomma général de brigade. Berthelmy l'envoya à Dunkerque : Souham, affirmait-il, montrait dès les commencements de la Révolution un chaud patriotisme et unissait une grande ardeur à sa belle tournure militaire. « Souham, lui écrivit-il dans le style du temps, la devise du 1er de la Corrèze sera la vôtre ; point de quartier pour les tyrans ; point de capitulation ! Il ne faut pas survivre à la honte ; on meurt alors un million de fois, du sang et toujours du sang ! » Il ajoutait que Souham ne devait se rendre sous aucun prétexte, qu'il s'agissait, non pas de faire de savantes dispositions, mais d'avoir du nerf, d'acquérir la confiance des habitants, d'encourager la garnison et de rappeler aux troupes qu'elles combattaient pour la liberté. Que Souham tienne à tout prix ; qu'il tienne absolument huit jours encore ! « Nous marchons à votre secours, concluait Berthelmy, vous ne tarderez pas à entendre notre canon, et quand vous l'entendrez ronfler, il faudra redoubler d'audace, et, de concert avec nous, tomber sur l'ennemi à corps perdu (1) ! »

1. Seilhac, *Les bataillons de volontaires de la Corrèze*, 92-93 ; 101-103 ; Celliez et Varin à Bouchotte, 26 juillet et 1er août ; Berthelmy à Hoche et à Souham, 23, 27, 30 août (A. G. et A. N. W, 296), à Jourdan (31 août A. G.). Souham était né le 30 avril 1760 à Lubersac. Il fut cavalier au 8e régiment de cavalerie, alors cuirassiers du Roi, du 17 mars 1782 à 1786. Élu lieutenant-colonel en second des volontaires de la Corrèze (15 août 1792), puis lieutenant-colonel en premier (19 septembre 1792), il fut promu général de brigade le 30 juillet 1793 et général de division le 13 septembre suivant. Un an avait suffi à l'ancien soldat de la monarchie pour s'élever aux premiers grades de l'armée, et il ne devait pas monter plus haut. La plupart des contemporains écrivent son nom soit *Suam*, soit *Souhant* et même *Sous-hamps* (orthographe qui nous montre comment il se prononçait à l'époque révolutionnaire). Il est certain qu'il dut son grade de divi-

Le 26 août, Souham arrivait à Dunkerque et se présentait sur-le-champ au Conseil général de la commune. Le maire Emmery lui déclara que les soldats se livraient à l'indiscipline et négligeaient le service, que la municipalité comptait sur la fermeté du nouveau commandant pour les ramener à leur devoir. Souham rétablit la police. Il fit une proclamation. Il menaça de punir les discours séditieux qui se tenaient dans la ville, et proposa le sans-culotte Jean-Bart à l'imitation des Dunkerquois. Il créa une commission militaire, et ordonna que les sentences de ce tribunal seraient exécutées deux heures après avoir été prononcées. La municipalité témoigna sa gratitude à Souham, loua les mesures vigoureuses qu'il avait prises, le proclama son libérateur : Souham, disait-elle, voulait le bien, le bon ordre, et venait sauver Dunkerque des fureurs de l'ennemi (1).

Mais Souham avait montré, dans une lettre au Comité de salut public, un peu d'inquiétude. On lisait dans sa proclamation que les Anglais allaient *bientôt peut-être* attaquer les murs de Dunkerque et que les personnes, *autres que les membres du Conseil de guerre*, qui parleraient de reddition, seraient punies de mort. Enfin, il avait assuré, dans une conversation, que Dunkerque tiendrait seulement cinq jours. Le Comité décida de remercier quiconque ne voudrait pas répondre de Dunkerque.

sionnaire à Duquesnoy. (Cf. la lettre du 15 septembre 1793 écrite par Duquesnoy et autres au Comité et le *Résumé expositif de la conduite de Carrion*, p. 11.)

1. Foucart et Finot, II, 76, 83; proclamation de Souham, 1er sept.; Houchard au Comité, 29 août (A. G.). O'Meara et le Conseil de guerre refusèrent d'abord de reconnaître Souham, parce que sa nomination était signée par Berthelmy, et non par Houchard ou par Bouchotte. Mais sur ces entrefaites O'Meara était suspendu par le ministre. Berthelmy le somma sur-le-champ de quitter la place.

Le ministre écrivit que Souham n'était pas assez fort et assez ferme, que l'homme qui commandait une place de la République devait être un pur républicain, inaccessible à la crainte, résolu de périr plutôt que de capituler. Vainement Houchard objecta que Souham n'était nullement disposé à porter aux Anglais les clefs de la ville, qu'il avait répété le dire des officiers du génie qui raisonnaient mathématiquement et d'après les calculs des anciennes guerres de roi à roi, qu'il n'aurait pas tenu ce langage s'il avait eu plus d'expérience et plus de moyens défensifs. Souham fut suspendu (1).

La population protesta. Souham, marquait-on à Paris, « nous a paru un vrai républicain et sa suspension nous a fait une peine sensible. » Lorsque le 2 septembre, au matin, il annonça, dans le Conseil général de la commune, qu'il avait ordre de quitter la ville, les municipaux déclarèrent qu'il avait en sept jours exécuté des choses qui donnaient de sa capacité l'opinion la plus favorable, qu'il avait restauré la discipline militaire et mis tout en œuvre pour encourager les habitants, qu'il possédait la confiance de Dunkerque et que le Conseil général le regardait comme un bon et loyal officier. Duquesnoy plaida chaleureusement pour lui, affirma son civisme et ses talents. Le 6 septembre, le Comité de salut public arrêtait que Souham reprendrait provisoirement le commandement de Dunkerque et, une semaine plus tard, Bouchotte le nommait général de division (2).

Le successeur intérimaire de Souham se présenta le 5 septembre devant la municipalité dunkerquoise. C'était

1. Bouchotte à Berthelmy et à Houchard, 30 août et 3 sept.; Houchard à Bouchotte, 5 sept. (A. G.); mot de Barère, 11 sept. (*Mon.* du 13).

2. Deschamps à Bouchotte, 9 sept. (A. G.); Foucart et Finot, II, 87.

Jacques Ferrand qu'il ne faut pas confondre avec Henri Becays-Ferrand qui défendit Valenciennes. Il ne commanda que jusqu'au 11 septembre; mais il assista à la levée du siège, et la municipalité lui rendit le même témoignage qu'à Souham, loua son patriotisme et ses soins, attesta qu'il avait tout fait pour maintenir la discipline et qu'il manifestait le zèle le plus ardent. Ferrand, disait un agent de Comité, « est bon et ne paraît pas capable de trahir (1). »

Des commissaires de la Convention vinrent animer la population. Ce furent d'abord Collombel, Duquesnoy et Hentz qui s'enquirent de la situation le 30 et le 31 août. Ils accordèrent aux paysans réfugiés dans la ville un secours de 300.000 livres et envoyèrent aux prisons d'Arras tous les Anglais et autres gens dont les princes étaient en guerre avec la République. « Nous avons, écrivait Hentz, épouvanté les traîtres et chassé environ 200 prisonniers, tant étrangers qu'extrêmement suspects (2). » Puis, arrivèrent, chargés d'une mission spéciale, les deux représentants Trullard et Berlier. Ils informèrent leurs collègues près l'armée du Nord des besoins de la place et mandèrent au Comité que la garnison de Dunkerque manquait d'habits, de chemises, de souliers. Ils établirent un Comité de surveillance qui traqua les

1. Foucart et Finot, II, 89, 123. On retrouvera Ferrand dans le volume suivant; il avait commandé le camp de Cassel et mérité l'éloge de Duquesnoy et de Le Bas. Cf. Deschamps à Bouchotte, 9 sept. (A. G.).

2. Lettre de Hentz, 7 sept. (*Mon.* du 10); Foucart et Finot, II, 86. Forster, passant à Dunkerque, trois ans auparavant, notait qu'il y avait dans la ville des maisons de commerce anglaises, que le plus riche comptoir appartenait à la famille irlandaise O'Conolly, qu'on voyait plusieurs cafés anglais où tout était arrangé à l'anglaise et où l'on ne parlait qu'anglais (*Ansichten*, p. Büchner, II, 13).

aristocrates. Ils firent déporter quelques citoyens qui leur semblèrent ennemis de la République (1).

Mais le véritable défenseur de Dunkerque fut Lazare Hoche. Il était encore peu connu. On estropiait son nom qu'on orthographiait *Auch* ou *Hauche*. Adjudant général à l'armée du Nord depuis le 16 juin, il avait remplacé d'Ardenne suspendu. Le 7 août, Kilmaine le faisait arrêter parce qu'il avait tenu les discours les plus inciviques à la nouvelle de l'incarcération de Le Veneur. Mais Hoche fut acquitté. Le 23 août, Berthelmy l'envoyait à Dunkerque : « J'ai donné à Souham, disait-il, pour suppléer aux connaissances de détail qui pourraient lui manquer, un adjudant-général, courageux et instruit » et il mandait à Souham : « Vous pouvez tirer de Hoche le plus grand parti. » Le jeune officier courut à Dunkerque avec la plus vive satisfaction et le ferme propos de déployer dans l'exercice de sa charge le zèle d'un républicain et l'activité d'un soldat. Ses lettres fixèrent sur lui l'attention du Comité. Le 29 août, il écrivait qu'il n'offrait à son pays que son travail, mais qu'il vendrait sa vie bien chèrement et que la place serait brûlée avant d'être rendue. Il se multiplia, et, alerte, agissant, énergique, plein de flamme et enflammant, entraînant ses alentours par sa parole comme par ses actes, il fut l'âme de la résistance dunkerquoise. Trois généraux se succédèrent en quelques jours; mais Hoche, chef de l'état-major, gardait en réalité ce commandement qui semblait passer de main en main (2). Grâce à lui, il y eut cohésion et ensem-

1. Lettre de Trullard et Berlier, 9 sept. (*Mon.* du 13); Foucart et Finot, II, 81-96.

2. Un ennemi qu'il s'était fait à Dunkerque, ne s'y trompa point. C'était Hudry, commandant temporaire. Hudry avait reçu de Hoche l'ordre d'exécuter un arrêté des représentants Trullard et Berlier qui

ble. Le 30 août, une réserve de 200 tirailleurs rentrait dans la ville et laissait les travailleurs qu'elle devait protéger, exposés au feu de l'ennemi. Hoche somma le commandant temporaire de renvoyer sur-le-champ cette réserve à Rosendaël et de ne la rappeler que par un ordre écrit : « Informez-vous du chef qui commande les tirailleurs, pourquoi il a laissé partir ses soldats sans en donner avis. S'il est coupable, qu'il soit puni. Des exemples ! des exemples ! Si les tyrans ont des amis parmi nous, qu'ils expirent à leurs yeux ! » Il engageait la garnison à remplir ses devoirs et à lutter vaillamment pour la liberté, « le plus précieux des biens » ; il s'efforçait de la désaccoutumer d'une « insouciance criminelle », lui reprochait rudement de n'avoir aucune vigilance lorsqu'elle était de service aux palissades, et de lâcher son poste pour chercher des moules sur le rivage. Il blâmait sévèrement les officiers supérieurs qui « s'oubliaient » et ne montraient pas l'exactitude à leurs subalternes : « Officiers et soldats sont prévenus que l'on veille sur eux. Ne travaillons-nous pas pour la même cause et faut-il parler de punitions à des républicains? » Il apprenait que les matelots des chaloupes canonnières, un instant égarés, frappés d'une terreur panique, s'imaginant que

suspendait un officier soupçonné d'incivisme. « Tranquille dans son lit », comme dit Hoche, Hudry ne s'acquitta de sa mission que le lendemain matin. Hoche rendit compte à Souham qui envoya Hudry en prison, et ce fut Hoche qui signa l'ordre. Après le siège, Hudry — qui avait servi aux gardes-françaises et dans la même compagnie que Hoche — le dénonça comme fils d'un ci-devant valet du ci-devant roi, « ne voulant que le bien du peuple en apparence », républicain de nom depuis le 10 août, poussé dans l'armée « par les créatures de Lafayette ». C'est à cet épisode que se rapportent les lettres du 18 et du 30 septembre à la Société populaire de Dunkerque (Rousselin, II, 9-11.) Cf. la dénonciation de Hudry, 18 sept. et la réponse de Hoche A. G.)

la flotte anglaise mouillait à trois quarts de lieue et que les gens de la ville lui faisaient des signaux, s'étaient insurgés et avaient quitté leur station pour regagner le port. Incontinent, en un style franc et courageux, — c'est lui-même qui le caractérise ainsi, — il leur adressait une proclamation, les menaçait d'user de tous les moyens que la loi mettait en son pouvoir, les priait d'entendre la voix de la patrie et de songer à leurs femmes et à leurs enfants, à la République qu'ils avaient juré de maintenir, à la gloire que leurs pères avaient acquise en défendant Dunkerque : « N'êtes-vous pas disposés à faire pour votre liberté ce que vos pères firent pour un tyran? N'écoutez pas les malveillants; reprenez au plus tôt le poste de l'honneur que vous avez quitté; comptez sur la prudence du chef qui vous commande; vous n'avez rien à craindre. Et de quel œil vous verraient vos frères d'armes qui, jour et nuit, font le coup de fusil, si vous entreprenez de vous déshonorer! » Il sentait que la garnison avait besoin de la population, et il tâchait de « patriotiser » les habitants. Il exhortait les citoyens à seconder les soldats et à ne pas souffrir que Dunkerque devînt un autre Valenciennes. Il excitait la Société populaire qui s'était dissoute, à rouvrir ses séances et à raviver l'esprit public. Il déclarait que Souham incendierait Dunkerque plutôt que de capituler et que, si la garde nationale exigeait la reddition, il tournerait contre elle les canons destinés à combattre les traîtres comme les tyrans. « Malgré notre faiblesse, disait-il fièrement à Xavier Audouin, nous tiendrons bon, je vous assure, et je crois pouvoir vous répondre de la conservation de cette importante place à la République; on nous promet des secours prompts et puissants; et, tardassent-ils quinze jours à arriver, dans l'état où, à force de travail, la

place se trouve actuellement, on peut les attendre (1). »

Aussi, après le siège, Hoche reçut-il de toutes parts des compliments et des éloges. Souham, appelé au camp de la Madeleine, ne voulait d'autre second que Hoche qui lui inspirait la plus entière confiance par ses lumières et sa capacité. Le commissaire du Comité, Deschamps, vantait son intrépidité et la vigueur, l'agilité de son esprit : Hoche, écrivait-il, « a été constamment sur pied pour rétablir l'ordre. » Le Conseil général de la commune attestait que Hoche avait déployé l'activité la plus louable et montré dans ses rapports avec l'administration municipale des connaissances précieuses et le vif désir d'opérer le bien, qu'il était à tous égards un bon militaire et un excellent citoyen, que mention honorable serait faite de sa conduite civique. Les représentants Trullard et Berlier témoignaient non seulement de ses sentiments de patriotisme, mais des services éclatants qu'il avait rendus; ils déclaraient que Hoche s'était comporté avec une bravoure et une intelligence rares ; ils le nommaient chef de brigade et requéraient le général Gigaux d'adjoindre à l'état-major du camp retranché de Leffrinkhoucke le combattant de Dunkerque. Mais le ministre fut plus généreux encore que les représentants : le 13 septembre, deux jours avant que Berlier et Trullard eussent promu Hoche chef de brigade, Bouchotte lui conférait le grade de général. Le nom de Hoche reste attaché désormais à la défense de Dunkerque. Par une de ces erreurs qui sont des vérités, ce n'est ni O'Meara ni Souham ni Jacques Ferrand, c'est Hoche que les mémoires

1. Des Bruslys à Ihler, 2 août, et ordre du 16 juin ; Kilmaine à Bouchotte, 7 août; Berthelmy à Bouchotte, 27 août et à Souham 23 août (A. G. et A. N. W. 296) ; Rousselin, II, 2-7 et 10; cf. sur les débuts du général *Hoche et la lutte pour l'Alsace.*

contemporains et les livres d'histoire citent le plus souvent comme le gouverneur de la place, et il l'était, en effet, par les qualités dont il fit preuve et par l'ascendant qu'il prit sur son entourage. Dès le siège de Dunkerque, il se dessine dans sa mâle grandeur, ardent et opiniâtre tout ensemble, fécond en ressources, évidemment né pour commander, électrisant la troupe, maîtrisant les esprits par la crainte et par de chaudes harangues, obtenant en quelques jours d'importants et imprévus résultats (1).

L'arrivée de Hoche marqua le terme des succès de York. Tout semblait se conjurer contre les alliés, et l'inquiétude commençait à les saisir. Ils discernaient trop tard que les 37.000 hommes qui devaient à la fois assiéger Dunkerque, observer Bergues et couvrir la Flandre entre Ypres et Menin, avaient une besogne malaisée, qu'ils ne sauraient subir sur tous les points le choc d'une armée de débloquement, qu'ils auraient dû, pour attaquer Dunkerque avec des chances sérieuses, s'emparer auparavant d'Armentières, de Cassel et de Bergues, et barrer chaque issue. Dès la nuit du 23 au 24 août, les Dunkerquois avaient ouvert les écluses de la mer, et les eaux, s'introduisant par l'arrière-port et coulant à pleine voie, montant de cinq à six pieds dans le canal de Bergues, conduites entre le fort Louis et le pont de Steendam par des coupures pratiquées dans les digues, avaient inondé la contrée sur les derrières de Dunkerque. La place n'était qu'à demi investie : assaillie à l'est, elle restait libre à l'ouest, conservait ses communications avec

1. Deschamps à Bouchotte, 9 sept.; arrêté de Trullard et de Berlier, 15 et 18 sept.; décision du Conseil général de Dunkerque, 19 sept.; Souham à Jourdan, 14 oct. (A. G.); lettre des représentants 9 sept. (*Mon.* du 13).

l'intérieur, recevait de Bergues, de Gravelines, de Saint-Omer, de Calais des secours de toute sorte. Pas une nuit où les Anglais n'entendissent distinctement le bruit des caissons et des fourgons de munitions qui entraient dans Dunkerque.

Si du moins York avait hâté son attaque! Mais la situation de son camp était très défavorable. Le pays, complètement épuisé, manquait de toutes choses. Pas même d'eau potable : il n'y avait dans les canaux et la plupart des fossés que de l'eau de mer; celle des puits était trouble et nauséabonde; on fut obligé d'aller quérir au loin des tonneaux d'eau douce. Il avait fallu, non sans peine, combler les rigoles et fendre avec le sabre les broussailles et les haies dont le sol était couvert. On ouvrit la tranchée; mais dans le sable mouvant qui composait le terrain, on trouvait l'eau à deux pieds de la surface. On éleva des retranchements; mais on n'avait pas d'ingénieurs et l'on dut promettre une solde extraordinaire à tous les hommes de l'armée qui possédaient des connaissances dans l'art de la fortification. Pas de fascines : on s'avisa tardivement d'abattre de petits arbres pour façonner des gabions, et les lignes, dit un Hessois, étaient les plus méchantes, les plus misérables qu'on pût voir, incapables de protéger les troupes contre de la mitraille tirée de près. On voulut faire venir des matériaux par le canal de Furnes; mais les assiégés coupèrent les eaux dont le canal s'alimentait, et mirent presque à sec la partie navigable; York fut contraint de recourir au roulage ; ses convois n'arrivèrent plus que par une seule et mauvaise route, celle de Furnes. Enfin, sur le front sud de la place, les Dunkerquois tendirent si bien l'inondation que les flots bordèrent l'aile gauche du camp anglais, et ils haussèrent tellement en certains

endroits qu'une nappe profonde se forma devant la batterie n° 9; la communication directe de York avec Freytag était comme interceptée; lorsque Cochenhausen marcha le 7 septembre avec le régiment Erbprinz sur Hondschoote, il dut passer par Furnes. La ville reçut donc à peine quelques projectiles qui ne causèrent pas le moindre dégât. « Les ennemis, écrivait Hoche le 1er septembre, ne nous ont point encore envoyé une bombe ni un boulet, et ce n'est que fort lentement qu'ils continuent leurs travaux. »

York n'avait plus d'espoir que dans la flotte qui bombarderait Dunkerque. Mais vainement ses aides de camp interrogeaient l'horizon; vainement ses commissaires engageaient déjà les pilotes qui conduiraient les vaisseaux dans les ports de Nieuport et d'Ostende. La flotte n'appareilla que le 7 septembre et n'entra que le 11 à Nieuport. Ce retard du gouvernement britannique excita l'indignation des assiégeants et la surprise de leurs alliés. On ne manqua pas de l'attribuer à des causes politiques. Le bruit courut que l'armement naval était depuis longtemps prêt à Portsmouth, mais que le duc de Richmond, grand maître de l'*ordonnance* ou de l'artillerie, et l'amiral Macbride, chef de l'expédition, tous deux membres de l'opposition et adversaires politiques du duc d'York, avaient à dessein différé le départ des bâtiments. Mais Macbride ne venait-il pas en personne le 30 août au camp de York pour s'entendre avec son Altesse Royale? Il vaut mieux croire, comme dit l'*Annual Register*, à quelque extraordinaire négligence administrative. Quoi qu'il en soit, au lieu de leur flotte, les Anglais virent soudain huit « carcassières » françaises ou chaloupes canonnières, commandées par le lieutenant Castagnier, s'embosser dans la rade, tout à fait à l'est. De là, Castagnier

prenait en écharpe l'aile droite des coalisés; de là, il empêchait le passage de leurs détachements de cavalerie qui, filant sur l'Estran, auraient coupé la retraite aux tirailleurs de la place; de là, il inquiétait nuit et jour les postes ennemis, et les Anglais avouent que ces *gun-boats* ou ces *small vessels*, comme ils les nomment, les incommodaient fortement par leur feu constant et bien dirigé.

L'ingénieur en chef, quartier-maître général de l'armée, le colonel James Moncrieff, établit sur le bord de la mer une batterie de gros canons qui devait écarter les chaloupes, et une frégate, accompagnée de plusieurs cutters, essaya de mettre en échec l'escadrille de Castagnier. Mais les carcassières ne s'éloignèrent pas, et elles appuyèrent très efficacement les opérations de la garnison dunkerquoise. Hoche ne se contentait pas d'élever, près du moulin à vent, entre Rosendaël et le glacis, une batterie qui canonnait le front du camp anglais. Il harcelait quotidiennement et tenait en haleine les assiégeants par de petites sorties, et, lorsqu'il connut la marche de Houchard, il fit le 6, le 7 et le 8 septembre, d'assez vives attaques (1).

Le 6, à trois heures de l'après-midi, tandis que tonnaient les batteries des remparts et des « petits vais-

1. *Magasin* de Hoyer II, 5, p. 30, 33 et 47; Ditfurth, 96 et 129; Schels, 12; Dohna, III, 165; Auckland III, 114 et 116; Calvert, 109-110, 118-119, 122; Rousselin, II, 7; *Le Batave*, 2 et 3 sept.; lettre de Toustain (*Mon.* du 29 août), et à Bouchotte, 27 août (A. G.); Derode *Hist. de Dunkerque*, 1852, p. 383. Castagnier, « commandant en rade », se signala dès ce moment à l'attention de Carnot qui autorisait plus tard le ministre de la marine à l'employer devant Toulon (Rec. Aulard VIII, 359 et 390) et de Hoche qui le nommait « un homme de tête » et qui lui donna, dans l'expédition d'Irlande, le commandement de « la seconde légion des Francs ou légion noire, composée de détenus et « galériens d'élite », et destinée à être jetée sur Bristol (Guillon, *La France et l'Irlande*, 1888, p. 243.)

seaux », quatre colonnes françaises assaillirent l'ennemi. La première venait par la digue du canal de Furnes; mais elle dut jeter des ponts, et recula sous les projectiles d'une batterie anglaise qui lui démonta un canon. La deuxième débouchait par la rue de la Chapelle et ne fit qu'incendier des maisons. La troisième et la quatrième, qui jouaient le rôle principal et sortaient par la barrière de Nieuport et celle de l'Estran, gagnaient, l'une Rosendaël, l'autre les Dunes. A Rosendaël, le régiment de Jordis, uniquement composé de Hongrois, plia d'abord sous le choc impétueux des républicains. On le débusqua des bosquets qu'il occupait. Quelques maisons où il s'était retranché, furent emportées d'assaut et livrées aux flammes. Mais, à force de bravoure, Jordis reprit le dessus et refoula l'agresseur. La colonne qui marchait sur l'Estran était la plus nombreuse et s'engagea le plus loin. Elle repoussa les avant-postes; elle se saisit d'une dune élevée et y planta un drapeau ; pendant une demi-heure, elle entretint un feu de file très nourri. Mais Moncrieff démasqua une batterie armée de six pièces de 12, et les Français, voyant une grosse colonne qui longeait les dunes, et craignant d'être enveloppés, se retirèrent en bon ordre. Ils avaient 200 blessés. Toutefois, plus de 600 des assiégeants, dont 350 hommes de l'héroïque régiment de Jordis, étaient hors de combat, et l'ingénieur Moncrieff, mortellement atteint, succomba le lendemain.

Le 7, même attaque contre l'aile droite de York. L'infanterie sortit en deux colonnes par le port et par la barrière de Nieuport avec les généraux et le représentant Trullard. L'action, qui dura de cinq heures du soir à sept heures et demie, fut insignifiante. Les républicains n'avaient que très peu de blessés et faisaient une dizaine

de prisonniers. Le soldat, disent les commissaires de la Convention, louait la façon dont les généraux l'avaient conduit, et ceux-ci donnaient les plus grands éloges au soldat (1).

Le 8, lorsque la division Landrin fut arrivée et pendant que se livrait la bataille d'Hondschoote, avaient lieu, selon l'instruction de Houchard, deux sorties, l'une entre neuf et dix heures du matin, l'autre à deux heures de l'après-midi. La seconde fut la plus considérable. Trullard, écrivait un de nos agents, « a vu tomber une bombe à deux pieds de lui, mais l'esclave a respecté l'homme libre ! » Tandis que les canonnières ou « batteries flottantes » couvraient le camp anglais d'un feu continuel, les troupes françaises entamaient une vive fusillade sur les dunes et tentaient, à divers reprises, de tourner le flanc droit de l'adversaire. Elles savaient que Houchard approchait, et les représentants lisaient sur les visages l'allégresse, présage du succès. L'infanterie légère des Anglais et les régiments de Jordis et de Starray furent rudement éprouvés, et les alliés reconnaissent qu'ils durent s'imposer de grands efforts. Mais les républicains étaient fatigués, et s'ils criaient avec une sorte de fureur *en avant ! en avant !*, ils n'avaient pas, rapporte un des assiégeants, l'envie de combattre à la baïonnette. Landrin qui les menait, ne montra pas l'ardeur que le général en chef lui avait recommandée ; Houchard l'accuse d'avoir manqué de vigueur, et Berthelmy le taxe de lenteur et de mollesse. Enfin, l'ennemi qui faisait ses adieux à la garnison, ne ménageait pas sa

1. *Magasin* de Hoyer, II, 5, p. 31-35; Ditfurth, 124; Calvert, 119-120; Foucart et Finot, II, 95, 99,105-106; *Mon.* 10 sept. (Bulletin du siège.)

poudre, et la fermeté de ses fantassins, la bonne contenance de sa cavalerie, le sang-froid d'Alvintzy, de Werneck et de Merveldt qui ne cessaient de parcourir les lignes et d'encourager Hessois, Autrichiens et Anglais, arrêtèrent les nationaux. Ils n'osèrent pousser bien loin et rentrèrent en triomphe dans la ville.

Ce fut la dernière action. Depuis l'avant-veille, on entendait une violente canonnade qui venait d'Hondschoote. La veille, Hoche écrivait au commandant de la garde citoyenne que la générale ne battrait plus sans doute à Dunkerque. Le 8, au soir, le tourier remarquait que York pliait ses tentes et envoyait sur le chemin de Furnes des voitures chargées de munitions et de vivres. On annonçait déjà dans les rues que Houchard avait enlevé Hondschoote et capturé quantité de drapeaux et de canons. « Nous regardons Dunkerque comme sauvé, mandaient Trullard et Berlier à leurs collègues, et nous comptons nous mettre demain à la suite de l'ennemi (1). »

Le duc d'York avait, en effet, résolu d'opérer sa retraite. A la nouvelle de la défaite d'Hondschoote, il tint conseil de guerre. On convint que, si l'on restait devant Dunkerque, on laisserait le temps aux Français de marcher sur Bulscamp et de détruire entièrement le corps d'observation, puis de se rabattre sur l'armée de siège et de l'acculer à la mer. On partirait donc dans la nuit même pour occuper une position de sûreté qu'on avait reconnue en avant de Furnes et qui, tout en appuyant la droite au canal de Furnes près de Bulscamp et la

1. *Magasin* de Hoyer, II, 5, p. 37; *Gesch. der Kriege in Europa*, II, 73; Ditfurth, 125; Calvert, 120; Foucart et Finot II, 106; Rousselin, II, 8; *Bulletin de la Soc. de la Corrèze* I, 563; mémoire de Houchard, 29 sept.: Trullard et Berlier au Comité, 8 sept.; Deschamps à Bouchotte, 9 sept. (A. G.).

gauche au canal de Loo près de Steenkerke, couvrait le front des troupes par deux petits canaux parallèles. L'armée, dans sa reculade, formerait deux colonnes; la première colonne, menée par Alvintzy, longerait le canal de Furnes, et la seconde, conduite par le lieutenant général Biela, la grande Moëre. Les postes de tranchée feraient l'arrière-garde, dirigée par Werneck. Un bataillon de Kospoth resterait en soutien, à la queue de chaque colonne.

Dans la nuit, les alliés décampèrent. Les Autrichiens et les Hessois étaient depuis longtemps sous les armes. Mais il fallut éveiller les Anglais qui dormaient profondément et qui, malgré les ordres donnés dans l'après-midi, n'avaient pas encore plié leurs tentes. Il fallut faire halte au bout d'une heure de marche pour débarrasser du chemin les bagages qui l'encombraient. Il fallut jeter de côté et renverser des voitures parce que les charretiers anglais avaient dételé les chevaux et s'étaient dispersés de toutes parts, les uns pour se griser, les autres pour sommeiller. Heureusement, quoique la nuit fût éclairée par les étoiles et que le terrain permît la poursuite, les assiégés n'eurent pas l'idée de harceler les colonnes. Heureusement, Houchard n'enjoignit que le lendemain à Vandamme de se porter sur les derrières de l'ennemi avec un régiment de troupes légères et le 17e cavalerie. Le 9 septembre, à dix heures du matin, l'armée de York avait regagné le camp de Furnes, et ce fut seulement dans l'après-midi qu'elle aperçut au loin une patrouille française de cent chevaux (1).

1. Ordre de Houchard à Vandamme, daté d'Hondschoote, 9 sept. (A. G.); cf. le *Magasin* de Hoyer, II, 5, p. 41-42, et Ditfurth, 125-128.

Le même jour, à cinq heures du matin, Dunkerque apprenait que les assiégeants avaient disparu. « Ils sont enfin partis, s'écriait Hoche. Soldats de la liberté, n'oublions pas que c'est à la vigilance que nous devons notre salut. Gardons-nous de nous relâcher sur le service. Veillons, citoyens, veillons ! » A sept heures et demie du soir, Houchard arrivait et se rendait à la municipalité où le maire Emmery lui exprimait la reconnaissance des habitants. La population, ivre de joie, se répandait par les rues, acclamait les représentants, criait *Vive la République* et *Vive la Convention nationale*. Trullard, Berlier, Hentz mandaient à l'Assemblée qu'ils ne pouvaient peindre l'allégresse de Dunkerque, et qu'ils avaient dansé avec le bon peuple. Soldats et bourgeois allaient visiter les retranchements et les batteries de l'assiégeant, revoir les dunes, parcourir les bois de Rosendaël où les Austro-Hessois se logeaient naguère. Ils se disaient les uns aux autres, à l'aspect des préparatifs d'attaque, que York voulait d'abord terrifier la ville par un bombardement, puis l'enlever par une escalade. Ils comptaient, énuméraient les armes, engins et effets de toute sorte que les alliés avaient abandonnés : 52.000 sacs à terre, 8.000 chevalets de ponts volants, 800 barils de poudre, 41 pièces de canon, 6.000 boulets de 24, et des fusils, des caissons, des fourgons et des équipages, des forges, des pelles et des pioches, des fourrages (1).

Mais ce ne fut qu'une semaine plus tard, le 17 septembre, que cessa l'état de siège. Au bruit du carillon et de toutes les cloches, pendant que le tourier hissait sur la

1. Trullard, Hentz, Berlier au Comité, 10 sept. (A. G.); Foucart et Finot II, 95; lettre du Conseil général de la commune de Dunkerque aux municipaux de Gravelines, 9 sept. (*Mon.* du 13).

tour le pavillon national, les représentants du peuple, les généraux, les municipaux, escortés par des chasseurs à cheval et par la cavalerie bourgeoise, se rendirent sur la place de la Liberté pour lire une proclamation de Souham : « Dunkerque n'est plus en état de siège, et les choses rentrent dans l'ordre prescrit par les lois. Votre territoire est libre, comme vos personnes le seront toujours; la patrie qui vous retrouvera éternellement au chemin de l'honneur et du patriotisme, vous rend en ce moment à vos travaux ordinaires (1). »

Thugut et Mercy apprirent avec chagrin le débloquement de Dunkerque. « Je suis au désespoir, marquait Thugut, de l'aventure qui fera beaucoup de sensation en Angleterre et causera surtout au roi une grande douleur. » Mercy déclarait que l'échec était facile à réparer et que les Français obtenaient un avantage plus illusoire que réel; mais lui aussi redoutait l'impression que le désastre produirait en Angleterre, redoutait les clameurs de l'opposition qui saisirait avidement l'occasion de « tracasser » le ministère et de jeter de la défaveur sur le gouvernement, redoutait les nouveaux efforts des républicains dont ce succès ranimerait évidemment « l'insolente audace » et la « frénésie » (2).

En France, la joie fut universelle. Journalistes, commissaires, représentants célébraient cette brillante victoire et les conséquences qu'elle devait entraîner. Un militaire s'écriait que la frontière avait été balayée en trois jours et que ces trois jours étaient les « flambeaux de sa vie ». Deschamps proposait, dans le langage

1. Foucart et Finot, II, 131.
2. Vivenot, *Vertrauliche Briefe von Thugut*, I, 41; Thürheim, *Briefe*, 136.

exagéré du temps, qu'on se mit à la poursuite des « bandes de cannibales ». Dufresse annonçait que l'armée ne ferait plus d'attaque partielle de petits postes et qu'en masse, d'un élan, elle délivrerait le territoire, qu'elle allait reconquérir les Pays-Bas autrichiens, qu'il voulait, avec l'inséparable Lavalette, marcher en avant, que tous deux connaissaient la Belgique mieux que personne, qu'ils avaient plus d'une dette à y payer. Lavalette qui, comme Dufresse, rêvait déjà l'invasion du Brabant, exhortait, par un placard imprimé, les soldats des régiments wallons à passer au service de la République et à goûter de notre vin et de notre liberté. Forster applaudissait à la confusion du *blond duc* et à l'humiliation de l'orgueil britannique. « Les voici donc évanouis, écrivait Alexandre Courtois, les projets des Anglais ! Comment des hommes qui se disent libres, ont-ils pu s'armer contre un peuple libre ? Comment des hommes qui se disent sages, ont-ils pu obéir à un roi fou ? » Le *Père Duchesne* exultait : « Quelle fameuse danse l'armée du Nord vient de donner aux brigands qui ravageaient nos frontières ! Que doivent dire les Anglais, de se voir aussi bien étrillés ! » Les commissaires de la Convention, Trullard et Berlier, rapportaient que les ennemis avaient fui comme des daims ; Hentz et Duquesnoy, que l'armée française reprenait confiance et courage, que la mésintelligence éclatait parmi les alliés en même temps que la terreur, qu'ils se sauvaient à toutes jambes après nous avoir fait cadeau d'une belle artillerie, qu'ils se croyaient si sûrs du triomphe que les officiers anglais demandaient à tout le monde des commissions pour les dames de Dunkerque ; Delbrel, que l'armée était une armée de héros, que les soldats se battaient bravement, que Houchard aurait

sans doute de nouveaux avantages, qu'on ne devait se reposer qu'après avoir purgé le sol et ressaisi Valenciennes et Condé. Ne lisait-on pas dans des lettres de Belgique que de vives inquiétudes s'étaient manifestées à Bruxelles, que des voitures chargées de gens et de bagages y arrivaient comme après la bataille de Jemappes, que les jacobins de cette ville ne cachaient pas leur joie, que ceux de Gand avaient arraché le sceptre de l'aigle impériale et que plusieurs venaient d'être arrêtés et enfermés à la porte de Hal (1) ?

1. *Journal de la Montagne*, 20 et 21 sept. ; Forster, *Schriften* IX, 97 ; *Père Duchesne*, nº 285 ; *Rougyff*, nº 23 ; Delbrel à la Convention, 13 sept. ; Hentz et Duquesnoy au Comité, 15 sept. ; proclamation de Lavalette, 11 septembre ; lettre de Bruxelles, 8 oct. (A. G.)

CHAPITRE IX

MENIN

Projet d'écraser les Hollandais et de « se débarrasser de ces lourdauds ». — Orange veut quitter Menin. — Ordre de Cobourg. — Attaque du 12 septembre. — Bataille du 13. — Victoire complète. — Pillages. — L'armée hollandaise annihilée pour le moment.

York et Wallmoden s'étaient réunis à Furnes, sans que Houchard fît le moindre effort pour inquiéter leur retraite, et prévenir leur jonction. Après de longues réflexions, le général français avait résolu, non pas d'aborder les Anglo-Hanovriens qu'il croyait supérieurs en nombre, mais de fondre derechef sur les Hollandais et de les déloger de tous les camps et postes qu'ils occupaient sur la Lys. Il se rappelait les conseils que donnait Carnot dans la lettre du 5 septembre : « S'il était vrai que les ennemis eussent levé le siège de Dunkerque, nous pensons qu'après vous êtes emparé du cours de la Lys, au lieu de tourner à gauche pour vous porter sur la Flandre maritime, comme les ennemis s'y attendent, vous pourriez, au contraire, après avoir attiré leurs forces de ce côté, tourner brusquement sur votre droite,

pour attaquer Tournay et dégager le Quesnoy. » Tel fut le plan de Houchard. Il décida de garder la défensive dans la Flandre maritime et de prendre l'offensive dans la Flandre occidentale, d'écraser les Hollandais, d'assaillir ensuite le camp de Cysoing et les Autrichiens de Beaulieu, puis de se rejeter sur Cobourg : « Fait à fait que j'avançais, a-t-il dit, que j'aurais battu tous les corps détachés des ennemis, je me grossissais et j'arrivais sur Cobourg avec 70.000 hommes. »

Il demeura donc deux jours à Hondschoote : il empêchait les Anglais de rebrousser sur Dunkerque pour ressaisir leurs canons ; il donnait le temps aux Dunkerquois de rentrer dans la ville les munitions et les pièces d'artillerie abandonnées par l'assiégeant ; enfin, il masquait les mouvements de ses lieutenants, Dumesny, Hédouville et Béru, qui devaient infliger au prince d'Orange une sanglante et suprême leçon. Dumesny et Hédouville marchaient sur Menin par Poperinghe et Wervicq. Béru, venu de Lille, longeait la rive droite de la Lys et se dirigeait sur Bousbecque et Halluin ; « nous allons, écrivait-il au représentant Châles, tomber sur les Hollandais et nous débarrasser de ces lourdauds (1). »

Dès qu'il avait su la bataille d'Hondschoote, le prince héréditaire d'Orange, redoutant un nouveau choc des Français, s'était déterminé à quitter sa position de Menin qui dispersait et émiettait ses forces (2). Il voulait recu-

1. Berthelmy raconte (*Bulletin de la Soc. de la Corrèze*, I, p. 562) qu'il a pressé l'expédition de Menin et il invoque sur ce point le témoignage de Levasseur : « J'allai chez Houchard à huit heures du soir pour l'inviter à ne pas perdre du temps ; Levasseur partit dans la nuit même pour se trouver au combat. »

2. Cette mauvaise position, dit Langeron, ne lui offrait nulle gloire et d'éminents dangers.

ler sur Courtrai, y concentrer ses troupes, et déjà son frère cadet qui campait à Wervicq avec cinq mille hommes, avait reçu l'ordre de le rejoindre. Mais les Autrichiens se méfiaient des Provinces Unies, et n'oubliaient pas qu'elles projetaient naguère de se détacher de la coalition. Lorsque Cobourg apprit que les Hollandais se repliaient vers Courtrai, il s'imagina qu'ils allaient s'abstenir desormais de toute hostilité. Il somma le prince d'Orange de rester à Menin, lui fit d'amers reproches et mêlant aux remontrances les prières et les promesses, assura le prince qu'il le seconderait.

Le corps hollandais, parti le 10 septembre, à trois heures du matin, avait atteint Wevelghem à deux lieues de Courtrai, et à une lieue de Menin. Mais le prince d'Orange obéit au généralissime. Le même jour, il regagnait son camp. Il disposait de 13 à 14.000 hommes. 5.000, formant 13 bataillons et 10 escadrons, étaient postés à Wervicq sous le commandement du prince de Hesse-Darmstadt 1.600 garnissaient Halluin etles redoutes dont cette ville était entourée. Trois détachements gardaient, l'un, Gheluvelt, l'autre, Mouscron, le troisième Courtrai et les bagages. Beaulieu, chargé d'appuyer les Hollandais et de couvrir avec eux Marchiennes, Orchies, Cysoing, Bouvines et Lannoy, avait 6.000 Impériaux à Lauwe non loin de la Lys.

Le 12, Dumesny, Hédouville et Béru commençaient leur attaque. Ils n'eurent pas l'avantage. Hédouville fut repoussé devant Wervicq, après s'être emparé de Commines et de Messine. Béru ne put que refouler les avant-postes de la brigade qui défendait Halluin.

Mais le 13, les républicains remportaient une victoire complète. Le prince Frédéric d'Orange qui remplaçait le prince de Hesse-Darmstadt blessé la veille, fut assailli

dans Wervicq par Hédouville. Au bout d'une lutte de quatre heures, il dut céder au nombre et battre en retraite. Les Français entrèrent dans Wervicq au pas de charge et au cri de *Vive la République.*

Trois escadrons impériaux, envoyés par Beaulieu en reconnaissance et conduits par Kray, arrivaient à cet instant sur le lieu de l'action. Le prince Frédéric d'Orange, enhardi, ramena les siens au combat. Sa cavalerie se joignit aux escadrons autrichiens. Deux bataillons d'infanterie essayèrent de reconquérir Wervicq. Mais les Impériaux s'engagèrent dans des marais et s'exposèrent imprudemment au feu d'une batterie; ils tournèrent bride et entraînèrent avec eux les débris de la cavalerie hollandaise. Les deux bataillons qui tentaient, sous les ordres du prince de Nassau-Weilbourg, de reprendre Wervicq, eurent une semblable fortune. Une batterie française les salua par des volées de mitraille. Des soupiraux des caves, des fenêtres des maisons, du haut des toits on leur tira des coups de fusil. Le prince de Nassau-Weilbourg fut blessé; le prince Frédéric d'Orange, accouru pour rétablir l'affaire, fut très grièvement atteint et jeté à bas de cheval. Les Hollandais s'enfuirent dans la plus grande confusion. Le prince héréditaire d'Orange, averti du désastre, mais comptant que Beaulieu lui prêterait appui, envoya sur-le-champ à l'aide de son frère quatre bataillons et quatre escadrons, les derniers qu'il eût sous la main. Ces renforts devaient s'avancer à gauche de la chaussée de Menin à Ypres pour tomber sur le flanc de la colonne républicaine et arrêter sa poursuite.

Ils s'égarèrent et allèrent se heurter aux vainqueurs près du village de Gheluwe. Ils furent enveloppés. Deux bataillons seulement réussirent à s'ouvrir un chemin et

à gagner Ypres par Gheluvelt. Le reste fut dispersé ou fait prisonnier.

Tandis que Hédouville et Dumesny se rendaient maîtres de Wervicq, Béru enlevait Halluin. Il bombarda la ville durant une heure, puis forma ses troupes en deux colonnes qui s'élancèrent au pas de charge. La garnison hollandaise ne les attendit pas; elle se précipita vers le pont qui mène à Menin. Ce pont était couvert par des redoutes. Mais les Français serraient de près les fugitifs; ils entrèrent pêle-mêle avec eux dans les redoutes; ils passèrent le pont; ils s'emparèrent de Menin: « Rien, dit Levasseur, ne peut résister à la valeur française: c'est un torrent qui entraîne tout ce qui s'oppose à son passage. » Vainement le prince héréditaire d'Orange dépêcha l'un de ses lieutenants, le général d'infanterie prince Waldeck, à Beaulieu pour lui demander du secours. Beaulieu était à la tête de sa division qu'il avait mise en ordre de bataille. Il déclara que si elle intervenait, elle serait englobée dans la déroute des Hollandais. Pourtant, sur les instances de Waldeck, il consentit à faire un léger mouvement et à protéger la retraite du prince d'Orange, en occupant à Dadizeele une position qui menaçait la droite des carmagnoles. Orange lui reprocha de demeurer spectateur du combat et de lui refuser toute assistance par haine des Provinces Unies. Beaulieu répondit que, dans ce pays couvert, les issues étaient tellement obstruées qu'il n'avait pu soutenir qu'une partie de l'armée hollandaise, celle qui se sauvait vers Courtrai et Bruges, que sa colonne avait été embarrassée à chaque pas par les chariots et les équipages des fuyards, qu'il avait mis plus d'une heure à ranger sa division.

Les Hollandais lâchaient pied de tous côtés. Ceux de Halluin et de Menin détalaient vers Dadizeele et, de là,

vers Rousselaere. Ceux de Wervicq se jetaient vers Menin et, y rencontrant l'ennemi qui les accueillait par des salves de mousqueterie, se rabattaient à gauche pour gagner pareillement Rousselaere. Abandonné par ses alliés comme par ses propres troupes, mais outré de colère et de désespoir, le prince héréditaire d'Orange voulait lutter encore; il finit par se résigner, et, sur les conseils de son quartier-maître général, le comte Bentinck, quitta le champ de bataille. Il se rendit à Courtrai, emmena les troupes qui gardaient les bagages, rallia à Haerlebecke le détachement qui tenait Mouscron et qui n'avait pris aucune part à l'action, puis de Haerlebecke revint sur Rousselaere, de là sur Deynze et enfin sur Gand.

De même qu'à Furnes, à Linselles, à Tourcoing, l'armée républicaine commit des horreurs, et Béru éprouva, dit-il, la douleur de voir cette belle journée déshonorée par des excès. Inutilement les généraux et les représentants s'efforcèrent d'empêcher les déprédations. Les voleurs étaient les premiers à crier au vol, et parmi les soldats qui se joignaient aux conventionnels pour appréhender les détrousseurs, se trouvait un dragon qui cachait sous son manteau une pièce de toile. Conduit sur la place, accusé par Levasseur qui porta plainte au nom de la République, condamné par Béru et les officiers de l'état-major à dix années de fers, le dragon fut déshabillé et passa devant les rangs du 2e bataillon de la Gironde qui le couvrit de huées et applaudit à son jugement. « Si la loi, mandait Levasseur au Comité, eût permis de le fusiller, cet exemple eût arrêté la fureur du pillage (1). »

1. Cf. sur le pillage de Menin les lettres de l'Anglais Calvert, 135, qui assure que « les ennemis ont donné le plus diabolique exemple de

Mais le succès des républicains était complet, et lord Sheffield avouait que l'armée hollandaise était « annihilée » pour le moment. « Victoire, écrivait Hédouville à Osten, nous avons leurs canons en notre pouvoir, Wervicq, Menin; ils sont f....., tous ces despotes, et sont prisonniers dans les mains de nos bataillons! » Les commissaires de l'Assemblée, Levasseur et Châles, avaient guidé les troupes, partagé leurs dangers et animé leur courage. Châles était à la tête de la colonne Dumesny et reçut à la jambe un éclat d'obus. Le 2e bataillon de Paris qui souffrit le plus, et le 4e bataillon batave qui combattait avec fureur ses compatriotes, méritèrent, au témoignage des représentants et de Béru, les plus grands éloges. Un chasseur du 6e, Léon Brunel, de Troyes, avait pris un drapeau qu'il remit à Levasseur : le représentant donna l'accolade à ce brave Champenois.

Les Hollandais perdaient 40 bouches à feu, 88 officiers et 3.000 soldats, dont 1.200 prisonniers. Ils s'éparpillaient dans les bois et les villages de la Flandre, et ne purent être rassemblés qu'au bout de quelques jours, et, selon le mot d'un contemporain, que par pièces et morceaux. Même à Gand, les vaincus de Menin ne se croyaient pas en sûreté. A toutes les questions qu'on leur faisait, ils répondaient : « Misérables Français! » La Haye se préparait à célébrer avec pompe l'anniversaire de la révolu-

leur prétentieuse philanthropie et fraternité », qu'ils ont « vidé l'intérieur de chaque maison » et « détruit méchamment ce qu'ils ne pouvaient emporter. » Voir aussi dans le *Magasin* de Hoyer, II, 5, p. 46, le récit d'un Hessois : « Menin a été entièrement pillé; des hordes tartares ne peuvent faire de ravages aussi barbares que ces hommes sans frein; partout des maisons brûlées; des gens dépouillés de tout, presque nus, pleurant, se tordant les mains. » Un Belge écrit de Lille, le 16 septembre, au *Rougyff* (no 25) que « le pillage et le désordre font le malheur de l'armée française. »

tion de 1787 lorsqu'arriva la nouvelle du désastre; les fêtes se changèrent en deuil; à la joie bruyante qu'excitaient encore la prise de Valenciennes et les petits avantages de Linselles et de Tourcoing, succéda dans les rues un morne silence.

Par malheur, comme disait Pierre Dupont, les Français ne pouvaient profiter de cette journée pour prendre une offensive décidée, et ils allaient évacuer Menin, deux jours après l'avoir conquis (1).

1. Mémoire de Houchard; relation d'Arnaudin; Levasseur et Béru au Comité, 13 sept. (A. G.); *Mon.* du 17 septembre (lettres de Bentabole, de Houchard, de Berthelmy, de Béru); Hédouville à Osten, 13 sept.; Dupont à Belair, 15 sept.; *Batave* des 21, 28 sept. et du 1er oct.; Schels, 20-22; Witzleben, II, 298-303; Calvert, 134; Auckland, III, 118 (Sheffield à Auckland); Crossard, I, 65-67; Foucart et Finot, II, 136.

CHAPITRE X

LE QUESNOY

Ihler chassé de la forêt de Mormal. — Clerfayt devant Le Quesnoy. — Bombardement et capitulation de la place. — Démonstrations du 12 septembre. — Tentative d'un corps de 12.000 hommes pour débloquer Le Quesnoy. — Attaque de la forêt de Mormal. — Prise de Bousies et de Fontaine-aux-Bois. — Reculade. — Le capitaine Thiébault et le commandant Göttmann.

Hondschoote et Menin étaient deux éclatantes victoires. Béru disait que les succès du 8 et du 13 septembre paraissaient décisifs. « La farce, écrivait un rédacteur du *Batave*, est jouée pour les Anglais et les Hollandais, et le brave Houchard, qui est un général à la Père Duchesne, aura soin que les Autrichiens arrivent sous peu au dénouement de la tragédie » (1). Les Autrichiens allaient justement arrêter Houchard dans sa marche triomphante. Pendant que le duc d'York levait le siège de Dunkerque et que le prince d'Orange se faisait battre à Menin, Cobourg s'emparait du Quesnoy.

1. *Le Batave*, 18 septembre.

Le généralissime des coalisés aurait dû se saisir de Cambrai. « Terminez vite votre campagne, mandait Dumouriez au colonel Mack dès le mois de mai ; si une fois Valenciennes est pris, tout est dit, parce que vous pouvez éviter Bouchain et vous porter sur Cambrai qui ne peut pas tenir. » Sitôt qu'on sut à Paris que l'armée du Nord abandonnait le camp de César, on crut que Cambrai avait capitulé. « Cambrai est cerné, disait Couthon, et je ne serais pas étonné qu'il fût pris ». Aussi Cobourg avait-il l'intention d'investir Cambrai et lorsqu'il eut débusqué les Français de leur position de Paillencourt, il pria le duc d'York de coopérer au siège de la place. Mais York marchait déjà sur Dunkerque, et Cobourg, délaissé par son allié, ne s'estimant plus assez fort, et s'imaginant que Cambrai pouvait résister six à huit semaines, se dirigea sur Le Quesnoy. Les Anglais furent outrés. Pourquoi, après avoir sommé Cambrai, se détourner sur Le Quesnoy ? N'était-ce pas rétrograder? Ce mouvement ne passerait-il pas pour une retraite ? Ne serait-ce pas encourager les troupes républicaines, augmenter l'influence de la Convention, exciter la France à faire de plus grands efforts ? (1)

Avant de bloquer Le Quesnoy, il fallait chasser les républicains de la forêt de Mormal. Custine, Kilmaine et Houchard avaient chargé le général Ihler de s'établir au centre de cette forêt avec 8 bataillons, 400 cavaliers et 4 canons pour protéger à la fois Le Quesnoy et Landrecies. Ihler avait ordre de lutter aussi longtemps que possible et, s'il était forcé, de faire sa retraite sur Avesnes et Maubeuge. C'est le frère aîné de ce Théobald Ihler qui tom-

1. Witzleben, II, 270; Ternaux, *Terreur*, VI, 588; *Corresp.* de Couthon, 21; Thürheim, *Briefe*, 125; Auckland, III, 110 (Craufurd à Auckland, 13 août).

bait glorieusement dans la journée du 20 août 1793 à Jockgrim et qui couvert de blessures, frappé à mort, animait encore ses dragons et leur recommandait d'ôter ses épaulettes, pour que l'ennemi ne le reconnût pas. Né à Thann en 1745 et successivement sous-lieutenant, lieutenant, aide-major et capitaine en second au régiment de La Marck, major au régiment de Bouillon, lieutenant-colonel en 1786, colonel en 1791, Ihler était général de brigade depuis le 12 juillet 1792 et général de division depuis le 1er juin 1793. Représentants et commissaires le louaient à l'envi. Courtois assurait qu'il « raisonnait très bien son métier », qu'il était aimé du soldat et que sa probité garantissait son civisme. Defrenne marquait au ministre qu'il avait des connaissances techniques, qu'il vaquait sans relâche aux devoirs de sa fonction et « se montrait très bien. » Celliez et Varin le croyaient « étranger et un peu partisan de Custine », mais le regardaient comme un « brave homme » et un « excellent officier » qu'il fallait conserver. Viger le jugeait bon militaire, quoique aristocrate. Houchard le qualifiait de patriote et comptait beaucoup sur ses talents distingués. Le vieil et infirme Gudin qui commandait à Maubeuge, ne souhaitait pas d'autre successeur (1).

1. Kilmaine à Bouchotte, 30 juillet, et ordre de Des Bruslys, 30 juillet; Courtois et Teissier à Bouchotte, 5 juin; Defrenne à Bouchotte, 28 avril; Celliez et Varin à Bouchotte, 26 juillet; Viger à Bouchotte, 25 août; Houchard et Gudin au ministre, 10 et 27 août (A. G.). Cf. sur Theobald Ihler, *Wissembourg*, 107, et Charavay, *Les généraux morts pour la patrie*, 9, et sur l'aîné, Jean-Alexandre, dont il est ici question, une note de Charavay, *Carnot*, II, 329 qui donne ses états de services. Jean-Alexandre Ihler était proposé par le représentant Du Bois du Bais comme successeur de Gudin. Mais Bouchotte jugea que Ihler « ne pouvait être chargé de ce commandement parce qu'il ne réunissait pas assez de confiance. » (Du Bois du Bais à Carnot, 7 sept. et Bouchotte à Houchard, 3 sept.) Ihler fut suspendu

Fidèle aux instructions qu'il avait reçues, Ihler mit son camp à Hecq et le défendit par des coupures et des abatis. Il éleva des redoutes à la Maison-Rouge, au Rond Quesne, à la rue Coulon, à l'Opéra, au carrefour de la Taperie où aboutissaient les principales communications. Mais les troupes dont il disposait, n'étaient pas capables d'une longue et vigoureuse résistance.

Le 16 août, le chef d'état-major de Cobourg, Hohenlohe-Kirchberg, vint examiner la position française. Le 17 au matin, il ordonnait l'attaque. Deux bataillons, trois compagnies et deux escadrons, le comte d'Erbach à leur tête, marchèrent sur Berlaimont et refoulèrent les avant-postes de la division de Maubeuge qui se replièrent de l'autre côté de la Sambre sur les hauteurs de Saint-Remi et de Hautmont. Un bataillon et quatre escadrons, menés par Lilien. poussèrent sur Hecq et Preux-au-Bois. Le général Wenkheim s'achemina sur Poix et Englefontaine. Neuf bataillons et quatorze escadrons auxquels était confié le principal effort, partirent de Villerspol, sous la conduite de Bellegarde, pour attaquer Gommegnies et Jolimetz.

Cette attaque était, comme dit Ihler, environnante, et les Français, abordés de toutes parts, n'avaient d'autre route, pour faire retraite, que celle de Landrecies. A neuf heures du matin, deux compagnies du corps franc d'O' Donnell avaient enlevé le village retranché de Villereau, un des points essentiels. La Maison-Rouge, la Maison-Blanche, Jolimetz, l'Opéra, les grandes Carrières étaient assaillis de front et aussitôt emportés. Les natio-

de ses fonctions le surlendemain de sa tentative sur Le Quesnoy (14 septembre 1793) et retraité un an plus tard le 17 octobre 1794. Comme son cadet, il était Alsacien et naquit à Thann le 29 octobre 1745.

naux fuyaient à travers la forêt. Le général Colomb les rallia au carrefour de la Taperie, les plaça dans la petite redoute qui couvrait ce passage, et sur les flancs, dans les bois de droite et de gauche, à la lisière des avenues, sur la chaussée et en avant de Locquignol. Mais, dès que l'ennemi parut, ils se sauvèrent derechef. Colomb parvint à les rassembler au carrefour du Calvaire, il leur parla, leur prouva qu'il avait pris et prenait encore d'efficaces mesures; il leur dit que leur position était belle et avantageuse ; il menaça de les sabrer s'ils fuyaient de nouveau. Mais lorsque l'Autrichien se montra, les sans-culottes abandonnèrent le carrefour du Calvaire comme ils avaient abandonné les précédents débouchés, et s'échappèrent de la forêt par le pont d'Hachette; leur terreur, rapporte Colomb, était à son comble. Ihler se hata de jeter six bataillons dans Landrecies et de gagner Avesnes avec le reste; le jour suivant il était à Maubeuge (1).

1. Ihler à Houchard, 17 août; Colomb au président de la Convention, 21 août (A. G.). Ce fut là que périt l'adjudant général Legros. Né à Corbaix, dans le Brabant, major dans l'insurrection des Pays-Bas, il avait reçu au mois de novembre 1792 du Comité militaire belgique le brevet de colonel et la mission de former le 2e régiment belge ; puis, il avait été commandant temporaire de Saint-Quentin et, en qualité de chef de brigade, il était à la tête des postes avancés dans la forêt de Mormal lorsqu'il fut pris le 17 août 1793. Les Autrichiens le fusillèrent comme déserteur. Le 6 octobre 1794, sa veuve Ursule d'Aubremez et ses trois enfants demandèrent un secours à la Convention, et Laurent déclara que Legros était digne des regrets de l'assemblée; Legros, ajouta Laurent, est mort en vrai républicain; ceux qui exécutaient l'ordre de Cobourg, tremblaient; mais Legros leur dit : « Tirez, ne tremblez pas, je ne crains pas la mort », et il ne voulut pas qu'on lui fermât les yeux, parce qu'un républicain sait mourir les yeux ouverts. Le 19 octobre, sur le rapport de Sallengros, la Convention décréta que la veuve de Legros recevrait un secours de mille livres et qu'elle avait droit à une pension. La commune de

Les Impériaux n'avaient que 50 morts et blessés, et on lit dans leur journal de guerre qu'ils firent à l'adversaire 150 prisonniers et lui mirent 500 hommes hors de combat. « Le feu a été très vif, écrivait Hohenlohe-Kirchberg, et il a coûté cher aux Français; ils ont été délogés de la forêt comme dans une chasse à courre; en trois heures, l'attaque était terminée (1). »

Le Quesnoy fut investi le surlendemain. Cette ville défend un espace de neuf lieues de l'Escaut à la Sambre, et commande la ligne de Bavay à Saint-Quentin par le Cateau. Elle est située sur un terrain assez élevé entre les petites rivières de la Rhonelle et de l'Ecaillon qui prennent toutes deux leur source dans la forêt de Mormal et rejoignent l'Escaut, la première à Valenciennes et la seconde à Haulchin. Ses fortifications consistaient alors en un rempart et en huit bastions irréguliers munis de contregardes, de ravelins et de larges fossés pleins d'eau. Son point faible était le côté qui regardait Valenciennes; Villars l'avait attaqué en 1712; les Impériaux l'attaquèrent en 1793.

Le feldzeugmestre Clerfayt dirigeait le siège et avait sous ses ordres 15.000 hommes (2). Les travaux furent conduits, comme devant Valenciennes, par le colonel de Froon qui disposa peu à peu de 132 bouches à feu : 34 mortiers, 12 obusiers et 86 canons.

Saint-Quentin avait fait inscrire le nom de Legros en lettres d'or sur un tableau entre les noms de Le Peletier et de Marat. Le 17 décembre, sur la proposition du Comité d'instruction publique, la Convention décidait que le nom de Legros serait inscrit sur la colonne du Panthéon et que les circonstances de sa mort seraient insérées dans le recueil des faits héroïques (*Mon.* XXII, 170, 288, 769; Borgnet, *Hist. des Belges*, II, 301.)

1. Witzleben, II, 281-282; Schels, 18-19; Foucart et Finot, II, 155; Gudin à Bouchotte, 18 août (A. G.).

2. 19 bataillons, 12 compagnies et 10 escadrons.

La garnison fit plusieurs sorties de nuit vers le poste de Potelle et la ferme de Béart. Elles n'eurent aucun succès. Le 27 août, les Autrichiens ouvraient la tranchée à 350 toises du glacis contre les bastions Soyer et César. Le 2 septembre, au matin, les batteries de leur première parallèle étaient installées et prêtes à jouer. Le même jour, à cinq heures du soir, après avoir inutilement sommé le gouverneur, Clerfayt commençait le bombardement qui dura toute une semaine presque sans relâche. Le canon de la place riposta d'abord avec vigueur, et, le 3 septembre, démonta deux pièces de l'assiégeant. Mais le 4, les Impériaux, débouchant en zigzags, entamaient la deuxième parallèle sur une étendue de 720 toises. Le 7, ils l'avaient terminée. Le 8, ils dominaient et domptaient le feu de l'artillerie française qui ne répondait plus que faiblement en certains endroits. Le 9, ils faisaient sauter plusieurs dépôts de poudre. Le 10, ils travaillaient à l'établissement de la troisième parallèle. Mais ce jour-là, à cinq heures et demie du soir, le commandant, le chef de brigade Goullus (1), envoyait le lieutenant-colonel du régiment de Bouillon proposer à Clerfayt une capi-

1. Goullus (François), né à Lyon le 4 novembre 1758, fils d'un aubergiste, engagé au régiment de la Couronne, devenu le 45e (28 octobre 1776), caporal (1er décembre 1778), fourrier (20 décembre 1779), sergent-major (22 juin 1787), adjudant (24 décembre 1789), lieutenant (15 septembre 1791), capitaine (26 avril 1792), nommé lieutenant-colonel par Dumouriez (1er octobre 1792), commandant à Namur (15 décembre 1792) et à Maubeuge (1er mars 1793), promu chef de brigade du 45e par Dampierre (12 avril 1793), envoyé au Quesnoy (29 juillet 1793), rentré de captivité au mois d'octobre 1795, confirmé chef de brigade (6 ventôse an IV), devint général de brigade le 17 février 1797 et fit la plupart des campagnes de la Révolution et de l'Empire en Allemagne, en Italie et en Espagne. Après avoir été commandant d'armes à Amsterdam (2 janvier 1811), il fut admis à la retraite le 25 mars 1814 et mourut à Brie, dans l'Ariège, le 7 septembre de la même année.

tulation honorable. Le feldzeugmestre déclara que la garnison serait prisonnière de guerre. Le 13 septembre, à neuf heures du matin, 4.000 républicains mettaient bas les armes, et les assiégeants prenaient possession du Quesnoy au nom de Sa Majesté l'Empereur et Roi (1).

La ville avait considérablement souffert. Les casernes et les hôpitaux, l'arsenal, le munitionnaire, les magasins de foin et de paille étaient devenus la proie des flammes. Un quart des maisons avait été incendié, et un autre quart, brisé, fracassé par les bombes et les boulets. Cependant, la forteresse pouvait tenir encore. Les fronts des bastions attaqués, à droite et à gauche de la porte dite de Valenciennes, leurs courtines, leurs demi-lunes n'avaient aucune brèche praticable. Les trois redoutes qui, dans cette partie de la défense, entouraient Le Quesnoy, n'étaient pas prises. Les ponts de communication entre les souterrains e les chemins couverts n'étaient pas coupés. La garnison occupait tous les chemins couverts et toutes les places d'armes. La troisième parallèle était à peine tracée et ne fut achevée que durant les trois jours où se débattit la capitulation.

Mais il y avait dans la ville 200 tués et 300 blessés. Beaucoup d'artilleurs — 115, selon un témoin du siège — étaient plus ou moins grièvement atteints. Les autres avaient plusieurs fois, sous la grêle des projectiles, abandonné leur poste. Des canons étaient démontés, et leurs embrasures démolies ; malgré l'abondance des matériaux que renfermait la place, les charpentiers, les menuisiers, les charrons refusaient de réparer les pièces. La population se rebutait et montrait le plus mauvais vouloir. Goullus avait reçu, dès le troi-

1. Ils perdaient 4 officiers et 204 soldats tués ou blessés.

sième jour du bombardement, une blessure à la jambe et ne quittait plus le lit. Les municipaux, désespérés, éperdus, le priaient de terminer les misères et les angoisses des bourgeois par une prompte reddition. La faiblesse des fortifications n'a pas causé la chute du Quesnoy; ce fut, écrit un adjoint au corps du génie, « la conduite de quelques membres du Conseil général de la commune, et sur eux doit tomber tout le blâme (1). »

Les représentants, indignés et craignant pour l'avenir, engageaient le Comité de salut public à prendre les mesures les plus sévères. Levasseur et Bentabole demandaient qu'on fît sortir d'une ville menacée la plus grande partie des habitants; on pourrait ainsi, disaient-ils, plus facilement approvisionner les forteresses, et la garnison ne serait pas influencée par les malveillants. Delbrel, plus rigoureux, voulait que tous les habitants sans distinction fussent chassés de la place; sinon, assurait-il, chaque ville assiégée serait livrée. Le 22 octobre, la Convention décrétait qu'elle ne dérogerait jamais à la loi qui ordonnait la démolition de toute place qui se rendait sans avoir soutenu l'assaut; l'impunité de Verdun et de Longwy, ajoutait l'Assemblée, avait atténué la force du grand exemple donné par Lille et Thionville, et l'on voyait des capitulations comme celles de Condé, de Valenciennes et du Quesnoy, « monuments de lâcheté ou de perfidie »(2).

1. Rapport de Julliot, adjoint au corps du génie (A. G. ce rappor a été, ce semble, reproduit et résumé par le capitaine Lémont, don le mémoire est cité par Foucart et Finot II, 160); compte-rendu de Clozel, quartier-maître du 7e bataillon de Paris ; Goullus à Bouchotte, 14 sept. (A. G.); mémoire de Langeron (A. E.); Witzleben II, 282-284; Dohna, III, 329-330.

2. Levasseur et Bentabole au Comité, 21 sept.; Bentabole à Duhem, 22 sept. (*Mon.* du 27); rapport de Delbrel, 23 sept. (A. G.). Les

Pendant que Clerfayt bombardait Le Quesnoy, Cobourg couvrait cette opération avec 21.000 hommes qui formaient le reste de l'armée des alliés. Son corps de bataille, commandé par Colloredo, s'établissait derrière l'Écaillon entre Englefontaine et Vertain; Bellegarde campait sur les bords de la Seille ; Gontreul était à Marchiennes; Otto, à Denain; Auersperg, à Douchy; Benjowsky, à Saulzoir et à Montrécourt; Dujardin, dans la forêt de Mormal; Latour, à Bettignies. C'était, comme disait Thugut, garder des troupes bien considérables pour le siège d'une bicoque, et le prince eût mieux fait de renforcer à temps le corps du maréchal Freytag. Mais la cavalerie de Cobourg allait obtenir un avantage aussi retentissant qu'imprévu.

Houchard avait ordonné que le commandant de Maubeuge, Gudin, tâcherait, dans la journée du 7 septembre, de dégager Le Quesnoy Gudin remit l'entreprise au 12. On devait, pour aider Gudin, effectuer des démonstrations sur toute la ligne. Declaye se porterait de Cambrai sur Solesmes avec 6.000 hommes. Beaurgard se dirigeait de Guise sur Le Nouvion. Davaine partirait du camp de Gavrelle; Dumas, de Mons-en-Pevèle et de Pont-à-Marcq; Dupont-Chaumont, de Douai; Ransonnet, d'Arleux, pour alarmer les Autrichiens qui leur faisaient face. Bouchotte approuvait cette diversion et comptait sur le succès : « du concert dans les opérations, écrivait-il à Houchard, comme il y en a dans les cœurs pour le système populaire, et tout ira bien ! »

Davaine exécuta ses instructions. Le 12 septembre,

bureaux de la guerre accusaient plutôt le commandant, et Jourdeuil, adjoint à la 5e division, écrivait le 24 septembre au Comité que la capitulation du Quesnoy était l'œuvre d'un traître, d'un parjure, et que tant de bassesse n'entra jamais dans le cœur d'un républicain.

tous les postes s'ébranlèrent et tiraillèrent de loin avec les Impériaux. On inquiéta, sans l'attaquer, la petite ville de Marchiennes. On fit mine de se jeter sur Denain par Abscon et Azincourt; mais le général Otto vint à la rencontre des carmagnoles avec dix escadrons, les chargea, les dispersa et leur prit quatre canons et plus de deux cents hommes.

Beaurgard n'avait que 1.200 fantassins et 150 cavaliers ramassés dans tous les dépôts. Il se borna donc à une promenade militaire. Mais Parant, commandant de Saint-Quentin, dut le rejoindre à Mazinghien près du Cateau. A dix heures du matin, Beaurgard était à Mazinghien; il rejetait des éclaireurs autrichiens sur le Cateau, et à la vue d'une colonne qui paraissait du côté de Bohain, se repliait sur Hannape. Ce ne fut qu'à sept heures du soir, au village de Wassigny, qu'il rattrapa Parant.

Cependant, un corps de plus de 14.000 hommes, sorti de Maubeuge et conduit par Ihler, s'efforçait de débloquer Le Quesnoy. Il formait deux colonnes. Celle de droite comptait 9.000 hommes; elle devait emporter les redoutes qui défendaient l'accès de la forêt de Mormal et, après avoir laissé quatre bataillons au pont d'Hachette, se saisir d'Englefontaine. Celle de gauche, sous les ordres de Colomb (1), marcherait vers Forest, gagnerait

1. Colomb (Joseph-Antoine), fils d'un avocat au parlement du Dauphiné et premier consul de la ville d'Embrun, né le 26 septembre 1735 à La Seyne, volontaire au régiment de Piémont (10 juin 1752), sous-lieutenant de grenadiers (1er septembre 1755), lieutenant (16 mars 1757), capitaine (22 mai 1759), réformé (7 avril 1763), aide-major du régiment de recrues de Lyon (1er octobre 1763), capitaine commandant au régiment de Piémont (24 mars 1769), capitaine titulaire (19 juin 1771), capitaine-commandant de la compagnie colonelle (28 août 1777), lieutenant-colonel au 47e régiment (25 juillet 1791),

la chaussée dite de Brunehaut et enlèverait le village de Poix. Si les Autrichiens vaincus abandonnaient le siège du Quesnoy, on verserait dans les magasins de la place 800 sacs de farine tirés d'Avesnes et de Landrecies, on chasserait les bouches inutiles, on emmènerait les troupes qui étaient de trop, on occuperait la forêt de Mormal et camperait à Hecq.

L'attaque des républicains fut prompte et vive. L'avant-garde de la colonne de droite, composée de quatre bataillons et d'une compagnie franche, repoussa les Impériaux jusqu'à leurs retranchements. Mais elle trouva dans la forêt, entre Preux et le pont d'Hachette, des abatis d'une longueur extraordinaire et des redoutes hérissées de chevaux de frise. Il fallait s'emparer des abatis et se loger solidement dans la forêt pour ne pas être pris soudainement à dos et sur les flancs lorsqu'on aborderait les villages de Preux et de Hecq. On assaillit donc les abatis; mais on recula sous le feu des pionniers et de quelques compagnies d'infanterie. Trois

colonel (16 mai 1792), général de brigade (15 mai 1793). Il avait été blessé à Bergen (13 avril 1759); il était à l'attaque du fort Villate, à la bataille de Neerwinden où il eut son cheval tué sous lui; il sauva le trésor de l'armée lors de la défection de Dumouriez. Mais Celliez avait écrit que s'il était bon à conserver, on devait l'entourer de patriotes purs (26 juillet, à Bouchotte). Le ministre le crut noble et le suspendit le 2 octobre; sa suspension, lui écrivait Jourdeuil, était la suite d'une mesure générale nécessitée par les circonstances. Colomb ne fut réintégré que le 29 frimaire an IV après avoir défendu la représentation nationale en prairial et en vendémiaire; envoyé à l'armée d'Italie où il fit la campagne de l'an V, il passa ensuite à la 19e division militaire; lorsqu'on le réforma, le 1er prairial an IX, il comptait 52 ans de services. Il ne faut pas le confondre avec un autre général du même nom, Pierre Colomb, Nîmois de naissance, ancien gendarme de la garde et colonel du 2e dragons, qui servait également à l'armée du Nord, mais qui venait de demander sa retraite (5 août 1793), pour cause d'infirmités et d'obtenir un congé.

bataillons, frais et intacts, tentèrent l'assaut une seconde fois; ils furent également refoulés. Il était onze heures du matin, et le combat, dirigé par le général Meyer (1), avait commencé à quatre heures et demie. Ihler fit sonner la retraite. Tout se taisait dans la direction du Quesnoy et les prisonniers autrichiens lui juraient que la forteresse s'était rendue la veille; il n'entendait pas le canon de Declaye qui devait marcher sur Solesmes avec la garnison de Bouchain et de Cambrai; enfin, plus il s'opiniâtrait à la lutte, moins il avait des chances de réussir, puisque l'adversaire allait sûrement recevoir des renforts, et, en effet, Colloredo accourait avec neuf compagnies du régiment Wallis et six escadrons de cuirassiers.

La colonne de gauche que commandait Colomb, était plus heureuse. Elle emporta trois redoutes et chassa des deux villages de Bousies et de Fontaine-au-Bois les troupes légères des Impériaux. L'ennemi résistait vigoureusement; mais à onze heures et demie le 1er bataillon des volontaires de la Vendée occupait le bois de Fontaine et le 2e bataillon belge, dit 24e bataillon d'infanterie légère, arrivait à Bousies, après avoir, à la seconde attaque, grâce à un secours de trente cavaliers, d'une pièce de 8 et d'un obusier, enlevé les redoutes qui lui barraient le chemin. Le futur général Thiébault, capitaine dans ce bataillon belge, s'essayait alors dans le métier des armes, et il raconte qu'il était fier de mener pour la première fois à la guerre une compagnie de quatre-vingt-deux hommes. Il tint de beaux discours à ses soldats, il leur paya de l'eau-de-vie, il les entraîna et

1. Ce Meyer, général de très fraîche date, était naguère chef du 2e bataillon des volontaires des Hautes-Alpes; nous le retrouverons, ainsi que Gudin, dans le volume suivant.

à leur tête, il pénétra dans Fontaine-au-Bois, tandis que les tambours battaient la charge et que des malheureux paysans, blessés par les balles, cherchaient, au lieu de se faire panser, à éteindre le feu qui dévorait leurs maisons et leurs granges. Au sortir de Fontaine, il traversa un taillis et vit une redoute dans une clairière ; il tourna cette redoute, il y entra et n'y trouva qu'une rangée de pieux qu'il avait pris de loin pour des ennemis : c'était une des ruses autrichiennes. Thiébault poussa plus avant; mais, sur l'ordre d'Ihler, Colomb avait interrompu l'attaque et reculait sur Landrecies. Le bataillon belge, averti trop tard, faillit être enveloppé. Son chef, Göttmann, ignorait que Le Quesnoy avait capitulé et que Colomb se retirait à cause de l'échec de la colonne de droite. Il prétendit que le général ne s'était montré qu'à l'instant de la retraite et qu'il avait permis à ses troupes de se reposer et de se coucher sur les routes. Il fit halte à Landrecies pour signer une dénonciation sur les registres de la municipalité, puis regagna le cantonnement de Cerfontaine. Les soldats qui, depuis quarante heures, étaient sur pied, allaient à la débandade ou tombaient de fatigue. « Si l'ennemi, dit Thiébault, nous avait attaqués avec cinquante hommes de cavalerie, il nous mettait en pleine déroute et prenait toute l'artillerie; mais comment eût-il supposé un tel désordre (1) ! »

1. Bouchotte à Houchard, 11 sept., instruction de Gudin (projet d'attaque pour délivrer Le Quesnoy avec deux colonnes, l'une de 9.148 hommes et l'autre de 5.747 hommes) ; rapport d'Ihler, 12 sept. ; dénonciation de Göttmann (extrait du registre des séances de la commune de Landrecies, 12 sept.); Courtois à Bouchotte, 12 sept. ; lettre de Davaine, 13 sept. (A. G.) ; lettre des représentants Drouet et Bar au Comité, 15 sept. (Foucart et Finot, II, 214); Thiébault, *Mém.* 1893, I, 449-451 (notes de *Victoires et Conquêtes*, I, 251); Witzleben,

Voilà le résultat de la journée du 12 septembre. Cette petite armée de 14.000 hommes n'avait pu délivrer Le Quesnoy; elle revenait tristement à Maubeuge, après avoir laissé, sur l'ordre de Gudin, un bataillon à Landrecies et une demi-brigade de 1.600 hommes à Avesnes. Mais le pis, c'était la débâcle de la colonne sortie de Cambrai et de Bouchain.

II, 286-287; Schels, 22-23. La colonne d'Ihler avait fait 28 prisonniers et comptait 92 blessés, les officiers non compris.

CHAPITRE XI

CAMBRAI

Cambrai pendant la guerre. — Forster. — Le Liégeois Declaye. — Sa réponse à Boros. — La place débloquée. — Sortie du 12 septembre. — Les garnisons de Bouchain et de Cambrai. — Combat d'Avesnes-le-Sec — Plaintes et dénonciations contre Declaye. — Lâche, mais patriote.

Depuis le commencement de la guerre, Cambrai regorgeait de soldats. C'était la ville natale de Dumouriez. Le 19 octobre 1792, le vainqueur de Valmy y entrait, au bruit des salves d'artillerie, et il lisait à la porte de la maison commune, sur un superbe trophée d'armes, ces mots qui flattaient son orgueil : « Cambrai s'applaudit d'avoir vu naître Dumouriez le 25 janvier 1739 (1). »

Cinq mois plus tard, le vaincu de Neerwinden s'alliait aux Autrichiens, et Cambrai flétrissait l'objet de sa récente ovation. Le 26 avril 1793, la cloche du beffroi appelait les citoyens à l'hôtel de ville ; la garnison se rangeait en bataille sur la grande place ; aux sons de la musique militaire et aux acclamations d'une foule con-

1. *Jemappes*, 73.

sidérable qui répétait avec enthousiasme les cris de *guerre aux tyrans* et *vive la République*, les représentants Gasparin et Lesage-Senault, les administrateurs, les jacobins se rendaient à la porte de France. Là, on dressait un poteau avec cette inscription : « Cambrai frémit d'avoir vu naître dans son sein l'infâme, le scélérat Dumouriez ; passants, partagez son horreur ; traîtres, tremblez ! » On revenait ensuite dans le même ordre sur la grande place et, après avoir chanté la *Marseillaise* et dansé la farandole autour de l'arbre de la Liberté, on rentrait à la maison commune. Gasparin prononçait un discours, et les assistants, entraînés par l'ardente parole du conventionnel, juraient de vivre libres ou de mourir et de s'ensevelir sous les ruines de la cité plutôt que de capituler (1).

L'animation, le mouvement, le bruit ne cessèrent pas à Cambrai. Ce fut là que Lamarche, Custine, Kilmaine établirent leur quartier général. Le 2 août y arrivait un personnage dont nul ne soupçonnait la célébrité, le « Mayençais » Georges Forster que le Comité de salut public avait chargé de négocier avec les Anglais. Ses jugements sur Cambrai et sur la population sont assez curieux. Il trouva que la ville fourmillait de gens et d'équipages de guerre; mais il n'y vit pas une seule belle femme et il déclara l'endroit « abominable. » Pas la moindre commodité; partout la saleté, l'ordure, et l'on aurait dit que les Cambrésiens ne savaient pas comment d'autres hommes, à quelques lieues de là, cherchaient à se rendre la vie plus supportable. Les habitants, mâtinés de Flamands et de Français, n'avaient des deux peuples que les défauts et les désagréments, rien

1. Foucart et Finot, I, 400-401.

de sympathique et d'attirant, de la rudesse, de l'ignorance, un manque singulier d'éducation et de connaissances. Au milieu du tumulte des armes, chacun ne pensait qu'à soi-même sans s'inquiéter d'autrui. La défiance était extrême. Forster et son collègue Pétry vivaient dans une petite chambre froide et malpropre ; ils couchaient dans un mauvais lit où des punaises les tourmentaient ; ils dînaient et soupaient très mal. On ne pouvait plus acheter ni thé, ni café, ni sucre. Il fallait, à déjeuner, manger son pain sec. Heureux encore, si l'hôtesse donnait quelquefois un peu de beurre !

Néanmoins, le pays, si plat qu'il fût, avait ses beautés, et chaque matin, chaque soir, Forster et son compagnon se promenaient le long du canal, sous des allées d'ormes bordées de vergers et de potagers. Mais le 8 août, ils sortaient précipitamment de la ville et couraient se réfugier à Arras. L'armée française, attaquée sur ses derrières, se repliait vers la Scarpe, et l'ennemi cernait Cambrai (1).

Le Liégeois Declaye, gouverneur de Cambrai, était un ancien soldat du 88e régiment (2). En 1790, il avait pris

1. Forster, *Schriften*, IX, 69-73; cf. plus haut p. 182-83.

2. Nicolas Declaye, né à Liège le 8 juin 1758, était entré au service de France à l'âge de dix-sept ans. Soldat au régiment de Berwick de 1775 à 1786, attaché comme « adjudant écrivain de place » à l'état-major de Saint-Martin de Ré (1787-1788), il regagna Liège où il devint aide-major au 1er régiment dit municipal (18 avril 1790). Réfugié en France, il fut nommé major de la légion belge et liégeoise (4 mai 1792), lieutenant-colonel de cette légion (19 août 1792), colonel d'infanterie au service belge (29 novembre 1792), et confirmé dans ce grade (20 mars 1793) par le Comité militaire belgique. Lors de la trahison de Dumouriez, il était aide de camp du général de divionsi Rosières (7 avril 1793). Il écrivit à Bouchotte qu'il avait publié deux ouvrages à l'usage des troupes liégeoises, un sur la petite guerre et un autre sur la tactique militaire, rappela sa tête mise à prix, sa femme

part à l'insurrection des Pays-Bas autrichiens et obtenu le grade de major. Il devint aisément lieutenant-

et ses trois enfants massacrés, assura qu'il « brûlait de vengeance » et demanda le brevet de général de brigade : Bouchotte lui donna ce brevet (30 juillet 1793) en l'engageant à « continuer dans son attachechement à la liberté ». Après son échec de Cambrai, Declaye fut envoyé à Lyon comme commandant temporaire (9 brumaire an II) et y exécuta les fameuses fusillades sur la place des Broteaux : « Une décharge, écrivait-il, suffit pour exterminer de la foudre nationale ces traîtres attachés à une corde tendue le long d'une rangée d'arbres; j'espère que nous serons bientôt débarrassés de cette horde de muscadins. » Aussi fut-il nommé général de division par les représentants (13 ventôse an II), et employé en cette qualité à l'armée des Alpes. Arrêté après le 9 thermidor « sous le nom vague de terroriste », relâché grâce à la recommandation de Fouché, il ne fut pas compris dans l'organisation du 25 prairial an III. Mais il protesta, déclara qu'il s'était trouvé à quarante batailles (!), qu'à Cambrai il avait fait aux sommations autrichiennes une réponse ferme et laconique. On l'avait réformé, avec la pension de retraite d'un chef de bataillon (20 pluviôse an IV.) Le Directoire l'envoya à Nevers, commandant de place à la suite (12 thermidor an IV). Là, Declaye se fit nommer chef de la garde nationale; il défendit le commissaire du gouvernement Bezout assailli dans une auberge de Cosne par des séditieux (lettre de Bezout, 1er frimaire an IV); il gagna l'affection des jacobins qui demandèrent pour lui le grade de divisionnaire parce qu'il « joignait l'amour de la patrie aux talents militaires » et qu'il avait « sauvé les patriotes détenus dans les maisons d'arrêt et menacés chaque jour d'être égorgés par les chouans. » Mais le commissaire du gouvernement Bouguelet le dénonça à Paris : Declaye, disait Bouguelet, était capable de tout; c'était un vaurien et un brigand, il déclamait contre le gouvernement, il cherchait à égarer les ouvriers, il fréquentait les cabarets avec le général Sabatier, « le plus dégoûtant des coquins », et autres mauvais sujets, il ne cachait pas dans ses orgies qu'il servirait celui qui le paierait le mieux, « il nous aurait égorgés si Babæuf avait réussi, » et Bouguelet proposait de débarrasser la ville de ce Declaye qui troublait l'ordre public et qu'on voulait « voir à tous les diables », de l'employer ailleurs, de le surveiller et de le casser à la moindre faute (lettre du 9 vendémiaire an V). Le 11 brumaire an V, Declaye dut cesser ses fonctions à la suite de l'état-major de Nevers. Pourtant, le 13 vendémiaire an VII, il fut nommé de nouveau commandant de place de 3e classe à la suite à Vannes, puis chargé d'organiser les compagnies franches du Morbihan et de commander le 1er bataillon franc formé de ces compagnies (16 ven-

colonel, puis colonel dans l'armée belge, levée par Rosières et par le Comité bruxellois. Nommé commandant temporaire de Cambrai, il acquit la confiance du club. Les agents du ministre Bouchotte faisaient son éloge. Celliez et Varin écrivaient qu'il était excellent républicain, brave militaire, propre à commander soit une place forte, soit une division de cavalerie. « Il est Liégeois, disait Defrenne, conséquemment bon patriote », et l'on répandait le bruit que les barbares Autrichiens avaient massacré sa femme et ses enfants. Le 22 juillet, il fut remplacé; mais la Société populaire sollicita son maintien ; elle affirmait le civisme brûlant et la franchise, la loyauté de Declaye; elle était « disposée à tout tenter » pour le garder dans la ville, et une députation du club, accompagnée de quatre commissaires de la municipalité, alla prier Kilmaine de laisser Declaye à Cambrai, au moins provisoirement. Kilmaine exauça ce désir; il jugeait que Declaye saurait électriser les Cambrésiens qui n'étaient, à l'exception des membres de la Société populaire, que de mauvais citoyens. Le 30 juillet, Declaye était promu général de brigade, et les municipaux applaudissaient à la nomination d'un homme dont ils appréciaient l'énergie et les talents. Deux jours plus tard, dans l'ardeur de son zèle, Declaye proposait d'éclairer la place, d'abattre les arbres et les maisons à cinq cents toises du glacis : le Conseil général de la commune répondit prudemment

tôse an VIII). Mais bientôt il fut derechef réformé avec le traitement de chef de bataillon (2 germinal an X), et vainement il sollicita la faveur de Napoléon en alléguant qu'il avait composé un *Citateur antibritannique* ainsi qu'un opéra, *Le Triomphe de Mars*, allégorie des hauts faits de l'empereur, et une hymne guerrière dédiée à l'armée de Boulogne. (Cf. outre l'article de H. Wallon dans la *Revue bleue* du 8 août 1891, les documents de la guerre.)

qu'il attendrait sur ce point l'avis du Conseil de guerre. Bientôt les Autrichiens approchèrent et coupèrent la route de Bapaume. Declaye, alarmé, envoya de toutes parts des patrouilles pour arrêter les « malintentionnés » ; il fit clore les portes ; il enjoignit de n'admettre que les personnes qui seraient munies d'une autorisation signée de Kilmaine, de doubler la garde des ouvrages extérieurs, d'augmenter le nombre des factionnaires sur les remparts ; il prescrivit au commandant temporaire de fermer lui-même les poternes (1).

Les représentants du peuple, Delbrel, Châles, Le Tourneur, Collombel, étaient encore dans la place. Ils la quittèrent sur-le-champ. Le club se plaignit de leur départ et les accusa de s'être éloignés avec une « précipitation scandaleuse. » Mais Delbrel justifia ses collègues. On était convenu que l'un des quatre commissaires resterait à Maubeuge et veillerait à la défense du camp retranché, qu'un deuxième se rendrait à Lille afin de pourvoir au ravitaillement de la forteresse, que les deux autres s'enfermeraient à Douai et suivraient, en attendant, le quartier général pour assurer le service des distributions. Fallait-il abandonner l'armée qui fuyait vers Arras? N'y avait-il pas à Cambrai une garnison suffisante ? Les approvisionnements n'étaient-ils pas complets, si complets qu'on annonçait un excédent de deux mille sacs de farine ou de blé ? Le 7 août, après avoir signé deux arrêtés, l'un qui chassait de Cambrai les bouches inutiles et les gens suspects, l'autre qui remplaçait des membres faibles ou douteux des administra-

1. Defrenne à Bouchotte, 16 mai; Celliez et Varin à Bouchotte, 26 juillet; Kilmaine à Bouchotte, 4 août (A. G.).

tions de la commune et du district, Delbrel et Collombel sortirent de Cambrai (1).

Le lendemain, un officier des dragons de Cobourg vint, au nom du général Boros, sommer Cambrai de capituler : le commandant exposerait-il la ville à la destruction dont Valenciennes offrait un si triste exemple? Declaye répondit simplement qu'il savait se battre, et non se rendre. Cette brève et fière réplique accrut sa réputation et le fit passer pour un Spartiate ; elle est, écrivaient les commissaires du Comité, une preuve de son civisme (2).

Sept mille hommes formaient sa garnison : le 83e régiment d'infanterie, trois bataillons de volontaires, le 25e cavalerie et le 10e hussards dit des hussards noirs ou des hussards de la mort parce qu'ils portaient au frontal de leur coiffure une tête de squelette sur des os en sautoir. Ces hussards noirs, levés et commandés par Mériau, se proclamaient des héros et se vantaient ridiculement d'être les sauveurs de Cambrai. Ils eurent pourtant un petit avantage. Dans une sortie, ils prirent un drapeau anglais qu'ils offrirent à la Convention (3).

1. Rapport de Delbrel et *Notes hist.* du même, 64-66. Mais dans une lettre du 7 août, Levasseur et Le Tourneur font cet aveu au Comité : « Aucun de nous ne s'est enfermé dans Cambrai que l'on croit ne devoir pas tenir longtemps ; nous n'avons pas eu le temps de prendre toutes les précautions relatives aux circonstances ; l'approvisionnement est assez considérable, mais il y a peu de poudre. »

2. Deschamps, Bécard et leur secrétaire Quincy au Comité, 23 août (A. G.).

3. Cf. sur Mériau, fermier de la cense des Sars et organisateur de la légion des hussards noirs du département du Nord la notice de Jennepin. (*Défense nationale dans le Nord*, II, 193.) Mériau prétendait avoir « seul arrêté une armée formidable » (Lettre du 11 août, *Journal de la Montagne* du 17). Le Conseil de guerre de Cambrai dut écrire à Laveaux pour « relever les erreurs et faussetés de Mériau » :

Mais dès le 11 août, les Impériaux se retiraient. La place fut débloquée et ses portes se rouvrirent. Declaye maintint cependant l'état de siège; il abattit les maisons et les arbres des jardins à deux cent cinquante toises du glacis; il dirigea dans les environs des expéditions faciles et nullement dangereuses; « des traîtres, disait le Conseil général, ont la perfidie d'en prévenir l'ennemi. »

Par malheur pour Declaye et surtout pour les troupes de Cambrai, une entreprise importante lui fut confiée. Houchard lui commanda d'opérer le 12 septembre à la pointe du jour, une fausse attaque sur le camp de Solesmes, tandis que Gudin, parti de Maubeuge, ferait une démonstration contre Englefontaine et Forest. Le ministre Bouchotte approuvait ce mouvement; il enjoignait à Declaye de s'entendre avec Gudin, et il comptait que les ordres seraient donnés clairement, qu'aucune confusion

si les hussards noirs, disait le Conseil, avaient pris un drapeau anglais, le reste de la garnison avait aussi combattu. (*Journal de la Montagne*, 31 août). Ce fameux drapeau fut porté à Paris par un aide de camp de Declaye. Les hussards se plaignirent à Bouchotte : Declaye était jaloux, écrivaient-ils, et voulait donner la gloire à son aide de camp; les uns avaient l'honneur et les autres, le danger; ils demandaient même à servir ailleurs qu'à Cambrai. Le ministre leur répondit qu'ils se plaignaient à tort, que Declaye avait proclamé leur valeur et déclaré que les hussards avaient enlevé l'étendard (Lettre du 10e hussards, 25 août, et réponse de Bouchotte, 30 août, A. G.) Voir aussi sur ces hussards noirs une lettre du représentant Laurent, 29 oct. (Rec. Aulard, VIII, 100). Laurent se plaint à la fois des officiers qui « ne veillent pas au maintien de la troupe » et des soldats dont pas un n'a son livret : « On demande toujours et on ne peut rien constater; c'est un désordre dans la comptabilité qui est affreux, ou, pour mieux dire, depuis la formation du corps il n'y a point encore eu de comptabilité. Quel corps et quelle organisation ! Le soldat pille les campagne, met à contribution les cultivateurs, vend son équipement, etc. » Un mois plus tard, le 27 novembre, Laurent écrivait à Bouchotte que Mériau était destitué parce qu'on l'inculpait fortement et qu'il avait des comptes à rendre.

ne se produirait. Mais ce fut Gay-Vernon, et non Berthelmy, que Houchard chargea d'informer Declaye, et Berthelmy reproche justement à Gay-Vernon de n'avoir pas rédigé pour l'inhabile général une instruction précise et détaillée (1).

Declaye déclara devant les autorités de Cambrai qu'il ne rentrerait dans la ville qu'après avoir gagné sur les Autrichiens une victoire complète et, derechef, il prescrivit de fermer les portes et de ne laisser sortir qui que ce fût. Il pria les membres du Comité de salut public (2) de visiter les remparts pour surveiller les factionnaires et les employés qui voudraient peut-être par quelque signal avertir les Impériaux, et il leur donna un *bon* de sa main, afin qu'ils pussent aller librement sur tous les points des fortifications où les appellerait leur vigilance.

Le 12 septembre, à une heure du matin, il quittait Cambrai. Il emmenait la plus grande partie de la garnison : 2.500 hommes d'infanterie, 240 de cavalerie et 120 canonniers bourgeois ; il avait dû prendre des chevaux de tous côtés pour traîner ses pièces d'artillerie, et des charrettes de paysans pour porter ses munitions. Au jour, un des administrateurs du département du Nord arrivait à Cambrai et lisait dans la salle du Conseil général de la commune, au milieu des applaudissements, une lettre imprimée qui retraçait longuement les succès des Français sur l'armée anglo-hanovrienne. On décidait aussitôt

1. Bouchotte à Declaye, 11 septembre (A. G,) ; *Bulletin de la Soc. de la Corrèze*, I, p. 563.

2. Comme Landau (cf. *Hoche et la lutte pour l'Alsace*, p. 201) et la plupart des villes de France, Cambrai avait, à l'exemple de la Convention, son Comité de salut public ou plus exactement son Comité de surveillance générale et d'exécution ; on sait qu'un décret du 25 septembre ordonna que le Comité de salut public de la Convention porterait seul cette dénomination.

de reproduire ce triomphant message à 400 exemplaires. Le Comité de salut public, le Conseil général, l'administration du district, la Société populaire allaient répandre la nouvelle dans les rues. De toutes parts retentissaient des acclamations de joie et les cris de *Vive la République*. Le carillon de l'hôtel de ville jouait des airs patriotiques. Soudain le silence se fit. Des hussards noirs, des dragons accouraient hors d'haleine, effarés, livides de peur, criant d'une voix entrecoupée et tremblante que les troupes de Declaye étaient taillées en pièces.

Après avoir, à trois heures du matin, renforcé sa petite armée de 1.300 hommes de la garnison de Bouchain, Declaye avait pris la route d'Iwuy, puis, tournant à droite par le grand chemin d'Avesnes-le-Sec, il avait chassé les patrouilles autrichiennes de poste en poste jusqu'à Villers-en-Cauchies, et il allait, avec la témérité la plus folle (1), se porter vers Saulzoir lorsque, sur une hauteur, à gauche de Villers, parut la cavalerie impériale. Informé qu'une colonne ennemie sortait de Cambrai, Cobourg avait ordonné à Hohenlohe-Kirchberg de courir avec trois bataillons et deux escadrons des cuirassiers de Nassau à l'aide du prince de Liechtenstein qui défendait Saulzoir à la tête des chevau-légers de Kinsky et de cinq compagnies d'infanterie. Hohenlohe-Kirchberg partit au galop avec les deux escadrons de Nassau, pendant que Bellegarde quittait le camp de Solesmes avec trois escadrons des hussards de l'Empereur. Sitôt qu'il aperçut ce grand rassemblement de cavalerie, Declaye commanda la retraite, et sa colonne se replia lentement par Villers-en-Cauchies sur Avesnes-le-Sec. Mais à peine Hohenlohe avait-il remarqué ce

1. Expression de Langeron.

mouvement rétrograde qu'il donnait l'ordre de charger. Declaye comptait que ses troupes à cheval, les hussards noirs, les dragons du 10e, les chasseurs de Versailles, soutiendraient le choc. Elles furent enfoncées et s'enfuirent en criant : *Sauve qui peut*. Épouvanté, oubliant son devoir de général, Declaye les suivit et piqua des deux sur Bouchain où il entra vers 10 heures du matin avec quelques dragons et une soixantaine de hussards noirs.

L'infanterie, lâchement délaissée, essaya de faire bonne contenance et forma devant Avesnes-le-Sec deux carrés dans l'intervalle desquels s'établirent les canons. Elle fut enveloppée de trois côtés : sur son front par quatre escadrons de chevau-légers de Kinsky que commandaient le prince de Liechtenstein et le major prussien Tauenzien ; sur son flanc droit, par trois escadrons des hussards de l'Empereur que menait le comte de Bellegarde ; sur son flanc gauche, par les deux escadrons de Nassau que conduisait le lieutenant-colonel Vavasar et par un escadron de Royal-Allemand aux ordres du lieutenant-colonel Specht. L'artillerie française fit plusieurs décharges à mitraille. L'infanterie, calme et résolue, attendit pour tirer que l'ennemi fût à quarante-cinq pas. Mais rien ne put arrêter l'élan de la cavalerie impériale. Elle pénétra dans les carrés, enleva les canons et massacra sans miséricorde les carmagnoles qui lui tombaient sous la main, même ceux qui se mettaient à genoux pour demander grâce.

Les républicains en déroute se sauvèrent à toutes jambes vers Avesnes-le-Sec. Cobourg arrivait à cet instant sur le champ de bataille. Il fit sonner l'appel et ranger la cavalerie. Bellegarde et Liechtenstein entourèrent le village à droite et à gauche. Des escadrons envoyés de Douchy par le général Otto, se portèrent entre

Avesnes-le-Sec et Lieu-Saint-Amand pour barrer le passage au reste des fugitifs. 2.000 cavaliers impériaux avaient, à eux seuls, défait et dispersé 5.000 hommes. 2.000 Français étaient égorgés. 2.000 autres prisonniers, ne conservaient la vie que parce que leur adversaire était las de sabrer. Les Autrichiens perdaient 69 des leurs et s'emparaient de 3.000 fusils, de 20 canons, de 18 caissons et de 3 drapeaux (1).

Les premiers fuyards entrés à Cambrai dans la matinée du 12 septembre avaient été sur-le-champ interrogés par le Comité de surveillance. Tous déclaraient que Declaye s'était retiré devant un ennemi trop nombreux, mais qu'il avait engagé ses troupes dans un ravin où elles ne pouvaient manœuvrer, que la cavalerie impériale les avait cernés et que les survivants ne devaient leur salut qu'à la bonté de leurs chevaux. On leur demandait où était Declaye. Tous disaient qu'ils l'avaient perdu de vue. Les Cambrésiens refusaient de les croire. Mais peu à peu des hussards, des dragons, échappés de la débâcle, rentraient dans la place et confirmaient l'effrayante nouvelle. A trois heures de l'après-midi, se présentait Marceaux, administrateur du district et membre du Comité de surveillance; il avait accompagné Declaye; lui aussi assurait que le général avait mal à propos quitté sa première position, que les Français n'avaient pu résister, que la cavalerie avait tourné bride et que Declaye l'avait suivie à Bouchain, que l'infanterie, livrée

1. Witzleben, *Coburg*, II, 287-290. A elle seule, la garnison de Cambrai qui comptait la veille 3.825 hommes, en perdait 2.303. (Lettre du commandant temporaire, 15 sept.) Un commandant de volontaires Chemin, tira de l'arçon de sa selle un pistolet et se brûla la cervelle; la Convention décréta, le 21 septembre, que son *Bulletin* ferait mention de cette mort héroïque.

à elle-même, s'était défendue jusqu'à la dernière extrémité, mais que les Autrichiens l'avaient hachée. Enfin, à huit heures du soir, comme s'il eût honte de se montrer en plein jour, paraissait Declaye. Deux à trois cents hommes, tristes restes de l'expédition, lui servaient d'escorte.

Le général essaya d'atténuer le désastre. Il prétendit qu'il n'avait avec lui que 3.000 hommes dont les cinq sixièmes appartenaient à la garnison de Cambrai, que 200 étaient tués et 400 blessés, qu'il perdait ses pièces et ses caissons, mais que les canonniers, rebelles à toute discipline, avaient méconnu leur chef et refusé de faire leur devoir, que les charretiers avaient coupé les traits de leurs chevaux, qu'une partie de la cavalerie avait imité la conduite des artilleurs et, dans sa fuite, culbuté les bataillons, qu'il s'était vainement efforcé de rallier les escadrons, que l'infanterie avait chassé les ennemis de cinq postes différents et leur avait ensuite tenu tête, qu'elle eût été victorieuse si les troupes à cheval l'avaient secondée, qu'il croyait s'être loyalement acquitté de sa tâche et que, dans sa situation, nul autre n'aurait mieux agi.

Mais, le lendemain, le Conseil général de Cambrai recevait une lettre de Cornu, commandant temporaire de Bouchain. Cette lettre était navrante. La garnison de Bouchain se réduisait à 600 hommes, dont 200 malades ou convalescents, et il fallait faire monter la garde à 50 bourgeois. Des 1.300 combattants sortis avec Declaye, 60 au plus regagnaient la place. Pernette, commandant des volontaires de la Somme et gouverneur de la ville, les chefs de corps et tous les officiers, à l'exception de cinq, avaient disparu. Quarante canonniers des bataillons étaient tués ou prisonniers; il ne restait que 24 artil-

leurs pour servir 55 bouches à feu. Cornu n'hésitait pas à charger Declaye : Declaye, disait-il, ne lui inspirait pas de confiance ; Declaye avait fui sur Bouchain sans ordonner ni préparer la retraite ; Declaye devait au moins s'attacher à « combler l'abîme qu'il avait creusé », envoyer des renforts, rendre à Bouchain sa garnison perdue.

Le Comité cambrésien de salut public manda sur le champ Declaye et lui montra la lettre de Cornu. Le général prétendit que 1.300 hommes n'avaient pu sortir de Bouchain, qu'il n'avait eu que 600 tués et blessés, que ses ennemis personnels méditaient sa ruine. On insista, on le somma de déclarer exactement les pertes qu'il avait subies ; il restait embarrassé, ne répondait que par des pleurs. Enfin, le commandant temporaire de Cambrai, se levant, avoua que la garnison presque entière avait succombé ; que les Impériaux avaient tout pris, pièces et caissons ; mais que les charretiers et les canonniers avaient causé la défaite.

Le 14 septembre, nouvelle réunion du Comité de salut public. Le capitaine Cabeau qui commandait l'artillerie de Cambrai, défendit les canonniers contre les imputations du général, et Declaye reconnut que les charretiers seuls méritaient des reproches. Mais Cabeau rendit Declaye responsable de l'échec et l'accusa sans pitié : Declaye, disait-il, n'avait pas su ménager à son armée les moyens de battre en retraite ; il avait quitté sans motif la première position qui paraissait très avantageuse ; il s'était, et non un des derniers, enfui dans Bouchain ; il devait être traduit devant un Conseil de guerre.

Accablé, Declaye consentit à la formation immédiate d'un Conseil de guerre qui fut présidé par Scheppers, chef d'escadron du 7e hussards. On lut, dans la séance, la lettre du commandant de Bouchain ; on se convainquit

que Declaye avait diminué le chiffre de ses pertes; on le qualifia d'incapable et d'inepte. Quelques membres proposaient de l'arrêter aussitôt; mais on objecta qu'il fallait attendre le retour des commissaires que la municipalité de Cambrai avait dépêchés aux représentants du peuple à Arras.

Declaye était condamné d'avance. Vainement il invoquait le témoignage du commissaire national Tartarin qui rapportait que les Autrichiens avaient 335 hommes hors de combat (1). Vainement il assurait qu'il avait été renversé deux fois dans la mêlée, qu'il s'efforçait de rallier son monde et qu'il criait : « Au nom de la patrie, rallions-nous! », qu'il avait couru à Bouchain avec la cavalerie pour la ramener à la charge, que les hussards et les dragons consentaient à faire volte-face, mais que les chasseurs de Versailles avaient refusé de le suivre en disant que leurs chevaux étaient trop fatigués. Vainement il écrivait à Davaine et à Bouchotte qu'il aimait la patrie, qu'il gémissait sur sa disgrâce, qu'il désirait ardemment « se venger de ces scélérats du Nord » et qu'il avait « l'éternelle envie d'exterminer cette horde d'esclaves », qu'il avait été battu et « repoussé avec perte », malgré toute sa prudence et sa crainte d'exposer

1. Cf. sur ce Tartarin une lettre de Chapuy, commandant de Cambrai (10 octobre, à Bouchotte); Chapuy raconte qu il a envoyé Tartarin en parlementaire: les Autrichiens ont fait mille instances pour engager Tartarin à déserter; ils ont employé tous les moyens possibles de séduction, caresses, menaces à la Bouillé, mais Tartarin « est un républicain à l'épreuve de la bombe ». Tartarin avait avec lui, dans sa mission au camp ennemi, un trompette du 10e dragons, nommé Luxembourg; de même que Tartarin, le trompette Luxembourg, écrit Chapuy, a « déployé devant ces esclaves menaçants toute la fierté d'un républicain par des réponses et des interpellations dignes de Brutus! »

ses frères d'armes, mais que sa défaite était due à la désobéissance et à la poltronnerie de quelques-uns. Vainement il mandait qu'il espérait garder, en dépit de cet *accident*, l'estime d'un ministre vertueux et des vrais sans-culottes. Le Comité cambrésien de salut public assurait que les talents militaires de Declaye étaient inférieurs au poste qu'il occupait. Fliniaux, administrateur du département du Nord, le taxait d'impéritie et de couardise. « Il n'était pas capable, disait Forster, de commander vingt hommes, et, par-dessus le marché, c'est probablement un traître. » Les représentants Élie Lacoste et Peyssard lui reprochaient, sinon sa perfidie, du moins sa maladresse et son ignorance « véritablement criminelle ». Était-il possible, s'écriaient les commissaires, de faire sortir plusieurs milliers d'hommes et de les conduire en rase campagne sans pousser des détachements ou des partis d'éclaireurs pour observer les mouvements de l'adversaire et annoncer l'approche de forces supérieures! Ne devait-on pas instruire sans retard le procès d'un général qui laissait si lâchement égorger ses troupes? Enfin, les débris de la garnison de Bouchain réclamaient « la plus prompte et la plus éclatante vengeance », demandaient que l'*infâme* Declaye, qui avait si honteusement abandonné ses soldats, fût arrêté et traduit au tribunal révolutionnaire.

Mais Declaye était sans-culotte et ami du commissaire Celliez. Le ministre Bouchotte se défendait de l'avoir nommé commandant de Cambrai et rejetait avec raison ce mauvais choix sur Kilmaine, sur le club, sur la municipalité; pourtant, ajoutait-il, « cela n'empêche pas que Declaye ne passe pour patriote », et il disait très haut que le vaincu du 12 septembre était, en dépit de tout, un citoyen attaché à la liberté. Pareillement, le représentant

Laurent reprochait à Declaye son incapacité, mais ne l'accusait pas d'*impatriotisme*. On se souvint du zèle qu'il mettait à incarcérer les suspects et de l'indignation qu'il avait manifestée contre les aristocrates. N'affirmait-il pas que les nobles ne valaient rien et n'avaient jamais rien valu? Ne dénonçait-il pas les officiers généraux qui servaient à l'armée, quoique destitués, comme des « êtres accoutumés à trahir » et qui pourraient « donner encore quelques plats de leur métier »? Bouchotte se contenta d'envoyer à Cambrai un autre commandant, le général de brigade Chapuy. Quant à Declaye, arrêté, puis transféré à Arras devant les commissaires de la Convention et à Paris, il ne fut pas, comme on l'a dit, guillotiné; il garda son grade et alla présider aux mitraillades de Lyon. Le Comité de salut public le déclarait « irréprochable sous le rapport de la fidélité et du patriotisme! » Mais le chef d'état-major Berthelmy l'avait très bien jugé : « Declaye n'était pas militaire; c'est beaucoup d'être patriote, c'est la première chose; mais ce n'est pas tout; si Declaye était patriote pour la patrie, il se serait fait tuer; il n'avait pour vivre que ce moyen-là (1). »

1, Cf, sur toute cette affaire de Cambrai les documents suivants : Cornu au Conseil général de Cambrai et à Bouchotte ; Declaye au Comité de salut public de Cambrai et à Bouchotte ; déclaration de Scheppers ; adresse de la garnison de Bouchain ; Berthelmy à Bouchotte, 14 sept. ; extrait du registre des délibérations du Comité de salut public de Cambrai, 11-14 sept., et lettre du même au Comité de salut public à Paris, 10 octobre ; rapport de Fliniaux, commissaire envoyé à Cambrai par les administrateurs du Nord, 15 sept.; Lacoste et Peyssard au Comité, 17 sept.; rapport de Declaye, 18 sept.; déposition de Chevreux, du 10e hussards, 20 sept.; Bouchotte à Houchard, 15 sept. (A. G.); Forster, *Schriften*, IX, 101; arrêté du Comité qui autoriser Bouchotte à « employer Declaye de la manière qui paraîtra la plus convenable » (8 brumaire an II ou 29 octobre 1793 Rec. Aulard, VIII, 92);

livret de Robespierre (Welschinger, *Le roman de Dumouriez*, p. 287 ; les mots de Robespierre « écrire sur Declaye » et « demander à Laurent des renseignements » prouvent qu'il s'intéressait au général et l'arrêté du Comité qui déclare Declaye irréprochable, est d'ailleurs de sa main) ; H. Wallon, *Revue bleue*, 8 août 1891. Le récit de Marion, capitaine adjudant-major du 2e bataillon des Ardennes — Hubert Colin, *Biogr. et chron. popul. du dép. des Ardennes*, 1860, 2e série, p. 152-156) est très postérieur à l'événement et ne fait que retracer vaguement, emphatiquement, l'héroïsme qu'auraient déployé les Ardennais.

CHAPITRE XII

LA DESTITUTION DES ÉTATS-MAJORS

. Inertie des Impériaux. — Renforts jetés dans Cambrai et Bouchain. — Plan de Houchard. — Rassemblement de l'armée sous les murs d'Arras. — Retraite des colonnes d'Hédouville et de Dumesny. – L'arrière-garde formée par la brigade Demars. — Marche sur Courtrai. — Débandade du 15 septembre. — Daendels à Menin. — Intervention de Beru. — Suspension d'Hédouville. — II. Mécontentement et irritation. — Plaintes des représentants. — Houchard soupçonné. — Hentz à Paris. — Sentiments du Comité, de Carnot, de Bouchotte. — Suspension de Coquebert et de Gay-Vernon. — Arrestation de Berthelmy et de Houchard (23 septembre). — Correspondance de Houchard avec les princes étrangers. – Le général accusé par Barère, Jeanbon et Robespierre. — Sa justification. — Son exécution. — Berthelmy et Gay-Vernon. — III. Fautes des alliés. — Inutiles conseils de Mercy.

I. Quel que fût, après Hondschoote et Menin, le plan conçu par Houchard, il ne pouvait plus l'exécuter depuis qu'il savait le danger du Quesnoy et l'écrasement de la garnison de Cambrai. Les représentants et le Comité priaient le général de tout abandonner, de tout lâcher pour voler au secours des places fortes du Nord. Carnot, qui recevait les nouvelles les plus alarmantes de la frontière, pressait Houchard de profiter du « moment d'enthousiasme », de sauver les villes menacées, de faire

lever le siège du Quesnoy. Elie Lacoste et Peyssard écrivaient que le camp de Gavrelle ne contenait que 7.000 hommes obligés de s'étendre sur quatre lieues de terrain, que Douai ne renfermait que quelques bataillons, que Bouchain et Cambrai couraient les plus grands périls, que le commandant de Bouchain sollicitait de la façon la plus instante un renfort de 1.500 hommes, que Cambrai n'avait plus que 200 à 300 soldats, que Houchard devait « couvrir autant que possible cette partie importante de la République », que les départements du Nord et du Pas-de-Calais étaient ouverts à l'invasion et que les ennemis feraient sans obstacle toute tentative qui leur plairait (1).

Il était trop tard pour délivrer Le Quesnoy qui capitulait le 12 septembre. Mais on eut le temps de mettre en sûreté Bouchain et Cambrai. Les Autrichiens n'avaient qu'à paraître; ces deux villes n'auraient fait qu'un simulacre de résistance et se seraient aussitôt rendues. « Nous sommes perdus, mandaient les administrateurs du district de Cambrai aux représentants, nous sommes perdus si vous n'envoyez à l'instant même de l'artillerie et de la garnison. Qui sait même si l'ennemi, profitant de son avantage, ne viendra pas cette nuit ou demain nous attaquer? Et comment résister? » Mais au lieu de pousser sa pointe, Cobourg s'arrêtait, hésitait. Il ne concevait pas qu'on pût prendre une place autrement que par un bombardement régulier, par un siège dans les formes, et d'ailleurs, comme dit Langeron, la prise de Cambrai ne cadrait pas dans le plan de campagne (2).

1. Carnot à Houchard, 13 septembre; Élie Lacoste et Peyssard à Houchard, 12 et 14 sept.; cf. Cornu au Conseil général de Cambrai et à Bouchotte, 14 sept. (A. G.).

2. Les administrateurs du district de Cambrai aux représentants, 12 sept. (A. G.); mémoire de Langeron (A. E.).

Encouragés par l'inertie des Impériaux, les représentants, de concert avec le chef de l'état-major Berthelmy, se hâtèrent de jeter du monde dans les deux forteresses. Le plus actif fut Delbrel. Un décret le rappelait à Paris. Mais il résolut de conserver à la République Bouchain et Cambrai. Il était à Armentières lorsqu'il sut que Cobourg avait mis en déroute le détachement de l'inepte Declaye. Sur-le-champ il partit en poste pour le camp de Gavrelle; il vit le général Ransonnet, le chargea d'envoyer des secours, puis, sans autre suite que son domestique et un hussard, gagna Cambrai à franc-étrier, au risque d'être enlevé par des patrouilles ennemies. Il voulait s'enfermer dans la citadelle et y tenir, avec les débris de la garnison, jusqu'à l'approche de l'armée. Mais, peu d'instants après, quatre bataillons, dépêchés par Davaine, entraient à Cambrai.

Restait Bouchain qu'il semblait plus malaisé de ravitailler parce qu'on croyait ses communications interceptées. Mais Delbrel avertit Ransonnet, et le 18 septembre, le 2e bataillon de l'Oise, traînant avec lui un gros troupeau de bœufs, arrivait à Bouchain (1).

Si Le Quesnoy succombait, Bouchain et Cambrai qui, selon le mot de Delbrel, n'auraient coûté qu'une sommation à l'envahisseur, étaient donc sauvés. Berthelmy marquait le 14 septembre au ministre qu'on allait mettre en œuvre tous les moyens pour obtenir, après les succès d'Hondschoote et de Menin, un troisième avantage; qu'on attaquerait très prochainement et sans reprendre haleine, peut-être le lendemain, peut-être le surlendemain, le camp de Cysoing occupé par les Autrichiens de Beaulieu; que les troupes avaient désormais l'habitude de vaincre;

1. *Notes histor.* de Delbrel. 59-60 et rapport du 23 sept. (A. G.).

que le soldat était transporté de plaisir (1). Et, si Houchard avait eu, en effet, plus de vigueur et de décision, il pouvait arracher une nouvelle victoire. Il a trois adversaires : Orange, York et Cobourg. Mais Orange ne compte plus, et York, d'ailleurs assez mal accommodé, est loin encore. Que Houchard rassemble ses forces, et qu'avec 60 à 80.000 hommes dont le moral est excellent, puisqu'ils ont eu le dessus dans deux rencontres précédentes et qu'ils auront conscience de leur immense supériorité numérique, il se jette sur Cobourg, puis sur York. Mais le pauvre Houchard ne s'entendait qu'aux escarmouches et n'avait jamais pratiqué que le menu détail de la guerre; il n'était pas homme à tenter de si considérables entreprises; il ne voyait partout que difficultés et ne s'attachait à connaître dans la situation que le côté faible et vulnérable de sa propre armée.

Loin de marcher en avant, Houchard recula. Il aima mieux regagner le camp de Gavrelle. Le 15 septembre, Berthelmy ordonnait, au nom du général en chef, que 40.000 hommes, les 10.000 de Dumesny, les 10.000 d'Hédouville, les 7.000 de Deroque et 5.000 du camp de la Madeleine, se rassembleraient sous les murs d'Arras. Concentrer ses bataillons et les reformer derrière la Scarpe, se tenir à portée de Bouchain et de Cambrai pour secourir ces deux places « dont les malheureuses garnisons avaient été exterminées », observer Cobourg qui pouvait venir sur Arras et prendre l'armée à revers : tels étaient les motifs que Houchard alléguait au ministre (2).

Hédouville et Dumesny étaient encore à Menin. Suivant leurs instructions, ils quittèrent tous deux les bords de

1. Berthelmy à Bouchotte, 14 sept. (A. G.).
2. Houchard à Bouchotte, 19 sept. (A. G.).

la Lys dans la matinée du 15 septembre pour se rendre à Lille. Une arrière-garde de 3.000 hommes, commandée par le général de brigade Demars (1), avait mission de masquer la retraite et d'inquiéter les alliés du côté de Courtrai. Dès le 13 au soir, Demars était en présence de l'adversaire; mais le lendemain, au lieu de pousser sur Courtrai et d'assaillir les postes qu'il avait devant lui, il se contenta d'occuper le village de Wevelghem. Hédouville lui reprocha sa lenteur, menaça de le dénoncer à Houchard et lui enjoignit une seconde fois de marcher sur Courtrai et de prendre la ville ou de la brûler à force d'obus ; si Demars, ajoutait Hédouville, trouvait une vigoureuse résistance, il tâcherait de contenir l'ennemi

1. Odon-Nicolas Lœillot-Demars, qui se qualifie fils d'un bourgeois de Paris, était né dans cette ville le 1er octobre 1751. Le crédit de son oncle maternel Demars, premier commis de la marine et ci-devant de la guerre, lui valut le grade de sous-lieutenant au régiment de Nassau (28 février 1768.) Il fit la campagne de Corse, devint lieutenant (9 novembre 1772), capitaine (1778), puis aide-major général du corps des volontaires étrangers de la marine (1er septembre 1778), aide-major général des troupes de l'Ile-de-France, major au régiment de Pondichéry (3 mars 1781), et, après avoir servi dans l'Inde de 1779 à 1783, fut attaché à la suite au bataillon auxiliaire des colonies (15 décembre 1786). Chevalier de Saint-Louis, retiré à Obernai en Alsace où il commanda la garde nationale (8 juin 1790), député de cette commune à la Fédération, il fut élu le 5 octobre 1791 lieutenant-colonel du 2e bataillon des volontaires du Bas-Rhin. Le 27 septembre 1792 il recevait le brevet de général de brigade. Destitué le 18 septembre 1793, par Bouchotte, après l'échec de Menin, conduit le 28 septembre à l'Abbaye par arrêté du Comité de salut public, interrogé le 3 pluviôse par le juge Subleyras, il n'obtint sa liberté que le 9 fructidor an II, après onze mois de détention. Réintégré dans son grade de général (25 prairial an III), envoyé à Liège en qualité de commandant temporaire (5 messidor an IV), réformé (4 germinal an V) et employé pendant quatre mois au dépôt de la guerre « pour la partie de l'Inde », nommé administrateur de l'hôpital militaire de Landau (3 floréal an VIII) et chef de la 5e demi-brigade des vétérans (21, août 1807), Demars mourut le 11 août 1808.

dans Courtrai et par tous les moyens éviterait de se compromettre. Le 15 septembre, à quatre heures du matin, Demars se dirigea sur Courtrai par Wevelghem, pendant que la demi-brigade du 49e régiment d'infanterie, conduite par Balland, attaquait Moorseele. Mais depuis l'avant-veille, Beaulieu était à Courtrai et, dit le duc de Deux-Ponts, il se couvrit de gloire en réparant la sottise des Hollandais qui s'étaient si honteusement laissé vaincre.

Beaulieu eut d'ailleurs la tâche aisée, car Balland et Demars agirent avec une déplorable mollesse. Les Français s'acheminaient sur une seule colonne par la grande route, et comptaient déjà ne rencontrer aucun obstacle avant d'entrer à Courtrai. Soudain un aide de camp de Beaulieu, venant par des sentiers détournés, se montra sur leurs derrières avec une division d'infanterie et la moitié d'une escadron de cavalerie. Surpris, déconcertés, s'exagérant le nombre des ennemis qu'ils avaient à dos, d'un côté où ils n'attendaient pas d'agression, les républicains fléchirent. Les tirailleurs de Balland se replièrent sur leur demi-brigade. Quant à Demars, après avoir canonné l'adversaire et remarqué, non sans mauvaise humeur, que ses pièces de 8 n'atteignaient personne et que les projectiles autrichiens tombaient au milieu de son infanterie et y faisaient ravage, il commanda de battre en retraite sur Wevelghem et d'y tenir. A cet instant. arrivait Hédouville avec quelques troupes. La lutte sembla se renflammer. Mais Beaulieu s'était porté le long de la Heule, vers Gulleghem où passe ce ruisseau, pour prendre les carmagnoles par la gauche. Dès que les Français virent Beaulieu déboucher sur leur flanc, ils s'enfuirent de nouveau. Hédouville les remit tant bien que mal en ordre et les ramena vers Menin ; il finit même par les

raffermir au point que cette marche rétrograde s'opéra lentement et sans désarroi ; on fit un kilomètre en deux heures. L'honneur était donc sauf, et, bonnement, Hédouville jugeait l'affaire terminée : il aurait dû demeurer jusqu'au bout sur le lieu de l'action et imprimer en personne les divers mouvements ; il s'éloigna. A quatre heures et demie du soir, il partait avec sa colonne qui traversait Menin, passait le pont de la Lys et s'engageait sur la route de Lille. La brigade Demars formait l'arrière-garde ; elle devait se poster en avant de la porte dite de Courtrai et ne pas bouger jusqu'à la nuit. Mais à peine était-elle sur la position qu'Hédouville lui avait assignée qu'elle aperçut de loin sur le chemin de Thourout quatre escadrons d'Esterhazy et deux escadrons de Karaczey qui composaient l'avant-garde du duc d'York, guidée par le comte d'Erbach. Aussitôt l'alarme se répandit dans les rangs de la brigade Demars. On se crut attaqué de tous côtés ; on se répétait que les troupes d'Hédouville qui pouvaient défendre Menin ou s'établir sur la Lys, à Nechin, pour surveiller les abords de la rivière, avaient pris la route de Lille ; fantassins, cavaliers, artilleurs, ressaisis d'épouvante, criaient : à Lille, à Lille !

Daendels, ce Daendels qui devint général, et qui, selon l'expression de Béru, donnait les preuves de la plus grande intelligence et d'une valeur étonnante, commandait dans Menin et y tenait garnison avec les Belges et les Bataves. Il n'avait qu'une chétive idée des aptitudes et de la fermeté de Demars. Sitôt qu'il sut que la brigade se retirait et qu'elle était pressée par l'ennemi, il se rendit à la porte de Courtrai. Il vit se produire la débandade ; toute l'artillerie était sur le pavé, sans qu'on mît aucune pièce en batterie ou à la prolonge ; l'infanterie s'était arrêtée pour reprendre haleine, puis, après avoir

essuyé le feu de quatre canons autrichiens qui lui blessaient quelques hommes, avait fait demi-tour à droite et reculé jusque dans les fossés de la ville ; le 3e régiment de dragons qui lui servait de soutien, suivait son exemple ; les charretiers entraînaient les pièces au galop. Daendels, convaincu que les Impériaux entreraient dans Menin avec les fuyards, essaya d'assurer le passage du pont et envoya sur-le-champ de l'autre côté de la Lys un bataillon de Paris, un bataillon de la Gironde et un escadron du 21e de cavalerie, le seul qui ne se fût pas dispersé. Pour lui, avec les Belges et les Bataves, un bataillon du 8e régiment et une compagnie de grenadiers, il restait sur la place afin de diriger l'arrière-garde lorsqu'aurait filé la brigade Demars. Bientôt les fugitifs arrivèrent à toutes jambes. Ils renversèrent la compagnie de grenadiers et en un moment la place fut tellement encombrée qu'on ne pouvait pousser outre. Daendels se multiplia, tenta l'impossible pour débarrasser Menin de cette cohue. Il y réussit. La plus grande partie de la brigade et plus de la moitié des dragons quittèrent la ville. Alors Daendels fit avancer le 8e bataillon et des pièces d'artillerie volante. Mais, à cet instant, le général Demars qui n'avait pas encore paru, se montrait pour donner des ordres ; il interrompait la retraite ; il braquait un canon à la porte de Courtrai ; il garnissait le rempart de grenadiers. « Général, lui dit Daendels, il est temps que cesse la confusion ; faites vous-même l'arrière-garde ou laissez-moi la faire ; je crains toutefois que si vous la faites, vous n'ayez plus personne dès le premier coup de feu. » Demars laissa Daendels faire l'arrière-garde. Déjà la pièce qu'il avait braquée contre la porte de Courtrai, était abandonnée par ses canonniers et ses conducteurs, et demeurait sur la chaussée. Déjà la mitraille tombait sur la

place de Menin. Des hussards autrichiens entraient dans la rue de Courtrai. Daendels voulut les sabrer. Il courut au-devant d'eux. Sa monture trébucha et le lança sur le sol ; des dragons qui se sauvaient lui passèrent sur le corps ; il eut la chance d'attraper la queue d'un cheval, et, se levant à demi, se laissa traîner jusqu'à l'autre bout du pont ; là, des grenadiers l'emportèrent dans leurs bras ; une ordonnance du 21e régiment lui céda sa bête : Daendels, tout meurtri et presque défaillant, gagna de la sorte le village de Linselles.

Le vaillant Daendels avait de quelques minutes retardé la déroute. Elle recommença de plus belle. Prise entre les Impériaux qui pénétraient par la porte de Courtrai et la cavalerie du comte d'Erbach qui venait par la porte de Thourout, l'arrière-garde des républicains traversa Menin en toute hâte. Mais l'ennemi la poursuivait dans les rues l'épée aux reins, tandis que les habitants, qui se rappelaient le pillage de l'avant-veille, criaient de leurs fenêtres : « Vivent les braves Autrichiens ! Vivent les braves Hessois! » Le pont, si funeste aux Hollandais deux jours auparavant, le fut cette fois aux Français. Plusieurs se noyèrent dans la Lys. De toutes parts s'élevait une immense clameur « Sauve qui peut ! » De toutes parts les soldats fuyaient éperdus, effarés, affolés. C'était, écrit Levasseur, à qui courrait le plus fort. Le représentant, accompagné de son collègue Bentabole, tâcha de rallier la colonne, de la reformer, de remettre l'ordre dans les rangs. Il tira son sabre et, allant à la rencontre des fugitifs : « Halte-là! leur dit-il. Je fends la tête au premier qui bouge ! Serait-il possible que les vainqueurs d'Hondschoote décampent devant une poignée d'esclaves ! » On hésita ; puis on s'arrêta parce qu'on avait confiance dans les commissaires de la Convention ; on pria Levasseur et Bentabole

d'indiquer ce qu'il fallait faire. Les deux représentants étaient fort embarrassés. Ils se décidèrent à ranger les troupes en bataille à droite et à gauche. Par bonheur, le général Béru arrivait. Il fit venir des pièces d'artillerie légère, et les assaillants, après avoir essuyé quelques décharges, se replièrent sur Menin. Béru dirigea la retraite et ramena les unes à Tourcoing et à Linselles, les autres à Bondues. « Sans Béru, assure Levasseur, je ne sais ce que nous serions devenus. »

Aussi les représentants demandaient-ils pour Béru le grade de général de division. Quoique noble de naissance, n'était-il pas courageux, instruit, et nécessaire à l'armée du Nord sur cette partie de la frontière? N'avait-pas montré dans cette débâcle de Menin du sang-froid et de la présence d'esprit? Le 16 septembre, de leur propre chef, et pour forcer la main au ministre, ils nommaient Béru général de division.

Mais s'ils vantaient les mérites de Béru, ils n'avaient pour Hédouville que des paroles de blâme. Delbrel avait loué la valeur et l'activité de ce vieux soldat. Levasseur et Bentabole le jugeaient indolent et mou. Ils remarquaient déjà son insouciance au combat de Wervicq. Hédouville, disaient-ils alors, aurait dû fondre sur les ennemis qui lâchaient pied ; il s'était contenté de les canonner au lieu de détacher à leurs trousses un parti de cavalerie qui eût du moins capturé les traînards. Mais la conduite qu'Hédouville avait tenue à Menin, les transportait d'indignation. Pourquoi délaissait-il son arrière-garde aux prises avec les Autrichiens ? Pourquoi était-il en tête de la colonne lorsque son devoir lui commandait de rester à la sortie de Menin pour arrêter la confusion qui s'était mise dans ses troupes ? « Cette affaire, écrivaient-ils, ne lui fait pas honneur ; il est brave, mais ce ne sera jamais

un général. » Le 23 septembre, avant de regagner Paris où ils rentraient fatigués et rendus, ils suspendaient Hédouville de toute fonction militaire; Hédouville, déclaraient-ils, n'avait pas exécuté le plan d'attaque de Wervicq concerté entre les généraux et en présence des commissaires de la Convention ; il avait refusé de charger l'arrière-garde des ennemis au moment où ils se retiraient de Wervicq; il avait, par de mauvaises dispositions. changé au 15 septembre la retraite en déroute ; il avait osé dire aux représentants que la canonnade dirigée sur Menin se faisait à Linselles et que son arrière-garde était en sûreté quand elle était vigoureusement assaillie; enfin il avait abandonné cette arrière-garde et, lorsque les représentants l'envoyaient chercher, il était tranquillement assis sur le bord d'un fossé (1).

1. L'action dura de cinq heures du matin à cinq heures du soir. Les Autrichiens y perdaient une centaine d'hommes. Les Français avaient, selon Arnaudin, 400 tués et blessés, et ils laissaient aux mains des alliés 100 prisonniers, 2 canons, 8 caissons et un drapeau. Cf. sur cette affaire très peu connue et sur laquelle, dit Abel Hugo dans sa *France militaire* (I, 120), la plupart des auteurs contemporains ont gardé un silence mystérieux, sur laquelle, disent également les auteurs de la *Geschichte der Kriege in Europa*, II, 79, manquent entièrement les détails authentiques : Schels, 24; Witzleben, II, 301; Ditfurth, I, 132; Fersen, II, 428 (le duc de Deux-Ponts à Fersen, 4 oct. 1793); Gay-Vernon, *Custine et Houchard*, 285; et surtout la lettre de Levasseur au Comité (16 sept. A. G.) dont Sybel a bien vu l'importance ; la relation d'Arnaudin; le *Détail de la marche de la colonne Demars* (mémoire justificatif de Demars, imprimé, A. G.) et la rapport de Daendels (16 sept., *Batave* du 5 octobre) qu'appuie une lettre de Béru, du 8 oct., où on lit que Daendels eût été pris sans sa dextérité et qu'il s'accrocha à la queue d'un cheval qui le traîna sur le ventre durant près d'une demi-lieue. Ajoutons que Bouchotte confirma, le 19 septembre, la nomination de Béru et qu'il avait la veille suspendu Hédouville en même temps que Dumesny. Le 28 septembre, Hédouville, Dumesny et Demars furent envoyés tous trois à l'Abbaye par arrêté du Comité. (Rec. Aulard, VII, 101.) Foucart et

II. De retour au camp de Gavrelle, Houchard se préparait à combattre Cobourg. Il ne savait trop quels étaient les desseins du prince. Cobourg allait-il assiéger Lille dans l'espoir que la population se révolterait, comme avait fait celle de Valenciennes? Allait-il plutôt se porter par Tournay sur Dunkerque pour « renouer la coalition » et réussir où le duc d'York avait échoué? Quels que fussent les projets de Cobourg, Houchard mandait à Paris qu'il ferait tout pour les renverser : il avait laissé des troupes à Dunkerque et sur la Lys; il renforçait le camp de Cassel; il comptait bientôt se mettre en mouvement et marcher à la hauteur des ennemis (1). Mais, pendant qu'il traçait ces lignes où se marquaient les vacillations habituelles de son caractère, le Comité de salut public et le Conseil exécutif décidaient de le destituer.

La reculade de Menin succédant de si près aux glorieuses journées du 8 et du 13 septembre avait répandu partout un esprit de mécontentement et d'irritation. Comment les républicains vainqueurs n'étaient-ils restés que quarante-huit heures à Menin? Pourquoi cette affaire malheureuse et si gauchement conduite suivait-elle si vite de très grands avantages? On s'indignait contre les généraux; on les taxait de mollesse et d'incapacité; on les suspectait de tiédeur; on les regardait comme les auteurs du désastre.

Lavalette écrivait de Lille que la République serait encore vaincue si elle ne trouvait le moyen d'attacher les officiers et les sous-officiers à leurs soldats ainsi que

Finot ont reproduit (II, 149) la décision prise par Levasseur et Bentabole contre Hédouville. Les dépositions des deux conventionnels au procès d'Hédouville (A. N. W. 307) n'offrent rien de particulier.

1. Houchard à Bouchotte, 19 septembre (A. G.).

« l'ombre l'est au corps », qu'on criait sans cesse à l'indiscipline des troupes et à leur amour de pillage, mais qu'il valait mieux crier à l'insouciance des officiers qui ne pouvaient empêcher le désordre parce que leur voix n'était pas familière au soldat (1).

Les commissaires de la Convention, Hentz et Duquesnoy, mandaient qu'il fallait au plus tôt réformer les abus. C'était, à les entendre, au courage seul des soldats que la République devait ses succès; plusieurs officiers n'avaient point paru dans les dernières affaires à la tête de leurs hommes; une foule d'entre eux étaient des royalistes et des traîtres qui méritaient d'être destitués sur-le-champ. Dunkerque même inspirait à Hentz et à Duquesnoy de violents soupçons. Après avoir dit que les habitants témoignaient une incroyable ardeur, qu'ils étaient une seconde garnison et que le siège les avait républicanisés, Hentz prétendait remarquer dans la ville, au milieu de la joie du peuple, des figures allongées, et il assurait que beaucoup de riches négociants tenaient le langage de Brissot et montraient assez par leur rire aigre et contraint qu'ils préféraient les Anglais à la République (2).

Levasseur et Bentabole envoyaient au Comité les mêmes plaintes, les mêmes accusations. Levasseur craignait que la République ne perdît prochainement le fruit de ses succès. Il jugeait que l'armée se désorganisait, que le service des subsistances était fort mal fait, que le ministre n'avait pas choisi pour commissaire-ordonnateur en chef un homme honnête et intelligent. Il incriminait les

1. Lavalette à Bouchotte, 17 septembre (A. G.); cf. sur ce Lavalette *Valenciennes*, 208-210.
2. Hentz et Duquesnoy au Comité, 15 sept. (A. G.).

généraux et les états-majors qui commettaient ou laissaient commettre des fautes très graves : les aides de camp ménageaient leur monture à cause de la modicité de leurs appointements et du prix excessif des chevaux; ils n'étaient qu'en petit nombre (1), et un général devait, en un jour d'action, se servir de simples ordonnances qui ne le comprenaient pas et qui, par fausse honte, ne lui faisaient pas répéter ce qu'il avait dit. Et vainement Levasseur représentait qu'il fallait écrire les ordres ; on s'inclinait, on reconnaissait la justesse de l'observation, et l'on continuait à donner des instructions verbales (2). Les troupes étaient bonnes; elles déployaient à l'attaque une valeur admirable ; mais, sitôt qu'elles entraient dans un village, elles se divisaient en deux parties : les lâches qui se livraient à toutes les horreurs, au pillage, au meurtre, au viol ; les braves qui poursuivaient l'ennemi, mais qui, fascinés par la vue du butin, et devenus cupides, ne tardaient pas à imiter leurs camarades. Si l'adversaire, ajoutait Levasseur, nous assaillait une heure après la prise de l'endroit, il aurait de nous bon marché. Mais les officiers ne prêchaient-ils pas d'exemple? Levasseur n'avait-il pas dû les sabrer, comme il sabrait les soldats, et leur arracher leur hausse col comme il arrachait aux grenadiers leurs épaulettes (3)?

Le grand coupable était Houchard. De la plupart des villes du Nord, les dénonciations affluaient contre lui. Les uns le disaient très mal entouré; les autres le trai-

1. Cf. une lettre de Varin à Bouchotte (19 sept., A. G.); il dit que Houchard devrait avoir quatre aides de camp, comme la loi l'exige, que le général les économise, et pour cause : « La difficulté est de les trouver sans-culottes. »

2. Allusion évidente à Gay-Vernon, cf. plus haut, p. 194.

3. Levasseur et Bentabole au Comité, 16 sept. (A G.).

taient d'incapable ; d'autres s'affligeaient qu'il revînt dans son ancien camp lorsqu'il pouvait aisément marcher sur Ostende et sur Gand. De l'armée même s'élevaient d'hostiles rumeurs. « Nous avons chassé les Anglais, les Hanovriens, les Hessois, les Hollandais, mandait-on naguère de Lille au *Journal de la Montagne*, nous volons contre Cobourg et nous allons le combattre et l'humilier. » Houchard avait-il humilié Cobourg ? Avait-il exécuté les vastes projets du Comité ? Avait-il pris l'essor ? Après une si belle entrée de jeu, il regagnait, au milieu de septembre les positions qu'il avait au mois d'août, et le seul résultat de tant de marches, c'était le débloquement de Dunkerque ! L'agent du ministre des affaires étrangères, Duvivier, le comparait à Dumouriez : de même que Dumouriez avait refusé d'écraser les Prussiens en Champagne, de même Houchard avait refusé d'écraser les Anglais à Hondschoote. Forster écrivait qu'on était de nouveau trahi, que l'armée aurait pu faire dix fois plus de mal aux Anglais et que Houchard leur avait permis d'échapper. Levasseur répétait que les combattants du 8 septembre auraient coupé la retraite au duc d'York s'ils s'étaient, après l'action, dirigés sur Furnes ; mais Houchard avait répondu : *nous ne sommes pas en force* (1).

De tous les commissaires de la Convention, Hentz était le plus acharné contre Houchard. Borné, entêté, prenant ses soupçons pour la réalité, Hentz s'imaginait que Houchard s'entendait sous main avec les coalisés, et que Berthelmy et Gay-Vernon étaient dans le secret de cette conspiration. Il entraîna Duquesnoy ; il entraîna Elie Lacoste et Peys-

1. *Journal de la Montagne*, 21 sept. (lettre de Lille) ; *Le Batave*, 28 sept. (lettre de Dunkerque, du 24) ; Forster, *Schriften*, IX, 107 ; Levasseur et Bentabole au Comité, 16 sept. (A. G.) ; Duvivier à Deforgue, 27 sept. (A. E.).

sard. Après avoir félicité Houchard de « sabouler d'importance » les alliés, Hentz et Duquesnoy assurèrent qu'il devait ses succès, non pas à ses talents, mais à la vaillance de ses soldats, et ils demandaient avec impatience quand il ferait un « grand mouvement » et prendrait enfin les Austro-Anglais sur leurs derrières. Lacoste et Peyssard avaient naguère loué Houchard et lui disaient flatteusement qu'il n'avait pas dépendu de lui de fixer partout la victoire. Ils se joignirent à Hentz pour blâmer la conduite du général et la qualifier d' « étrange ». Quoi ! il ramenait précipitamment sur Menin une armée qui pouvait sans obstacle s'emparer d'Ostende et y trouver des ressources infinies ! Il tentait de rentrer dans un pays déjà ravagé ! Après avoir vaincu deux fois et perdu tant de braves gens, il revenait se mettre sur une défensive humiliante, et il laissait l'étranger travailler à l'aise! Evidemment, *Messieurs* Houchard, Berthelmy et Gay-Vernon étaient des perfides et des traîtres. Ils faisaient bonne chère pendant que fuyait l'ennemi. Ils ne profitaient pas des avantages que leurs intrépides soldats avaient remportés. Ils ne se conformaient pas au plan du Comité; ils avaient tout combiné pour une déroute, et les ordres qu'ils donnaient, les contre-ordres, les continuels et inutiles croisements de troupes, les marches forcées, les déplacements qui coûtaient plus de monde que des batailles, annonçaient que « le système de Lafayette reparaissait sur la scène ». Et les commissaires accusaient Houchard, Berthelmy, Gay-Vernon, de tout désorganiser, de fatiguer et de ruiner exprès les pauvres chevaux de l'artillerie et des charrois, de ne pousser que les intrigants, de dégoûter du service les purs jacobins, d'écarter les observateurs, d'envoyer à Cassel le patriote Davaine, d'éloigner de Gavrelle la division sur laquelle

on comptait surtout pour couvrir la plus importante partie des frontières, de livrer à l'Autrichien les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais si fertiles en ressources, de le laisser couper les communications entre la Flandre et le reste de la France, de lui faciliter l'envahissement de l'intérieur (1).

Persuadé de la trahison de Houchard, Hentz partit le 18 septembre pour Paris. Il avait su se faire un certain renom parmi ses collègues, et Le Bas vantait la fermeté de son caractère (2). Il déclara qu'il aurait mis Houchard et ses complices en état d'arrestation s'il n'avait craint d'excéder ses pouvoirs; mais il venait se concerter avec le Comité, lui révéler les complots de l'état-major, lui demander la punition des coupables. Robespierre, Barère, Jeanbon Saint-André, Carnot et le ministre Bouchotte, convaincus du patriotisme et de la probité de Hentz, accueillirent ses dénonciations.

Robespierre et Barère n'avaient plus à la bouche que les mots de vigueur et de rigueur : ils disaient volontiers que l'esprit des soldats était admirable et que les échecs de l'armée résultaient de la traîtrise de ses chefs; ils recommandaient aux représentants de surveiller les généraux, de ne pas les perdre de vue un seul instant et de ne leur rien pardonner (3).

Jeanbon Saint-André s'était toujours méfié de Houchard et ne lui reconnaissait d'autre mérite que d'avoir

1. Hentz, Peyssard, Isoré et Duquesnoy au Comité, 26 sept. (Rec. Aulard, VII, 70); cf. Lacoste et Peyssard à Houchard, 12 sept. (A. G.). Le 20 septembre, Houchard avait ordonné à Davaine de partir avec sa division pour se rendre à Cassel.

2. *Corresp.* de Le Bas, 1837, p. 31.

3. Cf. notamment une lettre du Comité, du 6 octobre, aux représentants à l'armée du Rhin. (Rec. Aulard VII, 252.)

rompu avec Custine; mais, ajoutait-il, « il y a loin entre haïr un contre-révolutionnaire et aimer la nation. » Il avait une antipathie profonde contre Berthelmy et, un mois auparavant, s'efforçait de le chasser de l'armée, l'accusait d'insolence et d'incivisme; Berthelmy, avait-il dit, paraissait mal disposé, ne devait son avancement qu'à la cabale et ne ferait certainement que nuire aux opérations. Enfin, Jeanbon avait la conviction que le soldat était partout excellent, mais que les états-majors étaient gangrenés; la grande mesure qui de jour en jour devenait nécessaire, indispensable, c'était, répétait-il, la destitution de tous ces états-majors dont aucun ne désirait sincèrement le bien de la chose publique (1).

Carnot marquait, il est vrai, à Houchard, que le Comité avait reçu la nouvelle de ses brillants succès avec la plus vive satisfaction. Mais il regrettait *infiniment* que le général n'eût pas exécuté son premier projet, le « grand projet », n'eût pas marché directement par Furnes, Ostende et Nieuport pour envelopper entièrement l'armée anglaise et l'écraser. Il avait recommandé à Houchard d'éviter le morcellement, de frapper un coup terrible. Houchard avait-il obéi? Avait-il eu la vigueur que lui prescrivait le Comité? Avait-il profité de l'énergie française et de la confiance qu'il inspirait aux troupes? Avait-il jeté sur les ennemis la masse de ses forces (2)?

Pareillement, Bouchotte avait félicité Houchard de la bataille du 8 septembre. Mais, de même que Carnot, il

1. Cf. plus haut, p 106, ainsi que les discours de Jeanbon aux jacobins (20 sept., *Journal de la Montagne* du 22, et *Mon.* du 25) et à la Convention (24 sept., *Mon.* du 26).

2. Carnot à Houchard, 5 et 13 sept. (A. G.).

mêlait des regrets à ses compliments, et assurait, après avoir consulté la carte, que les résultats étaient moins brillants qu'on l'espérait. Houchard pouvait couper aux alliés le chemin de Furnes, les obliger à se rendre ou les anéantir totalement. Pourquoi ne l'avait-il pas fait? Et Bouchotte se prenait à penser que Houchard avait trouvé peut-être une meilleure combinaison (1).

Tels étaient les sentiments du ministre et des membres du Comité de salut public lorsque Hentz leur proposa de sévir contre Houchard. Ils sévirent. Ils crurent tout ce que Hentz leur débitait, s'indignèrent avec lui des lenteurs calculées du général. Et quand Hentz affirma que Dunkerque n'était pas sûr et que des gens de la ville tramaient un complot pour appeler les Anglais et leur ouvrir les portes, quelle colère dut s'allumer dans le cœur de Carnot! Le 20 septembre, le Conseil exécutif destituait Houchard qu'il remplaçait par Jourdan, et, le même jour, le Comité arrêtait que Houchard et ceux qui avaient empêché l'armée du Nord de profiter de la victoire, Berthelmy, Gay-Vernon, Hédouville, Landrin, Dumesny, Demars, seraient amenés à Paris (2).

Le lendemain, Carnot mandait aux représentants à Dunkerque d'être sur leurs gardes et de s'entourer d'irréprochables patriotes. On avait, disait-il, porté des plaintes graves contre l'état-major général de l'armée du Nord, et la plupart des officiers qui le composaient étaient suspendus depuis la veille; les commissaires de la Convention devaient se souvenir que le sort des armées leur était confié; ils devaient étudier les hommes

1. Bouchotte à Berthelmy, 11 sept., et à Houchard, 15 sept. (A. G.).
2. Lacoste et Peyssard au Comité, 20 sept., et notes de Carnot (A. G.); Rec. Aulard, VI, 577.

que la République employait et s'attacher à mieux connaître leur caractère, recueillir de tous côtés des renseignements sur le civisme et les talents de ceux qui pourraient exercer un commandement, découvrir parmi les chefs de bataillon et les officiers d'un grade inférieur le mérite modeste (1).

Houchard ne soupçonnait pas le coup de foudre qui le toucherait bientôt. Mais déjà deux de ses amis et collaborateurs étaient frappés. Le ministre avait suspendu Coquebert de Montbret, suspendu Gay-Vernon.

Coquebert de Montbret était cet officier du génie qui, en un accès de délire, avait, au mois d'avril, tiré sur Custine. A la sollicitation de Gay-Vernon, le ministre l'avait employé dans l'état-major de l'armée du Nord; mais, suivant le mot de Bouchotte et des représentants, il n'inspirait pas une entière sécurité. Le 12 septembre, il avait ordre de quitter le service (2).

1. Carnot aux représentants du peuple à Dunkerque, 21 sept. (A. G.).

2. Bouchotte à Berthelmy, 15 sept. (A. G.). A cet instant, le ministre apprenait que Coquebert avait été fait prisonnier à Rexpoëde: « Cette nouvelle, écrivait-il, rend la suspension inutile ». Il avait en même temps suspendu l'adjudant-général Thüring (cf. plus haut, p.78); mais le 15, il écrivait sur un de ces bouts de papier qui servaient à la transmission de ses ordres : « J'ai arrêté l'effet de la suspension pour Coquebert et Thüring ». Cf. sur Coquebert *L'expédition de Custine*, 215 et 260. Antoine-Romain Coquebert, fils d'un conseiller de la Chambre des Comptes, était né le 6 avril 1767 à Saint-Germain-en Laye. Sous-lieutenant à l'Ecole de Mézières (1er janvier 1784), lieutenant en second (1er janvier 1786), lieutenant en premier (1er avril 1791), capitaine (15 juillet 1791), employé au Havre et à Cherbourg, il avait servi d'aide de camp à Custine depuis le mois d'avril 1792 et il était lieutenant-colonel lorsqu'il tira son coup de pistolet. Custine se vengea en sollicitant pour lui le grade d'adjudant-général et en le recommandant à Houchard qui pria le ministre d'envoyer à son armée un officier aussi distingué par son civisme et ses moyens. (Custine et Houchard à Bouchotte, 28 avril et 13 mai 1793). Coquebert mourut fou.

Gay-Vernon eut le même sort. C'était, avait dit Custine, « un chaud patriote, instruit et brûlant du désir de s'instruire ». Mais vainement il entrait en correspondance avec le gendre de Pache, Xavier Audouin, le nommait son cher Audouin, lui dénonçait les aristocrates de l'armée, se recommandait à Pache et à Bouchotte : « Rappelez-moi au souvenir du ministre et de votre beau-père; aidez-moi de vos lumières et de vos conseils. » Thüring le signalait au représentant Le Tourneur comme le *faiseur* de Custine. Celliez s'étonnait qu'il n'eût pas subi le destin du général Moustache : « Ce valet ou plutôt ce complice de Custine voulait se donner un vernis de patriotisme; son règne ne sera pas de longue durée; bientôt vous pourrez montrer aux patriotes gobe-mouches cet homme tel qu'il est. » Ronsin écrivait à Paris que Gay-Vernon n'avait aucune des qualités qui caractérisent le républicain, et qu'il était dissimulé, astucieux, redouté de tous les vrais jacobins. Duquesnoy lui trouvait infiniment de connaissances et d'activité, mais, ajoutait-il, « Gay-Vernon a des yeux qui ne me plaisent pas. » Bentabole déclarait qu'il avait perdu la confiance des patriotes. Trullard et Berlier louaient ses talents, mais, disaient-ils, il était un des plus zélés partisans de Custine, et il avait tenu des propos alarmants Jeanbon Saint-André le jugeait un homme froid et craintif qui n'avait d'autre stratégie que de cantonner les troupes (1).

Le 12 septembre, Bouchotte suspendit Gay-Vernon,

1. Gay Vernon à Audouin, 3 août; Celliez à Bouchotte, 14 juillet ; Celliez et Varin à Vincent, 29 juillet; rapport de Ronsin, 17 août; Duquesnoy au Comité, 26 août (A. G.); témoignage de Bentabole (interrogatoire de Houchard); Thüring à Le Tourneur, 6 sept. (A. N. W. 296); Foucart et Finot, II, 127; *Mon.* du 26 sept. (séance du 24).

en alléguant que cet officier donnait de l'inquiétude par ses liaisons avec Custine et semblait hostile au système populaire. Gay-Vernon répondit qu'un coup de poignard lui eût été moins sensible, et il protesta qu'il était sans-culotte et ardent défenseur de l'égalité, qu'il avait pu être trompé par les hommes, mais qu'il ne partageait pas leurs vices et leurs erreurs. Il partit cependant et gagna son village de Vernon, dans la Haute-Vienne, entre Saint-Léonard et Sauviat; il promettait de piocher la terre, de donner aux paysans l'exemple des vertus républicaines et de lire tous les jours de repos, dans son petit jardin, la constitution de 1793 que son entourage saurait bientôt par cœur et pratiquerait fidèlement (1).

Houchard était consterné. Il avait fait de Gay-Vernon son inséparable confident. Sur le-champ, il offrit sa démission. Que ferait-il sans Gay-Vernon? Privé de l'homme qui tenait sa correspondance, pouvait il conserver le commandement? Une pareille fonction n'était-elle pas désormais au-dessus de ses forces et de ses moyens? Il demandait qu'on lui rendît son coopérateur dont il ne saurait se passer : Gay-Vernon était un officier du plus grand mérite, un ami de la chose publique, un patriote qui voulait bien, même au détriment de sa santé, l'aider de ses conseils, de ses connaissances locales et militaires (2).

L'arrestation de Houchard et de Berthelmy suivit de près la suspension de Gay-Vernon. Le Comité avait décidé que la mesure s'exécuterait avec autant de secret

1. Bouchotte à Berthelmy, 15 sept.; Gay-Vernon à Bouchotte, 18 sept. (A. G.).

2. Houchard à Bouchotte, 19 sept.; Varin à Bouchotte, 19 sept. (A. G.).

que de promptitude. Hentz, de retour au quartier-général d'Arras, résolut, avec Lacoste et Peyssard, d'appréhender sur-le-champ les prétendus traîtres. On n'attendrait pas Jourdan; on confierait le commandement provisoire de l'armée à Duquesnoy, le frère du député, et le seul des généraux qui parût sûr, et qui possédât la confiance des soldats depuis qu'il les avait menés au feu dans l'affaire récente de Wervicq; une fois Duquesnoy installé, on enverrait la gendarmerie nationale au logis de Berthelmy et de Houchard.

Les deux inculpés se livrèrent d'eux-mêmes. Le 23 septembre, au matin, Berthelmy alla demander aux conventionnels des chevaux de luxe pour son usage personnel. Ils l'auraient aussitôt arrêté, mais Duquesnoy n'était pas arrivé; ils promirent à Berthelmy de lui faire réponse à une heure de l'après-midi. Berthelmy revint à une heure; mais Duquesnoy n'était pas encore là; les commissaires fixèrent un second rendez-vous à quatre heures. A quatre heures, peu d'instants après que Duquesnoy avait accepté le commandement provisoire, Berthelmy, suivi de son domestique, frappait à la porte des représentants. Lacoste s'était placé sur le seuil en embuscade. Il fit, dit-il, « mettre l'embargo sur l'homme. » Berthelmy perdit contenance, et, pendant qu'on le menait à la maison d'arrêt, il gémissait, se désespérait. « Nous sommes convaincus, écrivaient Hentz, Peyssard et Lacoste, que nous renversons une des grandes batteries de l'ennemi. »

Restait Houchard. Mais le domestique de Berthelmy l'avait instruit de l'arrestation de son maître. Le général, tout affairé, accourut chez les représentants et leur demanda ce qui se passait. « Berthelmy est arrêté, lui répondirent-ils, et vous aussi. » Il montra moins de sur-

prise et de douleur que son chef d'état-major ; mais lorsqu'il sut qu'il serait conduit à la maison d'arrêt, il se plaignit qu'on le mît à la prison commune sans faire aucune différence entre un général et un simple soldat. « Il a trouvé fort dur, remarquent les commissaires, que nous l'ayons traité républicainement; ces généraux qui ne font que commander, ont de la peine à obéir. » Il s'entretint tranquillement de la situation de l'armée avec les deux conventionnels; il les avertit que les ennemis dirigeaient des troupes considérables sur Maubeuge, et il exprima de très vives inquiétudes sur le sort de la place : « La conservation de Maubeuge est de la plus haute importance, mais je crains bien que la République n'ait pas assez de monde pour se défendre (1). »

Lacoste et Peyssard se hâtèrent de saisir les papiers de leur prisonnier. « Nous avons trouvé, mandaient-ils à la Convention, sa correspondance avec les princes étrangers; il en résulte que nos armées étaient confiées à l'ami de nos ennemis, à la créature de Custine; aussi le duc d'York, voyant que le soldat avait rompu les mesures prises pour nous faire hâcher devant Hondschoote, a dit en se plaignant : « *Nous sommes trahis* (2)! »

On ne pouvait mieux altérer la vérité, et un historien allemand affirme avec raison que rien n'était plus impudent que cette assertion, qu'elle n'a jamais été prouvée et qu'il suffit de connaître les événements pour la regarder comme le plus grand mensonge. Que contenait en effet la correspondance de Houchard avec les princes

1. Hentz, Lacoste et Peyssard au Comité, 24 sept. (A. G.).

2. Les représentants à la Convention, 26 sept. (*Mon.* du 30). Mais le 28, aux Jacobins, Collot d'Herbois reconnaissait que cette correspondance « renfermait, *sinon des preuves de trahison*, du moins des présomptions bien désavantageuses contre le général. »

étrangers? Les représentants se récriaient d'indignation en lisant des lettres du prince héréditaire de Hohenlohe-Ingelfingen et de Szekuly qui commandaient l'avant-garde prussienne. Ils frémissaient en constatant que ces « messieurs » témoignaient à Houchard une haute considération. Ils accusaient le général d'avoir des complaisances envers la comtesse de la Leyen émigrée, d'écrire au duc de Brunswick en faveur des ennemis de la République incarcérés à Metz et à Forbach, de correspondre avec Merlin et Reubell assiégés dans Mayence, et sûrement, ajoutaient les représentants, Merlin et Reubell n'allégueraient plus maintenant, pour excuser l'*infâme* capitulation du 23 juillet, qu'ils ignoraient ce qui se passait en France! Quelle crédulité grossière! Quelle rage stupide de tout suspecter et de tout dénoncer! Si les représentants avaient lu ces missives sérieusement et à tête rassise, ils auraient vu qu'elles ne renfermaient que des formules de politesse. Un prince de Nassau disait à Houchard qu'il s'empresserait toujours, en bon voisin, de faire ce qui serait agréable à la France. Le prince de Hohenlohe-Ingelfingen lui proposaitd'échanger des prisonniers, et, avec cette courtoisie dont se piquent entre eux les hommes de guerre, se déclarait prêt à « se porter avec facilité aux arrangements qui pourraient obliger » son adversaire. La comtesse de la Leyen faisait à Houchard des offres semblables : des gens de Blieskastel avaient été emmenés en France comme otageset emprisonnés, les uns à Metz, les autres à Forbach ; elle demandait qu'ils fussent délivrés ou échangés et assurait, pour prouver son bon vouloir, qu'elle avait prié Hohenlohe d'adoucir le sort de la femme et de la belle-sœur du patriote mayençais Patocki, détenues à Königstein. Mais, pour effectuer cet échange, ne fallait-il pas s'adresser au

roi de Prusse par l'intermédiaire de Szekuly qui commandait son avant-garde? Ne fallait-il pas informer Merlin et Reubell? Et les représentants inculpaient Houchard qui s'intéressait au destin de ses compatriotes captifs et qui, dans un billet à Szekuly, se plaignait que le roi de Prusse les eût barbarement traités!

Il est vrai que la correspondance de Houchard comprenait encore une lettre au colonel Murray, chef d'état-major du duc d'York, une lettre à Frédéric-Guillaume, et une lettre à Kalkreuth. Mais la lettre au colonel Murray, la seule que Houchard eût envoyée aux alliés pendant qu'il était à l'armée du Nord, concernait la mission de Forster, chargé, comme on sait, par le Comité, de négocier un échange de prisonniers et d'entamer des ouvertures de paix; Forster l'avait corrigée sous les yeux de Gay-Vernon, et des représentants l'avaient lue. La lettre à Frédéric-Guillaume avait paru dans le *Moniteur* ; elle était datée du 4 avril : Houchard, croyant sur de faux bruits que des hussards prussiens avaient massacré les blessés du 4e bataillon des Vosges, protestait contre de pareilles cruautés, assurait qu'il s'était toujours battu loyalement, que la générosité, l'humanité l'avaient guidé dans chaque circonstance, qu'il professait le respect du vaincu, qu'à Limbourg il embrassait les prisonniers pour les préserver de la fureur de ses soldats, et qu'il faisait panser les blessés prussiens avant les blessés français. Enfin, la lettre à Kalkreuth exhalait un patriotisme ardent, enragé, dénué de scrupules : Houchard refusait de reconnaître la capitulation de Mayence; il disait à Kalkreuth et le chargeait de dire à son maître que la garnison n'avait pas été consultée, qu'elle n'était pas liée par l'infamie de son chef et que lui, Houchard, l'emploierait contre les Prussiens. Voilà quelle était

la correspondance de Houchard avec les ennemis (1)!

Mais il était irrévocablement condamné. Vainement, dans la séance du 24 septembre, les conventionnels s'émurent lorsqu'ils apprirent sa destitution par une lettre de Bouchotte. Vainement quelques-uns protestèrent. Billaud-Varenne et Jeanbon Saint-André défendirent le ministre qui n'agissait que de concert avec le Comité. Houchard, dit Billaud-Varenne, était non seulement destitué, mais arrêté parce qu'il avait trahi la nation, et il paierait de sa tête cette trahison. Quant à Jeanbon, il blâma le général d'avoir marché sur Mayence lentement et *à pas de tortue*, de s'entourer d'hommes comme Gay-Vernon et Berthelmy qui ne pensaient qu'à prolonger la guerre, et de ne pas posséder la moindre étincelle de talent.

Les griefs du Comité contre Houchard furent exposés avec plus de précision par Barère, Jeanbon et Robespierre, dans la séance du lendemain (25 septembre). Barère déclara que Houchard était infiniment suspect pour quatre raisons : 1° Il n'avait pas jeté les Anglais à la mer après leur déroute ; 2° il n'avait pas taillé en pièces les Hollandais, quoiqu'il les eût cernés ; 3° il n'avait imprimé qu'un mouvement partiel à l'armée, et il gardait inactives des troupes qui pouvaient être d'un grand secours, lorsque les Impériaux *assassinaient* la garnison de Cambrai dans un ravin ; 4° il avait abandonné Menin et laissé massacrer son arrière-garde qui battait en retraite. Ces faits, ajoutait Barère, étaient présentement certains ; mais,

1. Voir les lettres dans le dossier de Houchard (A. N.); déclaration de Gay-Vernon au président de la Société populaire de Limoges (A. G.) ; Houchard au roi de Prusse, 4 avril (*Mon.* du 17) ; Houchard à Kalkreuth, 30 août (A. G. et *Mayence*, 292.) ; *Geschichte der Kriege in Europa*, II, 83, note (« unverschämt... die grösste Lüge »).

« environnés de lauriers », ils n'avaient d'abord été qu'incomplètement connus. On croyait que Houchard avait remporté la plus belle victoire ; on n'examinait pas les résultats de ce succès, les pertes qu'éprouvait l'armée et les mauvaises dispositions que le général lui commandait de prendre ; on était indulgent pour un vieux soldat qui s'était signalé par plusieurs actions d'éclat sous l'ancien régime et qui, des rangs obscurs d'une légion, s'élevait jusqu'au grade le plus éminent. Mais Hentz était venu à Paris, et ce commissaire intègre et éclairé (Barère le qualifiait ainsi) avait confirmé tous les rapports que recevait le Comité. Là-dessus, Barère décrivait à sa façon, c'est-à-dire de la façon la plus inexacte et la plus fantastique, la bataille d'Hondschoote. Il y avait, selon Barère, trois colonnes à cette bataille ; la première avait été commandée par Landrin qui s'était caché ; la deuxième, dirigée du côté de la mer, avait laissé aux Anglais le temps de se retirer ; la troisième, envoyée sur Hondschoote, et inférieure en nombre aux coalisés — elle comptait 12.000 hommes et luttait contre 18.000 ennemis bien retranchés ! — n'avait atteint son but que par un effort de valeur qui tenait du prodige. Pourquoi, concluait Barère, le Comité n'eût-il pas destitué Houchard qui morcelait son armée soit par ignorance crasse, soit par trahison ?

Robespierre et Jeanbon Saint-André appuyèrent le rapporteur officiel du Comité de salut public. Jeanbon assura que Houchard était à la fois incapable et traître, que les Anglais seraient maîtres de Dunkerque si l'on eût suivi ses plans, que ses troupes l'avaient forcé de vaincre, et il comparait le malheureux général à Dumouriez qui devait sa victoire de Jemappes à ses soldats, et qui méritait la honte de l'échafaud, au lieu de la cou-

ronne civique. Robespierre vanta le Comité que certains hommes osaient attaquer, ce Comité qui voyait des trahisons au milieu d'un triomphe, ce courageux Comité qui destituait un chef encore investi de la confiance et revêtu de l'éclat d'un succès apparent; c'est malgré Houchard, disait Robespierre, que les sans-culottes ont vaincu, et, à l'assaut d'Hondschoote, l'armée française aurait dû périr! Le même soir, il développait une semblable accusation à la tribune des Jacobins. Il traita Houchard de conspirateur. Le Comité, s'écriait-il, avait formé et communiqué au général un plan dont la réussite était infaillible; pas un Anglais ne devait échapper pour porter à Londres la nouvelle du désastre; mais Houchard s'entendait avec les ennemis; il refusa d'exécuter le plan du Comité; par trois fois il s'enfuit devant les alliés; de peur de les atteindre, il revenait sur ses pas, et cet homme à qui l'on contestait du talent, en déployait beaucoup pour ne point battre l'adversaire (1)!

Dès lors, l'opinion s'anima, se monta contre Houchard. Dans une séance des Jacobins, Chabot l'accusait d'avoir jadis calomnié les volontaires et prodigué les épithètes les plus injurieuses et les plus imméritées aux bataillons nationaux. Jacques Roux, le continuateur de Marat, écrivait niaisement que le « barbare » Houchard avait négligé de jeter dans la mer les Anglais et les *Espagnols.* Laveaux affirmait que Houchard avait pris part à tous les brigandages de Custine en Allemagne et dénoncé le

1. Séance de la Convention, 25 sept. (*Mon.* du 27), séance des Jacobins, 25 sept. (*Mon.* du 30 et *Journal de la Montagne*, du 28). On a vu plus haut que le Comité n'avait pas « formé un plan »; le plan est de Gay-Vernon qui l'exposa le 25 août et l'abandonna le 30 août; Levasseur qui savait ce qui s'était passé, contribua surtout à répandre l'erreur; Houchard, dit-il dans sa déposition, « a, par les conseils de Vernon, changé le plan d'attaque envoyé par le Comité. »

général Moustache après la capitulation de Mayence pour éloigner les soupçons et parce qu'il voyait bien que son patron était perdu sans ressource. Le correspondant lillois du *Batave* mandait que, si le traître Houchard avait voulu, Ostende appartiendrait aux Français, mais qu'il était un de ces officiers de fortune, par malheur si nombreux, qui n'avaient pas le moindre attachement aux nouveaux principes et qui faisaient leur chemin sous l'ancien régime en flattant *messieurs* les officiers et en leur rapportant les propos des chambrées. Hébert disait dans le *Père Duchesne* que la caque sent toujours le hareng et que Houchard savait tourner casaque : « Un palefrenier devenu général d'armée, trahir la République qui l'a tiré du fumier pour le mettre sur le pinacle! Un Houchard vouloir singer un Dumouriez! Pouvait-on mieux attendre d'un misérable goujat qui ne s'était élevé qu'à force de bassesses et en décrottant les bottes de Custine? Tel maître, tel valet. » Une députation des clubs de Sedan, de Montmédy, de Givet, de Philippeville et de Mouzon se présentait aux Jacobins de Paris et demandait que les états-majors fussent entièrement purgés, que le prompt jugement de Houchard devînt un avertissement pour tous les généraux. « Victoire, lisait-on dans le *Rougyff*, Houchard et son état-major sont gobés; ils étaient de moitié avec l'ennemi, et voulaient lui livrer notre armée; que l'on fasse aiguiser la sainte guillotine; elle aura de la besogne (1)! »

Le 27 septembre, Houchard avait été, en même temps que Berthelmy, envoyé à l'Abbaye. Le 24 octobre, Bil-

1. *Journal de la Montagne*, 22 et 29 sept. ; *Le Publiciste*, nº 269; *Le Batave*, 2 oct. (lettre de Lille, 27 sept.); *Le Père Duchesne*, nº 290 ; séance des Jacobins, 15 oct. (*Mon.* du 20); *Rougyff*, nº 28.

laud-Varenne déclarait à la Convention, au nom du Comité de salut public, que les généraux devaient être les premiers frappés puisqu'ils étaient les premiers à trahir leurs serments, et il proposait de rapporter le décret qui ne livrait les généraux d'armée au tribunal révolutionnaire qu'après une décision de l'Assemblée : « Que ce décret soit rapporté, et Houchard paiera bientôt de sa tête le sang qu'il a fait verser par ses trahisons multipliées ! » La Convention rapporta le décret (1).

Houchard, transféré à la Conciergerie, — où il y avait alors *vingt-quatre* généraux ! — pria la Convention de hâter son jugement et d'appeler devant le tribunal ses frères d'armes qui témoigneraient de son innocence (2). Il se défendit. Barère, disait-il, a produit contre moi quatre chefs d'accusation : 1° Je n'ai pas jeté les Anglais à la mer. — Mais étaient-ils d'humeur à se laisser jeter à la mer par un adversaire qui leur était de moitié inférieur en nombre? S'il y avait 15.000 Hanovriens à Hondschoote, il y avait 30.000 Anglais devant Dunkerque, et ces Anglais n'étaient nullement mis en déroute, nullement entamés; ils se sont retirés, aussitôt après le combat du 8 septembre, dans une position avantageuse derrière Furnes; pour aller à eux, j'avais quatre lieues à faire, le jour tombait, et devais-je me hasarder à travers un pays inondé où les ponts étaient rompus? 2° Je n'ai pas taillé les Hollandais en pièces. — Mais j'avais prescrit de les tailler en pièces; pouvais-je être partout et suis-je responsable d'une affaire où je n'étais pas? 3° Je n'ai

1. C'était Billaud qui, le 9 juin, aux Jacobins, avait demandé que la Convention rendît par décret les généraux responsables sur leur tête de toutes les défaites qui seraient évidemment la suite de leur impéritie. (*Journal de la Montagne* du 13 juin.)

2. Lettre à la Convention, 14 nov. (*Mon.* du 16); cf. Chassignet, *Un soldat lorrain*, 48.

imprimé qu'un mouvement partiel à l'armée et j'aurais causé par là l'égorgement de la garnison de Cambrai dans un ravin. — Mais j'avais commandé à cette garnison d'opérer une fausse attaque et non de se fourrer dans un ravin à Avesnes-le-Sec, si loin de la place. Pouvais-je *tout mâcher* à Declaye? Pourquoi s'est-il exposé? Pourquoi ne s'est-il pas « conduit militairement »? 4° J'ai abandonné Menin et laissé les ennemis assaillir l'arrière-garde. — Mais étais-je à Menin? Ai-je envoyé des ordres en cette journée? Puis-je, cette fois encore, répondre des fautes d'autrui? Et Houchard concluait : Carnot a désiré que le siège de Dunkerque fût levé; j'ai fait lever le siège, et ce débloquement a rapporté six millions à la République et coûté plus du double aux coalisés. On dit que j'ai trahi. Mais pourquoi aurais-je trahi? Pour jouir d'un meilleur sort? Pour avoir plus de considération? N'étais-je pas « au poste suprême du militaire »? N'avais-je pas la confiance de mes concitoyens et de mes frères d'armes? Aurais-je changé la place de général d'un peuple libre contre celle de dernier soldat des despotes? On prétend, il est vrai, que je ne suis pas républicain. Mais je suis un plébéien, un sans-culotte. Dès le commencement de la Révolution, je me suis prononcé en faveur du système populaire. Pas un soldat n'a lutté plus que moi pour la cause de la liberté. Pas un n'a été aussi bien récompensé. Hélas! la récompense a été trop belle! Je ne souhaitais que le grade de capitaine de dragons, et ce grade, je l'avais obtenu; étranger à toute ambition, à toute intrigue, je n'ai pas sollicité tous ces emplois que j'ai exercés; je ne voulais être ni colonel, ni général de brigade, ni général de division, ni général d'armée, et l'on m'a forcé de prendre ces commandements qui me valent aujourd'hui l'injure et la prison. Quoi! j'ai trente-

huit ans de services dont dix ans de guerre; j'ai toujours combattu vaillamment, et personne n'a douté de mon courage; j'ai six blessures qui sont autant de certificats de ma bravoure, un coup de fusil à travers la figure, un deuxième dans la cuisse, un troisième à la jambe et trois coups de sabre. Et je suis à la Conciergerie! Mais mon innocence, je l'espère, sera reconnue ; j'ai l'âme pure et la conscience nette; je prie le ministre et le Comité de me renvoyer à Sarrebourg, dans ma famille, sous la surveillance de ma municipalité (1).

Il comparut le 15 novembre devant le tribunal révolutionnaire. Indigné de la bêtise et surtout de l'insolence de ses accusateurs, il avait rédigé pour sa défense une harangue chaleureuse et brûlante de colère. Beugnot lut ce discours et en admira l'éloquence sauvage; il crut entendre le Marius du marais de Minturnes; « telle comparaison, dit-il, rappelait les chants d'Homère ou d'Ossian; je conçus une idée plus relevée de Houchard et je vis que la nature lui avait départi une étincelle de génie qui n'avait point été amortie par les mœurs et le ton du jour. » Houchard confia sa harangue à Osselin qui la délaya en style de palais de la façon la plus froide et la plus plate. Mais, quand elle eût été un chef-d'œuvre, le sort du général n'aurait pas changé. Dumas lui reprocha sa lâcheté. Aussitôt, le vieux soldat se leva, ouvrit son habit et présenta sa poitrine sillonnée de cicatrices : « Lisez ma réponse, » s'écria-t-il. On lui imposa silence et il retomba sur le fauteuil. Il pleurait. On put le juger,

1. On a mêlé et résumé ici les diverses justifications de Houchard, son mémoire du 29 septembre à Bouchotte et un mémoire au tribunal révolutionnaire ainsi que ses réponses à l'interrogatoire.

le condamner, le mener au supplice : il semblait ignorer ce qui se passait autour de lui; il n'avait plus au cœur d'autre sentiment que le sentiment de son honneur profondément blessé; il ne répétait plus qu'un mot, le mot de Dumas qui lui semblait pire que la mort : « Le misérable, il m'a traité de lâche! » Le 16 novembre, il montait sur l'échafaud pour avoir, disait Fouquier-Tinville, « pratiqué des manœuvres et intelligences avec les ennemis de la République, facilité leur entrée en France et favorisé le progrès de leurs armes, notamment à l'armée de la Moselle qui devait secourir Mayence et à l'armée du Nord qui devait secourir Dunkerque. » L'exécution de Houchard fit une impression profonde sur les armées. On le savait sans-culotte, et sa trahison ne trouva dans les camps que des incrédules. « Jusqu'à cette époque, écrit un officier, la faux révolutionnaire n'avait moissonné que des têtes titrées. Chacun craignit d'avoir son tour, et nous avons souvent entendu répéter ce qu'aurait dit Houchard en allant à la mort : « *Battez-vous donc pour ces bougres-là qui vous guillotinent* (1)! »

Berthelmy et Gay-Vernon échappèrent. Neveu d'Aubert que le ministre de la guerre avait eu pour adjoint, ami de Brune, lié avec le commissaire Varin et par suite avec Celliez, Berthelmy n'avait rien à craindre de Bouchotte. Malgré Jeanbon Saint-André qui le haïssait, malgré les adjudants-généraux Thüring et Sauveur Chénier qui le dénonçaient comme modéré, il put se sous-

1. Beugnot, *Mém.* I, 227-229; procès de Houchard (A. N. W. 296). Notes de Legrand (A. G.); cf. Wallon, *Hist. du trib. rév.* II, 82-92.

traire à la mort. Le 1er bataillon de la Corrèze attestait son républicanisme et son intrépidité. Le Conseil général de la commune de Tulle, le Directoire du district, le Directoire du département affirmaient son civisme. La Société populaire de Tulle, émue du péril qu'il courait, dépêchait à Paris un député extraordinaire, Béral, et Béral assurait que Berthelmy avait exposé sa vie pour propager l'esprit public dans la Corrèze et qu'à la nouvelle de l'événement de Varennes, il criait que le moment était venu de faire tomber la tête de Louis XVI. Les conventionnels corréziens Lanot et Borie témoignaient que Berthelmy s'était toujours montré le zélé défenseur de la cause démocratique, qu'il possédait le caractère énergique du jacobin, qu'il avait été provoqué par les officiers royalistes du régiment de Royal-Navarre cavalerie et incarcéré durant quinze jours par les aristocrates de Tulle, qu'il marquait au mois de juillet 1793 le plus vif attachement aux Montagnards et refusait de serrer la main à l'« hermaphrodite » Penières. Enfin, Berthelmy rédigeait mémoires sur mémoires. Tantôt il écrivait qu'il était le plus prononcé des révolutionnaires et regardait le titre de sans-culotte comme le premier des titres ; que dès le commencement de la *grande insurrection* il avait été « en haleine contre l'aristocratie de toutes les robes » ; qu'il avait tout bravé, les persécutions d'un tribunal prévôtal, les menaces des monarchistes, les duels ; qu'il avait fondé le club de Tulle et que les séances de la Société se tenaient d'abord dans sa chambre ; qu'il avait quitté spontanément sa place d'ingénieur qui lui rapportait 3.000 livres pour partir avec les volontaires, à pied et sac au dos ; qu'il avait ordonné de brûler devant l'arbre de la liberté les adresses perfides des commissions populaires de Lyon et de Bordeaux ; qu'il n'avait jamais rien

demandé pour ses deux frères, l'un caporal au 10e régiment d'infanterie, l'autre capitaine de chasseurs à cheval à la légion des Francs; qu'il avait décliné pour lui-même tout avancement; qu'au mois de juin il renvoyait son brevet de général de brigade en alléguant qu'il ne le méritait pas, qu'il était « assez jeune pour attendre », et qu'il avait la conviction intime d'être plus utile à la République comme adjudant-général à l'armée de la Moselle que comme général à l'armée du Rhin. Tantôt il esquissait des plans de campagne et déclarait qu'il fallait attaquer en masse, engager l'armée entière au lieu de la morceler et de mettre partout des détachements. Tantôt, dans le dessein de sauver l'Alsace envahie et comme s'il prévoyait l'expédition de Hoche, il proposait que l'armée de la Moselle vînt « d'un trait » reprendre le camp de Hornbach et les gorges d'Annweiler, favoriser les opérations de l'armée du Rhin, couper la retraite à Wurmser. Il resta dans les prisons de l'Abbaye et ne passa pas en jugement (1).

Gay-Vernon, d'abord suspendu, avait été, de même que Houchard et Berthelmy, mis en état d'arrestation. Mais il avait de chauds et puissants protecteurs. Son frère, membre de la Convention et ardent Montagnard, annonça qu'il plaiderait pour lui devant le tribunal révolutionnaire. Jourdan déposa qu'il n'avait jamais remarqué rien d'équivoque dans la conversation et la correspondance de Gay-Vernon. Le chef d'état-major de Jourdan, Ernouf, écrivit que la République perdait en

1. Cf. la série des témoignages produits en faveur de Berthelmy (A. N. W. 296 et DXLII, 5); Berthelmy au Comité, 30 septembre; Mémoire du 23 frimaire; Seilhac, *Les volont. de la Corrèze*, 106-114; voir plus haut, p. 104-106.

Gay-Vernon un de ses meilleurs serviteurs, qu'il était rare de trouver des sujets qui unissent autant de talents, que l'état-major de l'armée du Nord ne cessait pas de le regretter et que Jourdan déplorait son absence ; Gay-Vernon, ajoutait Ernouf, avait l'âme trop aimante et trop belle ; il s'attachait trop fortement à ses généraux, refusait de les croire coupables, et c'est pourquoi il n'avait pu démêler les perfidies de Custine ; il méritait de reparaître dans les camps où sa conduite avait toujours été pure. Inutilement le secrétaire général de la guerre, Vincent, incriminait Gay-Vernon. Le ministre Bouchotte et l'adjoint Audouin le défendaient. Audouin témoigna que Meusnier, le jacobin Meusnier, l'avait désigné au choix de Pache, que Bouchotte n'avait pas hésité, après l'arrestation de Custine, à le renvoyer en Flandre, que Gay-Vernon proposait alors de se consacrer à l'instruction des élèves de l'École du génie de Mézières, s'il passait pour dangereux ou inutile à l'état-major. Les commissaires de la Convention aux armées du Rhin et de la Moselle, Haussmann, Merlin de Thionville, Soubrany, Maribon-Montaut, firent unanimement son éloge. Haussmann le nommait un excellent patriote et rappelait qu'il avait rendu Kastel imprenable ; Merlin le représentait comme un homme animé des principes les plus républicains, comme un officier du plus grand mérite qui se dévouait tout entier à sa besogne, lui donnait à Mayence des renseignements précieux et fortifiait avec zèle le poste de Kreuznach ; Soubrany attestait que Gay-Vernon avait, à l'armée de la Moselle, la réputation d'un bon citoyen, et Maribon-Montaut, qu'il avait juré de ne servir que la patrie, d'obéir à tous les ordres des représentants et même de souscrire à la destitution de Custine. Comme Ber-

thelmy, Gay-Vernon ne fut pas traduit devant le tribunal révolutionnaire (1).

Ainsi se terminait un des plus importants épisodes de la guerre de 1793. Après s'être emparés de Valenciennes et de Condé, les alliés avaient une saison favorable encore ; ils pouvaient, sans pousser sur Paris, faire de très grands progrès et se saisir de plusieurs places. Au bout de huit semaines, ils n'avaient pris que Le Quesnoy, ils n'osaient prendre Bouchain et Cambrai, ils échouaient devant Dunkerque. Etait-ce, comme le croyaient quelques-uns, parce que Mack n'était plus là pour diriger les mouvements ? Non; mais les alliés avaient conçu leur plan de campagne selon les principes de l'art, et leur ennemi ne consultait aucune règle. Ils avaient marché prudemment, avec une lenteur extrême, et laissé à leur adversaire le loisir de réparer ses revers et de se renforcer en soldats, en officiers et en généraux. Ils avaient commis une faute grave, irrémédiable : l'expédition de Dunkerque, cette expédition que Langeron nomme imprudente et désastreuse. « L'entreprise, mal conçue et

1. Interrogatoire de Gay-Vernon, lettres et dépositions des témoins (A. N. DXLII, 5). Cf. sur Gay-Vernon *Expédition de Custine*, 212, et *Valenciennes*, 129. Il tirait son nom de sa propriété de Vernon, et ses contemporains l'appelaient Vernon tout court. Simon-François de Gay de Vernon était né le 24 nov. 1760 à Saint-Léonard (Haute-Vienne). A l'École de Mézières (1er janvier 1780), lieutenant en 2e (1er janvier 1782), lieutenant en 1er (26 juin 1785), capitaine (1er avril 1791), adjudant-général chef de bataillon (14 janvier 1793), adjudant-général chef de brigade (30 avril 1793), suspendu, il fut nommé, au mois de mars 1798, professeur de fortifications et sous-directeur des études à l'Ecole polytechnique, et le 18 octobre 1804 confirmé commandant en second de cette École. Admis à la retraite le 17 avril 1812, après avoir été fait baron de l'Empire (18 mai 1811), il rentra néanmoins dans le service actif et fut successivement com-

mal conduite, disait Mercy dès le 2 septembre, menace d'entraîner après elle les plus déplorables conséquences et lors même que nous aurions de rapides succès contre Dunkerque et Bergues, nous n'en serions pas moins arrêtés par Gravelines, Calais, Saint-Omer, Hesdin et les lignes de la Canche. » Il eût fallu que les Anglais, renonçant à conquérir Dunkerque pour leur propre compte, se joignissent aux Impériaux; que les deux armées, au lieu de s'engager séparément dans une lutte de détail, se réunîssent pour envahir les plaines fertiles de l'Artois et de la Picardie ; que Cobourg et York, au lieu d'entamer chacun une guerre défensive, vinssent de concert au-devant des levées immenses et indisciplinées de la France pour les dissiper. Mais Anglais et Autrichiens agirent isolément.

Et pourtant, si Cobourg, réduit à ses seules forces, avait payé d'audace, il aurait obtenu de considérables avantages. Mais en vain Mercy lui conseillait de s'inspirer des leçons de la politique, d'établir sur les bords de la Somme des quartiers d'hiver « offensifs », de laisser derrière lui des forteresses qui tomberaient d'elles-mêmes, de vivre en un pays où les grains et les fourrages abondaient, de menacer Paris qui tremblerait à la fois pour sa subsistance et sa sûreté. En vain il priait Cobourg de s'arracher à la stagnation et de ne plus opposer à l'impétuosité française des masses immobiles, de mettre dans les opérations plus de vivacité et d'ardeur, d'imiter l'ennemi

mandant de la 75e cohorte dans l'île de Walcheren (1er mai 1812), colonel d'état-major et sous-chef de l'état-major du 5e corps (1er avril 1813), commandant de la place de Torgau. Prisonnier de guerre (10 janvier 1814), puis, après son retour, admis à la solde de retraite (1er août 1815), il fut nommé maréchal de camp honoraire le 19 novembre 1817 et mourut à Paris le 3 octobre 1822.

qui se montrait si alerte, si dispos, si actif et qui semblait ne connaître ni les saisons ni les difficultés, de déployer et de lancer sa cavalerie, de devancer les Français partout, de les attaquer partout, de les couper partout, de les frapper de terreur. Mercy ne fut pas écouté. Les alliés s'obstinèrent, suivant le mot de Jomini, à s'amuser aux accessoires, à couvrir méthodiquement les chemins, à faire de leurs troupes un emploi pitoyable (1).

1. Bacourt, *Corresp.* entre Mirabeau et La Marck, III, 412-417; Soult, *Mém.*, I, 40; Thiébault, *Mém.* I, 413; Jomini, IV, 37 et 41.

TABLE

CHAPITRE Ier

BOUCHOTTE

CHAPITRE II

KILMAINE

CHAPITRE III

HOUCHARD

CHAPITRE IV

YORK ET COBOURG

CHAPITRE V

BERGUES

CHAPITRE VI

LE PLAN D'ATTAQUE

CHAPITRE VII

HONDSCHOOTE

CHAPITRE VIII

DUNKERQUE

CHAPITRE IX

MENIN

CHAPITRE X

LE QUESNOY

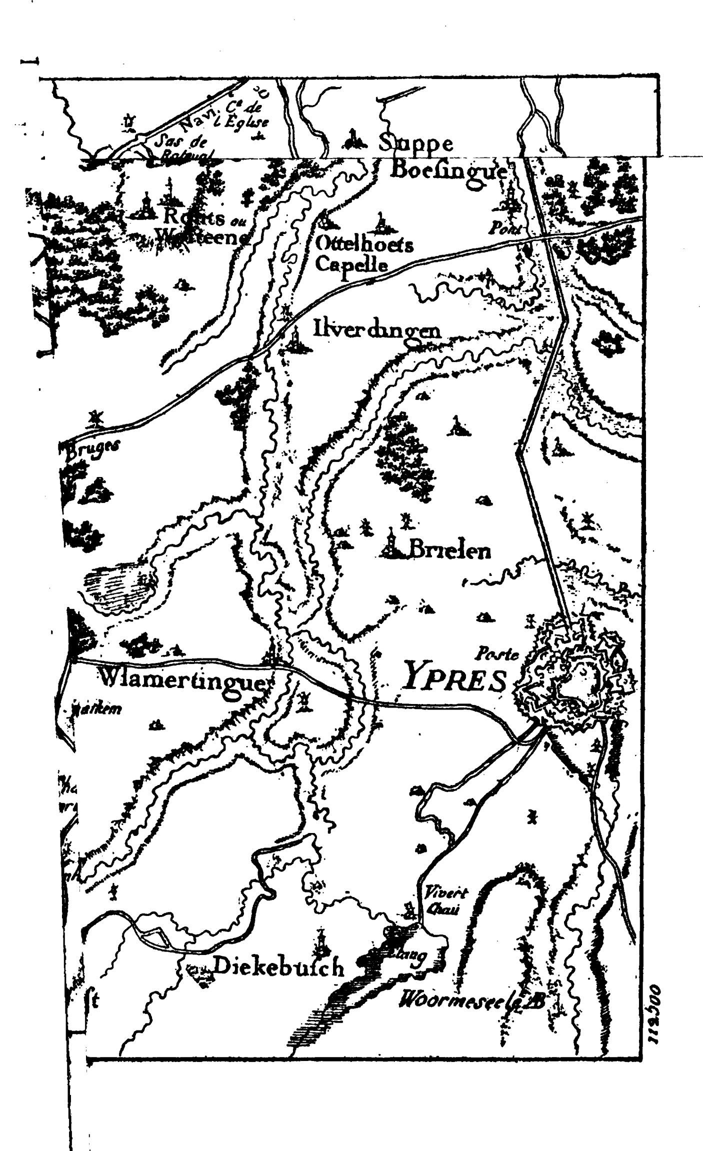
CHAPITRE XI

CAMBRAI

CHAPITRE XII

LA DESTITUTION DES ÉTATS-MAJORS

IMP. NOIZETTE ET Cie, 3, RUE CAMPAGNE-1re, PARIS.



Navi. Cᵉ de l'Eglise
Sas de Boitwal
Suppe
Boesingue
Roests ou Westeene
Ottelhoets Capelle
Pont
Ilverdingen
Bruges
Brielen
Poste
YPRES
Wlamertingue
Vivert Chau
Diekebusch
Woormeseele

